

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI  
COMME EXIGENCE PARTIELLE DE LA MAÎTRISE EN  
ÉTUDES ET INTERVENTIONS RÉGIONALES

PAR  
ELSA BEAULIEU

SOLIDARITÉS ET STRATÉGIES ÉCONOMIQUES  
DES FEMMES URBAINES AU SÉNÉGAL  
LE CAS DES « GROUPEMENTS D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE »  
DE LA RÉGION DE DAKAR

LE 23 JUIN 2003



### **Mise en garde/Advice**

Afin de rendre accessible au plus grand nombre le résultat des travaux de recherche menés par ses étudiants gradués et dans l'esprit des règles qui régissent le dépôt et la diffusion des mémoires et thèses produits dans cette Institution, **l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** est fière de rendre accessible une version complète et gratuite de cette œuvre.

Motivated by a desire to make the results of its graduate students' research accessible to all, and in accordance with the rules governing the acceptance and diffusion of dissertations and theses in this Institution, the **Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** is proud to make a complete version of this work available at no cost to the reader.

L'auteur conserve néanmoins la propriété du droit d'auteur qui protège ce mémoire ou cette thèse. Ni le mémoire ou la thèse ni des extraits substantiels de ceux-ci ne peuvent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

The author retains ownership of the copyright of this dissertation or thesis. Neither the dissertation or thesis, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

## RÉSUMÉ

Les femmes des milieux urbains d'Afrique de l'Ouest font face aux impacts de la restructuration économique et politique globale en développant des stratégies associatives et économiques pour assurer la survie de leurs maisonnées. Notamment, elles se servent de leurs réseaux de solidarité, à partir desquels elles forment des « groupements d'intérêt économique », et investissent des secteurs de l'économie dite informelle, à l'aide de systèmes formels et informels d'épargne et de crédit. Ces pratiques de solidarité et ces stratégies économiques s'élaborent et se transforment dans un contexte où la recherche de ressources pour la survie matérielle et sociale est une préoccupation quotidienne. Or, les organisations non-gouvernementales (ONG) de développement ayant accès à des fonds d'aide au développement sont perçues comme une des principales sources possibles de ressources monétaires et techniques. En conséquence, beaucoup de groupes de femmes se forment et adoptent en partie des modes d'organisation destinés à maximiser leurs chances de réussir à « trouver un bailleur de fonds », à s'inscrire dans une relation de développement.

Or, il se trouve qu'une partie croissante de l'aide accessible aux femmes des milieux populaires des grandes villes du Sud se présente sous la forme de micro-crédits. Je tenterai de montrer dans ce mémoire que cela n'est pas anodin. En effet, le micro-crédit destiné aux femmes est présenté par les grandes institutions internationales du développement, dont la Banque mondiale, comme un outil de lutte contre la pauvreté. Mais les discours sur la pauvreté et sur le micro-crédit émis par la Banque mondiale et par d'autres institutions qui s'inspirent de son leadership, semblent cadrer parfaitement avec les grandes orientations économiques et politiques qui ont produit un appauvrissement massif des populations des pays du Sud depuis le début des années 1980. Ce mémoire s'intéresse donc à trois dimensions de la relation de développement. D'une part, la vie quotidienne, la créativité et l'agencéité des acteurs locaux, ici des groupes de femmes des milieux populaires urbains d'Afrique de l'Ouest. D'autre part, la restructuration économique menée et imposée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), la teneur et la portée de ses discours et de ses politiques. À l'interface de ces deux réalités, la relation de développement telle qu'elle s'invente et se construit entre d'une part des organisations des milieux populaires et d'autre part des ONG faisant partie, bon gré mal gré, du dispositif de développement.

Pour tenter d'explorer ces questions, je me suis spécifiquement intéressée à des groupes de femmes situées à Dakar et en banlieue de Dakar. J'ai donc réalisé deux études de cas de fédérations de groupements de femmes dans la région de Dakar lors d'un séjour sur le terrain effectué en 2000. J'ai utilisé la méthode ethnographique pour la cueillette des données sur lesquelles se base le présent mémoire. L'analyse de ces données a été faite à partir d'éléments théoriques inspirés de l'étude du développement selon une approche d'économie politique féministe. Notamment, les approches critiques de l'étude du développement en anthropologie ont été une source d'inspiration importante. J'ai aussi tiré plusieurs de mes fondements théoriques du champ de

recherche que constitue l'étude féministe des rapports genre dans le contexte du développement. Enfin, j'ai choisi d'articuler l'ensemble de ces éléments à l'aide d'un cadre d'analyse des rapports sociaux de production proposé par l'anthropologue Susana Narotzky dans un ouvrage publié en 1997, « New directions in economic anthropology ». La question de recherche posée est la suivante : comment les relations de développement particulières dans lesquelles s'insèrent les femmes de Serbatim et de l'UGTAD contribuent-elles à modifier la position des femmes dans la structure de la reproduction sociale ?

Le texte est organisé selon une division de la réalité sociale en trois champs distincts mais inter-reliés : le champ des structures et de la globalité, le champ du local, des organisations et des catégories sociale et enfin le champ du quotidien et des individus. Cette organisation de l'analyse m'a été inspirée par un article de Marie-France Labrecque paru en 2000, « L'anthropologie du développement au temps de la mondialisation ». Dans un premier temps, j'examine le champ des structures et de la globalité, sous l'angle des politiques d'ajustement structurel et d'éléments de discours émis par la Banque mondiale sur la lutte à la pauvreté et sur le micro-crédit. Dans le même chapitre, j'examine ensuite les problèmes que les femmes vivent dans leur vie quotidienne, où les impacts de la crise économique et les rapports sociaux de sexe sont parmi les principales contraintes auxquelles les femmes font face. Cette analyse m'amène à proposer que la restructuration économique en cours est genrée, qu'elle constitue un transfert accru des coûts de la reproduction sociale aux familles et principalement aux femmes.

Ensuite je m'intéresse au champ du local, dans lequel se construit la relation de développement à l'échelle des organisations et des acteurs collectifs. Dans cette partie du mémoire j'examine l'histoire des deux fédérations des groupes de femmes et la manière dont se construisent les interactions entre les organisations de femmes et une ONG de développement qui les appuie et les encadre. En fait, une des deux organisations que j'ai étudiées a été encadrée et appuyée depuis sa fondation par une ONG, tandis que l'autre organisation s'est constituée dans le but d'éventuellement s'inscrire dans une relation de partenariat semblable. Le contraste entre les deux cas montre à la fois la capacité d'auto-organisation et d'autodéveloppement des femmes et à la fois le pouvoir structurant de l'intervention de développement. Après cela, je m'intéresse aux groupes membres de ces fédérations, à leurs objectifs et perceptions, à leurs pratiques et aux problèmes qu'ils rencontrent.

Le mémoire se clôt sur une synthèse des éléments qui au fil des chapitres ont contribué à répondre à la question de recherche, en revenant sur des éléments du cadre théorique utilisé, notamment en ce qui concerne les rapports de genre et les rapports sociaux de production, dont la relation capital-travail.

## REMERCIEMENTS

Mes remerciements les plus sincères doivent d'abord aller à ceux et celles qui ont facilité mon séjour sur le terrain, sans qui ce projet d'étude et de recherche n'aurait pas pu voir le jour. Merci donc à Ababacar Ly et à tous les militants et militantes de la radio Oxy-Jeunes de Pikine, dont tout particulièrement Sophie Ahodékon de l'émission Ondes de Femmes, Yacine, Mor et Pap Diatta. Merci aussi aux membres, travailleuses et ami-e-s de Serbatim, de l'UGTAD et de la MECPROTES, tout particulièrement Daba Ndao, Mame Yacine Ndiaye, Khadi Fall Diop dite Leila, Famar Niagne, Marie Kane, le GIE Yakar 2000, Oumy Coumé, Bineta Diallo, Elaj, Mamadou Falilou Sarr et Mandjiguène Bousso. Merci aussi bien sûr à toutes les autres nombreuses personnes que j'ai cotoyées et que je ne peux nommer toutes ici. Merci à Mme Diouf et à Daoda Ba de l'ADPES, dont le support a été grandement apprécié. Merci enfin à Fatou Sarr qui, à plusieurs reprises, m'a généreusement accordé son temps et a partagé avec moi plusieurs de ses analyses et réflexions.

Je tiens ensuite à exprimer ma gratitude aux personnes qui m'ont accompagnée de la genèse à la conclusion de ce projet. En tout premier lieu, Marielle Tremblay dont le soutien et les conseils m'ont été d'une grande aide à toutes les étapes et qui m'a aidée à mener cette aventure à terme, contre vents et marées. Merci aussi à Sophie Larouche et Nancy Burrows qui m'ont soutenue de toutes les manières possibles, ainsi qu'à ma mère Louise Bastien, pour m'avoir souvent rappelée à l'ordre, à mon père Alain Beaulieu, avec qui je partage la curiosité intellectuelle et à mon frère Josselin Beaulieu, avec qui je partage le goût du voyage, de l'aventure et de la découverte. Merci enfin à ma soeur et à toutes les féministes de toutes les époques, sans qui je ne serais pas où je suis aujourd'hui.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
Problématique de la recherche .....	4
Présentation brève des deux cas à l'étude .....	9
Limites de l'étude .....	10
<b><u>Chapitre I</u></b>	
<b>    Éléments théoriques et méthodologiques.....</b>	<b>12</b>
1.1    Éléments théoriques .....	12
1.1.1 Anthropologie du développement et économie politique féministe .....	12
1.1.2 Le cadre d'analyse de la reproduction sociale .....	14
1.1.3 Économie politique féministe et culturelle .....	21
1.1.4 Développement, Genre et développement .....	23
1.1.5 Étude du développement au temps de la globalisation .....	34
Question de recherche .....	41
1.2 Éléments méthodologiques .....	41
1.2.1 Cueillette de données sur Serbatim .....	43
1.2.2 Cueillette de données sur l'UGTAD .....	53
<b><u>Chapitre II</u></b>	
<b>    Le champ du global et le champ des individus.....</b>	<b>59</b>
2.1 La lutte à la pauvreté dans le champ du global.....	59
2.1.1 Dette et ajustement structurel au Sénégal .....	60
2.1.2 Une restructuration genrée .....	64
2.1.3 Pauvreté de masse et micro-crédit : éléments de discours .....	69
2.2 Restructuration de la vie quotidienne et problèmes perçus .....	82
2.2.1 Pauvreté économique et situation familiale et maritale des femmes .....	84
2.2.2 Problèmes sociaux de la jeunesse et environnement insalubre.....	96
2.2.3 Organisation domestique .....	100

**Chapitre III****La relation de développement dans le champ du local..... 108**

3.1 Les activités économiques et associatives des femmes à Dakar.....	109
3.2 l'UGTAD et Serbatim : histoire de leur formation.....	125
3.2.1 L'UGTAD.....	126
3.2.2 Serbatim .....	138

**Chapitre IV****Économie politique des groupements féminins à dakar..... 152**

4.1 Les groupes de base .....	152
4.1.1. Liens sociaux et origine de l'initiative.....	152
4.1.2 Motivations et objectifs poursuivis par les femmes.....	157
4.1.3 Activités des groupes de base .....	162
4.1.4 Principaux problèmes internes des groupes de base .....	168
4.1.5 L'identité liée au fait de travailler.....	172
4.2 Genre, développement, globalisation et reproduction sociale .....	176
4.2.1 Une classe sociale genrée?.....	177
4.2.2 Relation de développement et relation capital-travail .....	183

**Conclusion..... 190****Bibliographie .....** 198**ANNEXE I .....** 208**ANNEXE II..... 213****ANNEXE III .....** 224

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Présentation des entrevues réalisées sur Serbatim

Tableau 2. Âge et nombre d'enfants (Serbatim)

Tableau 3. Situation maritale (Serbatim)

Tableau 4. Niveau de scolarité atteint (Serbatim)

Tableau 5. Présentation des entrevues réalisées sur l'UGTAD

Tableau 6. Âge et nombre d'enfants (UGTAD)

Tableau 7. Situation maritale (UGTAD)

Tableau 8. Niveau de scolarité atteint (UGTAD)

Tableau 9. Les paradigmes sous-jacents dans les discours sur le micro-crédit

## LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I. Guide d'entrevue pour la présidente et pour les présidentes de cellules de Serbatim

ANNEXE II. Guide d'entrevue #2 - UGTAD

ANNEXE III. Feuille de route des *focus groups*

## **Introduction**

Le présent mémoire de recherche a été réalisé dans le cadre de la maîtrise en études et interventions régionales de l'Université du Québec à Chicoutimi, un programme multidisciplinaire qui s'intéresse aux diverses dimensions du développement et du rapport entre les dynamiques de développement et de l'espace, aux niveaux micro, méso et macro social. Concrètement, ce texte porte sur les initiatives, les mobilisations et les luttes des femmes des milieux populaires de la région de Dakar, en particulier sur celles de deux fédérations de groupements de femmes. À travers ces études de cas, je cherche à poser un regard critique sur le développement, dans une perspective d'économie politique féministe. Je cherche aussi à saisir la nature et les manifestations des liens entre les situations locales que vivent les femmes et l'univers à la fois plus éloigné, plus vaste et plus abstrait des forces politiques et économiques qui façonnent l'environnement structurel dans lequel les stratégies des femmes peuvent s'élaborer.

C'est pourquoi, après un premier chapitre qui situe ma démarche de recherche sur les plans théorique et méthodologique, les chapitres suivants sont consacrés à analyser diverses dimensions de la relation de développement à différents niveaux du social et du spatial : le champ des structures et de la globalité, le champ des individus et du quotidien et enfin le champ du local, des organisations et des catégories sociales. Cette démarche d'ensemble s'inspire de suggestions faites par Marie-France Labrecque dans un article publié en 2000, « L'anthropologie du développement au temps de la mondialisation ».

## **Problématique de la recherche**

L'économie informelle dans le Tiers Monde, et particulièrement les activités économiques des femmes à qui on destine des programmes de micro-crédit, sont très souvent analysées sous l'angle de la lutte contre la pauvreté. Les questions qu'on se pose concernent la plupart du temps la manière dont les programmes de micro-crédit doivent

être implantés pour que les femmes réussissent à y participer et à en dériver des ressources suffisantes pour nourrir leurs enfants et faire face à un ensemble de problèmes socio-sanitaires. On semble se demander plus rarement si les pratiques associées à la lutte contre la pauvreté en général et au micro-crédit en particulier ne profitent pas plus aux institutions qui en font la promotion qu'aux femmes elles-mêmes, ce qui pose la question des objectifs poursuivis par les unes et par les autres. On soulève aussi plus rarement des questions sur les idéologies véhiculées par les discours et les pratiques associés au micro-crédit ou sur les acteurs économiques et politiques qui les émettent et les véhiculent.

En outre, les stratégies de lutte contre la pauvreté par la micro-entreprise et le micro-crédit reposent la plupart du temps sur le principe qui veut que « la pauvreté a pour origine fondamentale la difficulté ou l'incapacité des pauvres à accéder au marché » (Lautier, 2002 : 140). Il s'ensuit donc des stratégies visant à faire en sorte que ces hommes et surtout ces femmes pauvres puissent se procurer des revenus monétaires en s'intégrant à l'économie de marché à titre de micro-entrepreneurs. Pourtant, le type d'économie « informelle » à partir duquel se fait la soi-disant insertion des femmes pauvres dans l'économie de marché est plutôt méconnu, étant à l'intersection de l'économie informelle telle que couramment définie<sup>1</sup> et de l'économie familiale ou domestique. L'attitude la plus courante dans les milieux du développement face aux divers problèmes soulevés par le micro-crédit semble consister la plupart du temps à chercher à améliorer le taux de survie de ces micro-entreprises par la formation et le soutien aux micro-entrepreneures, notamment dans le domaine de la gestion (Mac Isaac 1996).

Par ailleurs, la position subordonnée des femmes, les rôles sociaux qui leur sont attribués, les structures patriarcales dans lesquelles elles s'insèrent déterminent fortement leur vie quotidienne et leurs possibilités sociales et économiques en général. Or, la non prise en compte de ces réalités spécifiques dans l'application de programmes de micro-

---

<sup>1</sup> La définition la plus courante de l'économie informelle est « activité génératrice de revenus qui n'est pas régulée par l'État » dans un contexte où des activités similaires pourraient être régulées (Roberts 1994 : 6). Cette citation est librement traduite, comme le seront dans ce mémoire toutes les citations tirées de textes publiés en anglais.

crédit et le ‘placage’ simpliste du micro-crédit comme modèle d’intervention ont souvent mené à des situations dramatiques. Par exemple, les femmes peuvent se trouver responsables du remboursement de prêts dont l’argent leur avait été pris par des hommes de leur entourage ou encore se retrouver la cible de plus d’agressions physiques et verbales après avoir contracté des prêts (UNIFEM, 2000 :131; Tsikata, Kerr et al 2000 : 19). Plusieurs critiques du micro-crédit sont basées sur des cas de ce type et la réponse apportée consiste le plus souvent dans la recherche d’une meilleure adaptation des projets de micro-crédit aux réalités locales et à la situation des femmes ciblées (*ibid.*).

Dans l’ensemble et particulièrement du point de vue de l’économie politique féministe, plusieurs autres questions pourraient être posées. Par exemple, qu’en est-il des femmes elles-mêmes, de leurs situations spécifiques, de leurs aspirations, de leurs objectifs, de leurs stratégies? Comment, à travers leurs initiatives et leurs actions, interagissent-elles avec le contexte global dans lequel les agences de développement, les gouvernements et les institutions financières internationales (IFI) dessinent ces plans de soit-disant lutte contre la pauvreté? Dans quels rapports sociaux de production et de reproduction le micro-crédit et la micro-entreprise engagent-ils les femmes? Pour ma part, mes préoccupations centrales concernent la situation des femmes dans des contextes spécifiques ainsi que les liens entre cette situation et leur environnement micro social (les acteurs individuels), le niveau méso social (les organisations, les localités, les catégories sociales) et le niveau macro social (l’espace supranational).

Il est entendu que de telles questions peuvent difficilement être répondues en dehors d’un contexte social et historique spécifique. Pour tenter d’explorer ces questions, je me suis donc spécifiquement intéressée à des groupes de femmes situées à Dakar et en banlieue de Dakar. Quatre raisons principales sont à la base de ce choix.

- D’une part, l’Afrique est une région du monde qui est depuis plusieurs décennies l’objet d’investigations, de discours et d’interventions visant à identifier et à solutionner toute une panoplie de problèmes, définis notamment en termes de « développement » et plus récemment, de « lutte à la pauvreté ».

- D'autre part, l'entrepreneuriat féminin, particulièrement dans le commerce, est une réalité ancienne au Sénégal, qui y prend de l'expansion depuis quelques années sous de nouvelles formes (Sarr, 1998).

- Ensuite, les femmes sénégalaises s'organisent en grand nombre sous forme de groupes d'entraide et de solidarité et c'est souvent par ces collectifs, appelés « groupements de femmes », « groupement de promotion féminine » ou « groupement d'intérêt économique » qu'elles tentent d'avoir accès à des programmes de micro-crédit.

- Enfin, les milieux urbains africains sont des espaces où s'opèrent des changements sociaux, notamment en ce qui a trait aux hiérarchies sociales et familiales, aux rôles sociaux de sexe et aux pratiques associatives (Vimard 1993, Ryckmans 1997, Sarr 1998).

Pour toutes ces raisons, les groupements de femmes de la région de Dakar m'ont semblé particulièrement intéressants en regard de la problématique à l'étude.

Fatou Sarr, dans son ouvrage « L'entrepreneuriat féminin au Sénégal : la transformation des rapports de pouvoir » (1998) nous montre que les femmes du milieu urbain sont au cœur d'une dynamique de changement social: d'une part la structure familiale est en mutation, ce qui permet aux femmes de négocier de nouveaux espaces de pouvoir et de liberté par rapport à leur rôle traditionnel. D'autre part, les femmes se retrouvent dans des situations de plus grande précarité économique, notamment à cause de politiques macro-économiques défavorables tels que les Programmes d'Ajustement Structurels (PAS). Cette situation encourage les femmes à trouver des moyens innovateurs pour assurer leur subsistance et celle de leur famille; elles investissent des secteurs de l'économie informelle, notamment avec l'aide de systèmes informels d'épargne et de crédit. Les femmes se sont donc servi de leurs réseaux traditionnels de solidarité pour répondre à leurs nouveaux besoins sociaux et monétaires, amenés par l'effritement de la structure familiale et par la crise économique (Sarr, 1998).

Parallèlement, depuis une quinzaine d'années les populations des banlieues dakaroises se sont progressivement organisées en de nouvelles formes associatives, notamment en Groupements d'Intérêt Économique (GIE) et en associations, souvent dans

le but d'obtenir les marchés de l'État<sup>2</sup>, l'aide financière d'ONGs ou de bailleurs de fonds, ainsi que pour s'assurer une présence collective renforcée sur la scène socio-politique. Par exemple, des commerçants et/ou des artisans se regroupent en GIE dans le but de s'entraider, souvent sur une base territoriale (une commune, un quartier). Souvent aussi on voit des GIE tenter de prendre en charge certains aspects du développement économique et social de leur localité. Certains de ces groupements sont masculins, certains sont féminins, d'autres sont mixtes. Mon étude s'intéresse spécifiquement à des organisations dirigées par des femmes et composées majoritairement de femmes.

Nous avons donc, d'une part, des femmes s'organisant à l'intérieur de leurs réseaux de solidarité pour tenter d'investir certaines activités dans le secteur « informel », afin de subvenir à leurs besoins monétaires. D'autre part nous observons un mouvement de "formalisation" ou plus exactement de canalisation progressive de ces activités économiques et de ces réseaux de solidarité dans des formes associatives dont les structures officielles correspondent à un mode de fonctionnement qui diffère de celui des réseaux traditionnels d'entraide et de redistribution des ressources matérielles.

Sur la base de ce premier niveau d'association et de formalisation, des ONGs et des bailleurs de fonds encouragent et appuient certains groupements dans la mise sur pied de projets de développement, qui consistent notamment en la mise sur pied de micro-entreprises et/ou de mise sur pied de mutuelles d'épargne et de crédit. Ces mutuelles sont vues, à la fois par les populations et par les organisations qui les appuient, comme des outils de développement destinés à aider les populations pauvres à entreprendre et ainsi se donner à la fois les moyens de survivre et de contribuer à la survie économique et sociale de leurs milieux de vie.

Cette étude vise deux objectifs :

---

<sup>2</sup> J'entends par cette expression le fait de chercher à fournir à l'État ou à un pallier de gouvernement quelconque les produits et services, incluant les travaux de construction, dont celui-ci doit s'approvisionner, que l'attribution de ces marchés fonctionne par appel d'offres ou par d'autres mécanismes.

- 1- Mieux connaître, au niveau micro-social, les activités économiques et associatives dans lesquelles les femmes dakaroises s'engagent, ainsi que les raisons pour lesquelles elles le font.
- 2- Mieux comprendre le sens et la portée de ces initiatives locales en regard du contexte structurel spécifique dans lequel elles s'insèrent, particulièrement en ce qui concerne les politiques et les idéologies économiques imposées par les institutions financières internationales (IFI).

### **Présentation brève des deux cas à l'étude**

Le présent mémoire de recherche se fonde sur l'analyse de deux fédérations de groupements de femmes de la région dakaroise, Serbatim et l'Union des groupements de teinturières et aides de Dakar (UGTAD). Ces deux cas seront présentés plus en détails dans les chapitres 3 et 4, mais seront tout de même brièvement introduits dès maintenant.

Au moment de la cueillette de données, c'est à dire de mai à septembre 2000, Serbatim comptait une quarantaine de groupements, d'une trentaine de femmes chacun, répartis dans Guediawaye et Pikine, deux banlieues dakaroises « pauvres ». De son côté, le membership de L'UGTAD comptait presque 80 groupements de base, regroupant au total un peu plus de 2000 femmes. Des groupements de l'UGTAD sont présents dans presque tous les quartiers populaires de Dakar, ainsi qu'à Pikine.

Ces fédérations ont toutes deux pour mission de lutter contre la pauvreté en constituant une force collective pour leurs groupements membres, surtout dans le but de trouver des sources de financement pour les aider à s'engager dans des activités économiques. Il est à noter qu'une des différences principales entre les deux fédérations est que l'UGTAD a bénéficié, depuis sa fondation, de l'appui financier et de l'encadrement technique d'une ONG locale, l'Association pour une dynamique de progrès économique et social (ADPES). Serbatim, pour sa part, n'a reçu que de petits appuis financiers ponctuels de diverses sources et n'a bénéficié d'aucun encadrement technique suivi. Ainsi, avec l'aide de l'ADPES, l'UGTAD a mis sur pied une mutuelle

d'épargne et de crédit en 1997, la Mutuelle d'épargne et de crédit pour la promotion de la teinturerie sénégalaise (MECPROTES). Serbatim nourrit aussi le projet de mettre sur pied une mutuelle d'épargne et de crédit. Les premières tentatives en ce sens ont été faites dès 1998 mais à l'époque de mon séjour sur le terrain ce projet n'avait pas encore pu voir le jour.

Les deux fédérations ont aussi pour objectif de dispenser directement des services à leurs membres, notamment de la formation technique, et de mettre sur pied des structures communautaires : centre de formation en couture, salon de coiffure, centre d'éducation préscolaire, formation au commerce électronique (serbatim); mutuelle de santé, centrale d'achats, téléccentre, boutique (UGTAD).

Les groupes membres de ces deux fédérations ont sensiblement les mêmes caractéristiques : ils sont constitués sur une base territoriale locale et de relations de proximité (voisinage, quartier), ont sensiblement les mêmes buts (s'entraider, constituer une entité collective pour avoir accès à des ressources, mettre en commun leurs ressources présentes, produire ou acheter collectivement, etc.) et fonctionnent sensiblement selon le même schéma général, malgré diverses variations selon les groupes.

### **Limites de l'étude**

Cette étude ne vise pas à prendre en compte de manière exhaustive l'ensemble des stratégies et des activités économiques et associatives des femmes dakaroises, ni à analyser la place des femmes dans la structure économique sénégalaise. Pas plus qu'elle ne vise à dégager de position générale sur le micro crédit, sur l'épargne intérieure ou les mutuelles d'épargne et de crédit comme stratégies de développement pour les pays du Sud. Elle vise plutôt à comprendre le type particulier de relation de développement dans lequel s'inscrivent les femmes de l'UGTAD et de Serbatim et de cerner en quoi cette relation de développement locale est reliée à des transformations en cours dans le champ macro-économique et macro-politique mondial.

Mais même à l'intérieur de ce cadre bien délimité, la présente étude comporte des limites qu'il est important de souligner, car les conclusions auxquelles elle aboutit en sont tributaires. Premièrement, j'ai accordé peu de place, à la fois dans ma cueillette de données et dans mon analyse, au rôle de l'État sénégalais. Pratiquement toute la place est occupée par ce que j'appellerai l'État international. C'est un choix qui m'a semblé défendable dans le contexte d'une démarche de recherche limitée du point de vue du temps et des ressources, mais qui laisse en plan tout un chantier qui serait pertinent par rapport à mon objet d'étude. D'autres limites proviennent de la durée limitée de mon séjour sur le terrain (cinq mois) et du fait que j'ai recueilli des informations uniquement à partir des lieux où les femmes mènent leurs activités associatives et économiques, ce qui exclut l'observation directe à l'intérieur des maisonnées. Enfin, je n'ai pas recueilli d'information sur l'ethnie d'appartenance des femmes que j'ai interrogées, ce qui aurait été à la fois intéressant et pertinent pour l'analyse.

## CHAPITRE I

### Éléments théoriques et méthodologiques

#### 1.1 Éléments théoriques

##### 1.1.1 Anthropologie du développement et économie politique féministe

Les objectifs de cette étude, tels qu'exposés ci-haut, concernent les niveaux local et individuel (les expériences des femmes de Serbatim et de l'UGTAD, les organisations), en lien avec le contexte économique et politique global. Plus concrètement, ce contexte global sera abordé sous l'angle des discours et des politiques sur l'économie et la pauvreté qui sont émis et qui circulent dans « le monde du développement », selon l'expression employée par Labrecque (2000 : 57). Cette étude s'inscrit alors dans les préoccupations théoriques et empiriques de l'anthropologie du développement, dont l'objet est la relation de développement en tant qu'elle inclut

*... les structures et les pratiques du développement institutionnel, les processus par lesquels les populations se les réapproprient et les réinterprètent, autant que les histoires et les trajectoires des acteurs sociaux et des individus engagés au quotidien dans ces processus et qui contribuent, de façon parfois souterraine, à définir l'action. (Labrecque, 2000 : 58)*

Arturo Escobar distingue deux écoles de pensée du développement en anthropologie. D'une part, l'anthropologie associée au développement, qui préconise « un engagement actif avec les organismes de développement en faveur des pauvres afin de transformer la pratique du développement de l'intérieur ». D'autre part, l'anthropologie du développement qui prend le parti d'une « critique radicale et une distanciation des « pouvoirs établis » en matière de développement » (Escobar, 1997 : 540). Selon lui, ces

deux écoles « tirent leur origine de théories opposées de la réalité sociale (l'une se fondant largement sur les théories établies de la culture et de l'économie politique, l'autre sur des formes d'analyse relativement nouvelles qui privilégient le langage et la signification) » (ibid.). L'anthropologie critique du développement serait donc principalement fondée sur les théories poststructuralistes, selon lesquelles « c'est par l'intermédiaire du langage et du discours que la réalité sociale prend inévitablement naissance » (ibid : 545).

Toutefois, même si je désire m'inscrire dans une vision critique du développement, tout en considérant que les discours sur le développement et les politiques qui en découlent doivent être déconstruits, l'analyse discursive du développement ne sera pas la principale méthode utilisée dans cette étude. En effet, je m'efforcerai de me concentrer principalement sur les pratiques concrètes et sur la transformation des identités et des subjectivités des femmes de Serbatim et de l'UGTAD. La déconstruction et l'analyse de certains éléments de discours et de certains concepts du développement me serviront alors surtout à situer ces expériences locales dans l'arène plus large de la globalisation de l'économie capitaliste de marché et des politiques macro-économiques.

Les outils et méthodes de l'anthropologie du développement qui m'intéressent le plus ici sont ceux qui s'inscrivent dans le cadre plus général de l'économie politique féministe, d'abord, parce que les discours et les pratiques du micro-crédit s'articulent généralement autour de la construction d'un lien entre les rôles, attitudes et comportements qu'on attribue aux femmes et les institutions monétaires de l'économie dominante que sont l'épargne, le crédit et l'intermédiation financière. Or,

*... la domination du discours économique est liée en grande partie au fait qu'il se rattache à cette institution qu'est « l'économie occidentale », liée à la montée du marché et qui s'est constituée en domaine autonome dès le 18<sup>ème</sup> siècle. Cette institution est composée de systèmes de production, de pouvoir et de sens, trois éléments intimement liés au développement du capitalisme et de la modernité (...) (Escobar résumé dans Labrecque, 2000 : 57)*

Ainsi, ce sont les rapports sociaux de production, de pouvoir et de sens, que les rapports de genre contribuent à structurer, et inversement, qu'il convient d'examiner pour atteindre les objectifs de cette recherche. Or, c'est précisément pour ces types d'objets qu'ont été conçus les cadres d'analyse et les méthodes de l'économie politique féministe et de l'anthropologie du développement.

Je commencerai donc par exposer les principaux concepts et éléments du cadre d'analyse de la reproduction sociale tels que développés par Susana Narotzky dans son ouvrage *New Directions in Economic Anthropology* (1997). Ce cadre conceptuel sera le substrat de mon analyse des rapports sociaux de production dans lesquels s'insèrent les femmes de Serbatim et de l'UGTAD. Ensuite, je reviendrai sur l'économie politique féministe, sur le concept de genre et sur celui de développement et je survoleraï aussi les principales étapes historiques de l'analyse féministe du développement. Cela servira notamment à préciser de quel héritage critique et théorique se réclame ma démarche de recherche. Enfin, je résumerai l'approche proposée par Labrecque (2000) pour l'étude du développement en tant que processus genré dans le contexte de la mondialisation. Ce faisant, je mettrai de l'avant certains concepts et proposerai une manière de les opérationnaliser dans le cadre de l'étude des cas de Serbatim et de l'UGTAD. Cette section théorique se terminera par la formulation de ma question de recherche.

### **1.1.2 Le cadre d'analyse de la reproduction sociale**

Le cadre d'analyse de la reproduction sociale élaboré par Narotzky s'inscrit dans l'approche de l'économie politique contemporaine en anthropologie. Cette approche vise à mettre en évidence le fonctionnement des rapports sociaux de production en analysant une situation donnée sous l'angle de son évolution historique, des conflits et des rapports de pouvoir et de l'articulation entre la situation locale et son insertion dans des ensembles économiques, politiques et sociaux plus larges, entre structure et agencéité. Cependant le

cadre d'analyse de la reproduction sociale que Narotzky met de l'avant vise aussi des objectifs théoriques plus spécifiques. En effet, après avoir présenté des approches féministes de la production et de la reproduction dans lesquelles celle-ci est décomposée en trois catégories analytiques (reproduction sociale, reproduction biologique et reproduction de la force de travail) Narotzky propose que :

*La décomposition du concept de reproduction est un outil analytique nécessaire et un point de départ. L'objectif théorique, toutefois, devrait être d'intégrer ces processus 'reproductifs' dans la compréhension des processus 'économiques'. Ainsi, le conflit et le consentement, les relations matérielles et idéologiques qui contribuent à créer et résultent de relations de production spécifiques peuvent être éclairées (Narotzky, 1997 : 162).*

Pour articuler les dimensions matérielles et idéologiques des relations de production, Narotzky propose donc de les intégrer dans un cadre d'analyse global qu'elle définit comme :

*... le cadre d'analyse plus large de la reproduction sociale, qui est le mouvement par lequel une réalité historique concrète met en place les conditions de sa continuité, et la manière par laquelle la réalité historique concrète s'incarne dans des agents à travers des identités individuelles et collectives (1997 : 158)*

Cette définition a le mérite d'inclure et d'articuler à la fois les aspects structurels (les conditions de la continuité sociale), l'agencéité des acteurs ainsi que les processus idéologiques aux relations matérielles dans un cadre historiquement situé. Plus loin, Narotzky précise que la reproduction sociale désigne « la reproduction des conditions de la production sociale dans sa totalité » (1997 :161). Un cadre d'analyse basé sur ce concept de reproduction sociale devrait donc permettre « une compréhension du processus matériel et social dans son ensemble, constitué du constant mouvement d'expériences et de pratiques humaines et de la lutte pour le changement, qui est l'histoire. » (1997 :177). Dans le contexte historique contemporain du capitalisme, Narotzky défend la thèse selon laquelle une structure d'exploitation se construit sur la diversification des relations entre travail et capital, et que cette structure d'exploitation

influence la construction de l'identité sociale des travailleurs et travailleuses et leur pouvoir de transformer la réalité. Elle soutient également que les relations de production de type « production indépendante »<sup>3</sup>, dans lesquelles tomberaient selon moi la plupart des activités d'économie 'informelle' dans le Tiers Monde, sont entièrement subsumées par le capital, et donc au cœur du capitalisme plutôt que dans sa périphérie.

Le présent mémoire se propose d'appliquer ce cadre d'analyse aux cas empiriques concrets des femmes dakaroises membres de Serbatim et de l'UGTAD. Pour ce faire, je reprendrai brièvement les commentaires et les critiques que Narotzky adresse à ce qu'elle appelle l'approche des « means of livelihood » que je traduirai ici par « moyens de subsistance », car celle-ci est directement liée à l'analyse de l'économie informelle. Généralement, l'économie informelle est définie comme « des activités génératrices de revenus (*income-earning activities*) qui ne sont pas régulées par l'État » dans un contexte où des activités similaires pourraient être régulées (Roberts 1994 : 6). Roberts précise que rien dans cette définition n'implique que les activités de l'économie informelle ne sont pas reliées au reste de l'économie. Mais malgré ces précisions, ce sont les liens entre les stratégies de survie des maisonnées et l'économie informelle qui sont le plus souvent l'objet d'attention dans la littérature sur le sujet et les relations entre l'économie « informelle » et formelle restent peu étudiées.

Les stratégies familiales seraient des « principes implicites qui guident les membres des familles dans la recherche du bien-être familial, que ce soit en termes de survie ou de mobilité sociale » (ibid). Encore une fois, il est précisé que rien dans ce concept n'implique que les familles sont des unités égalitaires et non-conflictuelles ou que leurs stratégies sont consensuelles. Roberts utilise comme des synonymes les termes stratégies familiales (*family strategies*) et stratégies des maisonnées (*household strategies*). À mon sens, ces deux concepts devraient être distingués même s'ils recouvrent des réalités proches qui se superposent. Pour l'étude du contexte sénégalais, je préfère utiliser le terme stratégies des maisonnées pour désigner l'espace de vie où se fait

---

<sup>3</sup> Le terme original de Narotzky est « independent producer figure (IPF) » ou « IPF-type relations of production » (1997 : 211)

la division des tâches entre hommes et femmes, entre aîné-e-s et cadets ainsi que la mise en commun des ressources pour la survie quotidienne. Le terme de stratégies familiales englobe pour moi la réalité plus large des relations économiques dans les réseaux de parenté, incluant la circulation des biens et des personnes, qui ne se limitent pas au cadre de la maisonnée. Il faut aussi noter que la composition de la maisonnée ainsi qu'une partie de ses stratégies et de sa structure sont régis par les règles prévalant dans le système de parenté.

Quoi qu'il en soit, tant dans la littérature que dans la réalité, les liens sont étroits entre l'économie informelle et les stratégies des maisonnées ou des familles. Il arrive aussi très souvent que les stratégies des maisonnées et des familles ainsi que le travail domestique soient carrément inclus dans la définition d'économie informelle. Ainsi, Narotzky suggère que la notion de « secteur informel » recouvre les relations salariales non-régulées par l'État, les activités illicites et les activités communautaires, domestiques et d'autoproduction (1997 : 209). J'ajouterais à cette liste le petit commerce et la petite production artisanale, principales activités des femmes de Serbatim et de l'UGTAD, qui ne sont pas régulés par l'État, qui ne sont pas nécessairement des relations salariales et qui ne sont pas non plus nécessairement considérées comme étant illicites, même si elles peuvent l'être au sens de la loi, puisqu'elles sont à la fois tolérées par les autorités (moyennant parfois un *bakchich* ici et là)<sup>4</sup>, largement répandues et indispensables à la survie des populations urbaines. La trame de fond qui donne sa pertinence à l'étude de l'économie informelle et des stratégies des maisonnées est la restructuration de l'économie mondiale à travers une intégration croissante de marchés nationaux auparavant protégés, ainsi que le retrait de l'État de l'intervention sociale et économique comme stratégie de promotion d'une croissance économique générée par le marché. Pour Roberts, les stratégies des maisonnées (qui incluent les activités de ses membres, donc à toute fin pratique l'ensemble du secteur informel) suggèrent que les personnes ont une liberté de choix et que leurs choix font une différence, malgré les contraintes

---

<sup>4</sup> Bakchich est un mot arabe qui signifie grossièrement « pot de vin ».

économiques et sociales auxquelles elles font face. Ces stratégies relèveraient donc essentiellement de l'agencéité des acteurs. En outre, elles se construirait et se réguleraient généralement sur la base des liens de parenté et de relations de confiance (plutôt que sur la base de relations contractuelles).

Pour Narotzky, cette approche a le mérite de faire ressortir le fait que l'accès des personnes à des moyens de subsistance n'est pas uniquement déterminé par une structure salariale homogène, et que les relations sociales de production et de reproduction sont diversifiées et hétérogènes. Elle reproche cependant à cette approche d'avoir une tendance marquée à noyer les relations de pouvoir dans un présupposé général de relations de confiance, et les relations de production dans un concept ambigu de reproduction. Elle lui reproche aussi de ne pas relier l'analyse des situations locales aux processus économiques et politiques dans lesquelles elles apparaissent<sup>5</sup>. Ainsi, cette approche rendrait invisible la structure spécifique des relations entre travail et capital. Selon Narotzky, cela viendrait du fait que cette approche confondrait trois problèmes distincts : « *premièrement, ce que les gens font pour gagner leur vie et la manière dont ils comprennent leurs actions (reproduction); deuxièmement, ce que les capitalistes font pour augmenter leurs bénéfices et pour tenter de contrôler et de gérer la vie des autres personnes (production); et troisièmement, comment l'articulation de ces deux problèmes (la reproduction sociale) peut être analysée* » (1997 : 216).

Voilà, synthétisée dans un paragraphe, la vision politique et sociologique de la reproduction, de la production et de la reproduction sociale qui sous-tend le cadre théorique de la reproduction sociale de Narotzky. Dans ce mémoire, je reprendrai ce schéma de la manière suivante : les politiques macro-économiques, les idéologies et les stratégies micro-économiques de développement promues par les institutions dominantes

---

<sup>5</sup> Roberts, dans ses précisions sur le fait que l'utilisation du concept de stratégies familiales n'implique pas que la famille soit exempte de conflits et sur le fait que l'économie informelle est reliée à la restructuration de l'économie mondiale, répondait déjà partiellement à ces critiques. Mais les critiques de Narotzky restent justifiées dans la mesure où dans l'ensemble la littérature sur l'économie informelle accorde peu d'attention à ces questions, mettant plutôt l'emphase sur la solution potentielle ou actuelle que l'économie informelle représente face au problème de l'emploi urbain dans les pays du Sud.

que sont « l'État international » (nous verrons plus loin ce que j'entends par cela) et les institutions financières internationales (IFI) seront considérées comme relevant du domaine de la production, c'est-à-dire des actions qui visent l'accumulation du capital et le contrôle des personnes via le contrôle de leur environnement structurel. Les activités économiques des femmes de Serbatim et de l'UGTAD seront considérées comme relevant du domaine de la reproduction, c'est-à-dire « de ce que les gens font pour gagner leur vie et la manière dont ils comprennent leurs actions ». Enfin, les liens directs et indirects qui existent entre les activités des femmes au niveau local et les structures économiques et les idéologies seront considérées comme relevant de la reproduction sociale. Il est cependant à noter que les termes « relations de production » et « relations sociales de production » seront aussi utilisés dans le contexte de l'analyse de ces trois domaines comme des termes plus généraux qui désignent les relations sociales en tant qu'elles sont reliées à l'aspect matériel de la vie. En ce sens, elles désignent les relations économiques en général, l'économie étant ici entendue dans son sens substantif, en tant que :

*Rapports sociaux qui entrent en jeu dans la production et la reproduction de la vie matérielle, par le biais d'une interaction organisée entre les êtres humains et la nature. (Narotzky 1997 : 7)*

Ainsi, les activités des femmes tombant dans la catégorie générale de reproduction seront quand même considérées comme des relations sociales de production. D'autre part, je m'efforcerai de discerner, dans mon analyse empirique, comment se distinguent et interagissent les activités domestiques de production ou de reproduction et les activités génératrices de revenus « autonomes » (*self-employment*) de l'économie informelle « de marché », notamment le petit commerce.

Les définitions que Narotzky propose pour les relations capitalistes centrales et pour la classe sociale termineront mon exposé des principaux concepts de ce cadre théorique, que je reprendrai dans mon analyse de la situation des membres de Serbatim et de l'UGTAD. Pour Narotzky, ce n'est pas leur séparation des moyens de production qui

force les personnes à entrer en relation avec le capital, mais leur séparation des moyens de reproduction de leurs moyens subsistance.<sup>6</sup> À ce titre, mentionnons que je considère que les politiques monétaires et macro économiques jouent un rôle déterminant dans la séparation des populations d'avec les moyens de reproduction de leurs moyens de subsistance. Une section du chapitre II sera d'ailleurs consacrée à cette question. Ainsi, les

*Petites entreprises familiales, les travailleurs autonomes, les membres d'une coopérative de travail sont tous forcés à entrer dans des relations d'exploitation avec le capital, que ce soit à travers le marché du travail, le marché financier ou le marché des biens et services. (Narotzky 1997 : 217)*

dans la société capitaliste, les classes seraient définies par :

*(...) le degré de nécessité qui pousse les gens à entrer dans des relations capital/travail spécifiques pour gagner leur vie et par le degré de choix qu'ils ont entre différentes formes alternatives de relations capital/travail ou d'autres stratégies de subsistance (1997 : 218)*

Selon cette définition, les petites entreprises familiales et les travailleurs et travailleuses autonomes de l'économie informelle s'inscriraient effectivement dans des relations forcées avec le capital lorsque d'autres options ne leur sont pas accessibles et ce même s'ils font figure de producteurs indépendants ou travailleurs autonomes. Cette définition sera intimement liée à celle de reproduction sociale dans mon analyse finale, puisque les relations de classe constituent une des formes d'articulation de la reproduction à la production.

Par ailleurs, le cadre d'analyse de la reproduction sociale de Narotzky donne une importance centrale à la relation dialectique entre les aspects matériels et idéologiques des rapports sociaux de production. Or, les idéologies sont intimement reliées aux identités collectives, qui elles-mêmes jouent un rôle dans la possibilité culturelle de relations capital/travail spécifiques dans un contexte donné. Ainsi, les différences entre

---

<sup>6</sup> L'expression «séparation des moyens de reproduction de leurs moyens de subsistance » traduit l'expression « separation from the means of reproduction of their livelihood » (1997 : 217)

groupes et entre types de travail sont construites et signifiantes à la fois pour les personnes qui se construisent des identités qui leur permettent de s'inscrire dans une relation capital/travail spécifique, et à la fois pour le capital dans la construction d'une idéologie de la fragmentation qui lui permet de freiner la conscience et l'action de classe. De cette manière, les identités et les idéologies de la fragmentation permettent une extraction maximale de la valeur ajoutée et l'accumulation du capital (Narotzky 1997 : 218).

En ce qui a trait aux rapports sociaux de production, ce cadre théorique fournit donc plusieurs outils d'interprétation et d'analyse pour les cas qui sont à l'étude ici et permet déjà de prendre en compte plusieurs éléments de la problématique dans l'analyse des cas empiriques. Néanmoins, il m'apparaît nécessaire de lui articuler d'autres approches et d'autres concepts afin de prendre en compte les relations de pouvoir et de sens qui construisent la position sociale spécifique des femmes, c'est-à-dire leur position subordonnée par rapport à celle des hommes, à tous les niveaux du social où nous conduit le cadre d'analyse de la reproduction sociale : le niveau structurel, le niveau des organisations, le niveau des rapports entre personnes, la circulation des idéologies, la constitution et la transformation des identités de classe et de genre, etc. En d'autres mots, je considère nécessaire de replacer ce cadre d'analyse dans une perspective de genre et dans une perspective critique du développement.

### 1.1.3 Économie politique féministe et culturelle

Il ressort clairement du cadre conceptuel de Narotzky que celui-ci est d'inspiration marxiste, tout comme la plupart des travaux d'économie politique. Selon William Roseberry, on peut interpréter l'économie politique soit dans un sens étroit, soit dans un sens plus large. Dans le sens étroit, l'économie politique en anthropologie fait référence à l'utilisation des perspectives marxistes ainsi qu'à « l'étude du capitalisme, de sa formation en tant que système structuré et hiérarchisé et de ses effets économiques,

sociaux et politiques sur des régions et localités spécifiques et sur les populations qui y vivent ». Dans son sens large, elle fait référence à « l'étude de la formation des sujets anthropologiques à l'intérieur de champs complexes de pouvoir social, économique, politique et culturel » (Roseberry, 2001 : 61). Au sens large, donc, il s'agit d'allier l'étude des processus de production du mode de vie à celle des processus de production de la culture. Pour Labrecque, cette préoccupation a aussi caractérisé les travaux des anthropologues féministes adhérant à l'approche de l'économie politique (2001 : 7), en tant que la culture est constitutive de la réalité sociale et de l'ordre social, et que l'expérience est historiquement produite. Ainsi, la place qui est faite à la culture dans l'économie politique en anthropologie (économie politique culturelle) pourrait sembler proche de celle qui est faite aux discours en anthropologie du développement :

*Le langage et le discours sont considérés non comme un reflet de la réalité sociale, mais comme constitutifs de cette réalité; c'est par l'intermédiaire du langage et du discours que la réalité prend inévitablement naissance. (Escobar, 1997 : 545).*

On pourrait aussi ajouter que le désir de « transcender la vision binaire inhérente à la majeure partie de la théorie sociale, opposant l'idéal et le réel, le symbolique et le matériel, la production et la signification » (ibid) sont partagés par l'économie politique culturelle et par l'anthropologie du développement. Toutefois, il faut préciser que «pour l'économie politique (...) le cadre de l'émergence du sens et de la culture est matérialiste, c'est celui de l'accès inégal à la richesse et au pouvoir » (Labrecque, 2001 : 11).

En ce sens, il s'agit de comprendre « les dimensions multiples de l'inégalité » et cela implique « l'adoption d'un point de vue, d'une prise de position, bref de l'engagement de l'anthropologie (...) celui dans lequel l'anthropologue vise le changement social et une plus grande justice sociale et aussi un engagement pour le sujet anthropologique » (ibid : 6). L'économie politique partage très certainement cet engagement avec la recherche féministe, qui est « une analyse politique et engagée de la société (...) une entreprise scientifique ayant un parti-pris en faveur des femmes et du

changement social » (Dagenais, 1993 : 284-285). À partir de cet engagement en faveur de l'égalité en général et entre les hommes et les femmes en particulier, du changement social et de la justice sociale, les chercheures féministes adhérant à une approche d'économie politique se sont penchées notamment sur les questions du développement, de la division sexuelle et internationale du travail, des rapports sociaux de production et de reproduction et sur la place centrale qu'occupent les rapports de genre dans leur construction et leur structuration. La présente étude cherche à s'inscrire dans cette lignée d'une économie politique féministe et culturelle.

#### **1.1.4 Développement, Genre et développement**

Cette section sera consacrée aux principaux courants de pensée féministe qui se sont développés dans le domaine du développement international, après avoir consacré une section à ce qui est entendu ici par « développement ». Ce tour d'horizon permettra de voir quels outils conceptuels principaux ont été utilisés au cours des dernières décennies pour étudier les rapports sociaux de sexe et, plus généralement, les rapports de genre, dans le champ général de l'étude du développement. Ce champ est multidisciplinaire et relève du domaine des sciences sociales appliquées, mais je relèverai à l'occasion des contributions spécifiques qu'ont pu y faire des anthropologues féministes. Suite à cela je tenterai de montrer comment ces outils ont été modifiés et affinés par certains pour l'étude d'objets qui dépassent le cadre du local ou du « projet de développement » et qui cherchent à comprendre la reconfiguration des articulations entre les différents niveaux du social dans le contexte de la globalisation.

##### **Le concept de développement**

Le développement est un concept normatif depuis son origine, c'est-à-dire élaboré en fonction de buts jugés souhaitables pour les sociétés humaines. Il se fonde sur la constatation d'un écart entre des objectifs à atteindre et une situation réelle. C'est cet

écart qui porte le nom de sous-développement. Les pays qui en seraient affectées portent le nom de « régions sous-développées », terme mis de l'avant par des technocrates et politiciens américains dans les suites de la deuxième guerre mondiale, « pour remplacer le terme désormais périmé de « colonies » » (Gélinas, 1994 : 20). Plus précisément, « le tout début de l'aide au développement, dans sa formule moderne, se trouve dans les Accords de Bretton Woods qui créèrent, en juillet 1944, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement » (Rostow cité dans Gélinas, 1994 : 21). Sur ces bases institutionnelles, idéologiques et politiques, des théories explicatives du « sous-développement » et des interventions de développement, visant à réduire l'écart, sont mises de l'avant. La théorie de la modernisation de Rostow en est le premier exemple, et a fondé les programmes « d'aide au développement » de 1950 au début de la décennie 1970. Le but était d'étendre l'économie de marché, l'industrialisation et la consommation de masse.

Cette vaste opération idéologique, politique et économique, encore en cours aujourd'hui quoique dans un contexte différent, est qualifiée par ses critiques de néocolonialiste et de néoimpérialiste (Leclerc 1972, Chomsky 1994, Sachs et Esteva 1996). Le rôle que les sciences économiques et sociales ont joué (et jouent encore), en tant que dispositif de savoir-pouvoir pour soutenir cette opération a aussi été vivement critiqué (Ferguson 1990; Escobar 1995 et 1997; St-Hilaire 1995)<sup>7</sup>. Des contre-théories du développement ont émergé dans les années 70, proposant d'autres moyens pour atteindre d'autres objectifs. Par exemple, les théories néo-marxistes de la dépendance (Amin 1970, Emmanuel 1969, Cardoso et Faletto 1978).

La définition du développement que je retiendrai ici est d'une autre nature, puisqu'elle présente le développement comme une forme particulière de changement social. Cette définition est proposée par Olivier de Sardan :

*L'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais*

---

<sup>7</sup> L'anthropologie du développement s'est édifiée sur ces critiques et se donne généralement pour mission de les alimenter.

*d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou techniques et/ou savoirs* (de Sardan, 1995 : 7).

Cette définition est commentée par Labrecque :

*Sur le plan de la méthodologie, il insiste sur la complexité du social et voit la dialectique (on pourrait dire la tension) entre les « macro/structures » et que les « micro/stratégies sociales » sont un problème à résoudre (ibid : 14, 41) (Labrecque, 2000 : 62)*

Pour ma part, je retiens cette définition parce qu'elle présente une des dimensions importantes du développement, qui s'applique particulièrement bien au développement international : sa dimension exogène, résultat d'un processus historique où des nations ont cherché à en transformer d'autres par des « interventions volontaristes de transformation d'un milieu social ». Son intérêt réside aussi en ce qu'elle permet de rendre compte de toute intervention de développement, quelle que soit la théorie, le projet politique ou les valeurs qui la sous-tendent. En ce sens, elle permet d'en faire un objet d'étude. Toutefois, j'avancerai ici la réserve suivante : elle ne met pas en évidence les rapports de pouvoir, ni la réalité de l'oppression, dont le « développement » est historiquement un des véhicules. Elle ne rend pas compte non plus de la lutte que mènent à la fois des populations, des intellectuels et des acteurs de terrain pour se réapproprier ce terme et en faire un instrument idéologique et pratique de justice sociale. Parmi les discours et les pratiques de développement visant cet objectif, il en est qui mettent l'accent sur la dimension endogène du développement, c'est-à-dire sur les processus sociaux de transformation en tant qu'ils appartiennent ou qu'ils sont réappropriés par les acteurs du milieu social visé. Plus encore, certain-e-s auteur-e-s se penchent sur les processus de développement issus du milieu social même, en opposition radicale aux théories qui prônent un développement « dépendant ». Cela a notamment donné lieu au concept d'autodéveloppement, désignant « ces efforts populaires, communautaires et écologistes visant un développement auto-initié, autodirigé par les groupes sociaux considérés et autocentré sur les besoins et intérêts de ces groupes »

(Anadon, Masson, Tremblay et Tremblay, 1990). Appliquée aux initiatives des groupes de femmes, cette approche postule que

*... loin d'être de simples spectatrices soumises au modèle dominant de développement régional capitaliste et patriarcal, les femmes comme groupe créent et produisent des actions et des discours positifs sur le développement, sur un développement autre, moins axé sur l'économique et plus près des ramifications du tissu social, des réseaux, du communautaire (Anadon, Masson, Tremblay et Tremblay, 1990).*

Le concept d'autodéveloppement rend compte d'une dimension des processus de transformation des milieux sociaux qui fait aussi partie de la réalité des groupes de femmes qui sont au centre de la présente étude. À mon avis, les dimensions endogènes et exogènes des processus de transformation coexistent et se rencontrent à l'intérieur du processus de développement conçu en tant que relation, ce qui permet de prendre en compte simultanément le travail des acteurs locaux et les contraintes structurelles, économiques et politiques qui leur sont imposées de l'extérieur. D'autre part, concevoir le développement comme relation pourrait aider à se situer en dehors de la dichotomie du « mauvais » et du « bon » développement, pour souligner que cette lutte autour de ce que le développement est et/ou devrait être, et par extension de ce que la société est ou devrait être, est une partie constituante de sa réalité comme relation à étudier. Mais une relation entre qui et qui? Dans le contexte Africain, Sabelli définit ainsi la relation de développement :

*(...) la relation de développement, loin d'être le résultat d'une rencontre ou d'un choc culturels, est une occasion, chaque fois inédite, toujours saisie et jamais créée, au cours de laquelle les interlocuteurs africains mobilisent un nombre indéterminé d'éléments qui se trouvent enfouis dans leur « mémoire-savoir ». Ces éléments sont de nature hétérogène : des informations sociologiques concernant leurs partenaires se juxtaposent et parfois se mélangent aux connaissances puisées dans l'ordre symbolique ou cosmologique (Sabelli 1993 : 35).*

Ici, il s'agit clairement d'une relation, au niveau local ou même national, entre des « interlocuteurs africains » et leurs « partenaires ». Les interlocuteurs africains pourraient

être des personnes, des associations, des ONG locales, des élus locaux ou même le gouvernement. Les partenaires pourraient être des gouvernements, des institutions financières internationales, des agences de développement international, des ONG internationales, etc. Il me semble que cette notion de relation de développement s'applique particulièrement bien à l'étude de l'interaction de deux acteurs ou groupes d'acteurs. Pour étudier une situation où l'on essaie de prendre en compte un ensemble de facteurs dispersés dans l'espace et le temps, comme lorsqu'on essaie de relier une situation locale à son contexte structurel plus large, il pourrait être utile de recourir à la notion de dispositif de développement telle que proposée par St-Hilaire, notion dérivée du concept foucaltien de dispositif de savoir-pouvoir. Cette notion m'apparaît compatible avec le cadre d'analyse de la reproduction sociale de Narotzky :

*Le dispositif est un réseau de relations entre des éléments hétérogènes, à la fois discursifs et non-discursifs. Cette description correspond tout à fait à ce que nous appelons développement : discours, institutions, décisions, lois, mesures administratives, énoncés scientifiques (...) Chez Foucault, l'apparition d'un dispositif n'est jamais détachée des conditions historiques. Le dispositif remplit ainsi une fonction stratégique (...) Le concept de dispositif apparaît donc comme un concept dynamique : sa genèse est historique et son mouvement découle de l'incorporation continue de nouveaux éléments et de nouvelles stratégies. (St-Hilaire 1995 : 12-13)*

Cette notion de dispositif permet donc d'inclure des éléments dispersés, certains délocalisés, comme les myriades de réseaux internationaux dans lesquels circulent des discours et des idéologies du développement, et d'autres enracinés dans des localités particulières comme des projets spécifiques de développement, et de leur reconnaître une interrelation. La combinaison de la notion de dispositif de développement avec celle de relation de développement permet, à mon avis, de rendre compte à la fois de la nature mouvante et insaisissable des processus de développement en tant qu'ils mettent à contribution des éléments dispersés et hétérogènes, mais à la fois aussi de leur nature contraignante, forcée, au sens où Narotzky l'entend quand elle dit que les gens sont « forcés » (1997 : 217) d'entrer dans des relations d'exploitation avec le capital, que la

force de travail n'est « jamais libre » (1997 : 214). Sabelli rend compte du caractère « obligatoire », dans certaines conditions, de la relation de développement :

*Leurs conditions d'existence dépendent, sauf exception, de la relation qu'ils entretiennent avec les représentants d'un monde qui fonde son identité, entre autres, sur une mission dite historique qui est celle de la lutte contre la faim et le sous-développement des autres. (Sabelli 1993 : 25)*

Cela n'est pas sans faire écho à la notion de classe sociale de Narotzky, que j'ai exposée plus haut, où les classes sociales se forment lorsque des pans entiers de population se voient forcés, par la destruction de leur capacité de reproduire leurs moyens de subsistance, à entrer dans des relations de production spécifiques, qu'ils n'ont pas choisies. Il ne s'agit pas ici de confondre la relation de développement avec la relation capital/travail, mais plutôt d'entrevoir, au fil de cette étude, que ces deux abstractions correspondent à des réalités historiques qui ne sont pas étrangères l'une à l'autre.

La relation de développement est aussi une arène où s'actualise l'agencéité des acteurs :

*La relation du développement est sans cesse modifiée par les stratégies mises en œuvre par les acteurs concernés, qu'ils soient puissants (ceux qui disposent de moyens économiques) ou faibles (ceux qui en sont dépourvus). (Sabelli 1993 : 36)*

Entre structure et agencéité, ces pistes sont à explorer et à combiner pour l'étude de cas empiriques historiquement situés. Labrecque résume ainsi l'état de la réflexion sur le développement :

*En somme, on semble s'entendre sur le fait qu'au cœur même de la relation de développement, il y a un ensemble de rapports sociaux qu'il importe de démystifier, autant sur le plan du discours, de la rhétorique ou du sens que sur celui des pratiques institutionnelles ou les deux simultanément. (Labrecque 2000 : 62)*

Voyons maintenant comment la question de la subordination des femmes a été conceptualisée dans le cadre des études sur le développement.

## Genre et développement

On s'accorde généralement pour dire que la recherche sur la réalité vécue et sur le rôle joué par les femmes dans les processus de développement a pris son envol avec la publication, en 1970, de l'ouvrage précurseur d'Esther Boserup *Women's role in economic development*. Boserup a ainsi contribué à ouvrir un nouveau champ de recherche qui devait se révéler très fécond dans les années et les décennies subséquentes, à savoir la recherche féministe sur le développement en général, et sur le développement international en particulier. Toutefois, il conviendrait de mentionner ici que des travaux d'anthropologues telles qu'Éleanor Leacock (1963, 1972) et June Nash (1970), portant sur l'économie politique des inégalités entre les hommes et les femmes, notamment dans le contexte de la colonisation, avaient déjà été publiés ou ont été publiés à la même époque.

Quoi qu'il en soit, trois courants de pensée se sont développés suite à cette publication de Boserup. Le premier émerge directement de cette dernière. C'est un courant enraciné dans l'idéologie libérale et dans le féminisme libéral, baptisé Intégration des femmes au développement (IFD)<sup>8</sup>. Les deux autres courants, Femmes et développement (FED)<sup>9</sup> et Genre et développement (GED)<sup>10</sup> ont émergé des critiques qui ont été faites à l'IFD au cours des deux décennies suivantes. Ces courants de pensée sur les liens entre la position des femmes et le développement reflètent non seulement l'évolution des idées et des théories en matière de développement, mais aussi celle de la pensée féministe dans les sciences sociales. Ici un parallèle sera esquissé entre ces trois courants et les changements concomitants dans la pensée féministe en anthropologie.

Le courant IFD est lié à la théorie de la modernisation qui a dominé le monde du développement international des années 1950 jusqu'au début des années 1970. Il est basé sur l'idée que les bienfaits de la modernisation n'avaient pas atteint les femmes et que la position des femmes s'était même détériorée dans certains secteurs. Il s'agissait donc de

<sup>8</sup> En anglais : Women in development (WID)

<sup>9</sup> En anglais : Women and development (WAD)

<sup>10</sup> En anglais : Gender and development (GAD)

rendre le rôle économique et productif des femmes visible et de les intégrer dans les systèmes économiques qui étaient mis en place par les interventions de développement (Visvanathan, 1997 : 18-19). Parallèlement, plusieurs auteures situent l'émergence des perspectives féministes en anthropologie à la fin de la décennie 1960 et au début de la décennie 1970, autour d'un courant qu'on nomme généralement *l'anthropologie des femmes* (Cole and Phillips, 1995 : 5; Moore, 1988 : 1). Ce courant était basé en grande partie sur le concept de subordination universelle des femmes. Il s'est avant tout préoccupé de remettre en question la représentation des femmes dans les textes ethnographiques, de démontrer leur biais androcentrique et de produire des textes ethnographiques afin de combler le manque de données empiriques sur la vie des femmes de différentes régions du monde. L'IFD a été surtout le fait de féministes libérales et a été critiqué pour son acceptation des structures sociales et économiques existantes (dans lesquelles il s'agissait d'intégrer les femmes), pour ne pas avoir questionné les sources de l'invisibilité et de l'oppression des femmes et pour avoir nivelé la diversité des femmes et de leurs expériences (notamment en ce qui a trait au racisme et à l'impérialisme) dans une catégorie universelle ou indifférenciée. Cette dernière critique a aussi été adressée à l'anthropologie des femmes et est principalement le fait de féministes du Sud. Les trois premières rencontres internationales de l'ONU sur les femmes (Mexico en 1975, Copenhague en 1980 et Nairobi en 1985) ont été l'occasion de nombreux échanges et débats sur ces sujets entre des féministes du Nord et du Sud, tandis que plusieurs publications approfondissaient ces analyses (Amos et Pramar 1984, Rosaldo 1980, Sen and Grown 1987). En outre, la production de données empiriques sur les vies des femmes ne résolvait pas pour autant le problème de leur invisibilité analytique.

Ces critiques, ainsi que les critiques de la théorie de la modernisation, ont donné lieu à un autre courant de pensée vers la fin des années 70, qui prend ses assises dans la théorie de la dépendance. Il s'agit de l'approche FED, qui voit « l'intégration des femmes au développement » comme une manière de renforcer et de perpétuer des structures internationales inégalitaires. D'autre part, cette approche affirme que les femmes ont toujours été intégrées au processus de développement et montre que le travail des

femmes, que ce soit dans la sphère publique ou privée, joue un rôle central dans le maintien des structures sociétales (Visvanathan 1997 : 18). Cette approche a toutefois été critiquée pour son manque d'attention aux activités reproductives des femmes, ainsi que pour ne pas analyser la relation entre le patriarcat, les modes de production et la subordination des femmes. En outre, la trop grande centralité de l'analyse de classe dans cette approche découragerait l'analyse différenciée selon les sexes, tendance qui porte à assumer que la position spécifique des femmes s'améliorerait si les structures internationales devenaient plus équitables (*ibid* : 19). Mais d'une manière générale, « les féministes qui ont réussi à se dégager des approches libérales ont bien montré que les programmes et projets de développement s'inscrivent dans la foulée d'un processus d'accumulation capitaliste » (Labrecque 2003 : 27).

L'approche GED s'est développée dans les années 80 à la confluence de différentes perspectives féministes (Visvanathan 1997 : 23) et se pose comme solution à un ensemble de problèmes conceptuels qui ont été identifiés dans les deux premières approches. Le concept de genre et de rapports de genre y est proposé en remplacement de la catégorie universelle « femmes ». Il est alors possible de faire un rapprochement entre l'émergence de l'approche GED et celle d'une anthropologie des genres durant la même période, qui se voulait entre autres une réponse à ce problème théorique. En effet, le sexe comme catégorie sociologique n'est pas universellement applicable, puisque les catégories 'femme' et 'homme' varient selon les cultures et les périodes historiques. Le contenu, la signification et la portée de celles-ci doivent donc être analysés à l'intérieur de chaque contexte spécifique, et non appliqués universellement. Cette anthropologie des genres serait, selon Moore (1988, 1999), une anthropologie essentiellement préoccupée de comprendre les différences entre les genres, i.e. généralement mais pas exclusivement, entre les hommes et les femmes. Toutefois, l'examen des différences ne peut se limiter à l'étude des genres, car d'autres marques de différenciation peuvent être considérées tout aussi déterminantes, et dans certains cas plus déterminantes encore, tel que l'ont souligné des féministes du Sud précédemment citées et des féministes africaines-américaines (Cade 1970, Belae 1970, Frazier et al pour The Combahee River Collective 1985, Walker

1983, hooks 1981). Ces autres facteurs de différenciation sont principalement des questions de race et de classe. En somme, les différenciations sociales seraient aux intersections des différences de race, de genre et de classe, et dont les hiérarchisations variables doivent être analysées pour chaque contexte spécifique (Moore, 1988). L'approche GED partage au moins en partie cette vision complexe et holistique de l'intersection des identités et des inégalités. Appliquée aux contextes pratiques du développement, cette approche vise à tenir compte de l'ensemble de l'organisation économique et politique pour comprendre les problèmes sociaux spécifiques et considère le développement comme l'habileté d'une société à répondre aux besoins de ses membres à un niveau historiquement acceptable (Young, 1997 : 52). La question devient alors « qui bénéficie, qui perd, quels compromis ont été faits, quel est l'équilibre résultant entre les droits et obligations, les pouvoirs et priviléges entre les hommes et les femmes ainsi qu'entre des groupes sociaux donnés » (ibid). L'approche GED est très utilisée dans les ONG aujourd'hui, bien que l'approche IFD, donc la moins critique des paradigmes du développement reliés à l'économie libérale et néolibérale soit encore celle qui prévaut dans les grandes agences de développement et institutions internationales (même si le mot genre est employé, l'approche reste celle de l'IFD). D'ailleurs cette approche est considérée par certaines critiques comme un dispositif visant à exploiter davantage les femmes et à en faire des sujets disciplinées et dociles au service du développement et de l'accumulation capitaliste (St-Hilaire 1995). Chose certaine, « la prétendue intégration des femmes au développement ne repose pas toujours sur des interventions féministes » (Labrecque 2003 : 28).

D'autre part, il est certain que les démarcations conceptuelles et historiques entre ces trois approches féministes du développement sont moins claires que dans les typologies généralement acceptées (Young, 1997 : 51), dans la littérature comme dans leur application concrète sur le terrain du développement. Cela vaut aussi pour la typologie des courants de recherche en anthropologie féministe. Cole et Phillips expriment ainsi cette nuance :

*Les anthropologues féministes ne sont pas, toutefois, un groupe homogène (...) cela rend l'écriture de [l'histoire de l'anthropologie féministe] et de son 'projet' à la fois difficile et un peu trompeuse; il y a plusieurs projets à continuer et plusieurs histoires à relater» (Cole et Phillips, 1995 :4)*

Pourtant, un tel survol historique, malgré ses imperfections, a l'avantage de faire ressortir l'évolution de la pensée, qui est toujours en relation avec le contexte historique et politique dans lequel elle émerge. Ici, le rapprochement entre les approches féministes du développement et la recherche féministe en anthropologie montre à quel point la production du savoir sociologique et anthropologique et son application à l'intérieur des projets politiques de développement sont reliés. Cela montre aussi que les théories sociologiques et les pratiques d'intervention de développement sont situées dans un champ conflictuel de débat dont la configuration change au fur et à mesure des avancées analytiques et de l'évolution de la conjoncture politique, sociale, culturelle et économique. Cela permet aussi de voir que l'intégration des théories critiques du développement et des perspectives féministes sur le développement gagnerait à s'approfondir davantage. D'ailleurs, dans les dix dernières années, quelques efforts ont été faits pour analyser les transformations du système-monde et des suggestions ont été faites pour adapter les outils d'analyse des rapports de genre ainsi que l'analyse du développement à ces nouvelles réalités, malgré que d'une manière générale peu d'attention soit accordée à la nature genrée de la globalisation (Connelly et al 1995, Labrecque 2000). C'est sur quelques contributions à cette question que porte la prochaine section, et ce sont les suggestions issues de cette littérature que je tenterai d'opérationnaliser pour l'étude des cas empiriques que je propose ici.

### 1.1.5 Étude du développement au temps de la globalisation<sup>11</sup>

Durant les années 90, le champ de préoccupations qui était le domaine du développement international a été de plus en plus interpellé par un ensemble de transformations sociales et économiques à l'échelle du monde que l'on a pris l'habitude de nommer « mondialisation », ou « mondialisation néolibérale ». Celle-ci, bien qu'elle soit le résultat d'un processus historique de colonisation du monde qui a débuté avec le mercantilisme (voir à ce sujet Chomsky 1993 et Gélinas 2000), a pris sa forme actuelle au début des années 80. C'est ce processus plus récent que Gélinas appelle « la globalisation de la mondialisation » (2000 : 38). À l'instar de Gélinas, pour distinguer la phase actuelle de ce processus historique des phases précédentes, j'y ferai référence dans ce texte sous le terme de « globalisation ».

Historiquement, les liens entre développement international et globalisation sont très clairs, ne serait-ce que sur le plan institutionnel. En effet, les institutions issues des Accords de Bretton Woods que sont la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) sont celles qui ont présidé à la naissance et à l'essor du développement international, sont aussi celles qui imposent depuis plus de vingt ans les réformes macro-économiques néolibérales que sont les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et autres programmes cousins, notamment aux pays qui sont simultanément la cible de programmes d'aide internationale au développement. Le Sénégal, où a été effectuée la recherche de terrain pour cette étude, fait partie de ces pays.

Dans ce contexte, les relations de développement, sur le plan international, prennent une autre configuration, sont traversés d'idéologies qui se renouvellent, de pratiques profondément transformées par les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Certain-e-s auteur-e-s parlent de restructuration du monde, de restructuration globale ou de restructuration de l'économie mondiale et Connally et al

---

<sup>11</sup> Ce titre est inspiré du titre de l'article de Labrecque « L'anthropologie du développement au temps de la mondialisation » (2000)

soulignent que ni les théories de la modernisation ni les théories de la dépendance n'arrivent à expliquer complètement ce phénomène (1995). La globalisation s'accompagne de processus sociaux, économiques, démographiques, politiques et culturels dont on n'a pas encore cerné la complexité. À tout le moins, on peut observer que les conséquences de la globalisation sont complexes et contradictoires (Labrecque, 2000 : 63). Les manières de poser les problèmes, les méthodes et les thématiques de recherche, à l'intérieur du champ de recherche sur le développement, sont appelés à se renouveler, y compris en ce qui concerne l'étude des rapports de genre, afin d'appréhender ces nouveaux phénomènes. Les apports de la pensée critique et de la pensée féministe sur le genre et sur le développement que j'ai exposées ci-dessus serviront ici de fondations pour l'étude des changements sociaux reliés à la globalisation.

En outre, la globalisation et la « restructuration du monde » font que certains rapports sociaux, y compris la relation de développement, sont délocalisés. Des nouvelles méthodes sont proposées pour cerner des objets de recherche dont les constituantes se trouvent dispersés dans le temps et dans l'espace, telles que l'ethnographie multi-site (Marcus, 1995). Mais comment arriver à prendre en compte simultanément la structure et l'individu, le local et le global, tel que le suggèrent les approches de l'économie politique en anthropologie, mais sans tomber dans des dichotomies et des dualismes devenus obsolètes? Labrecque propose d'aborder la relation de développement dans trois champs distincts du social : le champ structurel et la globalité; le champ du local, des organisations et des catégories sociales; le champ des individus et du quotidien (2000 : 65-73). Cette méthode suggère qu'on pourrait « suivre » la relation de développement, ou du moins en repérer les principaux éléments et tendances, dans chacun de ces trois champs à condition de modifier les concepts utilisés pour rendre compte de leurs caractéristiques particulières. Car,

*La mondialisation produit de l'homogénéité sur le plan global, mais de l'hétérogénéité sur le plan local et dans la vie des sujets anthropologiques. En effet, « des vies localement situées sont affectées par les luttes géopolitiques, les marchés mondiaux, les entreprises*

*multinationales, les migrations du travail, les médias transnationaux* » (Connell 1998 : 7). Une interprétation tenant compte de l'*histoire spécifique des populations visées* s'impose donc. En d'autres termes, les mesures universelles imposées par l'État international viennent se combiner aux particularités historiques, sociales et culturelles de ces populations. (Labrecque 2003 : 29)

Pour penser les relations entre ces trois champs tout en rendant compte de la forme que prennent les rapports sociaux dans chacun d'eux, il s'agirait d'adapter certains concepts centraux à chaque échelle particulière. Pour cela, je me servirai du cadre général de la reproduction sociale, en considérant d'une manière générale les éléments que je choisis d'observer dans le champ du global comme relevant de la structuration de la production, les éléments que je choisis d'observer dans le champ du quotidien et dans une certaine mesure dans le champ du local comme relevant de la reproduction et certains éléments du local comme étant des lieux d'articulation entre les deux. D'autre part, selon Labrecque, le concept de genre devrait être transformé pour s'adapter à chacun de ces champs du social, un même concept ne pouvant simultanément rendre compte des dynamiques structurelles, institutionnelles et quotidiennes. Dans les sections qui suivent j'exposerai brièvement les principaux concepts que j'utiliserais dans chacun des champs, notamment pour rendre compte des rapports de genre.

### **Le champ du global et le champ du quotidien**

Selon Labrecque, la relation de développement dans le champ structurel concernerait les rapports que les États, les institutions internationales et les corporations multinationales entretiennent entre eux et cette relation structurelle de développement constituerait un des processus de la globalisation<sup>12</sup> (2000 : 66-67). Dans ce champ, le processus de développement, pris au sens de ses politiques, programmes, projets et idéologies, produirait de l'homogénéité. Par exemple, son vocabulaire et ses méthodes

---

<sup>12</sup> Qu'elle désigne pour sa part par le terme de mondialisation.

sont plutôt standardisés, circulent partout dans le monde et sont relayés et mis en pratique par une foule d'organisations appartenant au dispositif de développement : agences de développement international des pays riches, ONG internationales ou locales, gouvernements nationaux ou locaux, etc. Dans la présente étude, je m'attarderai brièvement sur ce champ pour tenter de mettre en relief des politiques et des idéologies émanant des institutions internationales dominantes et qui non seulement affectent les conditions de vie des femmes dakaroises mais qui structurent aussi le champ des possibles à l'intérieur duquel elles élaborent leurs stratégies de survie. Ce n'est donc pas tant la relation de développement entre les États, les institutions internationales et les corporations multinationales qui sera l'objet de mon analyse, mais bien la manière dont certaines combinaisons de politiques, de programmes, de projets et d'idéologies contribuent à structurer la vie des personnes dans le champ du quotidien. C'est pourquoi j'inclus dans le même chapitre les sections consacrées à ces deux champs du social. Les éléments empiriques qui serviront à mon analyse en ce qui a trait au champ du global sont les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), et des éléments des idéologies de la lutte à la pauvreté, du micro-crédit et de la femme comme « actrice économique rationnelle » (Rankin, 2001).

Je vais toutefois asseoir cette analyse sur le concept d'ordre mondial de genre proposé par Connell (1998) et repris par Labrecque (2000, 2003). Cela me semble fondamental pour dépasser les analyses de féministes libérales du développement qui attribuent les effets négatifs du développement sur les femmes à une mauvaise conception des politiques. Ces analyses passent à côté du problème en ne reconnaissant pas que le dispositif du développement est lui-même au service d'institutions dont le pouvoir économique et politique repose sur les inégalités entre les hommes et les femmes. Pour Connell, la principale structure d'institutionnalisation des rapports de genre dans le champ des structures est l'État, qui serait essentiellement patriarcal.

*L'État est constitué à l'intérieur des rapports de genre en tant qu'institution centrale du pouvoir de genre. Inversement, les dynamiques de genre sont une des forces majeures de construction de l'État, tant dans*

*la création historique de l'État que dans la politique contemporaine.*  
(Connell 1990 : 519)

L'auteur appelle « régime de genre » l'institutionnalisation des rapports de genre au sein de l'État patriarcal. Les structures principales du régime de genre seraient : la division sexuelle du travail, la structure genrée du pouvoir, la structure genrée de l'attachement émotionnel (1990) ainsi que les systèmes symboliques de représentation (1998). Ainsi, l'État serait le site même des politiques de genre qui assurent la construction et le maintien des contradictions de genre, en même temps que sous certaines pressions sociales il doit parfois atténuer les aspects les plus flagrants de ces contradictions (Labrecque 2000 : 65). Pour parler de la structure des rapports de genre à l'échelle mondiale, Connell utilise un concept qui vise un niveau d'abstraction encore plus élevé, celui d'ordre mondial de genre : « Ce terme peut être défini comme la structure des relations qui interrelient les régimes de genre des institutions et les ordres de genre des sociétés locales à l'échelle mondiale » (Connell 1998 : 7). Au niveau de la division sexuelle du travail, l'auteur illustre son propos en s'appuyant sur les travaux de Maria Mies (1986), qui a montré que l'économie coloniale et néocoloniale a restructuré les systèmes locaux de production sur le modèle du régime de genre de l'occident moderne où l'unité de base est constituée d'un homme salarié associé à l'économie monétaire et à la sphère publique et une femme travailleuse domestique associée au travail gratuit et à la sphère privée. Pour Connell, l'ordre mondial de genre s'institutionnalise au sein de l'État international, qui serait composé d'un

*ensemble hégémonique formé par des agences comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce, les Nations Unies et ses agences, l'Organisation internationale du travail, l'Union européenne... Bref, les agences déterritorialisées qui transcendent les différents États-nations qui, eux, ont une base territoriale.* (Connell 1996 : 168 résumé dans Labrecque 2003)

Ce concept d'ordre mondial de genre repose sur l'idée que les institutions et les relations internationales, le commerce international et les marchés mondiaux sont une arène où se construisent les genres et les politiques de genre. J'ajouterais à cela que le dispositif

international de développement est très certainement un véhicule privilégié des politiques de genre. L'idée de l'existence d'un État international est sans doute sujette à controverse et à discussion<sup>13</sup>. Je retiendrai toutefois cette idée dans la mesure où elle permet d'identifier des structures institutionnelles porteuses d'un ordre mondial de genre.

Les concepts présentés ci-dessus servent à décrire les différents niveaux d'institutionnalisation de la domination masculine dans le champ des structures. Ces structures sont bien sûr en relation avec les autres champs du social. C'est avec le champ du quotidien et des individus que je les mettrai en relation à l'intérieur du chapitre II de ce mémoire. Labrecque formule ainsi la relation entre ces deux champs en ce qui a trait aux rapports de genre :

*Au cœur des relations de pouvoir constitutives de l'État international et des États-nations régionaux, on peut déceler les formes plus ou moins patriarcales que continuent d'emprunter les rapports de genre actuellement. C'est d'ailleurs dans la mesure où les institutions incorporent sur un plan structurel les formes patriarcales des rapports de pouvoir que les hommes sont en mesure d'exercer leur pouvoir sur les femmes au quotidien (Steans 1998 : 31, 32) (Labrecque 2003 : 30)*

Dans ma section sur le champ des individus et du quotidien, je tenterai de voir quels sont les effets conjugués de la crise économique (qu'on pourrait tout aussi bien appeler la crise de l'ajustement structurel) et des rapports sociaux de sexe sur les conditions de vie des femmes dakaroises qui ont participé à mon étude. En somme, je tenterai de voir quels sont les effets sur elles de l'articulation entre le régime de genre et l'ordre mondial de genre. Toutefois, au niveau des individus Labrecque suggère d'employer le concept de rapports sociaux de sexe qui désigne le pouvoir qui s'exerce directement dans le quotidien des relations hommes-femmes. Ce concept serait plus à même de rendre les individus visibles dans leurs spécificités que des catégories sociales trop abstraites pour ce niveau d'analyse. Cette adaptation du concept de genre à différents niveaux d'analyse

<sup>13</sup> À ce sujet, voir Brunelle (2003 : 47). Cet auteur considère qu'il ne peut y avoir réellement d'État international tant que celui-ci ne sera pas constitué selon un équilibre entre les pouvoirs législatif et exécutif – pour l'instant, les institutions multilatérales relèvent exclusivement du pouvoir exécutif des États nationaux.

et d'abstraction a ainsi l'avantage de permettre d'identifier des structures et des systèmes d'ordre plus global sans pour autant évacuer les différences entre les femmes en fonction des situations spécifiques dans lesquelles elles se situent aux niveaux national, local ou individuel. Dans le champ des individus et du quotidien, donc, je me concentrerai sur la situation des femmes dans la structure familiale ainsi que dans les maisonnées, ces dernières étant entendues comme des sites de division des tâches, d'allocation des ressources et du pouvoir politique, où prévalent de multiples rapports hiérarchiques ainsi que de coopération (Roberts 1994 : 10).

### **Le champ du local**

Ce champ est celui des organisations, des réseaux sociaux et des catégories sociales. Il sera ici le lieu privilégié de l'étude de la relation de développement en tant que charnière entre l'État international et les individus. Dans le cas qui nous occupe, cette relation est incarnée par les rapports entre les fédérations de groupements de femmes que sont Serbatim et l'UGTAD et le monde des ONG. Il s'agira alors de voir quelles sont leurs pratiques, les dynamiques de collaboration, de pouvoir et de résistance entre acteurs, quel est le jeu des perceptions et des objectifs poursuivis par les uns et les autres.

À ce niveau du social, ce sont les concepts de domination masculine et de régime de genre qui seront retenus. La domination masculine et le régime de genre désignent l'institutionnalisation du statut supérieur des hommes, ce qui leur permet d'exercer le pouvoir en général, et le pouvoir sur les femmes en particulier. Ce concept pourra être utilisé pour expliquer, par exemple, l'impunité dont bénéficient certains hommes qui escroquent les femmes ou qui les agressent sur la rue. Toutefois, mon analyse des rapports de genre sera plutôt concentrée dans le chapitre sur le champ du global et le champ des individus.

Ce champ sera aussi celui dans lequel les activités économiques des femmes seront analysées. Dans la catégorie « activités économiques des femmes », j'incluerai : le

travail domestique et la reproduction dans le cadre de la maisonnée, les activités associatives de redistribution, ainsi que le travail rémunéré dans un cadre salarial (travail ou activité salariée) ou « autonome ». J'utiliserai aussi les termes travail ou activités rémunérées ou activités génératrices de revenus, qui désigneront toute activité qui permet d'obtenir un revenu monétaire qui n'est pas une dette, en dehors du rapport salarial et du secteur formel.

C'est donc selon cette organisation que la relation de développement et la position des femmes dans la restructuration de la reproduction sociale sera analysée. La plus grande partie de mes données empiriques sera toutefois analysée dans les chapitres sur le champ du local, puisque c'est là que se situent Serbatim et de l'UGTAD. N'ayant pas conduit d'ethnographie multi-site, je baserai mes analyses sur la littérature pour saisir brièvement quelques éléments clés du champ du global qui sont pertinents pour la présente étude, tandis que les données recueillies sur le terrain (observation, entretiens individuels et focus groups) seront le substrat de mon analyse pour les deux autres champs.

### **Question de recherche**

Comment les relations de développement particulières dans lesquelles s'insèrent les femmes de Serbatim et de l'UGTAD contribuent-elles à modifier la position des femmes dans la structure de la reproduction sociale?

### **1.2 Éléments méthodologiques**

Cette recherche se fonde sur l'étude de deux organisations, considérées comme deux « cas » à incorporer dans une même analyse. À première vue, ces deux organisations peuvent paraître assez différentes sur le plan de leur composition socio-professionnelle, mais nous verrons au chapitre III que l'angle d'analyse que j'adopte,

c'est-à-dire celui de la relation de développement, justifie ce choix. En outre, elles ne sont pas complètement confondues puisque je les analyse d'abord séparément pour ensuite en tirer des conclusions sur la nature de la relation de développement. Par la suite, au chapitre IV, les pratiques des groupes de base des deux organisations sont analysées ensemble sur la base de leurs similitudes.

Sur le terrain, j'ai limité à deux cas la diversification inter-groupe (il y a à Dakar plusieurs fédérations de groupements de femmes qui auraient pu être étudiées) pour ne pas nuire d'une manière trop importante à mes possibilités de diversification intra-groupe. Étudier plus de deux fédérations aurait effectivement limité mes chances d'atteindre une saturation interne satisfaisante dans chacun des cas. Comme chaque organisation constitue un ensemble relativement homogène selon les critères exposés par Pires (Pires, 1997: 161), il a semblé logique de rechercher la diversification interne pour atteindre la meilleure saturation possible.

Ainsi, la diversification à l'intérieur de chaque organisation s'est faite par le biais de la recherche de différentes catégories d'informatrices, en fonction de variables organisationnelles: j'ai interrogé des présidentes de groupements, des membres des organes décisionnels des fédérations, des femmes membres des cellules, employées et/ou bénévoles de l'organisation, des partenaires de l'organisation, etc. En ce sens, il s'agit, à l'intérieur de chaque organisation, d'un échantillonnage par contraste-saturation. J'ai aussi tenté de diversifier les outils de cueillette de données: observation participante, entretiens individuels semi-dirigés, *focus-group*.

En ce qui concerne les entrevues et le statut méthodologique donné aux personnes interrogées, il est de deux ordres, car la grille d'entrevue comporte deux types de questions: certaines portent sur des faits (raconter l'histoire de l'organisation) tandis que d'autres portent sur des croyances et des représentations (Qu'est-ce que pour vous un GIE efficace? Quels effets pensez-vous que cette aide pourrait avoir sur votre vie à vous?). Les réponses à ces questions relèvent donc de la perception des personnes interrogées. Ainsi, les personnes interviewées sont à la fois des informatrices au sens strict et à la fois des porteuses de la culture et des représentations locales.

### **1.2.1 Cueillette de données sur Serbatim**

Serbatim est le premier groupement avec lequel j'ai pris contact et auprès duquel une cueillette de données a été effectuée. Celle-ci a eu lieu de mai à septembre 2000, et a comporté une large part d'observation participante. Cette observation s'est étalée sur la presque totalité de mon séjour sur le terrain à raison de trois à quatre jours d'immersion par semaine dans l'univers immédiat du groupement, à l'exception des trois semaines qui ont été consacrées exclusivement aux contacts et entrevues effectuées à l'UGTAD en vue de la deuxième étude de cas.

Je vais, dans la présente section, relater le déroulement général de la cueillette de données concernant le GIE Serbatim et son articulation à mon cheminement de recherche, pour ensuite présenter de manière plus particulière le déroulement de la phase d'entrevues et les résultats obtenus en termes de quantité et de qualité des données recueillies. Cette démarche devrait me permettre de me positionner sur le statut des données recueillies en ce qui a trait à l'étude du cas de Serbatim.

#### **Mon statut et mes activités d'observation**

J'ai été introduite dans ce groupement en tant que stagiaire, par le biais d'un stage d'initiation à la coopération organisé par un partenaire local pour le compte d'une ONG canadienne. La durée de ce stage d'immersion et d'observation était de dix semaines. Il était entendu dès le départ que je resterais après la fin du stage pour continuer de me familiariser avec l'organisation, en vue d'effectuer une recherche dans le cadre de mes études de maîtrise. Serbatim, en tant qu'organisation d'une banlieue défavorisée de Dakar, n'avait jamais reçu de stagiaires ni eu de contacts soutenus avec des occidentaux. On pourrait en dire de même de la plupart de ses membres, dont la plupart ne parlaient pas français. C'est le partenaire sénégalais de l'ONG canadienne sous l'égide de laquelle le stage se réalisait qui avait choisi cette organisation comme lieu d'accueil de stagiaires et qui avait présenté l'idée à la présidente de Serbatim, qui l'avait acceptée. Cette

situation générale a donc constitué ma porte d'entrée dans le vécu quotidien du groupement et c'est ce contexte qui a constitué l'ancrage concret de ma démarche de cueillette de données.

Cet ancrage a eu plusieurs avantages, dont celui de donner un sens à ma présence quotidienne dans les locaux et dans les diverses activités de l'organisation. Aussi, étant donné que cette présence avait fait l'objet d'une entente officielle entre la présidente de Serbatim et le partenaire sénégalais, elle était légitimée d'une manière qui lui donnait du sens à l'intérieur même du réseau social de Serbatim. Mon insertion en était donc d'autant facilitée.

Ceci étant dit, la notion de stagiaire comme celle de chercheure, ainsi que, bien entendu, la présence d'une stagiaire ou d'une chercheure dans le quartier n'en était pas moins une nouveauté pour les membres de Serbatim. Il est clair que jusqu'à un certain point j'étais associée, dans l'esprit des gens que je côtoyais, à une source potentielle d'appui extérieur ou d'aide financière quelconque, malgré qu'il avait été dit clairement dès le départ qu'il n'y avait aucun appui financier à attendre de moi.

Cela était prévisible dans la mesure où il y a, dans les faits et dans l'esprit des gens de cette région, une forte association entre les étrangers présents en sol africain et la disponibilité et l'octroi de fonds d'appui au développement. D'autre part, il faut aussi préciser que d'une manière générale, les amis, les réseaux sociaux de contacts et de connaissances sont, dans la vie quotidienne de ces gens, la principale source de soutien solidaire en toutes circonstances, la forme la plus intégrée de sécurité sociale. Mon introduction dans l'organisation par un membre de ce réseau social, d'une part, et les liens d'amitié qui se sont créés entre moi et certaines membres de l'organisation, d'autre part, justifient en quelque sorte que j'aie été perçue comme une partie de ce réseau de solidarité, et par conséquent comme une alliée dont le réseau social propre (au Sénégal comme à l'étranger) doit être mis à contribution pour aider l'organisation. Ma présence pouvait aussi être vue par les gens du quartier comme une source de prestige et de statut pour Serbatim et une preuve du dynamisme de l'organisation et de sa capacité grandissante à tisser des alliances pour atteindre ses buts.

Sur ce terrain, je n'ai pas cherché à demeurer neutre : tout en prenant soin d'expliquer clairement les limites de mes capacités et de mes démarches, j'ai cherché à rendre service à Serbatim et à y jouer un rôle positif, que ce soit en allant chercher de l'information qui pouvait leur être utile, en les mettant en contact avec diverses organisations dans lesquelles j'avais des entrées ou en partageant ma connaissance des divers mécanismes d'attribution des fonds d'aide publique au développement. Je me suis ainsi clairement positionnée en tant qu'alliée, ce qui m'a fourni des occasions très précieuses d'observation, tout en me permettant de développer une meilleure relation de confiance avec un ensemble de personnes avec qui j'étais en contact quotidiennement, ainsi qu'une complicité particulière avec certaines des informatrices. Il est clair cependant qu'en me positionnant de cette manière et en tant qu'étrangère je me suis inscrite tout au long du processus de la recherche à l'intérieur même du dispositif de développement, du dispositif de savoir-pouvoir. Mais le choix de mon attitude s'est basé sur la conviction qu'il aurait été plutôt futile, dans les circonstances, de chercher à me distancier (par quel moyen?) de ce dispositif et des relations de pouvoir dans lesquelles mes rapports avec le milieu étaient inévitablement fondées. Cela n'aurait rien changé véritablement à ma position de chercheuse dans le dispositif de savoir-pouvoir, ni à ma position de stagiaire canadienne dans le dispositif de développement. D'autre part, il est loin d'être certain que j'aurais pu établir les liens me permettant de réaliser mon terrain dans le temps dont je disposais si je n'avais été préalablement introduite de cette manière. Tout ambigu et imparfait que cela soit, j'ai choisi d'en prendre mon parti et d'en tirer les meilleurs rapports humains possibles. Durant mon séjour sur le terrain, donc, on peut dire que j'ai fait de « l'anthropologie associée au développement », pour ensuite tenter d'en tirer un mémoire plus critique s'inspirant de « l'anthropologie du développement », selon les expressions d'Escobar (1997).

D'une manière générale, j'ai essayé d'être très attentive à cette réalité de mon statut, des relations de pouvoir qui venaient avec et de la perception que les informatrices avaient de moi. J'ai donc fait très attention aux jeux des perceptions et des attentes qui ferment chaque situation particulière de communication, y compris les entretiens qui

ont alimenté cette recherche. Car cela pose une question très spécifique quant à la validité des données recueillies : les informatrices m'ont-elles décrit leur réalité comme elles la vivent ou en fonction de ce qu'elles pensaient que je voulais entendre? M'ont-elles décrit leur réalité comme elles la voient ou alors en fonction de ce qu'elles pensent qui leur attirera l'aide financière qu'elles recherchent? Ces questions sont très délicates; je serais portée à répondre : les deux, simultanément.

En fait, je crois que cela a varié pour chaque entrevue, pour chaque informatrice, pour chaque situation de communication. Cela a varié aussi à l'intérieur d'une même entrevue, selon les différents sujets abordés. J'ai tenté d'adapter mes stratégies d'enquête à cette situation, comme j'en ferai état dans la section suivante. Le décodage des entrevues et des observations recueillies est aussi difficile et délicat, et j'ai donc fait en sorte de pouvoir recouper les réponses des différentes observatrices, afin d'observer les similitudes et les contradictions, ainsi que de pouvoir relier les différentes réponses à la position particulière de chaque informatrice ou informateur par rapport à moi et par rapport à l'organisation.

Il est vrai que ce type d'exercice a ses limites, d'autant plus que mes propres présupposés et ma propre culture ont eu une influence sur mes perceptions à moi aussi. Je n'ai donc pas la prétention d'avoir épuisé, ou même d'avoir totalement compris, dans le court temps que j'ai passé sur le terrain, la richesse immense de ce champ d'étude qu'est le fonctionnement social, politique et économique de ce type d'organisation dakaroise, ni les logiques et les forces sociales qui ont influencé sa création et son évolution.

Toutefois, je pense qu'une bonne partie des informations recueillies ont pu être comprises et analysées dans leur contexte et que leur degré de validité a pu être évalué avec confiance, en fonction de différents critères qui seront détaillés dans la suite de ce chapitre. D'autre part, j'ai beaucoup discuté avec différents observateurs de la société sénégalaise en général et des organisations de femmes en particulier (chercheurs, agents de développement, citoyens et citoyennes impliquées dans leur communauté, personnel de différentes ONGs) afin de comparer mes analyses et mes perceptions avec celles de personnes crédibles et expérimentées qui connaissent bien la culture et la société

sénégalaises ainsi que les groupements de femmes. En outre, j'aurai l'occasion, tout au long de ce mémoire, de confronter ou de conforter mes propres données et analyses avec celles de d'autres chercheures et chercheurs qui ont passé plus de temps que moi sur ce terrain et ont publié sur des sujets similaires ou connexes.

### **L'observation participante**

L'observation participante s'est avérée essentielle pour la compréhension de Serbatim. Et ce, pour deux raisons principales :

- 1- les modes de fonctionnement réels ne correspondent pas toujours à la structure « théorique » du groupement, c'est-à-dire à ses statuts et règlements officiels;
- 2- l'information circule de manière verbale et est consignée en majeure partie dans la mémoire des personnes – peu de documents écrits reflètent l'histoire et la vie de l'organisation.

Ce sont donc l'observation et les conversations avec les personnes qui m'ont permis d'en apprendre le plus sur le fonctionnement du groupement et les logiques qui informent les actions de ses membres. Les entrevues individuelles et le focus group ont donc été compris, validés et interprétés non seulement en fonction du recouplement d'information entre les différentes informatrices, mais aussi en fonction de mes observations et des conversations, enregistrées ou non, que j'ai eues avec plusieurs personnes qui font partie de l'organisation ou qui y participent à titre d'alliés, de collaborateurs réguliers ou d'employés.

Concrètement, j'accompagnais souvent la présidente de Serbatim dans ses journées, au cours desquelles elle était amenée à faire différentes démarches en faveur de son groupement. Je prenais part aussi à la vie du quartier, lors des repas et des fêtes, au fil des jours et des circonstances. J'assistais à des réunions, prenais part à diverses activités avec les membres du groupement et avec ses employées (bénévoles). J'ai aussi fait plusieurs visites dans des cellules membres du groupement qui se situaient dans d'autres quartiers, ainsi que quelques visites aux domiciles de présidentes de cellules.

### **Entrevues individuelles et focus groups : conditions de réalisation**

Ma connaissance de la langue wolof, parlée par presque tous les Sénégalais, étant limitée, je n'ai pas pu moi-même conduire les entrevues dans cette langue. Une grande proportion des informatrices parlait couramment le français, donc les entrevues ont été menées directement en français chaque fois que l'informatrice s'en sentait capable. Pour les entrevues où l'informatrice se sentait plus à l'aise en wolof et les entrevues où l'informatrice ne parlait pas français, il a fallu recourir aux services d'un interprète.

D'autre part, cette difficulté au niveau du langage a parfois limité ma capacité d'observation aux occasions où les conversations et les échanges autour de moi se déroulaient en wolof ou en une autre des langues maternelles nationales. Il m'est en effet arrivé d'assister à des réunions ou à des activités sans comprendre une bonne partie de ce qui s'y disait. Dans l'ensemble, j'évalue à environ un tiers la perte d'information due à l'obstacle de la langue.

Le focus groups, quant à lui, a été conduit en wolof par un animateur de quartier qui a accepté de se prêter à cet exercice. J'ai alors discuté avec lui sur les sujets qui devaient être abordés au cours du focus groups et sur la méthode à utiliser pour régir les échanges. Le focus group a été enregistré en entier sur bande audio et traduit verbalement sur une autre bande audio. C'est le verbatim de la traduction qui a été utilisé aux fins de l'analyse. J'estime que la perte d'information lors de la traduction a été d'environ un cinquième.

Malgré les inévitables difficultés que posent la prise de rendez-vous et les déplacements pour rencontrer les gens, j'ai réussi à interroger un ensemble d'informatrices et d'informateurs clés qui satisfaisaient mes exigences en termes de diversification de l'échantillon en fonction des rôles et positions occupés dans le groupement et par rapport au groupement. La durée des entrevues a varié d'une demi-heure à une heure et demie, la majorité d'entre elles ne dépassant pas quarante-cinq minutes.

J'ai effectué quatorze entrevues individuelles ou semi-individuelles (i.e. deux ou trois personnes interrogées lors d'une même entrevue), de deux types différents : d'une part, huit entrevues semi-dirigées, dont le guide d'entrevue se trouve en annexe, avec des femmes membres de Serbatim (présidentes et membres de groupements base, présidente de Serbatim) ; d'autre part, six entretiens avec des employé-e-s et proches collaborateurs de Serbatim ou encore avec des observateurs extérieurs à l'organisation, visant à éclaircir certains aspects de l'histoire ou du fonctionnement de Serbatim et ont par conséquent porté sur des thèmes précis. Le guide d'entrevue n'a donc pas été utilisé dans ces cas et ces entrevues ont consisté en des entretiens thématiques non-dirigés, amorcés par une question. Par exemple, « parle-moi de ce que tu penses du fonctionnement de l'organisation » ou « comment s'est passée la fondation de Serbatim, quel rôle y avez-vous joué? » ou encore « Quelle est votre perception du rôle qu'a joué X dans la fondation de Serbatim? ».

Les deux types d'entrevue n'ont pas été traités de la même manière lors de l'analyse : les entrevues avec les membres de Serbatim ont été traités systématiquement et intégrées à l'analyse générale. Les autres entrevues ont surtout été utilisées pour élucider certains aspects précis ou pour recouper l'information recueillie auprès des membres de Serbatim, pour la compléter et la valider. Le contenu de ces entrevues n'a été intégré à l'analyse générale que lorsque cela était nécessaire ou particulièrement pertinent, comme dans le cas de l'entrevue no 10. Dans l'enquête sur Serbatim, plusieurs hommes ont été interrogés, mais, à l'exception de l'entrevue no 6, il s'agissait de proches collaborateurs ou d'observateurs extérieurs. C'est donc principalement le point de vue des femmes membres de Serbatim qui a été pris en compte dans l'analyse.

Pour ce qui est du focus group, il a été beaucoup plus difficile à organiser. Réunir de dix à douze personnes répondant à mes critères et ce au moment précis où mon animateur était disponible s'est avéré périlleux. À l'origine, je souhaitais que le focus group soit composé des femmes membres des groupements n'occupant pas de position de pouvoir particulière. Toutefois, c'est une majorité de présidentes de groupements qui se sont présentées au rendez-vous. Une griote du quartier qui n'était pas membre de

Serbatim est même venue se joindre au groupe en cours de route. Le focus group s'est quand même tenu et a été d'une durée totale de quatre-vingt-dix minutes. Il a été traduit peu de temps après et j'ai jugé que l'information recueillie était pertinente et intéressante malgré que mes critères pour le choix des participantes n'avaient pas été complètement respectés. J'ai donc décidé de traiter la totalité de l'information qu'il contenait.

Tableau 1. Présentation des entrevues réalisées sur Serbatim

Catégorie d'informateur ou type d'entrevue	No	Titre et rôle spécifique	Entrevue réalisée en français	Entrevue réalisée en wolof	Nombre de personnes interrogées	Sexe	
						F	M
Membres de la structure de Serbatim	1	Présidente de cellule et présidente	X		1	F	
	2	Présidente de cellule et trésorière		X	1	F	
	3	Présidente de cellule et secrétaire générale	X		1	F	
	4	Présidente de cellule	X	X	1	F	
	5	Présidente de cellule	X		1	F	
	6	Vice-président		X	1		M
Membres de cellules de Serbatim	7	Membre de la cellule de la présidente		X	1	F	
	8	Membres d'une cellule		X	2	F	
Employés et proches collaborateurs de Serbatim	9	Employés de Serbatim	X		2	F	M
	10	Animatrice rurale spécialisée en groupements féminins	X		1	F	
	11	Collaborateur de Serbatim		X	1		M
Observateurs extérieurs	12	Secrétaire général et chargé de formation à l'ADAS	X		2		M
	13	Représentants d'ANS	X		3	F	M
	14	Représentant de la mairie de Guediawaye	X		1		M
Focus group	15	Femmes membres de Serbatim		X	12	F	

**Données socio-démographiques sur les femmes membres de Serbatim interviewées  
(entretiens individuels et focus group)**

**Tableau 2. Âge et nombre d'enfants**

	Entre 20 et 30 ans	Entre 30 et 40 ans	Entre 40 et 50 ans	50 ans et plus
<b>Nombre de personnes</b>	<b>2 (10%)</b>	<b>6 (30%)</b>	<b>8 (40%)</b>	<b>4 (20%)</b>
<b>Nombre moyen d'enfants (si présence d'enfants)</b>	<b>1</b>	<b>4,2</b>	<b>6,8</b>	<b>5,8</b>
<b>Absence d'enfants (nombre de personnes)</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Tableau 3. Situation maritale**

	Proportion de personnes	Nombre moyen d'enfants
<b>Mariée</b>	<b>75%</b>	<b>5,7</b>
<b>Est ou a déjà été veuve</b>	<b>15%</b>	<b>6,6</b>
<b>Est ou a déjà été divorcée</b>	<b>15%</b>	<b>5</b>
<b>N'a jamais été mariée</b>	<b>10%</b>	<b>0</b>

**Tableau 4. Niveau d'études atteint<sup>14</sup>**

	Proportion de personnes	Nombre moyen d'enfants
<b>N'est pas allée à l'école (exclut formation technique)</b>	<b>30%</b>	<b>5</b>
<b>Primaire</b>	<b>5%</b>	<b>3</b>
<b>Secondaire</b>	<b>20%</b>	<b>2,2</b>
<b>Formation technique</b>	<b>15%</b>	<b>3</b>
<b>Non spécifié</b>	<b>40%</b>	<b>7,1</b>

<sup>14</sup> Une même personne a parfois suivi à la fois une formation générale de niveau primaire ou secondaire et une formation technique. Cela explique que le pourcentage total excède 100% dans la colonne du milieu.

### **1.2.2 Cueillette de données sur l'UGTAD**

Dans son ensemble, ma cueillette de données sur l'UGTAD a été plus simple et plus rapide que celle sur Serbatim. La première raison est que j'ai fait très peu d'observation participante à l'UGTAD. Mes sources d'informations et de données consistent donc essentiellement dans les entrevues individuelles semi-dirigées, le focus group et la documentation. En effet, l'UGTAD est une organisation dont le fonctionnement est beaucoup plus « formalisé » que celui de Serbatim. J'entends par là que, d'une part, les fonctions des différentes personnes sont beaucoup mieux définies, et que le rôle réel des personnes est plus susceptible d'y correspondre. D'autre part, il y a une documentation écrite relativement abondante sur l'UGTAD qui constitue une source d'information supplémentaire. Ces documents traitent de l'union, de son fonctionnement, de son histoire, de son évolution, et des appuis techniques et financiers que l'Association pour une dynamique de progrès économique et social (ADPES) lui a consentis ainsi que les rapports de ses interventions.

J'ai été introduite auprès de l'UGTAD par l'agente de développement de l'ADPES (qui est l'ONG qui appuie l'UGTAD). Mon statut et la compréhension de la signification de ma présence par les informatrices ne semblait pas poser de problème. En outre, toutes les informatrices de l'UGTAD s'expriment très bien en français et ont une plus grande habitude des rapports avec les étrangers, ce qui a facilité la communication. À toute fin pratique, il n'y a pas eu de difficulté particulière dans ma cueillette de données auprès de l'UGTAD, bien que les remarques sur ma position de chercheure dans le dispositif de développement et de savoir-pouvoir s'appliquent aussi à ce cas.

#### **Les entrevues et les focus-groups : conditions de réalisation**

La totalité des onze entrevues individuelles se sont déroulées dans de bonnes conditions, et en français (il n'y a pas eu d'entrevues semi-individuelles pour l'UGTAD). Il n'y a donc pas eu de perte d'information au niveau de la traduction. D'autre part, toutes les informatrices sont des femmes membres soit de la structure de l'UGTAD, soit

membres d'un des groupements de base composant l'UGTAD, soit, dans le cas de la Mutuelle d'épargne et de crédit pour la promotion de la teinturerie sénégalaise (MECPROTES), membres élues de la structure administrative. La seule exception à cela est l'entrevue réalisée avec l'employée de la MECPROTES. J'ai aussi interviewé deux agents de développement de l'ADPES, dont une qui travaille directement avec l'UGTAD depuis le début. Toutes les entrevues réalisées auprès des membres de l'UGTAD et de la MECPROTES (toutes les informatrices de la MECPROTES étant aussi membres de l'UGTAD) ont été systématiquement traitées et intégrées à l'analyse.

L'entrevue réalisée auprès de l'employée de la MECPROTES, portant sur des dimensions plus techniques de la gestion de la mutuelle, a été utilisée pour comprendre certains aspects de l'organisation, mais n'a pas été utilisée de manière systématique, étant donné que l'analyse ne portait pas spécifiquement sur ces aspects. Par contre les entrevues réalisées auprès du personnel de l'ADPES ont été pleinement intégrées à l'analyse, en raison de leur pertinence et de leur utilité. Comme ce fut le cas pour Serbatim, les personnes non-membres de l'UGTAD n'ont pas été interrogées avec le guide d'entrevue qui a été utilisé auprès des membres. Il s'agit ici des entrevues réalisées auprès de membres personnel de l'ADPES et de la MECPROTES. Ces entrevues étaient, des entretiens thématiques qui s'amorçaient par une question et qui se poursuivaient sous la forme d'un dialogue.

D'autre part, les entrevues sur l'UGTAD ont été réalisées après celles sur Serbatim. En conséquence, le guide d'entrevue a été réorganisé pour le rendre plus fonctionnel. Toutefois, les questions et les grandes préoccupations sont restées les mêmes d'un guide d'entrevue à l'autre. Les deux guides d'entrevue sont en annexe, ainsi que la feuille de route du focus group, qui a été la même pour Serbatim et pour l'UGTAD.

Le focus group de l'UGTAD s'est déroulé en wolof et a été animé par le même animateur que celui de Serbatim; il s'est toutefois déroulé dans de meilleures conditions. Le local était fermé, la discussion n'a été interrompue que par l'arrivée de boissons fraîches et les participantes ont été disciplinées. La traduction a aussi été beaucoup plus efficace que celle du focus group de Serbatim, donc j'évalue la perte d'information à

moins du quart. Cela est dû à la meilleure qualité sonore de l'enregistrement, puisque la discussion s'est déroulée dans un local fermé et à l'expérience acquise durant la traduction du premier focus group.

Dans le cas de l'UGTAD, il y a aussi eu une première entrevue de groupe, qui a eu lieu dans la phase exploratoire, au mois de juin. Cette entrevue de groupe n'a pas suivi les procédures strictes du focus group, mais a pris une forme assez semblable et a été très fructueuse. Cette entrevue-discussion regroupait les principales dirigeantes de l'UGTAD, et elles s'alimentaient les unes les autres dans leurs réflexions. Cette séance a donc pris la forme d'une entrevue de groupe non-dirigée, mais balisée par quelques questions exploratoires destinées à lancer la discussion. Les informations recueillies lors de cette entrevue, même si elles n'ont pas fait partie de la phase de cueillette de données structurée par mes guides d'entrevue, sont très pertinentes et ont été retenues aux fins d'analyse.

Tableau 5. Présentation des entrevues réalisées sur l'UGTAD

Catégorie d'informateur ou type d'entrevue	No	Titre et rôle spécifique	Entrevue réalisée en français	Nombre de personnes interrogées	Sexe	
					F	M
Membres de la structure de l'UGTAD ou d'un groupement de base	16	Présidente de groupement et présidente	X	1	F	
	17	Présidente de groupement	X	1	F	
	18	Présidente de groupement	X	1	F	
	19	Présidente de groupement et présidente de zone	X	1	F	
	20	Trésorière de groupement	X	1	F	
MECPROTES	21	Présidente	X	1	F	
	22	Membre du comité de crédit	X	1	F	
	23	Membre du comité de surveillance	X	1	F	
	24	Présidente du comité de surveillance			F	
	25	Employée (gérante)	X	1	F	
Observateurs extérieurs	26	Agents de développement de l'ADPES	X	2	F	M
Focus group	27	Femmes membres de l'UGTAD et de la MECPROTES	Wolof	12	F	
	28	Entrevue de groupe exploratoire	Français et Wolof	8	F	

**Données socio-démographiques sur les femmes membres de l'UGTAD interviewées  
(entretiens individuels et focus group)**

**Tableau 6. Âge et nombre d'enfants**

	Entre 20 et 30 ans	Entre 30 et 40 ans	Entre 40 et 50 ans	50 ans et plus
<b>Nombre de personnes</b>	<b>0</b>	<b>3 (17%)</b>	<b>6 (33%)</b>	<b>9 (50%)</b>
<b>Nombre moyen d'enfants (si présence d'enfants)</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>5,7</b>	<b>7,5</b>
<b>Absence d'enfants (nombre de personnes)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Tableau 7. Situation maritale**

	Proportion de personnes	Nombre moyen d'enfants
<b>Mariée</b>	<b>72,5%</b>	<b>7,5</b>
<b>Est ou a déjà été veuve</b>	<b>5,5%</b>	<b>2</b>
<b>Est ou a déjà été divorcée</b>	<b>16,7%</b>	<b>4,3</b>
<b>N'a jamais été mariée</b>	<b>5,5%</b>	<b>0</b>

**Tableau 8. Niveau d'études atteint<sup>15</sup>**

	Proportion de personnes	Nombre moyen d'enfants
<b>N'est pas allée à l'école (exclut formation technique)</b>	<b>5,5%</b>	<b>6</b>
<b>Primaire</b>	<b>5,5%</b>	<b>7</b>
<b>Secondaire</b>	<b>67%</b>	<b>6,2</b>
<b>Formation technique</b>	<b>33%</b>	<b>6,5</b>
<b>Non spécifié</b>	<b>16,7%</b>	<b>5,7</b>

<sup>15</sup> Une même personne a parfois suivi à la fois une formation générale de niveau primaire ou secondaire et une formation technique. Cela explique que le pourcentage total excède 100% dans la colonne du milieu.

Les entrevues ont été d'abord traduites, le cas échéant, et ensuite transcrrites sous forme de verbatims, puis insérées dans le logiciel de traitement des données qualitatives QSR NUDIST 4.0. Les entrevues ont alors été codifiées et analysées. Tout au long des trois chapitres suivants qui rendent compte de cette analyse, je me suis efforcée de donner la parole aux femmes interrogées, en insérant des extraits des verbatims dans le texte. Ceux-ci ne font pas qu'illustrer ou compléter le contenu du corps du texte, ils en sont partie intégrante et constituent des éléments essentiels à la compréhension de l'analyse.

Lors de la réalisation des entrevues, le contexte et les objectifs de la présente étude ont été clairement expliqués à chaque personne. Dans tous les cas sauf pour des entretiens à caractère plus informels, un formulaire de consentement a été utilisé pour assurer que chaque informtarice ou informateur m'autorisait l'utilisation des informations de son plein gré et en toute connaissance de cause. Bien que la plupart des personnes n'avaient pas d'objection à ce que leur nom soit divulgué, j'ai tenu à respecter l'anonymat de celles-ci. Dans le texte, les extraits de verbatims portent le numéro de l'entrevue de laquelle ils sont extraits, numéro qui figure dans les tableaux de présentation des entrevues.

## CHAPITRE II

### **Le champ du global et le champ des individus**

Comme il a été annoncé dans la section théorique, l'analyse du champ des structures et de la globalité et du champ des individus et du quotidien sont incluses dans le même chapitre. Cette juxtaposition a pour but de faire ressortir certaines interrelations entre des phénomènes et tendances observables dans les deux champs. Par exemple, nous verrons dans ce chapitre en quoi les restructurations macro-économiques mises en place par l'État international contribuent à produire une restructuration de la vie quotidienne des personnes. Ces liens seront examinés principalement sur les plans matériels, c'est-à-dire l'impact des réformes économiques sur les conditions de vie des personnes, ainsi que sur les plans des rapports de genre. Notamment, c'est le concept d'ordre mondial de genre qui sera utilisé en ce qui concerne le champ du global, tandis que dans le champ du quotidien ce seront les concepts de régime de genre et de rapports sociaux de sexe qui seront retenus.

#### **2.1 La lutte à la pauvreté dans le champ du global**

Cette section s'intéresse principalement aux forces structurelles mises en place par les grandes institutions internationales du développement, par voie de leurs politiques et de leurs programmes ainsi que des idéologies qui les constituent et les justifient. Plus précisément, ce sont les programmes d'ajustement structurel, menés conjointement par le FMI et la Banque Mondiale, ainsi que certaines idéologies de la lutte contre la pauvreté et du micro-crédit véhiculées par ces mêmes institutions qui me serviront de points de repère. À l'aide d'un examen rapide de ces quelques éléments, nous serons à même d'esquisser quelques lignes du contour d'un ordre mondial de genre dont ces institutions sont les porteuses, qui pourrait être assimilé à ce qu'Escobar (1995) appelle le « patriarcat modernisé ».

### 2.1.1 Dette et ajustement structurel au Sénégal

En amont des programmes d'ajustement structurel, qui ont été implantés dans les années 1980, il y a la crise de la dette, qui s'est installée dans les années 1970 et qui se perpétue depuis. Gélinas, dans un ouvrage publié en 1994, démontre que le surendettement des pays du Tiers Monde est intimement lié au « modèle de développement fondé sur l'aide extérieure » à « l'industrie de la coopération internationale », donc à ce que j'appelle ici le dispositif du développement. Ce système, au lieu de contribuer au mieux-être des populations du Tiers Monde, leur a mis sur le dos une dette irremboursable (Gélinas 1994 : 57). Il attribue ce surendettement à cinq causes qui relèvent de la logique des structures de l'édifice financier international :

1- Depuis les années 1960 surtout, les agences bilatérales et multilatérales de développement, la Banque Mondiale en tête, incitent les pays du Tiers Monde à adopter leurs programmes d'aide au développement, dont « la plus grande partie prend la forme de prêts, de lignes de crédit, d'investissements, de rémunération d'experts et de coopérants et donc, de profits pour les 'donateurs' » (ibid : 58), implantant ainsi l'idéologie du « développement à crédit » (ibid : 65).

2- À la même époque, les banques des pays riches disposent de « surplus énormes d'argent oisif », incluant les *eurodollars* et les *pétrodollars*, et se tournent vers le Tiers Monde « où des gouvernements complaisants acceptent d'emprunter pour la réalisation de projets qui dépassent de loin leurs besoins et leur capacité technique de gestion » (ibid). Les années 1970 verront un accroissement énorme de l'endettement des pays du Tiers Monde.

3- Les gouvernements des pays industrialisés aident leurs industriels à écouler leurs surplus dans le Tiers Monde par des lignes de crédit à l'exportation garanties par l'État, sous le couvert de la coopération internationale.

4- L'explosion des activités financières spéculatives subséquente aux chocs pétroliers de 1973 et de 1979 mettent à la disposition des gouvernements du monde entier

« une offre de fonds prêtables pratiquement illimitée » (ibid : 66) et la culture de l'économie de l'endettement se répand.

5- Le FMI et la Banque Mondiale octroient aux États des crédits pour payer les intérêts de dettes déjà accumulées (prêts à l'ajustement structurel), ce qui banalise le surendettement et augmente encore les créances.

Les conséquences de cet endettement sont multiples et énormes. Gélinas en dénombre plusieurs : dévalorisation de l'épargne intérieure; drainage des ressources monétaires hors des pays du Tiers Monde; obligation d'exporter des matières premières; délaissage de l'agriculture vivrière (activité dans laquelle les femmes sont très présentes); obligation d'importer des technologies coûteuses, notamment à cause de l'aide au développement liée à l'achat de produits du pays « donateur »; dépendance envers les institutions financières internationales (IFI); contraction des dépenses sociales en éducation, santé, logement, etc. Cette manière plutôt abstraite de nommer les conséquences ne doit pas faire oublier que ce sont les conditions de vie des populations qui sont directement en cause, et que la crise de la dette se répercute sur les emplois, les salaires, l'accès aux denrées alimentaires de base, etc. Pour formuler cela dans des termes qui font écho au cadre d'analyse de Narotzky, on pourrait dire qu'à la suite des indépendances, le grand capital international met progressivement en place les conditions de la reproduction de sa domination sur les ex-colonies. Dans les termes de Gélinas, la dette est devenue un « outil de plus en plus sophistiqué pour structurer les économies du Tiers Monde conformément aux exigences du monde développé, c'est-à-dire de l' « ordre international libéral » (ibid : 73).

Avec la crise de la dette qui s'est abattue sur eux au début des années 1980, la plupart des pays emprunteurs étaient au bord de l'insolvabilité et avaient besoin de crédits supplémentaires pour pouvoir rembourser les intérêts sur leurs dettes. Ils se virent contraints de se plier aux exigences du FMI, c'est-à-dire de mettre en œuvre les réformes économiques exigées. Celles-ci se composent habituellement d'un prêt à la stabilisation avec conditionnalités du FMI, qui s'accompagne de mesures visant à diminuer l'inflation, le déficit budgétaire de l'État et les problèmes de balance des paiements. Les programmes

d'ajustement structurel (PAS) sont des mesures à plus long terme surveillées par la Banque mondiale et le FMI. Grossso modo, les PAS visent à réduire la consommation intérieure (gouvernementale et privée) afin d'orienter toutes les forces productives du pays vers l'exportation, ce qui permet d'obtenir le maximum de devises à consacrer au service de la dette. Les principales mesures sont généralement : la suppression des barrières douanières; l'incitation à l'exportation; la libéralisation des prix (y compris le prix des denrées de base, qui doivent être fixés par le marché), des salaires, des taux d'intérêts, des taux de change et des législations; la privatisation de l'économie publique; la compression des dépenses publiques, etc. « Ainsi, la Banque mondiale joue un rôle central dans les prises de décision gouvernementales et contribue à l'enrichissement rapide des politiciens dociles » (ibid : 89).

La structure économique du Sénégal découle en grande partie de la période coloniale et est basée en grande partie sur l'exportation de quelques produits primaires : le phosphate, l'arachide, les produits de la pêche. Cela rend évidemment l'économie du pays extrêmement sensible au prix de ces matières premières sur le marché international. De 1973 à 1980, le Sénégal entre progressivement dans une crise économique durable (Dia 1988). Emprunt de pétrodollars et d'eurodollars, augmentation des importations, fuite des capitaux et chute des prix des matières premières, dont l'arachide, sont au rendez-vous. Le Sénégal étant un des pays les plus assistés du Tiers Monde par la Banque mondiale, il est aussi celui sur qui les remèdes ultralibéraux seront testés en premier (Dia 1988 : 213) Le Sénégal est donc le premier pays à signer un accord d'ajustement structurel avec le FMI en 1979. L'accord, mis en œuvre en 1980 et qui aurait dû, en principe, sortir le pays de la crise, est un échec. De plus, les cours du phosphate et des produits de la pêche chutent, alors que les taux d'intérêts augmentent, ce qui décuple le prix du remboursement de la dette, et les banques stoppent leurs crédits. Un nouvel accord de rééchelonnement de la dette est signé en 1984, moyennant la mise en œuvre d'un PAS de 1985 à 1992. Pendant ce temps, le chômage augmente inexorablement, ainsi que la répression des protestations populaires et des grèves. En 1994, le franc CFA, devise partagée par l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest francophone (l'Union

monétaire ouest-africaine), est dévalué de 50%. Cette politique, qui s'inscrivait dans une stratégie plus large visant à stimuler les exportations, a été mise en œuvre en même temps qu'on supprimait les subventions agricoles, la distribution des engrains et le contrôle de la commercialisation par l'État. En milieu rural, il y eût des gagnants et des perdants, mais dans plusieurs pays on a constaté un allongement des heures de travail des femmes suite à ces réformes (Tsikata, Kerr et al 2000 : 20). En milieu urbain, comme en milieu rural, la dévaluation a diminué le pouvoir d'achat des populations, y compris sur les denrées de base qui sont importées, comme le riz, la farine, le sucre. Un nouveau plan d'ajustement structurel (1994-1998) est ensuite entamé, alors que le chômage (et la dette extérieure) continuent d'augmenter. Un nouveau PAS a débuté en 1998, et ainsi de suite. Au total, les privatisations se sont étendues à tous les secteurs : énergie, eau, transport, télécommunications<sup>16</sup>. Dans les années 1990, le Sénégal a aussi entrepris un processus de régionalisation<sup>17</sup>, qui suivait une politique prudente de décentralisation (Sow 1997) et une réforme progressive de son système de santé, passant notamment par la privatisation, la décentralisation et la gestion participative, d'où les femmes sont singulièrement absentes (à ce sujet, voir Foley 2003). Cela cadre parfaitement avec ce sur quoi la Banque mondiale a mis l'emphase durant cette décennie : décentralisation, participation communautaire, lutte à la pauvreté par la croissance et l'investissement (Tsikata, Kerr et al 2000 : 6), etc. Bref, le Sénégal s'est vu administrer l'ensemble de la pharmacopée de la médecine de l'ajustement structurel et, comme dans les autres pays d'Afrique s'étant vus imposer pareil traitement, les résultats escomptés en termes de création d'emplois, de rentrées de devises et d'industrialisation ne se sont pas matérialisés (*ibid* : 4). Par contre, les conditions de vie et les infrastructures urbaines se sont détériorées, les emplois et les salaires masculins ont dramatiquement diminué, la charge de travail non-rémunéré des femmes a augmenté, l'accès à la scolarisation des filles a diminué, ainsi que l'accès des femmes aux services de santé (*ibid* : 6-8). George et Sabelli résument de manière incisive

<sup>16</sup> Signalons qu'à Dakar, lors de mon séjour sur le terrain, les coupures d'eau survenaient à n'importe quel moment et étaient d'une durée indéterminée : parfois trois heures, parfois trois jours. Même scénario pour les coupures d'électricité, appelées « délestages ».

<sup>17</sup> Laquelle n'a pas été l'occasion d'une percée des femmes sur la scène politique locale (Sow 1997 : 136)

les enjeux des contradictions entre les énoncés des « résultats escomptés » et les résultats observés au niveau des conditions de vie des populations :

*Au vu des résultats, certains observateurs proclament la faillite du développement. C'est faux : tel qu'il a été conçu historiquement et pratiqué dans les faits, le développement a été une immense réussite. Il visait à intégrer les échelons supérieurs des populations du tiers monde (de 10% à 40% selon les pays) aux classes occidentalisées et consommatrices, ainsi qu'à l'économie de marché mondiale. Ce développement-là a été brillamment réussi (George et Sabelli 1994 : 170).*

Foley, dans une étude sur les réformes du système de santé au Sénégal, fait remarquer qu'il est « impossible d'évaluer la signification des programmes d'ajustement structurel (PAS), des privatisations et des politiques mondiales en matière de soins de santé sans examiner leur implantation dans des lieux précis », puisque ces initiatives et ces politiques sont « transformées par les structures sociales et les acteurs avec lesquelles elles interagissent sur le terrain » (2003 : 58). J'abonde tout à fait dans ce sens. Le but de la présente section n'est ni d'essentialiser les PAS en dehors de leurs dynamiques d'application dans des lieux spécifiques, ni de déterminer exactement quelles ont été leurs conséquences au Sénégal. L'objectif est plutôt de tenter d'identifier en quoi l'esprit de ces politiques, leur pensée constituante, en quelque sorte, qu'elle soit implicite ou explicite, est un site de construction du genre. Certains effets généraux de ces politiques sur les femmes, qui ont pu être observés à plusieurs endroits, serviront aussi à illustrer mon propos. En somme, il s'agit de voir en quoi la restructuration économique mondiale est genrée, en quoi l'ensemble des institutions internationales hégémoniques, ce que nous avons convenu d'appeler l'État international, sont genrées. Évidemment, cela ne pourra être fait ici que de manière très partielle et parcellaire, avec quelques éléments qui sont pertinents par rapport aux cas étudiés. Par ailleurs, dans la suite de ce chapitre et dans la suite de ce mémoire, je tenterai effectivement d'identifier des aspects de la manière dont ces grandes forces structurelles interagissent avec un milieu précis.

### 2.1.2 Une restructuration genrée

Suite à des recherches, des écrits et des actions pour rendre visible l'expérience de femmes de multiples pays et régions du monde et en particulier des pays ciblés par l'aide au développement, les institutions dominantes finissent par incorporer dans leurs discours et dans certaines pratiques des éléments concernant les femmes. L'incorporation partielle de l'approche IFD par les agences de développement international dans les 20 dernières années en est un exemple. Le fait que « la Banque mondiale et beaucoup de gouvernements nationaux reconnaissent aujourd'hui que les femmes doivent bénéficier de la restructuration des économies » (Tsikata, Kerr et al 2000 : 2) en est un autre exemple. Mais cette incorporation partielle se fait dans leurs propres termes, car « ils n'acceptent pas l'idée que le cadre de la politique économique renforce, dans bien des cas, les inégalités qui existent » (ibid). Ces institutions incorporent à leurs stratégies des éléments de discours, même lorsque ces discours cherchent à les critiquer, lorsque ces éléments peuvent être détournés pour justifier leurs interventions ou légitimer leurs positions. Ainsi,

*La Banque mondiale s'est appropriée des parties de l'ordre du jour néopopuliste [par exemple la lutte à la pauvreté, la participation communautaire et la décentralisation] quand il traduisait ses propres sentiments contre l'État et la bureaucratie centralisée, et les a greffées sur le sien* (Blaikie 1998 : 14 cité dans Tsikata, Kerr et al 2000 : 6).

Mais le cœur de leur programme n'est jamais remis en question, à savoir, l'accumulation du capital par l'imposition de stratégies jugées appropriées, qu'elles prennent le nom de « développement », de « réformes économiques » ou « d'ajustement structurel ». Cela est perceptible dans la manière dont les revendications des femmes ont été incorporées, selon les époques, dans le monde du développement, ce qui a été fait de la manière la plus significative via l'approche IFD. Par exemple, dans les années 1980, une des principales préoccupations des planificateurs du développement était devenue l'efficience, et c'est en vue d'augmenter l'efficience de l'économie et du marché que les femmes ont été mises à contribution. Ou plutôt, que leur contribution a été reconnue et a été l'objet de tentatives de canalisation (ibid : 10). À la fin des années 1980, à la division IFD de la Banque

mondiale, « investir dans les femmes » était présenté comme un investissement peu coûteux qui rapporte beaucoup de bénéfices en termes de performance économique, de réduction de la pauvreté, de mieux-être des familles et de ralentissement de la croissance démographique (Escobar 1995 : 178). Escobar appelle ce processus de récupération des recherches et des revendications des femmes la « bureaucratisation de la connaissance féministe » (1995 : 177).

Mais ce que les planificateurs voient et mesurent en termes d'« efficience économique » ou d'« augmentation de la productivité de l'économie locale » pourrait bien être le transfert des coûts de la reproduction (entendue ici au sens très large de Narotzky, i.e. ce que les gens font pour gagner leur vie, incluant aussi les tâches domestiques, de soins ou de production de biens ou de services) de la sphère du travail rémunéré à la sphère du travail non-rémunéré, dont les femmes accomplissent la plus grande part (Lind 1997 : 1216-7, voir aussi Elson 1992). Ce transfert pourrait bien être le cœur de l'ajustement structurel, en ce sens que la possibilité même pour les États nationaux endettés de drainer des ressources monétaires supplémentaires via la suppression de la demande intérieure, la libéralisation et la privatisation pourrait n'être possible que dans la mesure où elle s'appuie sur le recours illimité au travail gratuit des femmes, particulièrement celles des classes populaires.

*À la base de cette chaîne de travail télécommandée de l'extérieur, on retrouve les femmes. Ce sont elles qui absorbent les contrecoups des politiques antisociales, voire antiéconomiques, des grandes institutions prêteuses. Selon certaines estimations, elles assurent 75% des travaux de survie (Gélinas 1994 : 93-94).*

D'une manière générale, beaucoup d'auteurs s'entendent sur le fait qu'en Amérique Latine et en Afrique, les réformes économiques néolibérales diminuent les emplois et salaires masculins (dont beaucoup de femmes dépendent pour leur survie), augmentent la charge de travail domestique des femmes, diminuent l'accès à l'éducation et à la santé et poussent les femmes à chercher des sources de revenus là où elles le peuvent, le plus

souvent dans l'économie informelle ou dans des emplois salariés peu rémunérés et où les conditions de travail sont pénibles (Lind 1997, Tsikata, Kerr et al 2000, Escobar 1995).

On peut tirer de ces constats très généraux au moins une observation intéressante pour la caractérisation de l'ordre mondial de genre que contribue à construire l'État international. Je reprendrai brièvement ici les travaux de Maria Mies sur les effets de la colonisation sur la division sexuelle du travail, que Connelly cite en exemple lorsqu'il traite de la manière dont l'ordre mondial de genre peut être observé dans la division sexuelle du travail (1998 : 8). Selon Mies, le processus de colonisation (et donc de structuration de l'économie coloniale et des identités sociales qui la rendent opérante), aurait contribué à définir les hommes du Tiers Monde comme des travailleurs salariés, et les femmes comme « femmes au foyer » non payées (*housewives*), sur le modèle du régime de genre que l'Europe Occidentale avait adopté depuis la fin du Moyen Âge. Dans les années 1960, l'aide au développement (que d'aucuns qualifient de néocolonialiste), s'adressait encore aux femmes principalement en tant que mères, occultant leur travail productif.

Par la suite, dans les années 1970, le capital international a « redécouvert » les femmes du Sud et s'est mis à voir en elles la force de travail optimale (c'est-à-dire la plus productive au moindre coût) pour l'accumulation du capital. En effet, comme elles ne sont pas collectivement définies comme des travailleuses, leur travail, qu'il produise de la valeur d'usage ou de la valeur marchande, n'est pas vraiment défini comme du travail et coûte donc moins cher (leur travail n'est pas vraiment du travail, mais des *activités génératrices de revenus*). D'autre part, leur subordination les rend plus facilement contrôlables et isolables (Mies 1986, 1998 : 116). Cette analyse présente des similitudes et des compatibilités avec les constats les plus généraux sur les effets des PAS dans un ensemble de pays « en développement » ou « en ajustement » : la force de travail se féminise et de plus en plus de femmes sont à la recherche de sources de revenus, qu'elles trouvent souvent, particulièrement dans les pays du Sud, dans les secteurs les plus précaires et les moins payés, tandis que leurs tâches domestiques *augmentent* en résultat du désengagement de l'État et de la dégradation environnementale (Connelly et al 1995 :

21). À partir de ces éléments, je propose que dans l'ordre mondial de genre que construit l'État international via les programmes de développement et les restructurations économiques depuis 1970, les femmes sont définies *à la fois* comme des travailleuses de seconde classe mais très productives et dont la force de travail peut être utilisée à un coût très faible et *à la fois* comme celles qui sont responsables du travail de soins et de reproduction. De plus, elles sont aussi représentées comme celles qui sont les plus susceptibles d'utiliser leurs revenus en totalité pour répondre aux besoins de leurs familles et de leurs enfants.

J'illustrerais la structure de ces représentations par un exemple issu de l'étude de cas de l'UGTAD. Pour cela, je recourrai à des extraits des discours prononcés par Abdou Diouf, le chef de l'État sénégalais, et par Aminata Mbengue Ndiaye, la ministre de la famille, de l'action sociale et de la solidarité nationale, lorsqu'ils ont remis le Grand Prix du Chef de l'État pour la Promotion Féminine à l'UGTAD en 1999. Le président de la république s'exprimait en ces termes :

*[La dixième édition de ce concours] se déroule dans un contexte à la fois redoutable et prometteur de mondialisation dont l'État et la société civile doivent relever tous les défis, en continuant d'œuvrer à la consolidation des performances économiques de notre pays, notamment par la valorisation de toutes les initiatives porteuses de croissance. (Le Soleil, Dakar, 22 avril 1999).*

La ministre de la famille, de l'action sociale et de la solidarité nationale, quant à elle, complémentait ce message de la manière suivante. Le journaliste rapporte ses propos :

*Mme Aminata Mbengue Ndiaye a lancé un appel aux collectivités locales, afin qu'elles inscrivent, dans leurs budgets, des actions visant à soutenir la promotion des femmes dans tous les secteurs qui leur sont transférés (c'est moi qui souligne). Elle a également invité les femmes à créer des mutuelles de santé au sein des groupements et associations féminines. À ce sujet, elle a préconisé l'instauration du système de parrainage appelé « Ndèye Dické » orienté en faveur de la santé de la femme et de renforcer l'éducation à la vie familiale (c'est encore moi qui souligne). (ibid)*

Voilà renvoyés dos à dos ou plutôt face à face, les deux dimensions de la tâche herculéenne assignée aux femmes dans l'ordre de genre néolibéral. Rappelons aussi que cet appel à la création des mutuelles de santé se situe dans un contexte de privatisation du système de santé, qui rend les soins médicaux difficilement accessibles à celles et ceux qui ne peuvent pas payer. Notons aussi qu'un an plus tard, en 2000, l'UGTAD s'était effectivement attelée à la tâche de mettre sur pied une mutuelle de santé.

Je ne sous-entend pas ici que les représentations véhiculées par l'État international et les actions qui en découlent ont été universellement et uniformément appliqués par un corps politique homogène et qu'ils ont eu les mêmes effets partout. Les représentations et les actions circulent au contraire dans le dispositif du développement, hétérogène, changeant, se reconfigurant avec la conjoncture selon des processus complexes. En outre, les acteurs réinterprètent et réagissent selon leurs contraintes, agence et contingences dans chaque situation spécifique. Nous verrons au fil de cette étude comment ce schéma structurel interagit avec le contexte spécifique des femmes de Serbatim et de l'UGTAD, notamment avec le régime de genre dans lequel elles se trouvent. Mais examinons pour l'instant comment cette construction du genre peut s'incarner dans le discours de la Banque Mondiale sur la lutte contre la pauvreté et dans certains discours dominants sur le micro-crédit.

### 1.1.3 Pauvreté de masse et micro-crédit : éléments de discours

Jusqu'ici dans cette section je me suis servie de constats généraux sur les effets des PAS sur les femmes et d'éléments d'analyse du discours de la Banque mondiale sur l'intégration des femmes au développement pour dessiner les contours de l'ordre mondial de genre. Dans la présente section, je souhaite montrer que cette construction du genre s'articule avec d'autres éléments, notamment les discours sur la lutte à la pauvreté et ceux sur le micro-crédit, d'une manière qui imbrique cet ordre de genre dans une conception et dans une pratique du développement orientée vers le marché et l'entrepreneuriat. Cet ordre de genre se combine aussi avec une idéologie des relations sociales de production

qui consiste en l'idée que les individus peuvent économiquement « se prendre eux-mêmes en charge » indépendamment des inégalités de pouvoir et de l'organisation culturelle et sociale.

Tout d'abord, je souhaite préciser que ce n'est pas un hasard si je prends ici la Banque mondiale comme point de repère. C'est à cause de son double ascendant sur deux dimensions fondamentales de la reproduction sociale : les relations matérielles (en tant que bailleur de fonds et en tant qu'institution capable d'imposer année après année des réformes économiques dont les effets sont dramatiques) et les relations symboliques et idéologiques. La Banque mondiale a en effet un leadership intellectuel énorme dans le domaine du développement. George et Sabelli (1994) consacrent un chapitre complet de leur ouvrage sur la Banque mondiale à la question de son leadership. La Banque aurait « tendance à dominer la littérature et le débat dans tous les domaines, tout en évitant la confrontation avec des idées qui la forceraient à réviser son modèle » (George et Sabelli 1994 : 218). Les travaux qu'elle publie sur des sujets économiques et politiques sont parmi les plus lus dans le monde, même si ceux-ci sont « plutôt reliés à sa stratégie d'image » (ibid) et même si « en dépit de son armada d'économistes, la Banque s'est montrée incapable de pressentir les tendances économiques et donc de donner à ses emprunteurs des conseils valables » (ibid : 219). Son leadership serait aussi lié à ce que George et Sabelli appellent les « aspects performatifs » du savoir qu'elle produit.

*Lorsque Dieu dit : « Que la lumière soit », la lumière doit se faire. Lorsque le roi dit : « Qu'on leur coupe la tête », le bourreau fait son office. Mais lorsque Jean ou Jeanne Dupont dit ce genre de chose, il ne se passe rien. (...) En revanche, lorsque la Banque décide de s'attaquer à une question de fond, ses publications visent à rendre performatives ses propres décisions et à démontrer le bien-fondé des politiques qu'elle souhaite appliquer (George et Sabelli 1994 : 218-218).*

Autrement dit, cette puissante institution détient le pouvoir de transformer elle-même ses résultats de recherche en actions dans les pans de réalité qui tombent sous son contrôle. Et ce n'est pas un mince pouvoir, considérant les sommes d'argent que la Banque est en mesure d'y investir. À titre d'exemple, pour l'année 1991 la Banque aurait consacré une

somme avoisinant les 150 millions de dollars américains à la recherche (incluant le budget administratif, les investissements des départements de recherche, de technique et de géographie, les études de politique générale et les programmes sectoriels) (George et Sabelli 1994 : 217). La Banque est donc en elle-même un puissant dispositif de savoir-pouvoir au sein de l'ensemble d'institutions qui forment l'État international, pour ne pas dire dans le monde en général, puisque comme nous l'avons vu, elle finit souvent par dicter aux États nationaux les plus importantes de leurs décisions macro-économiques.

Depuis le début des années 1990, le nouveau credo de la Banque mondiale, sa nouvelle « raison d'être » est la réduction de la pauvreté (Banque mondiale, 1998 : 70-71 cité dans Lautier 2002, George et Sabelli 1994, Tsikata, Kerr et al 2000). Cette priorité sur la réduction de la pauvreté, qui continue de passer par la croissance et l'investissement, est associée à d'autres thèmes, notamment celui de la gouvernance. En fait, l'amélioration des modes de gouvernance est présentée par la Banque comme étant une condition fondamentale à la lutte contre la pauvreté et impute en fait implicitement l'échec des projets ou des programmes passés au mode de gouvernance. Mais surtout, la Banque écarte implicitement l'idée que les problèmes du Tiers Monde puissent avoir un rapport quelconque avec la dette, les barrières commerciales, les prix trop bas des matières premières, « les mesures d'ajustement ou d'autres politiques et pratiques émanant du Nord en général ou de la Banque en particulier » (George et Sabelli 1994 : 176-177). Mais si la lutte à la pauvreté justifie cette nouvelle préoccupation de la gouvernance<sup>18</sup>, qu'est-ce qui expliquerait ce recadrage des objectifs de la Banque en faveur de la réduction de la pauvreté? « Pourquoi n'avoir pas dit avant que telle était la première priorité de la Banque mondiale? » (Lautier 2002 : 138). George et Sabelli répondent à cette question de la manière suivante :

*En réalité, [la Banque] a davantage besoin [des pauvres] qu'ils n'ont besoin d'elle. La simple présence physique de plus d'un milliard de*

---

<sup>18</sup> Alors même que la Banque mondiale « a pour principe fondateur de ne pas intervenir dans les affaires politiques d'un pays, ni même de porter un jugement politique sur un gouvernement, ne cesse de le faire au nom de la lutte contre la pauvreté » (Chavagneux 2001 cité dans Lautier 2002 : 140).

*« pauvres absous » justifie son existence et son engagement, sans cesse renouvelé à défaut d'être efficace, en faveur de la réduction de la pauvreté. Après des décennies d'un développement raté, qui a marginalisé des centaines de millions de personnes, la seule excuse au maintien d'une bureaucratie vieillissante est une pauvreté massive et croissante (George et Sabelli 1994 : 169).*

Lautier, pour sa part, va plus loin dans son analyse des implications de ce discours de la Banque mondiale sur la réduction de la pauvreté. D'abord, la lutte à la pauvreté que mène la Banque reposerait sur le principe que la pauvreté aurait pour origine fondamentale « la difficulté ou l'incapacité des pauvres à accéder au marché » (2002 : 140). Les solutions de la Banque consistent alors à éliminer les médiations de l'État qui bloquent l'accès au marché. Ensuite il faut augmenter les capacités (*capabilities*, en référence au concept de Sen) des pauvres de se confronter au marché. Les « bons pauvres » sont ceux « qui feront tous leurs efforts pour mériter ce qu'on met à leur disposition et pour accéder au marché salvateur : crédit, formation technique, et même droits de propriété (Banque mondiale 1990 chap. 4 résumé dans Lautier 2002 : 151). Enfin, il faut reconstruire des médiations non-étatiques (associations, coopératives, etc). Lautier signale au passage que la « participation » locale de la « société civile » accélère le renouvellement des élites plus qu'elle ne donne de pouvoir aux pauvres. Il signale aussi que de donner l'accès au marché ne fait que mettre les pauvres « nus devant cette réalité simple : le marché est d'abord un lieu où s'abattent des sanctions; le marché élimine avant de libérer (c'est précisément ce qui a engendré les politiques sociales) » (ibid : 140).

Cet auteur s'attache ensuite à montrer les contradictions entre cet « impératif moral » de lutte contre la pauvreté et les moyens et techniques qui sont mis en œuvre pour atteindre cet objectif. À travers une discussion élaborée et incisive sur les définitions de la pauvreté retenues par la Banque, sa manière de dénombrer les pauvres, de choisir ceux à qui s'adressera l'aide et des moyens proposés pour les aider, Lautier montre qu'il est peu plausible que les objectifs de cette lutte soient réellement de s'attaquer à la pauvreté. En tout cas, tels ne semblent pas être les effets de ses actions. George et Sabelli

constatent aussi que la Banque cherche à occulter la question « controversée et idéologique » des indicateurs du développement et de la mesure de la réduction de la pauvreté (George et Sabelli 1994 : 172), donc la question des résultats.

Lautier suggère plutôt de voir dans le discours sur l'élimination de la pauvreté un instrument de régulation de cette pauvreté, de « reproduction des mécanismes de pouvoir », sous l'angle, donc, de sa fonctionnalité politique. Son article débouche sur deux hypothèses :

*La lutte contre la pauvreté a bien un objectif, mais un objectif difficile à atteindre : la création d'un modèle de citoyen, à la fois responsable et soumis, autonome et indépendant, adéquat à un modèle de gouvernement qui rompe enfin avec le modèle du contrat entre gouvernants et gouvernés de la tradition classique (...) mais qui en même temps réduit la question du pouvoir à celle du pouvoir « sur soi-même ».*

*De l'hypothèse : la lutte contre la pauvreté sert à la reproduction du pouvoir en activant la fonctionnalité politique de la pauvreté régulée on passe à l'hypothèse : la lutte contre la pauvreté est le champ d'expérimentation d'un nouveau mode de gouvernement, et de production d'un nouveau type de citoyen. Les deux hypothèses ne sont pas incompatibles. (Lautier 2002 : 163)*

Cette discussion sur le discours sur la pauvreté de la Banque mondiale est utile à mon propos parce qu'elle montre bien que la manière de conceptualiser les sujets du développement (les femmes, les pauvres) ne sont ni neutres, ni sans effets. Au contraire, cette conceptualisation est une des deux dimensions fondamentales du « développement » en tant qu'intervention induisant des processus sociaux : transformer les structures dans lesquelles se déroulent les relations matérielles (par des réformes économiques, par exemple) et produire des sujets disciplinés et fonctionnels, « adéquats à un modèle de gouvernement ». J'ajouterais même à cela : des sujets capables de s'inscrire dans des relations capital/travail spécifiques. D'ailleurs, le fait que l'institution productrice de ce discours trompeur sur la pauvreté et sur les pauvres soit une banque et à plus forte raison la banque la plus puissante du monde, n'est pas fortuit.

Pour en revenir à l'ordre mondial de genre, faisons une incursion du côté du micro-crédit et des discours qui y sont associés. Disons d'emblée que ce sujet a fait couler énormément d'encre dans les dernières années, et a suscité la formation d'alliances et de coalitions des plus hétéroclites. Visiblement, une grande variété d'acteurs et d'organisations se sont sentis concernés par ce sujet et ce partout dans le monde, allant de Hillary Clinton<sup>19</sup> à SEWA<sup>20</sup> en passant par la Banque mondiale et des centaines d'ONG de toutes sortes. Mon objectif n'est pas ici d'analyser les stratégies qui ont motivé tous ces acteurs qui ont choisi de prendre la parole sur cette question sur la scène internationale ou encore à réclamer de la Banque mondiale et de d'autres institutions importantes un plus grand investissement dans les interventions de micro-crédit. Mon objectif n'est pas non plus de faire le procès du micro-crédit ou de me prononcer sur le sujet très controversé de son efficacité – d'aucuns voient dans le micro-crédit la solution idéale au problème de la pauvreté dans le monde, tandis que d'autres y voient un « alibi de la privatisation de l'aide au développement » (Motchane 1998). D'ailleurs, cela ne peut guère se faire de manière théorique, sans référence à des situations spécifiques, surtout qu'une panoplie de pratiques qui peuvent être très différentes les unes des autres sont rassemblées sous ce concept-parapluie.

À titre d'illustration de la diversité des opinions et des discours sur ce sujet, je me contenterai d'évoquer une typologie élaborée par Linda Mayoux (1998) dans un article consacré au micro-crédit destiné aux femmes. Parmi tous les discours qui s'expriment sur la contribution des programmes de micro-crédit à l'empowerment des femmes, elle distingue quatre grands courants :

- 1- Optimisme sur la possibilité d'un développement global des programmes de micro-crédit qui donnent du pouvoir aux femmes.

---

<sup>19</sup> Elle a présidé le sommet sur le micro-crédit à Washinton en 1997.

<sup>20</sup> Self Employed Women Association, une organisation basée en Inde.

- 2- Reconnaissance des limites des modèles existants, mais affirmation de la possibilité d'identifier des stratégies viables susceptibles de minimiser leurs conséquences négatives et d'améliorer la contribution à l'empowerment.
- 3- Présentation des programmes de micro-finance viables financièrement comme importants parce que ce sont des stratégies possibles pour la réduction de la pauvreté. L'empowerment est une question qui devrait être traitée par d'autres moyens.
- 4- Accent mis sur le fait que les programmes de micro-finance reçoivent trop de fonds, au détriment de stratégies qui seraient plus efficaces pour l'empowerment.

(Linda Mayoux, 1998 : 3-4)

Ces quatre courants seraient traversés de trois grands paradigmes, ayant tous des origines et motivations différentes, des raisons différentes de choisir les femmes comme groupe cible, des objectifs généraux différents ainsi que des définitions différentes de l'empowerment et de la viabilité. Ces trois paradigmes sont : le paradigme de la viabilité financière, le paradigme de la réduction de la pauvreté et le paradigme de l'empowerment des femmes, qui prendrait son origine et son inspiration dans le mouvement international des femmes (Sen et Grown 1988). Dans son article, Mayoux analyse l'opérationnalisation de ces trois paradigmes contradictoires et leurs interactions complexes au sein des programmes. Elle suggère aussi des pistes pour réduire les incompatibilités sur le plan de la pratique.

Pour ma part, ce que je me propose de faire ici est de me servir de l'exemple du micro-crédit pour tenter de voir, très brièvement, comment les conceptualisations des femmes et des pauvres que nous avons examinées jusqu'ici se rejoignent à l'intérieur de l'ordre de genre néolibéral tel que je l'ai caractérisé dans la section précédente. Pour ce faire, les paradigmes qui m'intéressent le plus sont ceux de la viabilité financière et de la

lutte contre la pauvreté. Non pas parce que je les considère plus intéressant pour les femmes, mais bien parce que ce sont les paradigmes dominants. Celui de la viabilité financière est prépondérant « dans la plupart des agences donatrices, sous-jacent dans les modèles de micro-finance défendus dans les publications d'USAID et de CGAP et principale inspiration du Sommet du Micro-crédit » tenu à Washington en 1997 (Mayoux 1998 : 3).

Dans ce paradigme, le choix des femmes comme groupe-cible est motivé par le haut taux de remboursement des femmes; leur principal objectif est de mettre sur pied des programmes viables et d'améliorer l'accès au crédit; leur conception de l'empowerment concerne le libre-choix individuel et « l'indépendance » financière et la viabilité correspond évidemment à la viabilité du programme. Le paradigme de la réduction de la pauvreté prendrait plutôt son origine dans les programmes intégrés de lutte contre la pauvreté par le développement communautaire. Les femmes y sont choisies comme groupe-cible parce qu'elles sont les plus pauvres et parce qu'elles sont responsables du bien-être du foyer. La vision de l'empowerment présente dans ce paradigme serait celle du bien-être, du développement communautaire et de l'autonomie financière, tandis que la viabilité ferait référence à la mise en place d'institutions participatives au niveau local, dans un but d'autonomie communautaire et d'autodétermination pour les démunis. Le tableau no 3 résume les principales caractéristiques des trois paradigmes.

On devine dans les deux premiers paradigmes ce croisement entre cette nouvelle division sexuelle du travail de laquelle il a été question dans la section précédente et les rôles et responsabilités attribués aux pauvres dans ce « nouveau modèle de gouvernement » que proposent implicitement et explicitement la Banque mondiale et l'idéologie néolibérale. L'ensemble forme une espèce de fiction-réalité où on s'attend des femmes pauvres, quelle que soit leur situation particulière, qu'elles assument les tâches de reproduction ainsi que « la prise en charge de leur propre développement » en utilisant tous les moyens à leur disposition pour s'insérer sur « le marché ». Que ce soit un « marché » des feux rouges et des coins de rue, un étal dans un marché public, une boutique, du commerce d'import-export ou la vente de services divers à des particuliers

ou des entreprises ne fait pas grande différence. Le rapport entre les heures qu'elles y consacreront et les revenus qu'elles en tireront non plus. Ce qui compte, n'est-ce pas, c'est de lutter contre la pauvreté, c'est de passer au-dessus de cette ligne du « un dollar par jour », d'éviter à cet enfant une carence en vitamine A qui aurait pu le rendre aveugle, etc.

Cette caricature semble exagérée, grotesque même, au vu et au su l'ampleur des crises économiques et de la complexité des problèmes qui confrontent les sociétés. Elle ne rend pas justice non-plus à la diversité et à la richesse de l'abondante littérature et des débats sur le micro-crédit. Mais cette caricature rassemble tout de même quelques-uns des principaux éléments d'une représentation de la catégorie « femme pauvre » très

Tableau 9. Les paradigmes sous-jacents dans les discours sur le micro-crédit

Adapté de Linda Mayoux (1998)

Paradigme	Viabilité financière	Réduction de la pauvreté	Empowerment des femmes
Origines et inspirations principales	Agences donatrices; principale inspiration du sommet sur le micro-crédit tenu à Washinton en 1997	Programmes intégrés de lutte contre la pauvreté par le développement communautaire	Mouvement international des femmes, particulièrement au Sud
Motif du choix des femmes comme groupe cible	Haut taux de remboursement des femmes	- Taux de pauvreté plus élevé chez les femmes - Les femmes sont responsables du bien-être de la famille	- Recherche d'égalité entre hommes et femmes - Droits humains
Principal objectif	- Programmes de micro-finance viables - Améliorer l'accès au micro-crédit	- Micro-finance comme partie d'un programme intégré de lutte contre la pauvreté	- Micro-crédit comme point de départ pour l'empowerment économique, social et politique des femmes
Vision de l'empowerment	- Économique - Indépendance financière - Choix individuel	- Bien-être - développement communautaire - Autonomie financière	Transformation des relations de pouvoir dans toute la société
Vision de la viabilité	Viabilité financière des programmes	- Institutions participatives locales - Autonomie communautaire - Autodétermination des démunis	Organisations participatives et indépendantes de femmes, en lien avec un mouvement plus large de femmes, dans le but de transformer les relations de genre

répandue dans le dispositif de développement, représentation qui est implicitement et explicitement endossée et promue par la Banque mondiale et relayée (et transformée, aussi, et réinterprétée) par de multiples acteurs et organisations. Katharine Rankin, dans un article intitulé *Governing Development : Neoliberalism, Microcredit, and Rational Economic Woman* (2001) montre à l'aide d'études de cas réalisées au Népal que le microcrédit est le véhicule d'une reconfiguration controversée de la rationalité politique du développement dans laquelle les nouveaux agents de ce développement sont genrés en tant que femmes entrepreneures ayant des prédispositions culturelles à investir judicieusement et à prendre soin de leurs familles et communautés. Ce processus s'appuie sur la formation d'une subjectivité particulière qu'elle appelle « l'actrice économique rationnelle » (*Rational economic woman*).

Je suggère donc que l'attention accordée aux femmes, somme toute minime, par l'État international ne représente pas un réel engagement envers la disparition des structures d'inégalités, mais bien une restructuration de ces inégalités afin de permettre une accumulation accrue du capital. D'ailleurs, selon Lautier, la question des inégalités entre riches et pauvres n'est pratiquement jamais abordée dans les publications « grand public » de la Banque mondiale. Les inégalités entre les pauvres, par contre, font l'objet de considérations, et seuls les plus démunis d'entre eux et elles pourraient bénéficier de « filets de sécurité » pour surmonter des difficultés *passagères* (Lautier 2002 : 150-151, c'est moi qui souligne). Éliminer la possibilité de filets sociaux à partir du champ de la globalité et des structures mondiales signifie dans la pratique que les femmes perdront une des formes importante que prend ou qu'aurait pu prendre leur « protection ». Et cela dans le contexte où le patriarcat, comme structure d'oppression des femmes, comporte au moins deux dimensions fondamentales. D'une part, le patriarcat exploite la force de travail et le corps des femmes et d'autre part il leur doit une certaine « protection »<sup>21</sup>, même si cette protection constitue par ailleurs une des principales limites à leur liberté. Or, si les femmes ne sont plus protégées « en tant que femmes » (mais bien, dans des cas

---

<sup>21</sup> C'est du moins l'interprétation qu'en donne Labrecque (2003).

très particuliers seulement, « parce qu'elles sont pauvres ») elles doivent maintenant « se responsabiliser ». Cela a des implications très importantes, parce que le même système idéologique qui pousse la société dans cette direction ne reconnaît pas vraiment l'existence des inégalités de pouvoir entre les hommes et les femmes. En fait, ce système idéologique semble reposer précisément sur la négation des inégalités de pouvoir et de leurs conséquences sur les personnes et sur la société. Or, c'est comme si le patriarcat retirait sa protection aux femmes, mais sans reconnaître leur subordination du point de vue du pouvoir, tout en leur demandant plus de travail que jamais. Dans ce schéma les femmes seraient non seulement plus exposées à l'exploitation de leur force de travail, mais aussi à plus de violence ou du moins à une diversification des formes de violence qui peuvent être exercées contre elles.

Pour saisir ce problème par une autre de ses dimensions, rappelons que l'État international est un site de construction du genre, et donc de la masculinité comme de la féminité. Nous venons de voir quelle construction de la féminité l'État international met de l'avant – du moins en ce qui a trait aux femmes pauvres. Non que cette représentation soit sur toutes les lèvres ou dans tous les journaux et documents officiels, comme peuvent l'être les fluctuations boursières, certaines guerres ou les « grandes questions » politiques et économiques. Au total, l'attention accordée aux femmes est très marginale dans l'ensemble de l'espace public mondial hégémonique et même dans le dispositif de développement. Mais là où les femmes sont considérées, on peut raisonnablement supposer que c'est la plupart du temps des femmes pauvres que l'on parle, dans des termes très semblables à ceux exposés plus haut. On pourrait se poser la question de la masculinité qui est construite de manière concomitante avec cette féminité.

Connell, dans la foulée d'une présentation des masculinités produites par l'ordre mondial de genre depuis l'époque coloniale, s'est penchée sur la question de la masculinité produite par le néolibéralisme.

*L'« individu » de la théorie néolibérale a en général les attributs et les intérêts de l'entrepreneur mâle, l'attaque à l'État-providence affaiblit en général la position des femmes, tandis que le pouvoir de plus*

*en plus dérégulé des corporations transnationales place le pouvoir stratégique dans les mains de groupes d'hommes spécifiques (...) On pourrait alors proposer que la forme de masculinité hégémonique est celle qui est associée avec ceux qui contrôlent les institutions dominantes : les hommes d'affaires et les cadres qui opèrent dans les marchés globaux et les hommes politiques qui interagissent (et dans plusieurs contextes qui se confondent) avec eux. J'appellerai cela la masculinité des affaires transnationales (transnational business masculinity). (...)*

*En première approximation, je suggérerais que cette masculinité est marquée par un égocentrisme grandissant, des loyautés très conditionnelles (même envers la corporation), et un sens décroissant de la responsabilité envers les autres (sauf pour les besoins de fabrication d'image). (...) La masculinité des affaires transnationales diffère de la masculinité bourgeoise traditionnelle par sa sexualité de plus en plus libertaire, avec une tendance grandissante à marchandiser le corps des femmes. Les hôtels dédiés aux hommes d'affaires dans la plupart des régions du monde offrent communément des vidéos pornographiques, et dans certaines parties du monde il y a une industrie de la prostitution très développée qui s'adresse aux hommes d'affaires (Connell 1998 : 15-16).*

Reste à se demander si ces deux formes de construction de la féminité et de la masculinité peuvent être mises côte à côte : celle de l'homme d'affaires (blanc?) riche et égoïste qui ne veut rien devoir à personne et celle de la femme pauvre qui doit travailler 15 heures par jour pour des revenus à peine suffisants pour nourrir ses enfants, mais qui est responsable de faire en sorte que la société ne s'autodétruisse pas sous l'effet de la pauvreté. Certainement, il faudra poursuivre les recherches dans ce domaine et dépasser ce tableau caricatural. De toute façon, cette masculinité des affaires et cette féminité des champs ou des bidonvilles n'appartiennent pas aux mêmes milieux sociaux, ni, la plupart du temps, à la même société. De toute évidence, elles ne peuvent être considérées ni étudiées ensemble en dehors d'un contexte concret qui permette d'élaborer une méthodologie adéquate. Malgré cela, ce détour par les premières approximations de l'étude de la masculinité dans l'État international, bien que nous ayant amené dans un hors-jeu pour ce qui est d'une mise en rapport directe avec mon propos, trouvera peut-être certains éléments furtifs pour lui faire écho dans la suite de ce texte, notamment en ce qui concerne un certain désengagement des hommes vis-à-vis de leurs responsabilités

conjugales et familiales. Mais il ne s'agira pas ici de riches hommes d'affaires, mais plutôt, dans un tout autre régime de genre, de maris décédés, absents, retraités ou chômeurs, dans les quartiers populaires de Dakar.

## **2.2 Restructuration de la vie quotidienne et problèmes perçus**

La première partie de ce chapitre était consacrée au champ des structures et de la globalité, un espace particulier et abstrait de la construction des genres par l'État international, via l'émission de politiques et de discours. Pour cette seconde partie nous nous situerons dans le champ du quotidien et des maisonnées, le champ des individus et des rapports qu'ils entretiennent entre eux. À ce niveau, les rapports de genre sont conceptualisés en tant que rapports sociaux de sexe ou de rapports hommes-femmes. L'objectif de cette démarche est de voir comment, dans une localité spécifique (ici il sera question des quartiers populaires de Dakar), la restructuration économique globale s'accompagne d'une restructuration de la vie quotidienne. Cette restructuration de la vie quotidienne serait en lien avec le transfert des tâches et des coûts de la reproduction aux localités et surtout aux familles de ces localités dans le contexte d'un régime de genre spécifique. Je ne recherche évidemment pas de liens formels de causalité. Néanmoins, d'un point de vue méthodologique, il m'a semblé intéressant de juxtaposer les analyses du champ du global et du champ du quotidien. Car c'est d'abord dans le champ du quotidien et des individus que sont perçus et vécus par les femmes des milieux populaires les impacts de la crise économique et des ajustements structurels, de la dévaluation du franc CFA et des privatisations :

*Si vous voyez que maintenant les femmes sortent de la maison pour amener, aller chercher des ressources substantielles c'est qu'au départ, au temps la vie était beaucoup plus facile et y'avait la profusion de toutes les choses, tu te réveillais tu pouvais assurer les trois repas journaliers sans vraiment te fatiguer. La réalité maintenant c'est que tout ce dont tu ne vas pas à la recherche tu ne pourras jamais le posséder et les femmes ne sont plus à la recherche d'aucune chose que des choses qui améliorent les*

*conditions de vie, vous voyez ce qui se passe le contexte dans lequel le pays est* (entrevue no 28).

Ma préoccupation est aussi d'examiner le régime de genre avec lequel interagissent à la fois les individus et les structures globales. Cette question serait en principe traitée dans le champ du local et des catégories sociales, mais pour des raisons pratiques il en sera indirectement question ici, par le biais de considérations sur la situation des femmes dans la famille sénégalaise. Car les structures familiales sont directement en lien avec la situation familiale et maritale des femmes, laquelle est déterminante dans les causes et leur expérience de la pauvreté et des difficultés d'ordre économique.

*Tout ce que je sais, c'est qu'il y a beaucoup de difficultés et de fatigue là-dessus, mais toutes les femmes ont le même problème parce que la vie est chère. Surtout des femmes comme moi qui ont un mari qui est à la retraite. Les enfants ce qui fait qu'ils ne vont plus à l'école c'est qu'aussi il n'y a plus de moyens. Moi, j'ai pas de filles, je n'ai que des garçons et je n'ai vraiment aucune aide qui me vient d'ailleurs, en dehors de ce que moi je fais.* (Entrevue no 15)

Cet extrait d'entrevue, choisi pour ouvrir cette section, synthétise une variété de problèmes interreliés. Lorsqu'elles sont interrogées sur les difficultés qu'elles rencontrent dans leur vie quotidienne, les femmes de Serbatim et de l'UGTAD identifient des problèmes de plusieurs ordres. En tout premier lieu, viennent les problèmes reliés à la survie des familles : les sources de revenus ont diminué et le coût de la vie a augmenté. À ce titre, la manière dont les femmes font l'expérience de la pauvreté varie en fonction de leur situation maritale et familiale. Par exemple, les femmes les plus durement affectées sont celles qui n'ont pas de mari ou dont le mari ne peut ou ne veut plus contribuer au revenu familial. En outre, celles qui ne peuvent pas partager leurs tâches domestiques avec d'autres femmes sont encore plus vulnérables, car elles ne peuvent se libérer facilement pour travailler à gagner un revenu. La composition de la maisonnée et les

relations entre les personnes à l'intérieur de celle-ci sont donc un facteur déterminant dans la capacité des femmes à s'investir dans des activités économiques et associatives.

En second lieu, plusieurs femmes interrogées se sentent très concernées par les problèmes sociaux engendrés par la pauvreté, tout spécialement les problèmes associés à la jeunesse et à l'enfance. Selon elles, si les jeunes quittent très tôt l'école c'est principalement à cause de la pauvreté des parents, qui se trouvent souvent dans l'impossibilité de défrayer les coûts de leur éducation. C'est ce qui entraînerait à leurs yeux une augmentation du banditisme chez les garçons et des risques de pratique de la prostitution chez les filles. Enfin, les femmes vivant dans les quartiers les plus défavorisés de Guediawaye ont identifié les inondations et l'insalubrité de leur milieu de vie comme une de leurs préoccupations majeures. La présente section illustre et analyse tour à tour chacun des principaux problèmes identifiés par les femmes interrogées.

### **2.2.1 Pauvreté économique et situation familiale et maritale des femmes**

Une des caractéristiques importantes du régime de genre sénégalais est la très forte présence de l'Islam : 92% des sénégalais sont musulmans. Cela implique notamment la présence de la polygamie, c'est-à-dire qu'un homme peut légalement marier jusqu'à quatre femmes, qui seront alors co-épouses. Cela a plusieurs conséquences pour les femmes. Premièrement, cela accentue la différence d'âge entre les époux. Une première épouse peut avoir environ une dizaine d'années de moins que son mari, dont le nombre d'épouses augmente avec l'âge (Lecarme 1992, Antoine et al 1998).

*A. B. Diop (1985) observe que c'est après la quarantaine que la plupart des hommes épousent une deuxième femme. Celle-ci est souvent âgée de 15 à 20 ans. La troisième, épousée une dizaine d'années plus tard, est choisie dans la même tranche d'âge. À la mort de l'époux, ces veuves, encore jeunes, se retrouvent soutien de famille avec des dépendants en bas âge (Bop 1996 : 136).*

Par ailleurs, ces deuxièmes et troisièmes épouses seront souvent soutiens de famille avant d'être veuves, car à partir d'un certain âge leur mari prendra sa retraite. En cas de veuvage, les femmes du milieu urbain<sup>22</sup> ne peuvent compter que sur elles-mêmes car la Charia<sup>23</sup> ne leur donne droit qu'à un huitième des biens de leur mari (ibid). La proportion de femmes de plus de 20 ans en union polygame est d'environ le tiers, mais cette proportion augmente avec l'âge :

*La fréquence de la polygamie s'accroît avec l'âge jusqu'au groupe d'âges 40-44 ans où la proportion de femmes en union polygame avoisine la moitié des femmes déjà mariées (...) À partir de ce groupe d'âges, la proportion de femmes en union polygame décroît en même temps que la proportion de veuves accuse une forte augmentation (Antoine et al 1998 : 151-152).*

La plupart des femmes sont donc « progressivement amenées à jouer un rôle économique fondamental, indispensable à la vie quotidienne de leurs enfants et d'elles-mêmes – au fur et à mesure du vieillissement de leur époux » (Lecarme 1992 : 315). Ce rôle économique n'est pourtant pas reconnu et l'accès des femmes au marché du travail reste très difficile et leur taux d'analphabétisme est très élevé (Bop 1996, Sow 1987). Cette situation est encore aggravée par l'ajustement structurel puisque lorsque les places disponibles dans les écoles primaires sont réduites ce sont plus souvent les garçons qui sont choisis pour les combler. Ces inégalités entre sexes et entre classes sont encore plus marquées en ville où elles ont été renforcées par rapport au milieu rural (Le Cour Grandmaison 1972, Bop 1996), et ce même si la vie en ville offre plus d'opportunités aux femmes pour acquérir leur autonomie. C'est entre autres cette combinaison de situations qui pousse les femmes vers le secteur informel.

Par ailleurs, le mariage est « une pratique fondamentale dans la société sénégalaise, qui constitue pour les hommes comme pour les femmes une étape obligée

---

<sup>22</sup> Où le lévirat et le sororat tombent en désuétude (Bop 1996 : 136). Le lévirat est l'obligation pour le frère d'un défunt d'épouser la veuve sans enfants de celui-ci. Le sororat est un système en vertu duquel un homme remplace son épouse décédée par la sœur cadette de celle-ci.

<sup>23</sup> Loi islamique

dans l'acquisition d'un statut social » (Bop 1996 : 138). Or, le modèle de réussite féminine dans la société sénégalaise est celui de l'épouse soumise (ibid : 137). Ce modèle est encore très prégnant, et Bop rapporte l'exemple de femmes membres de groupements qui « ont réussi » qui « déclarent modestement que l'origine de leur succès réside dans leur soumission à leur mari dont elles sollicitent la permission et les conseils avant chaque initiative » (Bop 1996 : 141).

Outre les différences d'âges entre époux, d'autres dimensions du mariage polygame tendent à augmenter la charge de travail des femmes, comme le fait qu'un homme marié à plusieurs femmes doive diviser entre elles les ressources économiques dont il dispose pour les nourrir et les loger. Dans le contexte de la crise économique, où l'emploi et les salaires masculins ont dramatiquement diminué, le poids et les contraintes de l'entretien de la famille tendent à retomber sur les mères, qui doivent continuer d'assurer la reproduction du lignage de l'époux (Lecarme 1992).

*Comme les conditions économiques du pays ne permettent pas aux hommes d'entretenir plusieurs ménages, les femmes sont obligées de participer d'avantage, dépassant de loin leur part de contribution aux charges du ménage fixée par la tradition, la religion, ou la loi moderne* (Bop 1996 : 138).

Ainsi, la crise économique et les arrangements matrimoniaux qui renforcent le rôle économique des femmes (dont l'accès à des emplois et/ou à des revenus substantiels est très limité par leur position subordonnée dans la société) tout en allégeant celui des pères contribuent à l'augmentation de la vulnérabilité des familles. Mais selon Bop, la crise économique ne fait que renforcer une tendance déjà existante, celle du désengagement des pères et de l'augmentation du nombre de femmes chefs de famille, même si ces dernières ne sont pas reconnues comme telles par la société et ses institutions. Par ailleurs, indépendamment des arrangements matrimoniaux, ce que Bop appelle « l'incapacité ou l'irresponsabilité » des conjoints serait un phénomène qui semble s'inscrire dans la durée :

*(...) les charges de la reproduction pèsent de plus en plus sur l'ensemble des femmes, quelle que soit la structure de la famille. Ceci semble (...) constituer une tendance lourde. Il faut aussi admettre que la présence d'un homme n'augmente pas nécessairement les ressources disponibles dans la famille (...) (Bop 1996 : 137).*

Ces constats concernant surtout le niveau analytique et social des ménages, des maisonnées et des rapports hommes-femmes au sein de celles-ci, remettons brièvement ce portrait dans le contexte des structures familiales plus large. En Afrique de l'Ouest, ces structures sont transformées par un ensemble de changements économiques, démographiques et sociaux, surtout depuis les indépendances. Les principaux changements sont le développement de l'agriculture commerciale, la monétarisation des rapports de production, la mobilité intense des populations, la croissance démographique et l'urbanisation rapide, la diffusion de la scolarisation et l'occidentalisation de la culture (Vimard 1993 : 89). Ces changements induisent une transformation subséquente des modèles et des pratiques familiales, surtout en ce qui concerne la structure plus large du lignage. Vimard mentionne entre autres que la prééminence des lignages cède le pas à une autonomisation de la famille domestique. Cela passe notamment par l'institutionnalisation de la famille restreinte comme unité de production et la transformation du rôle du mariage, dont la signification se centre progressivement sur l'union interindividuelle plutôt que sur l'alliance entre lignages et entre groupes sociaux. Vimard mentionne aussi que les rapports sociaux au sein de la famille se modifient conséquemment et les rapports hommes-femmes s'individualisent :

*Se trouvant essentiellement circonscrites en un cadre familial restreint, ces relations s'apparentent de moins en moins à des rapports entre les sexes, définis à un niveau social global, mais représentent maintenant davantage des liens individualisés entre, principalement, le mari et son (ses) épouse(s). Les relations de pouvoir, notamment celles qui expriment la domination masculine, ne sont plus diluées dans un ensemble lignager élargi mais se trouvent personnalisés au sein de la famille conjugale (Vimard 1993 : 95)*

Une partie au moins de la précarité économique actuelle de beaucoup de femmes du milieu urbain semble reliée à l'effritement des structures lignagères et à la migration du milieu rural vers le milieu urbain. Cela concerne principalement les migrantes de première génération dont les parents sont restés au village d'origine. Pour plusieurs femmes de Serbatim vivant dans les quartiers populaires en périphérie de Dakar, cela se traduit par l'absence d'aide économique de leurs parents restés au village. En effet, ces quartiers sont en partie peuplés de migrants et de migrantes en provenance du milieu rural. Comme l'illustre l'extrait d'entrevue suivant, l'aide des parents, si elle avait été disponible, aurait pris deux formes distinctes et complémentaires : une aide directement économique sous forme d'argent et une aide sous forme de liens sociaux qui peuvent contribuer à trouver un emploi, une source de revenus.

*Elle dit que pour la majeure partie d'entre elles, elles ont leurs parents au village et, qui dit village, dit qu'ils sont forcément des cultivateurs. Donc, les parents n'ont pas les moyens de les aider à trouver un travail décent, de leur donner de l'argent pour investir quelque part. (...) Maintenant, elles sont mariées c'est vrai, mais leur mari non plus n'a pas assez d'argent qui leur permette de travailler. Elles ne peuvent pas se contenter seulement du revenu de leur mari parce que souvent leur revenu est très faible. Donc, étant des femmes courageuses elles veulent vraiment gagner leur vie et essayer de supporter leur mari quoi, d'aider leur mari.*

(Entrevue no 7)

Cet extrait d'entrevue fait ressortir plusieurs aspects de la situation. D'une part, non seulement leur famille d'origine ne peut les aider économiquement, mais leurs maris non-plus n'ont pas assez de ressources pour leur fournir « de l'argent qui leur permette de travailler »<sup>24</sup>. D'autre part, nous voyons que l'interviewée positionne le mari comme pourvoyeur, et les initiatives des femmes comme visant à aider le mari à remplir ce rôle. Au Sénégal cela est une manière très répandue de présenter et de légitimer le fait que les femmes s'investissent en grand nombre dans des activités économiques ou du moins dans la recherche d'une source de revenus, ce qui ne contredit pas le modèle de la femme

<sup>24</sup> Précisons ici que la majorité du temps les femmes interrogées entendent par « travail » une activité artisanale ou commerciale indépendante, et non un travail salarié, ce qui explique qu'elles aient besoin « d'argent avec lequel travailler ».

soumise à son mari. Pourtant, à ce sujet le discours des femmes interrogées n'est pas complètement uniforme et certaines d'entre elles s'aventurent parfois dans des réflexions qui pourraient remettre en question la répartition des rôles et responsabilités entre les époux. Par exemple,

*Tu sais, y a quelque chose qui n'est pas très acceptable à entendre, mais vraiment, actuellement tout ce qu'on doit faire pour notre mari, on ne peut pas le faire parce que nos maris aussi ne peuvent plus satisfaire aux besoins que nous avons. Donc, moi ce que je peux dire, vraiment mon cas est meilleur peut-être que le cas de l'autre parce que moi, il m'arrive de pouvoir sortir le matin, d'aller directement vaquer à mes occupations professionnelles et je laisse mon mari s'occuper vraiment des enfants dans la famille<sup>25</sup>. (...) Se réveiller le matin de bonne heure, aller au marché, préparer tous les repas, ton mari ne travaille pas, il est retraité et tu es obligée de tout faire, vraiment c'est quelque chose de très dur.*

(Entrevue no 15)

Pourtant, d'une manière générale, toutes les femmes interrogées spécifient qu'elles ne travaillent pas pour elles-mêmes, mais bien pour aider leur mari, nourrir leurs enfants, créer des occupations et de l'emploi pour les jeunes, etc. Ce discours comporte plusieurs dimensions, notamment des dimensions culturelles et identitaires, mais aussi des dimensions stratégiques et politiques.

D'abord, ce type de discours est en relation directe avec les problèmes perçus : puisque les problèmes viennent de la pauvreté des familles, les actions entreprises par les femmes visent à y faire face. Mais comme nous le verrons plus loin, ce type de discours sert aussi de justification et d'argument aux femmes lorsqu'elles doivent négocier avec leurs maris la permission<sup>26</sup> de s'absenter de la maison pour prendre part à des activités économiques et associatives. En outre, cela indique aussi un changement dans les objectifs poursuivis par les femmes dans leurs activités et dans l'utilisation qui sera faite

<sup>25</sup> Notons que cela ne signifie pas que le mari accomplisse des tâches domestiques, ce qui serait pratiquement impensable. Cela signifie plutôt qu'il laisse partir sa femme à l'extérieur alors que lui-même n'a pas d'autres activités de prévues et qu'il reste à la maison alors qu'elle s'en absente. Les tâches domestiques sont alors accomplies par une autre femme, soit une des filles, soit une parente.

<sup>26</sup> « Dans l'islam, la femme doit avoir l'autorisation préalable de son mari, avant d'entreprendre toute action, notamment celles devant s'effectuer en dehors du ménage » (Sène Diouf 1999).

de l'argent gagné. En effet, la présence des femmes dans le petit commerce n'est pas nouvelle. Ce qui est nouveau, c'est que ces activités soient devenues essentielles à la survie des familles. Les propos d'une marchande de Yeumbeul<sup>27</sup>, recueillis par Mireille Lecarme-Frassy durant la décennie 1980, illustre ce changement :

*« Autrefois les femmes pour être plus indépendantes cherchaient du travail, allaient vendre, mais ce n'était pas pour les besoins de la famille. Elles achetaient surtout des parures pour elles<sup>28</sup> alors que maintenant l'argent des femmes est devenu une nécessité »* (Lecarme-Frassy, 2000 : 148).

Par ailleurs, ce discours positionne les activités économiques des femmes dans la continuité de leurs responsabilités domestiques et familiales, ce qui pourrait donner à penser qu'elles se gardent bien de remettre en question le rôle qui leur est attribué. Selon Fatou Sarr, « les rôles d'épouses, de mères, de responsables de l'entretien de la famille et de gardiennes du patrimoine culturel qui sont depuis toujours reconnus comme étant ceux des femmes » (1998 :20). Pourtant, l'idéologie dominante veut que ce soit l'époux qui soit le pourvoyeur. Mais cela serait un état de fait « révolu », une fiction qu'on cherche à entretenir pour préserver le statut social du couple marié (Lecarme-Frassy, 2000). Vu sous cet angle, le fait, pour des femmes, d'affirmer qu'elles travaillent pour nourrir leurs enfants contribue à démentir la « fiction » de l'homme pourvoyeur, ce par quoi elles font preuve d'une certaine audace. Ainsi, ce discours semble agir à deux niveaux : d'une part, il légitime les activités des femmes en les situant comme une contribution au maintien du statut de l'homme, du couple marié et de la famille. D'autre part, ce discours rend aussi visible le fait que le travail des femmes est de plus en plus nécessaire à la survie des familles.

C'est pourtant la situation économique des maris ainsi que la situation spécifique des femmes par rapport à leurs maris qui a pris le plus de place dans les entrevues en tant

<sup>27</sup> Yeumbeul est un quartier situé en banlieue de Dakar, près de Pikine.

<sup>28</sup> Les bijoux en or ou en argent sont à la fois une forme d'épargne traditionnelle et une marque du statut social.

que facteur influençant les difficultés économiques vécues par les femmes dans leur vie quotidienne. Cela reflète le fait que la plupart des femmes qui participent aux groupements sont des femmes mariées qui ont déjà des enfants et qui en vertu de l'idéologie de *l'homme pourvoyeur*, mais aussi à cause de leurs besoins réels et de ceux de leurs enfants, devraient pouvoir compter sur les revenus de leur époux. Par ailleurs, pour Lecarme, l'autonomie financière des femmes africaines par rapport à leur mari serait « plus apparente ou imaginaire que réelle » (1992 : 316). Le degré de vulnérabilité économique des femmes est donc très étroitement lié à celui de leur mari, ainsi qu'à leur situation maritale particulière. Par exemple, les femmes qui sont veuves ou mères célibataires sont celles qui sont les plus vulnérables, dans une société qui ne reconnaît pas leur rôle de soutien de famille et qui ne leur donne pas réellement les moyens de faire face à leurs obligations, puisque les femmes en général ont peu accès à l'éducation et au travail salarié (Sow 1987). À un niveau plus abstrait, cela peut être lu comme si le patriarcat retirait sa protection sans compenser cela par un allègement des discriminations et des limitations.

Ainsi, les entrevues qui ont été menées dans le cadre de cette étude montrent que la plupart des femmes de l'UGTAD et de Serbatim imputent la cause de leurs problèmes économiques à la baisse de revenus de leur mari ou à l'absence d'un homme pourvoyeur dans la maisonnée. Par exemple,

*Tu vois même des femmes qui n'ont pas leur mari et qui n'ont pas de moyens, qui restent deux ou trois jours sans pouvoir cuisiner quelque chose. Mais, ce qu'il faut dire c'est que les difficultés c'est nous toutes qui les partageons. (Entrevue no 15)*

*Nous on est dans le GIE, nous toutes nous avons des maris qui sont à la retraite. Sinon, y a des cas comme le mien, tu te maries avec un homme qui [décède et] te laisse quatre enfants et puis tu vas te marier avec quelqu'un d'autre. Vous savez que c'est très difficile parce que moi-même j'ai fait le travail pour pouvoir subvenir aux besoins de ma famille parce que celui qui n'a pas mis au monde tes quatre enfants, il est obligé juste de participer un tout petit peu. Le reste c'est à toi de le faire parce*

*que si ça lui plaît, il peut faire quelque chose, si ça ne lui plaît pas, il n'en fait rien parce que c'est pas ses enfants. (Entrevue no 15)*

Malgré le fait qu'elles contribuent substantiellement à la subsistance de leurs familles, les femmes restent sous l'autorité de leurs maris, bien que dans beaucoup de cas le jeu qui se joue au sein du couple soit subtil et nuancé. Les stratégies des femmes pour se ménager des espaces de liberté et des marges de manœuvre semblent jouer sur un mélange de « laisser au mari l'illusion qu'il contrôle sa femme », « garder une image et une réputation de femme honnête et digne qui vit sous la règle d'un mari » et « s'arranger pour pouvoir exercer le plus de contrôle possible sur ses propres activités ». Ainsi, une femme doit obtenir la permission de son mari avant de pouvoir s'engager dans des activités associatives et économiques.

*C'est vrai que ces problèmes là ne peuvent pas ne pas exister. Je vais être formelle et je dis qu'effectivement nous avons ce genre de problème dans notre ménage et tout le monde sait qu'un mariage n'est pas une affaire simple. Il est difficile à l'homme de supporter d'épouser une femme et de rester toute une journée sans la voir. Si un homme va à la recherche d'une femme c'est pour avoir beaucoup plus la présence de cette femme là à ses côtés. (...) Il y a des hommes qui peuvent vraiment comprendre que leur femme s'implique mais qu'en fait c'est pour donner [son revenu] au ménage et à la famille. Par contre y'a d'autres qui ne permettent pas à leurs femmes d'avoir aucune activité. Ce qui est essentiel c'est la confiance dans le couple mais y'en a qui même s'ils ont la confiance en leur femme, au bout de 3 jours d'activités sans voir leur femme ils sont pessimistes, ils sont pessimistes quant à la moralité de leur femme. Ils se disent beaucoup de choses : est-ce que cette femme-là est réellement dans une activité? C'est vrai qu'il peut avoir des personnes qui vont aller faire des activités mais qui parallèlement font d'autres choses mais ce qui est essentiel pour moi c'est vraiment la confiance. (Entrevue no 28)*

Ainsi, la question de la « moralité » des femmes, c'est-à-dire la fidélité à leur mari, constitue un nœud autour duquel se cristallise le degré de liberté qui leur sera consenti. Cela renvoie au contrôle des femmes par les hommes au nom de principes moraux et religieux. Cela renvoie aussi à l'individualisation des rapports hommes-femmes

qu'identifie Vimard : la question de la liberté d'agir des femmes, qui concerne l'organisation sociale dans son ensemble, est ramenée à une question individuelle de fidélité conjugale. Comme l'illustrent les trois extraits d'entrevue suivants, devant cette situation les femmes interrogées choisissent de ne pas s'opposer à ces pouvoirs, mais de chercher à rendre leurs activités légitimes en montrant qu'elles servent au contraire l'institution de la famille.

*Je prie Dieu de pouvoir toujours continuer dans ces activités là et que ça soit au bénéfice de notre famille, cela nous permettre de continuer d'appuyer nos maris et nos enfants, il faut que les gens aient à l'esprit que nous on ne s'engage pas dans des activités pour y perdre notre moralité, on est pas dans un chemin qui est banni par la religion ou par les hommes. Maintenant il faut que les gens comprennent que notre motivation c'est d'appuyer notre famille. (Entrevue no 28)*

*Les ambitions des femmes, quelque soit leur démesure ça ne va que dans le sens d'essayer d'améliorer ce qui se fait dans la maison, les femmes n'ont plus aucune attente qui va directement vers elles personnellement mais plutôt vers leur famille. (Entrevue no 28)*

Notons au passage que lorsque des femmes ont besoin d'argent pour « leurs besoins personnels », cela peut-être aussi bien l'achat de nourriture ou de condiments pour la préparation des repas, car dans le cadre d'un mariage polygame il y a souvent surenchère entre co-épouses pour la qualité de la nourriture offerte au mari. Les épouses utilisent alors leur argent personnel pour compléter ce que permet d'acheter l'argent fourni par le mari pour la dépense quotidienne. L'expression « dépenses personnelles » désigne donc la plupart du temps des dépenses orientées vers les besoins quotidiens des enfants ou le confort du mari (Lecarme 1992 : 315).

*Les enfants sont dans des conditions tellement difficiles que dans n'importe quelle situation c'est les parents qui doivent se lever et se battre pour essayer d'améliorer leur condition. Cela fait que les femmes s'engagent d'avantage, se battent pour tout faire afin que leurs enfants soient dans des conditions qui permettraient que demain si les parents n'ont plus la force, ces enfants là en retour puissent venir en appui. Donc maintenant je pense qu'en fait les hommes sont conscients qu'il faut*

*obligatoirement que les femmes se battent à leur côté pour améliorer les conditions de vie. (Entrevue no 28)*

Cette rhétorique est largement répandue, mais son acceptation par les hommes, et même par beaucoup de femmes, ne va pas toujours de soi. Cela peut en partie s'expliquer par le fait que pour une femme ce qui est valorisé et source de statut c'est d'être mariée à un mari qui est assez riche pour entretenir la famille. Admettre le contraire revient à perdre son honneur, diminuer de statut social ou encore à faire perdre la face à son mari.

Les femmes doivent donc déployer diverses stratégies pour concilier les contraintes qui leur sont imposées par l'institution du mariage. À ce titre, les entrevues révèlent que ces stratégies sont le plus souvent de nature collective (ce qui ne veut pas dire qu'elles ne s'appuient pas sur des rapports inégalitaires ou hiérarchiques entre les femmes). Les deux stratégies qui semblent les plus répandues sont les suivantes. Tout d'abord, les femmes s'arrangent souvent entre elles pour répartir les tâches domestiques entre femmes d'une même maisonnée afin de pouvoir libérer l'une d'elles pour des activités à l'extérieur. Cette manière d'assumer collectivement les responsabilités domestiques dévolues aux femmes permet de préserver le « contrat domestique » tout en introduisant une plus grande liberté d'action pour certaines femmes. Sur le plan plus spécifique de l'honneur et de la moralité, c'est la non-mixité des groupes de femmes qui favorise l'obtention de la permission du mari, puisqu'alors à ses yeux et à ceux des observateurs, il n'y a pas de risque d'adultère. D'ailleurs, comme nous l'avons vu, les femmes argumentent ouvertement qu'il n'y a aucune activité « immorale » dans le groupement. La caution solidaire du groupe ne sert pas seulement qu'à l'obtention du crédit, elle sert aussi à faciliter l'obtention de la permission du mari. Une autre stratégie, probablement beaucoup moins répandue, consiste à ce que les femmes d'un groupement fassent du porte-à-porte dans leur quartier pour convaincre l'ensemble des maris concernés du bien fondé de leurs activités et de leurs projets afin qu'ils donnent tous la permission à leur(s) femme(s) d'y prendre part.

Dans l'ensemble, ces stratégies portent fruit pour un certain nombre de femmes, mais il ne m'est pas possible d'évaluer la quantité de femmes qui ne font pas partie des

groupements parce que leur mari les en empêche. Il semble pourtant que l'idée de la légitimité des activités des femmes à l'extérieur du foyer fasse du progrès dans la société dakaroise :

*Au début on était retenues (...) par nos maris qui ne voulaient pas que l'on sorte de la maison, maintenant je crois que les femmes ont dit halte à ça. (Entrevue no 16)*

*Si on peut dire qu'au temps où vraiment il y avait un certain respect de notre tradition, la femme était resté à la maison maintenant le monde à changé et les femmes doivent vraiment sortir des maisons pour s'impliquer dans des activités et ça les hommes doivent le comprendre, et les hommes savent qu'a eux seuls ils ne peuvent plus s'occuper de la dépense quotidienne, ce qui fait que si l'homme se lève pour aller chercher quelque chose, c'est bon aussi que la femme puisse en faire autant. (Entrevue no 28)*

Malgré cela, les femmes doivent constamment renégocier une liberté qui ne leur est jamais définitivement acquise :

*Comme vous le savez si un mari te laisse partir un jour, 2 jours, 3 jours, il y aura un jour où tu iras [et quand tu reviendras] il te tournera le dos uniquement, malgré toute la confiance que les hommes te donnent des fois il arrive qu'un jour malgré tout ils auront des réactions comme si ils n'avaient jamais eu de confiance en toi. (Entrevue no 28)*

Dans ce contexte d'insécurité et d'incertitude, pourtant, le dynamisme des femmes et de leurs initiatives individuelles et collectives pourrait contribuer à la formation d'une identité collective de femmes pourvoyeuses. Nous verrons dans la suite de cette étude que certains éléments me donnent des raisons de m'avancer dans cette direction. Celle-ci semble se construire en opposition à une image des hommes représentés comme incapables de faire face à la situation, ou encore peu dynamiques et peu enclins à faire de grands sacrifices personnels au bénéfice de leurs femmes et de leurs enfants :

*- Est-ce qu'au niveau de la relation avec le mari vos activités ont produit un changement quelconque?*

- *Ça fait toujours des changement. Y'a des maris qui ne veulent pas que leurs femmes sortent des maisons. Pour celles qui sont actives au sein du groupement il y a toujours des difficultés au début, mais à la longue peut-être que le mari sait maintenant qu'il n'y peut rien, y'a sa femme qui travaille pour ses enfants*

*D'autres femmes se joignent à la conversation :*

- *Quand il pleut, tu es dans la rue tu ne vois que les femmes*

- *Tandis que le matin de très bonne heure on ne voit pas des hommes dans la rue, il n'y a que les femmes qui bougent.*

(Entrevue no 16)

## 2.2.2 Problèmes sociaux de la jeunesse et environnement insalubre

Les problèmes sociaux de la jeunesse et l'insalubrité de l'environnement urbain sont aussi des problèmes reliés à la restructuration économique dans le champ du global, en ce sens qu'ils sont en partie le résultat du désengagement de l'État. Ce type spécifique de désengagement fait aussi partie de ce que j'appelle ici le transfert des coûts de la reproduction sociale aux communautés locales et aux maisonnées. Cette situation et les efforts que font les femmes pour préserver leur société de la désintégration et pour prendre en charge les fonctions qui étaient ou auraient dû être assumées par l'État constituent aussi une des dimensions principales de la restructuration de la vie quotidienne.

Au niveau des problèmes de la jeunesse, nos informatrices les attribuent au fait que les parents n'ont « plus les moyens d'éduquer les enfants », que les femmes n'ont pas le temps de s'en occuper suffisamment parce qu'elles travaillent et/ou « n'ont pas les moyens de les envoyer à l'école » ou de leur transmettre des valeurs et une bonne socialisation. C'est à ces causes qu'elles attribuent les problèmes qu'elles voient autour d'elles.

Prostitution des jeunes filles :

*Parce que beaucoup des filles là-bas n'ont pas de travail bon elles font n'importe quoi, elles font le bordel quoi en quelque sorte. Donc elle, elle se sentait révoltée en quelque sorte et elle s'est levée pour venir en aide aux populations de sa localité. (Entrevue no 4)*

### Banditisme :

*les moyens qui manquent font que même pour gérer les enfants ça devient difficile, parce que un enfant quand il n'a pas ce que son père a ou s'est sa mère qui l'élève et il peut pas aller chercher quelque chose à amener dans la maison, il peut avoir de mauvaises fréquentations et tu savais que la délinquance et le banditisme à Guédiawaye, vraiment c'est quelque chose de très présent. Et ce qui explique cela, c'est que les enfants ne vont plus à l'école parce que les parents n'ont plus les moyens de les appuyer pour qu'ils puissent faire l'école (...) parce que tu peux pas leur chercher des livres, des cahiers, mais tout ce qui est nécessaire pour qu'ils puissent vraiment aller à l'école comme il faut parce que tout ce que tu cherches toi c'est pour vraiment permettre à la marmite de bouillir.*

(Entrevue no 15)

### Enfants travailleurs :

*les enfants ils vont plus travailler ils vont plus à l'école et l'agression, et les agressions sont des faits quotidiens, c'est ce qui fait que maintenant les femmes sont devenues un peu plus现实istées elles cherchent tout juste à avoir des choses qui peuvent améliorer les conditions de vie, en te réveillant et en allant au travail tu penses toujours à ton retour de ne tomber devant un choc d'assister à ce que sa famille ne disloque ou bien que ses enfants sont entrés dans des choses répréhensibles, même quand tu dors à ton réveil tu penses à ta famille en te disant est-ce que à mon réveil je les trouverai pas dans une chose illicite.* (Entrevue no 28)

Les problèmes urbains de délinquance, de banditisme, de violence et de prostitution ont sans aucun doute des causes multiples et complexes, mais il n'est pas du ressort de cette étude de les explorer comme ils le mériteraient. Ce qui est important pour l'instant ce n'est pas tant les explications que les femmes leurs donnent mais plutôt le fait qu'elles les observent, qu'elles les vivent, et qu'ils font partie des souffrances contre lesquelles elles se mobilisent. En outre, la part de responsabilité importante que les femmes ressentent et s'attribuent face aux problèmes sociaux de la jeunesse peut être expliquée à la lumière de ce que les Wolof appellent «li gayu ndeye», le travail de la mère (Lecarme 1992). En effet, pour la plupart des ethnies du Sénégal le statut social se

transmet aux enfants par la mère, et c'est la mère qui porte le poids social de la réussite ou de l'échec de ses enfants. Fatou Sarr mentionne notamment dans son ouvrage que :

*La réussite sociale et l'avenir professionnel dépendent de la conduite de la mère dans son ménage, et les Wolofs disent Ligueyu ndeye anu domla (du travail de la mère dépend la réussite de l'enfant). Dans une large mesure, l'avenir de l'enfant de même que sa santé physique et mentale dépendent du comportement irréprochable de la mère en tant qu'épouse. Toute réussite dépend d'une mère. En retour, la société va lui conférer des pouvoirs importants sur ses enfants et sera intransigeante vis-à-vis de tout enfant qui ne s'occupera pas de sa mère » (Sarr, 1998 : 56)*

Lecarme considère que le présupposé derrière cet énoncé, devenu évidence sociale, est que la femme se définit par la procréation et que « le travail de la mère »

*... définit « la » femme dans l'idéal. Cette définition a pour effet de renforcer la pression sociale visant à la reproduction inchangée des rapports sociaux entre hommes et femmes, entre aînées et cadettes. Sont valorisées la patience, la soumission à l'aîné(e) ou au mari en toute circonstance. (...) Ainsi, plus une femme s'acquiert de mérites, meilleure sera la réussite de ses enfants, mais aussi, par voie de conséquence, mieux sera assurée sa propre vieillesse. Reproduction biologique, sociale (de mère à fille particulièrement), reproduction symbolique, dans le sens de transmission presque directe des mérites de la mère à l'enfant, sont indissociables (Lecarme 1992 : 318-319).*

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les femmes se sentent particulièrement concernées par l'impact de la crise économique sur les jeunes et les enfants. En outre, au-delà du niveau de responsabilité attribué aux femmes pour les problèmes sociaux de la jeunesse, l'augmentation de la violence urbaine n'est pas sans conséquences directes sur elles. Par exemple, des femmes de Serbatim ont subi des agressions sur leur personne, ainsi que sur la personne du chauffeur de taxi qui les transporte. Elles attribuent ces agressions au fait qu'elles s'impliquent dans des activités économiques :

*Y a des gens qui voient les femmes en activité d'autosuffisance et en activité d'épargne et de crédit et les, tu sais y a les agresseurs, y a la*

*sécurité pour les femmes. Donc il faut que on trouve une solution pour que les femmes se déplacent en automobile c'est plus prudent. (...)*

*- Qu'est-ce qui est arrivé à X?*

*- Elle marchait, elle quittait Chared pour venir ici à Serbatim et on l'a agressée à Chared. On a pris ses beaux boucles d'oreilles (...) et on l'a blessée. Y a notre chauffeur qui comprend tout suite, le taxi comprend toujours, toujours. Il a été agressé avant-hier, donc il nous faut des moyens de transport.*

*- Et pourquoi vous pensez que les gens agressent comme ça?*

*- Parce qu'ils pensent qu'on gère de l'argent. Actuellement on gère que les papiers, des documents, des projets, mais ils pensent que les projets sont déjà financés et ils pensent qu'on se déplace toujours avec de l'argent. C'est pour cela qu'on est ciblées. (Entrevue no 1)*

Les problèmes environnementaux en milieu urbain font aussi partie des problèmes socio-sanitaires qui affectent la population des banlieues pauvres de Dakar et qui motivent les femmes à s'organiser collectivement. En particulier, à Guediawaye et dans certains quartiers de Pikine, les quartiers non-assainis (où il n'y a pas de systèmes d'égouts et d'infrastructures urbaines adéquates) sont victimes d'inondations à chaque saison des pluies. De l'eau sale remplit des centaines de maisons, forme des mares qui s'infestent et où prolifèrent les moustiques transmetteurs du paludisme. Les personnes et les familles qui ne peuvent pas se reloger temporairement doivent trouver les moyens de fortune de s'accorder tant bien que mal de cette situation qui est à l'origine de graves problèmes de santé publique. Ici encore, il s'agit d'un problème vaste et complexe dont les origines historiques dépassent ce qui peut en être dit dans le cadre de ce texte. Retenons simplement que c'est aussi autour de ce problème que les femmes se mobilisent, particulièrement à Serbatim, dont la majorité des membres, habitant Guediawaye, sont confrontées à cette situation quotidiennement pendant plusieurs mois de l'année.

*C'est dans la zone où il y a beaucoup d'eau, l'eau stagne là-bas. Vraiment nous avons des problèmes là-bas. Parce que en ce moment-là la pluie vient de commencer et on a beaucoup de moustiques. C'est une zone (...) sinistrée. (Entrevue no 3)*

*Ici le quartier, les femmes, c'est un quartier pauvre. Donc, comme c'est un quartier pauvre, sinistré, y a l'eau, y la pluie qui tombe tout le temps sur les maisons, y a tout le quartier inondé, y a le problème de la santé des enfants, des femmes et tout. (Entrevue no 1)*

### 2.2.3 Organisation domestique

Comme il y a été fait allusion ci-dessus, les femmes s'organisent entre elles à l'intérieur des maisonnées pour que les tâches domestiques s'accomplissent même lorsque l'une d'entre elles passe du temps à l'extérieur. Cette stratégie s'appuie sur le modèle de la famille élargie, qui fait en sorte que les maisonnées réunissent souvent sous un même toit plusieurs personnes ayant entre elles des liens de parenté divers. Par exemple, si deux ou plusieurs co-épouses habitent sous le même toit avec leur mari et leurs enfants, elles peuvent s'organiser entre elles pour cuisiner et faire les autres tâches à tour de rôle, libérant ainsi certaines journées. Si la sœur d'une femme mariée est venue vivre temporairement ou de manière permanente avec le couple, elle se verra peut-être déléguer une partie ou la totalité des responsabilités domestiques de sa sœur. Le plus souvent, les filles héritent des responsabilités et tâches domestiques de leurs mères. Dans les cas où la mère gagne un revenu suffisant, elle a alors la possibilité d'engager une bonne, c'est-à-dire une jeune fille qui accomplira les tâches domestiques en échange d'un très petit salaire. Celles-ci logent souvent chez leur employeur et dans ce cas leur salaire se limite souvent à de la nourriture et à des vêtements. Des filles circulent aussi dans les réseaux de parenté, de la campagne à la ville surtout. Selon Lecarme (1992), cette circulation se fait selon des formes analogues dans toutes les ethnies : « don d'enfant » ou « prêt d'enfant » à l'intérieur d'un lignage – le don ou le prêt d'une fille constitue un don ou un prêt de main d'œuvre. Qu'elle soit « salariée » ou gratuite, la main d'œuvre constituée par les filles permet aux aînées de

*(...) se libérer partiellement du travail domestique et du soin des plus petits pour vaquer à leur commerce. (...) Ces commerces féminins, au bénéfice si tenu soit-il, assurent en fait la nourriture de nombreuses familles, partiellement ou en totalité. Et cette circulation des fillettes –*

*intra-familiale gratuite ou extra-familiale rémunérée – est la condition première de l'activité marchande de leurs aînées » (Lecarme 1992 : 311-312).*

D'une manière générale, même lorsqu'il y a des arrangements possibles entre femmes d'un même foyer, la somme des tâches reste lourde pour les femmes qui travaillent. Une des caractéristiques qui se dégage des entrevues par rapport à l'organisation domestique et à l'utilisation de leur temps est la fragmentation. En effet, à quelques exceptions près, les quelques heures par jour que les femmes peuvent consacrer à leurs activités économiques et associatives sont entrecoupées par des périodes consacrées aux tâches domestiques :

*Moi mon travail, ce que je fais, je vais au marché, le matin je me réveille très, très, très tôt, je balaye toute la maison, je réchauffe le petit déjeuner, c'est en ce moment là je vais au marché, je reviens vendre ces légumes jusque tard dans la journée et je retourne à la maison vers 11h00 pour préparer le repas, le déjeuner. (Entrevue no 15)*

Il est toutefois important de souligner le fait que ces stratégies domestiques ne sont pas nécessairement le résultat de l'harmonie et de la bonne entente entre les femmes vivant dans la même maisonnée ou appartenant au même lignage. L'espace de la maisonnée et les relations entre membres de la famille sont hautement hiérarchisées et traversées de rapports de pouvoir, entre les hommes et les femmes mais aussi entre les classes d'âge et entre femmes de différents statuts. Comme les rapports hiérarchiques entre personnes de même sexe sont structurés entre autres en fonction de l'âge, une femme ayant atteint une certaine maturité ou ayant déjà un certain nombre d'enfants aura plus de chances de pouvoir prendre part à des activités en dehors de la maison. Ainsi, la capacité de se décharger de certaines tâches domestiques pour prendre part à des activités économiques et associatives peut dépendre, pour une femme donnée, non seulement de la présence d'autres femmes dans sa maisonnée, mais aussi de son statut et de sa position de pouvoir particulière par rapport à ces autres femmes. À mon avis, c'est ce qui explique que les femmes de Serbatim et de l'UGTAD qui ont participé à mon enquête soient toutes

mariées<sup>29</sup>, qu'elles aient au dessus de trente ans (et le plus souvent au-dessus de 40 ans) et qu'elles aient déjà de nombreux enfants.

Dans ce cas, les revenus, la confiance en soi et le prestige qu'une femme retire de ses activités à l'extérieur pourrait-il éventuellement contribuer à renforcer son pouvoir face à son époux et aux autres hommes de la maisonnée? Les données de mon enquête ne sont pas suffisamment détaillées à ce sujet, et les constats des auteurs qui se penchent sur cette question ne vont pas tous dans le même sens. Pour Lecarme (1992), l'efficacité et la force de « l'idéel » et des ressources symboliques qui contribuent au maintien de la domination masculine, véritables freins et négateurs du changement social, est telle que les femmes, même si elles jouent un rôle économique essentiel, n'en gagnent pas pour autant un nouveau pouvoir face à leur époux. Pour Bop, au contraire, « de plus en plus de femmes soutiens de famille jouissent d'un pouvoir économique certain » au niveau individuel, selon leur position économique et leur éducation. Elle ajoute que c'est au niveau collectif qu'elles ne semblent pas avoir conscience de « l'effritement des bases matérielles de l'autorité masculine ni de l'importance croissante de leurs poids économique » qui pourrait leur donner la possibilité de changer les règles du jeu (Bop 1996 : 141). Elle précise toutefois qu'en raison des stratégies employées pour sauver la face de l'époux, il est difficile de savoir qui prend les décisions.

Par contre les hommes auraient toujours le plein pouvoir de décision sur le corps des femmes, leur sexualité et leur fécondité, au niveau familial et social. Il est certain que ces questions sont difficiles à observer et à interpréter. Pour Bop, les femmes semblent répondre à l'affaiblissement de la position des hommes dans les familles par une intensification des signes de soumission à l'ordre établi (*ibid* : 142-3). Il est certain que les familles sénégalaises urbaines sont en train de changer rapidement et profondément. Les femmes sont dans une position de vulnérabilité croissante et en même temps elles réussissent à négocier plus de liberté pour elles-mêmes.

---

<sup>29</sup> Une exception cependant : une jeune femme de 22 ans non-encore mariée a participé au focus-group de Serbatim. Mais il est à toute fin pratique certain qu'elle ne participe pas au groupement au même titre que les femmes plus âgées. Elle s'est retrouvée à participer au focus group, mais elle y était venue sur l'invitation d'une présidente de groupement qu'elle accompagnait ce jour-là.

Une autre question intéressante serait l'effet que les revenus d'une femme peuvent avoir sur ses relations d'autorité face aux autres femmes de la maisonnée, renforçant possiblement la subordination de ces dernières. Mes données ne me permettent malheureusement pas de m'avancer sur cette question, puisque les femmes que j'ai interrogées, et qui sont celles qui prennent part à des activités en dehors de leur foyer, n'ont pas identifié les dynamiques entre femmes d'une même maisonnée comme un problème, sauf pour celles qui n'ont pas accès à de l'aide pour les tâches domestiques à l'intérieur de leur maison. Mais ces dimensions mériteraient certainement d'être investiguées davantage. Par contre, comme l'illustre le dialogue suivant, lorsque les femmes se déchargent de leurs tâches domestiques sur leurs filles, ou même sur une jeune bonne, cela peut avoir une incidence négative sur leur scolarisation.

*- Les femmes qui ont leur famille à gérer comment elles font pour libérer du temps?*

*Intervention d'une autre femme:*

*- C'est Dieu qui les aide*

*- Est-ce qu'elles ont tendance peut-être à donner certaines tâches à leur fille?*

*- Ah bien sur, elles connaissent bien la besogne, ici chez-nous les filles commencent à avoir des tâches de ménage à l'âge de 7 ans hein!*

*(...) ici à l'école les filles ne vont pas loin, c'est-à-dire très rarement qu'on voit des filles qui vont en seconde ou bien, elles cessent leurs études au niveau primaire.*

*- Et pourquoi?*

*- Parce qu'il y a les tâches à la maison, les tâches ménagères on aide sa maman à faire ceci, à faire cela.*

*- Donc est-ce que vous pensez que le fait que les mères donnent des tâches à leurs filles ça ne va pas nuire aux filles dans la poursuite des études?*

*- Bien sur, bien sur, ça nuit toujours aux filles pour la poursuite des études, mais ça a tendance quand même à disparaître puisque y'a les mamans qui travaillent et paient les coûts pour leurs enfants, pour leurs filles. Les pères ne paient rien pour leurs enfants, ce sont toujours les mamans qui se décarcassent.*

*- Alors comment les tâches sont exécutées, lorsque les filles vont à l'école et que les mères travaillent?*

*- Vous savez ici chez-nous il n'y a pas qu'une fille dans une maison, il y'en a plusieurs, une maman à toujours une pléthore de gosses et si les unes*

*vont à l'école, les autres peut-être vont rester à la maison, c'est toujours comme ça que ça se passe. Celles qui ont la chance d'aller à l'école, elles poursuivent leurs études, les autres restent à la maison, et voilà.*  
 (Entrevue no 16)

Les activités des mères ont aussi des impacts positifs pour les jeunes à l'intérieur de la famille et de la maisonnée :

*Les enfants sont habitués à ça aux remous que fait leur maman, on est habitué à ça et même quelquefois y'a des enfants qui emboîtent le pas à leur maman, comme par exemple quand on fait la teinture on a toujours besoin que quelqu'un sache faire la teinture, nous sommes toujours aidé par les enfants à la maison, et puisqu'il y a un taux de chômage tellement élevé, y'a même les garçons qui font la teinture dans les maisons.*  
 (Entrevue no 16)

Cette situation reflète la contradiction à laquelle font face les femmes adultes vis-à-vis des filles. D'une part elles oeuvrent activement à la reproduction de la subordination de celles-ci puisqu'elles doivent utiliser leur force de travail et aussi les préparer pour le mariage. Mais d'autre part elles ont aussi le désir que la vie de leur fille soit moins dure, qu'elles accèdent à l'école ou que leur mariage se fasse sur la base de leur consentement.

Ce chapitre se proposait de juxtaposer une analyse des forces économiques structurelles et de l'ordre mondial de genre, d'une part, et d'autre part un exposé sur les structures familiales, les contraintes économiques dont les femmes font l'expérience dans leur vie quotidienne et les situations qu'elles identifient comme des problèmes. Entre ces deux niveaux d'analyse, le contraste est grand et les liens à faire entre les deux n'apparaissent pas toujours évidents de prime abord. Il est clair que l'analyse de ce qui se passe au niveau local, à l'aide de l'étude des organisations des femmes et de leurs activités économiques et associatives apportera des pièces essentielles au puzzle. Malgré cela, je pense que cet exercice a permis de formuler certaines propositions dans le champ

de la globalité pour ensuite trouver dans le champ du quotidien des phénomènes et des tendances qui y font écho.

Premièrement, il semble que les tâches dévolues aux femmes dans la reproduction s'élargissent effectivement en conséquence de la crise économique et des réformes économiques structurelles – qui ont définitivement un impact majeur sur les conditions de vie des populations. La deuxième section de ce chapitre nous montre qu'au Sénégal cela se fait de manière concomitante avec un certain retrait du rôle économique du père dans la maisonnée. Cela est encore accentué dans les mariages polygames, mais cette tendance lourde s'observe aussi dans l'ensemble de la société, indépendamment des arrangements matrimoniaux particuliers. Toutefois, les femmes restent encore largement sous l'autorité de leur mari, surtout en ce qui concerne le contrôle de leur corps et de leur fécondité. En ce qui concerne le possible gain de pouvoir des femmes à l'intérieur des maisonnées suite à leur rôle économique grandissant, la situation semble ambiguë et difficile à interpréter.

Un autre angle d'approche du régime de genre sénégalais pourrait être de regarder le lien pratique et symbolique entre le travail des femmes et l'institution du mariage. En effet, le travail des femmes semble très lié à leur rôle de mère et donc à leur statut et à leur situation concrète de femmes mariées : c'est en tant que mères que les femmes réussissent à justifier leur travail. Pourrait-on proposer que cela lie ce travail au mariage, à la reproduction biologique et symbolique et aux hommes d'une manière très particulière? Si, comme le suggèrent Bop (1996), ces derniers contrôlent encore nettement le corps des femmes, leur sexualité et leur fécondité, est-ce que cela ne lierait pas la nouvelle liberté que les femmes conquièrent dans leurs activités économiques à la continuation de leur subordination aux hommes dans le cadre de l'institution du mariage? La question mériterait d'être posée.

Deuxièmement, j'ai suggéré dans la première partie que l'attention portée aux femmes par l'État international ne traduisait pas un engagement en faveur de la réduction des inégalités, mais bien pour une restructuration des inégalités, propre à favoriser l'accumulation du capital. À ce sujet, nous avons vu que dans le cas du Sénégal, il semble y avoir des situations plutôt paradoxales et contradictoires. À certains niveaux les

femmes en général semblent être de plus en plus vulnérables face à une insécurité économique et physique croissante, de plus en plus exploitées aussi pour leur force de travail. Pourtant, leur rôle économique, bien qu'il soit nié de toutes sortes de manières, est de plus en plus connu de toutes et de tous et présente à tout le moins le potentiel de leur donner un pouvoir accru face aux hommes au sein de la maisonnée. Leurs organisations collectives (dont il sera question dans les prochains chapitres) pourraient bien jouer un rôle similaire en leur faveur au niveau social, tout en étant des lieux de construction d'une identité collective. Mais l'examen de leurs stratégies d'organisation domestique fait ressortir que les inégalités entre femmes, et notamment entre aînées et cadettes, sont aussi des relations sociales de production dans laquelle il y a une exploitation de la force de travail des filles et des fillettes. Ces inégalités s'en trouveraient renforcées, en même temps qu'il existe une possibilité culturelle grandissante pour la scolarisation des filles comme outil d'émancipation – bien que cette possibilité soit une des premières à disparaître dès lors que les conditions matérielles forcent les parents à choisir lesquels de leurs enfants iront à l'école. Il y a donc là une série de dynamiques de changement dont l'issue semble encore incertaine et dont les conséquences sont difficiles à saisir.

Ce qui est clair par contre, c'est que c'est sur l'ensemble des femmes que retombe la plus grande partie du fardeau de la reproduction, et que ceci est en grande partie dû au fait que si le rôle économique des hommes dans les maisonnées s'amenuise, leur part de la division sexuelle du travail ne change pas : s'il n'y a plus d'emplois « dignes des hommes », ceux-ci ne traversent pas pour autant la frontière des tâches masculines pour prêter main forte aux femmes sur leur propre terrain. Mais les femmes ne peuvent pas plus accéder aux emplois « masculins » - elles doivent trouver dans l'univers des travaux féminins de nouvelles manières de générer des revenus monétaires plus substantiels. Ainsi, cette relative étanchéité des univers matériels et culturels masculins et féminins au niveau du régime de genre et au niveau du quotidien assure que puisse se faire le transfert d'une partie des coûts de la reproduction de la sphère du travail salarié à la sphère du travail domestique ou non-payé. Ce qui ne peut être transféré dans la sphère du travail

non-payé sera transféré dans le secteur « informel », c'est-à-dire dans une économie monétaire où circule une masse monétaire moins importante que dans le secteur formel. Cela est structurellement cohérent avec des réformes économiques visant à maximiser les masses monétaires disponibles pour le service de la dette extérieure et à orienter l'extraction des ressources du pays vers l'exportation en réduisant la consommation intérieure, c'est-à-dire le niveau de vie des populations.

### CHAPITRE III

#### **La relation de développement dans le champ du local**

Nous venons de voir quels sont les principaux problèmes décrits par les femmes de Serbatim et de l'UGTAD, et en quoi ces problèmes peuvent être reliés à une série de facteurs, incluant les politiques macro économiques décidées en haut lieu et des facteurs sociaux et culturels locaux, notamment en ce qui a trait au régime de genre et aux relations hommes-femmes. Face aux problèmes qu'elles vivent, les femmes sont loin d'être inactives. Au contraire, elles cherchent à utiliser de manière créative et innovatrice les ressources de leur environnement social, incluant leurs propres réseaux traditionnels de solidarité, leurs connaissances et pratiques économiques pré-existantes, les ONG qui peuvent les appuyer, leurs contacts et leurs liens avec des personnalités influentes de leurs milieux, etc. C'est l'aspect endogène, la part d'autodéveloppement que les femmes mettent de l'avant. De leur côté, les acteurs du dispositif de développement ne sont pas inactifs non-plus. Des discours sur la pauvreté et sur le micro-crédit sont produits et émis, des programmes de financement du développement sont élaborés pour les milieux populaires, des ONG s'activent pour avoir accès à des subventions et pour mettre en œuvre des processus de développement dans les milieux locaux.

Le présent chapitre porte sur la rencontre entre ces deux dimensions du développement, sur la manière dont cette interaction se prépare et s'élabore dans le cas de Serbatim et de l'UGTAD. Car la formation même des fédérations que sont Serbatim et l'UGTAD, de même que celle de la plupart des groupements de base qui en composent le membership, relève à la fois de l'initiative locale endogène des actrices pour faire face à leurs propres problèmes (l'autodéveloppement) que d'incitatifs et de possibilités concrètes créées par le dispositif de développement (le développement exogène). C'est dans la rencontre et dans l'interaction complexe de ces deux dimensions du processus que je situerai ici la relation de développement. Comme nous le verrons, cela est un processus

complexe dans lequel de multiples acteurs agissent en fonction de logiques qui sont aussi multiples. Par exemple, l'ADPES, l'ONG qui appuie l'UGTAD, fait clairement partie du dispositif de développement. Pourtant, c'est une ONG qui est elle-même composée de sénégalaises et de sénégalais très solidaires des personnes qu'ils et elles encadrent, et qui cherchent à leur donner les moyens de leur autodéveloppement. Bref, dans le champ du local la relation de développement est très présente et elle est complexe et ambiguë. C'est dans ces eaux que naviguera le présent chapitre.

Mais d'abord vient une section sur les activités économiques et associatives des femmes du milieu urbain au Sénégal, qui nous permettra de situer l'étude du champ du local (qui occupe la majeure partie des deux prochains chapitres). L'objectif n'est pas tant de décrire en détails l'évolution historique des activités économiques des femmes à Dakar, que de montrer en quoi consistent les pratiques économiques et associatives pré-existantes, par rapport à Serbatim et à l'UGTAD, des femmes des milieux populaires urbains. Ce sont sur ces pratiques pré-existantes que s'enracinent et se développent les pratiques nouvelles. Nous commencerons de cette manière à aborder certains aspects des rapports sociaux de production, de reproduction et d'échange auxquels les femmes prennent part au niveau local. En outre, une brève description de l'adoption des formes associatives GPF et GIE nous donnerons un premier aperçu de la genèse de la relation de développement qui lie, par l'intermédiaire d'ONG, les femmes à des institutions à caractère international.

### **3.1 Les activités économiques et associatives des femmes à Dakar**

Les activités économiques des femmes au Sénégal ne sont pas nouvelles. En milieu rural, la division sexuelle du travail traditionnelle, qui varie légèrement selon les ethnies et les régions, octroyait aux femmes un rôle clé dans la production de plusieurs denrées agricoles essentielles, dans la fabrication des vêtements, la pêche, l'artisanat et le petit commerce (Sow 1987). Les femmes étaient aussi responsables du soin des

enfants, la préparation de la nourriture et de certaines tâches connexes comme aller chercher l'eau et le combustible. Cette division sexuelle du travail comprenait une certaine égalité entre hommes et femmes en ce sens qu'elle n'incorporait pas de distinction entre des activités masculines marchandes et des activités féminines non-marchandes, puisque hommes et femmes étaient tous deux hors de la production marchande (Michel 1981 citée dans Sow 1987 : 207). Mais l'intégration de la paysannerie au système capitaliste, réalisée à partir du 19<sup>ème</sup> siècle par le pouvoir colonial en alliance avec les marabouts<sup>30</sup> aura pour effet « le renforcement de la domination masculine et la marginalisation des femmes » (Sarr, 1998 : 51). Cela se traduira notamment par l'attribution des cultures d'exportation bien rémunérées aux hommes et une moindre valeur marchande associée à la plupart des activités et des cultures des femmes (Sow 1987 : 198-199, Snyder et Tadesse 1997) ainsi que par une modification des pratiques d'héritage en leur défaveur.

Toutefois, la marginalisation économique et politique des femmes suite à l'islamisation et à la colonisation ne les a pas complètement dépouillées de toute capacité d'agir. Dans les paragraphes qui suivent, je me concentrerai sur les stratégies et activités économiques des femmes des milieux populaires urbains. L'étude de Le Cour Grandmaison (1972) sur la société Lébou (une des plus anciennes ethnies de Dakar) montre que les femmes y détenaient parfois un réel pouvoir économique dans le domaine de la pêche, de la transformation et de la commercialisation du poisson. D'une manière générale, les femmes sont très présentes dans les petites activités en milieu urbain (couture, teinture, transformation du poisson ou de d'autres aliments, restauration, petit commerce), que ce soit à Dakar, St-Louis ou dans d'autres villes sénégalaises (Sarr 1998, Ba 1996, Correa 1998, Keita 2000). Toutefois, les revenus qu'elles en tirent sont généralement faibles (Sarr 1998 : 34) et en compensation elles ont recours à des stratégies où elles combinent plusieurs activités (Lecarme-Frassy 2000 : 40).

---

<sup>30</sup> Chefs religieux islamiques

Par ailleurs, Sarr estime que face à leur marginalisation les femmes ont renforcé graduellement leurs solidarités traditionnelles basées sur les classes d'âge et leurs manières de s'organiser collectivement, particulièrement dans les milieux populaires. Parallèlement, les solidarités masculines traditionnelles par classe d'âge se seraient effritées et auraient été supplantées par les écoles coraniques et les coopératives (1998 : 53). Ainsi, dans le contexte actuel où la crise économique a supprimé beaucoup d'emplois masculins dans les entreprises et la fonction publique (Piché et Gingras 1998 : 54), ce sont les femmes qui, dans certains milieux populaires urbains, deviennent les actrices de la survie des familles sur la base de leurs logiques solidarités et logiques d'organisation héritées de leurs traditions et adaptées au contexte moderne (Sarr 1998).

Pour plusieurs ethnies sénégalaïses, dont la société Wolof et la société Lébou, la division sociale du travail traditionnelle reposait sur un système de castes (Le Cour Grandmaison 1972, Sarr 1998). « L'organisation du système économique traditionnel est fondée sur l'entraide et la division sociale du travail, qui repose sur le système de castes, et sur la division des tâches, qui repose sur l'âge et le sexe » (Sarr 1998 : 42). Cette ancienne organisation de la production et de l'échange s'est bien sûr transformée au cours de l'histoire, particulièrement en milieu urbain. En 1972, Collette Le Cour Grandmaison écrivait :

*La pénétration du milieu traditionnel par des valeurs nouvelles, et en particulier l'importance accordée à l'argent, a profondément modifié les rapports de l'ancienne société fondée sur des traditions communautaires. Le milieu urbain disperse les segments lignagers, affaiblit les solidarités familiales ou villageoises et favorise la diffusion rapide des nouveaux modes de vie. L'accroissement des échanges monétaires imprègne de valeurs liées à l'argent et au profit les rapports de solidarité affaiblis et les transforme en rapports marchands. (...) l'argent devient un but, source de prestige et affirmation du nouveau statut social. (Le Cour Grandmaison 1972 : 153)*

Elle ajoute que l'économie monétaire a un impact différent selon les groupes sociaux et accentue le clivage entre les groupes sociaux au bénéfice de ceux qui étaient les mieux placés au sein de la société traditionnelle, ce qui donnerait à ces derniers « les

moyens d'une domination économique et sociale » (ibid). Vingt-six ans plus tard, Fatou Sarr écrit pour sa part :

*Les structures (ordres et castes) qui sous-tendent la logique du statut social ont disparu ou sont en mutation, et le statut auquel rêvent tous les Sénégalais est celui de grami, c'est-à-dire prince. (...) Dans la mesure où le critère considéré aujourd'hui n'est plus la naissance, mais le pouvoir économique, est prince tout individu qui est capable de se comporter comme tel, c'est à dire tout individu qui est économiquement capable de largesses envers les autres. (...) le Sénégalais n'hésite pas à partager : les réflexes de conservation des biens matériels sont très atténués chez lui. La logique de redistribution est dominante et sert de référence à tous les groupes sociaux (A.B. Diop, 1981).*

(Sarr 1998 : 45-46)

Nous verrons dans la suite de ce chapitre que cela n'est pas sans lien avec la manière dont les groupes de femmes cherchent à établir des liens avec des ONG ou autres « bailleurs de fonds », puisque cela permettrait que certains groupes puissent redistribuer ces ressources, affirmant ainsi leur statut social.

Pour revenir aux activités économiques des femmes urbaines en tant que tel, j'ai pu en identifier deux catégories principales en fonction de l'approche substantive que j'utilise pour définir l'économie, à partir de la littérature et de mes observations : les activités qui visent à générer des revenus (emploi salarié, artisanat, commerce) et les activités de redistribution (cérémonies familiales, tontines, groupes d'entraide). Nous pouvons déjà prendre note du fait que les activités économiques de redistribution sont très étroitement liées aux activités associatives, prenant place la plupart du temps dans le même espace social, celui de la famille et du voisinage. Le Cour Grandmaison (1972), quant à elle, divisait les femmes en trois catégories selon leur activité : les femmes sans emploi, les femmes indépendantes (c'est-à-dire les artisanes et les commerçantes) et les salariées (dont l'emploi entre dans le secteur dit « formel »). Les femmes sont minoritaires dans le salariat, et la majorité d'entre elles sont des jeunes femmes, souvent des migrantes en provenance du milieu rural, travaillant comme aides domestiques chez des particuliers (Sow 1987). Étant plus ou moins exclues du monde salarial (en partie,

selon Sow, à cause de leur haut taux d'analphabétisme et du manque de formation en général), elles sont surtout présentes dans le secteur informel, où le commerce est leur activité majeure. Au plus bas de l'échelle du secteur informel, elles vendent :

*... des légumes, friandises, plats cuisinés, condiments, etc. devant leur porte ou dans la rue. Elles passent des heures devant leurs petits tas de piment, gombo, poisson séché ou arachide grillée, etc. (...) ces minces revenus servent à nourrir la famille, acheter des médicaments, etc. Elles produisent elles-mêmes ou revendent, à profit, des produits artisanaux : vannerie, poterie, tissus, etc. (Sow 1987 : 222)*

Au niveau le plus élevé, elles contrôlent des secteurs des grands marchés urbains, où leur statut et leur revenu dépend de la nature et de l'importance du commerce détenu (Sow 1987). Certaines d'entre elles sont des commerçantes importantes qui ont un poids économique réel et qui se livrent à des activités d'import-export *informelles* (c'est-à-dire, dans ce cas, illégales) avec la complicité des douaniers à qui elles versent souvent des *bakchich* (pots-de-vins) (Poitou et al 1992). Au Sénégal, des femmes font de plus en plus concurrence aux Libano-syriens qui monopolisaient jusqu'à tout récemment le commerce du tissu, des chaussures, des sacs, etc. (Sow 1987, Sarr 1998). Mais ces grandes commerçantes de l'informel sont relativement peu nombreuses comparées à la masse grandissante de femmes qui se livrent à des petites activités pour assurer à leur famille une maigre survie.

Le Cour Grandmaison identifie aussi les activités associatives des femmes, dont elle relève quatre types : les groupements économiques, les associations d'entraide, les associations religieuses, les associations politiques. Par « groupement économique », elle entend les tontines. Par « associations d'entraide », elle entend les associations entre femmes d'un même quartier qui se cotisent pour constituer un fonds commun qui sera versé à celle d'entre elles qui en aura besoin pour une cérémonie familiale. Dans le cadre de la présente étude, je considère ces deux types d'activités comme économiques, dans la catégorie « activités de redistribution ». Ces activités existent toujours aujourd'hui et

forment, comme nous le verrons plus loin, le substrat associatif duquel émergent les pratiques qui font l'objet de cette étude.

Pour la bonne compréhension de la suite, il importe de présenter ici, brièvement, ces pratiques redistributives. La première en importance est certainement celle des cérémonies familiales. Celles-ci sont organisées lors des événements importants du cycle de vie que sont les naissances, les baptêmes, les mariages et les décès. Celles-ci sont sous le contrôle effectif des femmes et sont l'occasion d'une redistribution des biens au sein de la communauté.

*Traditionnellement, l'accumulation des biens destinés aux cérémonies familiales se faisait dans le cadre de la structure familiale et lignagère. (...) l'accumulation collective, pour les cérémonies familiales, non seulement a été renforcée, mais a dépassé le cadre familial pour être prise en charge aussi par les voisins, les amis et les relations en milieu urbain. (Sarr 1998 : 48)*

Ce sont principalement les obligations des femmes dans ces cérémonies dont l'accumulation est prise en charge par la collectivité. La transformation des structures lignagères et la monétarisation, en émancipant l'homme du cadre traditionnel, le laissent seul responsable de l'accumulation de la dot. Les hommes ont donc aujourd'hui de plus en plus de difficulté à amasser les sommes nécessaires pour pouvoir se marier (Sarr 1998 : 48). Les femmes, de leur côté, continuent de jouer un rôle important dans la gestion de la circulation des biens dans les familles et les communautés. En effet, Sarr mentionne que les femmes ont conservé le contrôle des cérémonies familiales malgré que les marabouts et les gouvernements successifs du Sénégal aient tenté à plusieurs reprises depuis le début du siècle de déstabiliser l'emprise des femmes sur ces pratiques ou d'en diminuer l'ampleur économique (elle mentionne des décrets et des lois datant de 1930, 1964 et 1973). Plus récemment,

*En 1996, le chef de l'État a demandé à la ministre de la Femme de l'Enfant et de la Famille de mener la lutte contre le gaspillage dans les cérémonies familiales et celle-ci en a fait le thème de la quinzaine nationale de la femme en 1996 (Sarr 1998 : 47-48).*

Ce qui est intéressant, c'est que l'UGTAD souscrit de manière formelle à cette idéologie qui consiste à considérer la redistribution lors des cérémonies familiales comme du gaspillage et à l'idée de « lutte contre le gaspillage », idées qui jusqu'ici étaient promues exclusivement par des hommes et des intérêts masculins (Sarr 1998). Elles le font avec l'objectif d'inciter les femmes à utiliser plutôt cet argent pour l'investissement dans un travail productif, comme la teinturerie ou le commerce. Cela représente une transformation significative : on passerait ainsi de l'accumulation collective en vue de la redistribution, selon un système de don – contre-don contrôlé par les femmes, à l'accumulation collective en vue de l'investissement dans une activité lucrative individuelle. Sans aucun doute, les femmes qui utilisent des ressources collectives pour s'enrichir se voient dans l'obligation implicite de redistribuer une partie de leurs bénéfices sous une forme ou une autre. Mais cela n'en constitue pas moins une reconfiguration de la manière dont s'effectue l'accumulation et la circulation des biens et de l'argent.

Cela m'amène à aborder le sujet des tontines et des transformations qu'elles ont subi dans les dernières années. Une tontine est une association de crédit rotatif qui fonctionne généralement comme suit : un nombre déterminé de femmes en sont membres et elles conviennent à l'avance d'un montant fixe que chacune devra cotiser à une fréquence déterminée. Il existe des tontines journalières, hebdomadaires, mensuelles, etc. Chaque ronde de cotisations constitue un « tour ». Le nombre de tours, donc la durée de la tontine, correspond au nombre de cotisantes, afin que chacune ait son tour (littéralement). Pour chaque tour, une réunion est organisée, qui prend le plus souvent la forme d'une petite fête. À cette occasion, on verse la totalité des cotisations du mois à l'une des participantes, qui dispose ainsi d'un seul coup du montant total des cotisations qu'elle versera pour toute la durée de la tontine. Ce système est donc une forme de crédit mutuel dans lequel la totalité de l'épargne des participantes est toujours en circulation. Les tontines peuvent avoir un objectif précis de consommation, identique pour toutes les membres (par exemple, une tontine peut avoir comme but que toutes s'achètent un ventilateur) ou encore laisser l'usage de l'argent à la discrétion de chacune. Sarr nous

indique que les tontines ont graduellement subi des transformations, passant graduellement de la tontine de consommation à la tontine d'investissement :

*La tontine a connu en effet ces dernières années des transformations significatives, car l'accumulation qui avait d'abord pour objet de résoudre des problèmes immédiats de consommation va avoir désormais pour finalité l'investissement. De la tontine d'acquisition, on est à la tontine d'investissement et de commercialisation. Cela n'a pu se faire que parce que les femmes ont permis à la logique individuelle de prendre le pas sur la logique collective. (Sarr 1998 : 218)*

Plus précisément, les activités collectives soutiennent les activités économiques individuelles. Il est clair que dans ce cas les activités associatives des femmes sont directement en lien avec leurs activités économiques. En somme, une partie de leurs activités associatives se construisent autour d'activités de redistribution, et, dans certains cas, d'accumulation. Les montants perçus lors de ces redistributions servent de plus en plus à financer des activités productives ou commerciales ayant pour but de générer des revenus.

Les associations d'entraide, que j'ai mentionnées plus haut, sont directement en lien avec les cérémonies familiales et avec les tontines. En fait, selon Sarr, c'est à partir du *mbotaye*, association traditionnelle de solidarité entre femmes d'une même classe d'âge, que se sont créées les caisses de solidarité (à utiliser en cas d'urgence ou pour organiser les cérémonies familiales), puis ensuite les tontines. Ainsi, les associations féminines, telles que les caisses de solidarité et les tontines, « nées du besoin d'assurer la reproduction du système social (naissances, mariages et décès), vont devenir des instruments précieux pour la réalisation d'objectifs économiques » (Sarr 1998 : 55).

Généralement, les femmes participent à plus d'une association. Selon l'étude de Le Cour Grandmaison (1972), plus une femme est active économiquement (i.e. plus elle gagne d'argent), plus intense sera sa participation à des groupes et associations. Celles qui n'ont aucun revenu ne peuvent pas participer à des tontines ni à des groupements qui demandent une capacité de cotiser régulièrement. Le terrain réalisé par Lecarme-Frassy plus d'une décennie après celui de Le Cour Grandmaison semble indiquer la même

chose : « les tontines interviennent dès que les marchandes peuvent envisager une rentrée régulière d'argent » (2000 : 27). Une des présidentes de groupement membre de Serbatim, une commerçante beaucoup mieux fortunée que les femmes du reste de son groupement, faisait partie de plusieurs tontines :

*Moi je fais partie de d'autres tontines. Par exemple, il y a une qu'on fait le treize, le trois, le vingt-trois. Chaque fois je cotise 5000 francs. On est cent personnes. Chaque personne 5000 francs. Ça, c'est de l'argent! Après on donne à tour de rôle. (Entrevue no 3)*

En contraste, certaines membres de son groupement auront du mal à cotiser 500 francs une seule fois par mois. Dans le chapitre suivant, nous reviendrons plus en détails sur la composition des groupements de Serbatim et de l'UGTAD et sur les pratiques de solidarité qui y ont cours entre femmes de différentes conditions.

Dans son étude, Sarr relate et analyse le parcours d'entrepreneures Sénégaloises qui ont réussi, à partir de ces réseaux de solidarité, à devenir de véritables femmes d'affaires à la tête de petites ou moyennes entreprises qui emploient entre trois et soixante-dix personnes, principalement dans le domaine du commerce (secteur très important au Sénégal) et de l'artisanat. En plus de leurs réseaux de solidarité féminine, elles mettent aussi à profit leurs réseaux politiques et religieux, pour reprendre à nouveau la catégorisation de Le Cour Grandmaison.<sup>31</sup> Toutefois, « à un certain niveau de développement des entreprises, elles ont besoin d'un cadre organisationnel pour faire face aux problèmes qu'elles rencontrent » (1998 : 222). Ainsi, pour défendre leurs intérêts, les entrepreneures mettent sur pied des organisations professionnelles. Certains groupes essaient même de mettre sur pied leurs propres institutions financières, sous forme de

---

<sup>31</sup> D'ailleurs, dans un chapitre de livre portant sur les politiques d'habitat et d'accès au logement, Fall et Rondeau soutiennent que « à Dakar, l'efficacité des réseaux tient à la combinaison des registres politiques et religieux » (1998 : 223). Cela s'applique très certainement à un ensemble de domaines de la vie sociale et économique, incluant le commerce féminin. En ce sens, la participation des femmes à des associations politiques et religieuses joue aussi un rôle dans leurs activités économiques.

mutuelles d'épargne et de crédit<sup>32</sup>. À ce titre l'UGTAD connaît un succès indéniable, tandis que Serbatim n'a pas réussi à atteindre cet objectif.

Le présent mémoire suit une démarche différente de celle de Sarr : il ne s'agit pas d'analyser le parcours d'entrepreneures qui ont « réussi », mais bien la manière dont se manifeste la relation de développement qui relie les pratiques et les initiatives locales des femmes membres de Serbatim et de l'UGTAD à un contexte plus large. Dans la suite du présent chapitre, j'analyserai la relation de développement dans laquelle s'insère l'UGTAD et dans laquelle cherche à s'insérer Serbatim, à l'aide de l'histoire de la formation de chacune de ces fédérations. Dans le chapitre suivant, j'analyserai les pratiques individuelles et collectives qui ont cours dans les groupes de base qui composent ces deux fédérations.

Mais avant cela, situons le contexte d'émergence des formes associatives spécifiques que sont les groupements de promotion féminine (GPF) et les groupements d'intérêt économique (GIE) qui sont les deux formes de regroupement présentes dans le membership de Serbatim et de l'UGTAD. Nous verrons que ce sont des formes d'organisation ayant une double nature : d'une part elles s'inspirent directement des logiques traditionnelles d'organisation féminine que je viens de décrire et, d'autre part, elles ont proliférés dans le cadre de relations de développement, avec la crise économique pour toile de fond.

### 3.1.2 Les groupements féminins à Dakar

Le foisonnement des groupements de promotion féminine (GPF) est issu de l'intervention de l'État Sénégalais en milieu rural et en milieu urbain. L'opération a commencé en milieu rural durant la décennie 1970, pour s'étendre en milieu urbain à partir des années 1980.

---

<sup>32</sup> Sarr mentionne que la mutuelle d'épargne et de crédit du Réseau africain pour le soutien à l'entrepreneuriat féminin (RASEF), créée en 1996, fut la première à avoir été créée pour et par des femmes entrepreneures, sous leur seul contrôle (1998 : 226).

*Dans les années 70, les monitrices rurales vont partir [des associations d'entraide traditionnelles] pour organiser les femmes et mettre en place des activités liées à la politique de l'animation féminine. (...) L'objectif déclaré est de les intégrer aux projets de développement* (Sarr 1998 : 23).

Une proche collaboratrice de Serbatim qui a été elle-même monitrice de l'État en milieu rural à partir de 1976 puis en milieu urbain à partir de 1986, a retracé avec moi quelques éléments de l'histoire de l'intervention de l'État dans l'organisation des communautés, à travers les principales étapes de sa propre carrière.

Elle a été promue Monitrice de l'État en 1976, après une formation de deux ans. Elle faisait partie de la dixième promotion de ce programme. Il y a donc eu, selon elle, neuf promotions avant la sienne, ce qui fait remonter le début de l'intervention des moniteurs et monitrices de l'État à 1967. Leur méthode d'intervention étaient nommée Information, Éducation, Communication (IEC).

*Il y avait l'animation rurale et urbaine donc il fallait animer les centres-ville et aller vers les villages.* (Entrevue no 10)

Leurs domaines d'intervention, en milieu rural, étaient principalement la santé et l'hygiène, l'agriculture et la nutrition, l'économie familiale et l'alphabétisation. Des cotisations en argent ou en nature étaient demandées aux populations en guise de contribution aux activités. Des caisses villageoises étaient aussi mises sur pied – non pas, à cette époque, des caisses d'épargne et de crédit, mais plutôt un lieu où étaient déposées

*On s'occupait plus des femmes parce que se sont les femmes qui avaient les enfants, ce sont les femmes qui tombent souvent malades, ce sont les femmes qui tombent enceinte et il fallait aussi les sensibiliser pour qu'elles aillent se faire des consultations prénatales parce que d'habitude au niveau des villages on peut trouver une femme qui peut rester durant neuf mois et accoucher sans aller voir un médecin ou une infirmière.* (Entrevue no 10)

Selon Mme Coumé, les objectifs visés par l'État dans ces interventions étaient les suivants :

*Ils voulaient que les gens soient informés, que les gens sachent qu'ils doivent se prendre en charge d'abord avant de compter sur quelqu'un. (...) c'était un travail très dur au début mais après heureusement que les populations ont tellement ouvert et ça a permis quand même une bonne cohabitation.* (Entrevue no 10)

C'est en 1986 qu'elle a commencé son travail en milieu urbain et à partir de ce moment elle a encadré un grand nombre de Groupements de Promotion Féminine (GPF). Elle explique qu'au début les groupements étaient peu nombreux, mais que le succès des premiers groupements a fini par intéresser de plus en plus de femmes à se lancer dans ce type d'activités associatives.

*Donc plus les années passent plus on a de groupements, plus il y a d'adhésions parce qu'il y a des réalisations concrètes qui sont là et qui font que certaines personnes sont intéressées par ce qu'elles ont vu. Parce qu'au début les femmes qui ont débuté avec l'encadrement féminin là, elles ont galéré. Donc elles ont souffert, elles se sont sacrifiées corps et âme pour atteindre quand même certains objectifs. Cela a permis à certaines d'être plus ou moins là dans le coin en train de regarder si celles qui ont commencé vont réussir ou échouer. Quand elles ont vu que pratiquement la majorité a réussi elles sont venues s'inscrire ou bien elles ont créé elles aussi leurs propres groupements pour pouvoir démarrer et ensuite atteindre ce que les autres ont pu avoir. C'est ce qui fait qu'il y a quand même beaucoup de groupements qui se forment (...) mais au début il y en avait très peu.* (Entrevue no 10)

Le fait de former un GPF ne donne pas de statut juridique particulier et sa fondation ne suppose pas de procédure coûteuse. Il suffit de réunir une vingtaine ou une trentaine de femmes qui « veulent vraiment être encadrées » et d'aller vers les services

d'animation communautaire. À partir de là une animatrice commence son travail d'« information – éducation – communication » en vue d'aider le groupe à atteindre une série d'objectifs socio-sanitaires. Mais de plus en plus, les groupements s'orientaient vers des activités lucratives et se mettaient à la recherche de soutien financier. « Trouver un bailleur » devient le leitmotiv. Cela signifie trouver un organisme subventionnaire quelconque, le plus souvent une ONG capable de soumissionner pour des programmes auprès des agences de développement international des pays riches, de la Banque Mondiale ou d'une fondation privée. Au début des années 1990 la Fédération des GPF fut fondée, pour augmenter les chances des groupes d'avoir accès à des avantages politiques et financiers. Cette fédération introduit une différenciation entre les groupes membres et non-membres, tout en se positionnant pour entrer dans une relation de développement :

*Un groupement devait donner vingt mille francs à la fédération pour être membre. Et cette même fédération, en attendant quand même de trouver un bailleur, commençait à financer certains groupements avec les cotisations que les groupements donnaient. Parce qu'il peut arriver qu'un bon matin on t'envoie cent mille francs comme prêt par rapport à la fédération. Là ils te disent les critères de prêt et comment rembourser. Donc le groupement est obligé de faire le partage de cette somme là et chacune doit travailler de son côté et venir rembourser et la présidente du groupement est obligée d'aller verser les remboursements au niveau de la fédération.*

*- Pour un GPF, faire partie de la fédération, ça donne un statut différent?*

*- Différent par rapport aux groupements parce qu'avant c'était simple, tout le monde pouvait créer un groupement.*

*- Et puis maintenant?*

*- Maintenant on peut être groupement simple mais le mieux serait d'être fédéré parce que ça te permet d'avoir quand même beaucoup plus d'avantages que le GPF qui n'est pas fédéré .(...) parce que la Fédération c'est une couverture pour toi et (...) elle peut te trouver beaucoup de choses. Parce que la présidente de la Fédération elle a un contact permanent avec les ministres, elle a un contact permanent avec certains*

*bailleurs et tout ça. Donc, si elle voit que tu es un groupement dynamique elle peut tout de suite donner.* (Entrevue no 10)

Plusieurs éléments ressortent de cet extrait d'entrevue. Premièrement, le fait que l'aide financière à laquelle les groupes peuvent espérer vient sous forme de crédit qu'il faut « faire fructifier » et rembourser. Un groupement obtient un prêt, les membres se le partagent entre elles, travaillent individuellement à une activité quelconque (petit commerce, le plus souvent) et remettent en commun les sommes gagnées pour pouvoir rembourser selon les échéances établies. Deuxièmement, les fédérations de groupements ont comme but de constituer des acteurs collectifs capables de se positionner comme interlocuteurs vis-à-vis des bailleurs de fonds. Par contre, cette fédération semble aussi fonctionner selon un système clientéliste vis-à-vis de l'État. Cela n'est pas sans rappeler que dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest les relations des femmes commerçantes avec l'État se construisent essentiellement à travers des réseaux clientélistes où les stratégies des commerçantes consistent « à se mettre dans le sillage d'un fonctionnaire influent pour bénéficier du système de redistribution » (Poitou et al 1992 : 287). Toutefois, il est important de préciser que la plupart des femmes qui participent aux GPF sont loin d'être de grandes commerçantes insérées dans des réseaux clientélistes efficaces. Ce sont plutôt, en majorité, des femmes qui cherchent à démarrer un petit commerce où qui cherchent à donner de l'expansion à leur petit commerce existant, parce que leurs revenus ou ceux de leur mari ne suffisent plus.

Toujours est-il que malgré les espoirs mis dans la Fédération des GPF, dès le début des années 1990 beaucoup de groupements se tournent vers une autre forme d'organisation, le Groupement d'Intérêt Économique (GIE), dont le principe est plus formel et qui donne un statut juridique officiel, souvent exigé par les ONG. Tout comme les femmes participent souvent à plus d'une tontine, les groupements diversifient souvent leurs recherches de « bailleurs de fonds ». De là l'idée d'adopter une nouvelle forme juridique plus officielle et plus susceptible de permettre l'accès à du financement.

La dénomination juridique GIE est une forme d'enregistrement statutaire conçue pour l'entreprise collective ou le regroupement d'entreprises ou d'agents économiques

désirant faire des opérations en commun, telles que l'achat, les appels d'offre et la production ou la mise en marché des marchandises achetées ou produites. Les GIE sont régis par une loi<sup>33</sup> et sont notamment tenus de prendre leurs décisions collectives par le biais d'une assemblée générale des membres et d'adopter un règlement intérieur. Au début de la décennie il était difficile de s'ériger en GIE, car les procédures étaient complexes et plutôt coûteuses. Le processus a été facilité par la suite et les coûts ont été allégés. Mais au fur et à mesure que plusieurs groupes se formaient et que certains croissaient, le risque de se voir réclamer des taxes par l'État a fait en sorte que les gens se tournent de plus en plus vers d'autres formes juridiques, qu'ils « ont plus tendance à créer des associations pour pouvoir devenir des ONG plus tard » (entrevue no 10).

Quoiqu'il en soit, l'objectif pour les groupes reste généralement de trouver une ONG qui les « financera » sous forme de prêt. Cette quête peut être longue, ardue et infructueuse, comme nous le verrons dans le cas de Serbatim, ou fructueuse, comme dans le cas de l'UGTAD. Certains groupements y travaillent pendant des années, comme c'est le cas de ces groupements de Thiaroye (une ville voisine de Pikine) qui ont commencé dans les années 1980 et qui ont « galéré, galéré, galéré jusqu'en 1998 pour avoir un bailleur fixe qui est venu les soutenir par rapport à ce qu'ils avaient démarré. Ces groupements là (...) ils ont réussi. » (entrevue no 10).

Les domaines d'intervention des ONG auprès des femmes sont le plus souvent la santé, l'alphabétisation et l'épargne – crédit. Souvent, les femmes auront un financement (sous forme de crédit) à condition qu'elles atteignent aussi des objectifs socio-sanitaires. Dans ces cas, le prêt éventuel sert aussi d'incitatif et il serait possible d'analyser que l'esprit d'entreprise et d'initiative économique des femmes, mais surtout leur besoin d'argent, est ainsi utilisé pour en faire des sujets genrés et « disciplinés » au sens où l'entend St-Hilaire (1995). D'autant plus que ces objectifs socio-sanitaires viennent des bailleurs de fonds et de l'État international, et qu'ils sont des composantes de plans d'ensemble qui incluent aussi la privatisation des systèmes de santé (sur la privatisation

---

<sup>33</sup> Cette loi est l'Acte Uniforme OHADA relatif au débit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique.

du système de santé au Sénégal, voir Foley 2003). L'extrait suivant de l'entrevue no 10 est très révélateur de cette dynamique :

*Les ONG ont quand même des objectifs. Ils fixent des objectifs à atteindre et eux aussi ils sont contraints par leurs bailleurs parce que leurs bailleurs aussi leur fixent des objectifs. Eux aussi ils fixent leurs objectifs à la base [aux groupements] ce qui fait qu'il y a un suivi tellement rapproché que les femmes sont obligées de travailler pour atteindre ces objectifs. Parce que souvent on vient, on te donne un fonds, on te dit de travailler et d'essayer de faire fructifier ce fond mais tu bénéficieras de ce fond si toutefois tu atteins les objectifs par rapport à la santé. Donc ce qui fait que les femmes sont obligées de redoubler d'effort, de travailler, de fructifier et l'argent et d'atteindre l'objectif sanitaire qui a été fixé. (entrevue no 10)*

Les « financements », c'est-à-dire les crédits, ne sont pas des cadeaux : ils font partie d'un plan d'ensemble qui repose en grande partie sur le travail gratuit des femmes, tout en les aidant aussi, si elles y travaillent suffisamment fort, à entreprendre ou à améliorer de petites activités commerciales qui rapporteront souvent juste assez pour faciliter la survie des familles. Pourtant, ce contexte structurel défavorable qui augmente considérablement la charge de travail des femmes tout en ne leur permettant de gagner qu'un revenu très faible produit des situations qui sont parfois perçues comme positives malgré tout. Par exemple, les espaces de liberté et d'initiative que les femmes se sont ménagés dans le cadre de leurs groupements ou encore à cause de leur possibilité de s'insérer dans une relation de développement :

*- Tout à l'heure vous disiez qu'auparavant la condition des femmes était plus difficile qu'aujourd'hui?*

*- Oui, plus difficile qu'aujourd'hui. Parce que actuellement les femmes là ont tellement mûri qu'en attendant de trouver un bailleur elles se cotisent. Elles font de petites choses qu'il leur rapporte un petit quelque chose en espérant trouver quelqu'un qui vienne les soutenir [un bailleur de fonds] pour qu'elles puissent atteindre leurs objectifs. Mais au début les femmes n'y pensaient pas. Elles étaient dépendantes des hommes et aussi il y avait le problème d'aller puiser de l'eau. (entrevue no 10)*

### **3.2 L'UGTAD et Serbatim : histoire de leur formation**

Nous commençons à voir que la prolifération des groupements féminins à Dakar, que ce soient des GIE ou des GPF, est directement liée à la relation de développement, effective ou potentielle. Celle-ci s'établissait avec l'État sénégalais depuis les années 70 avec l'apparition des GPF. De plus en plus, cette relation s'établit plutôt avec les ONG, donc indirectement avec l'État international. Cette relation de développement comporte de multiples dimensions. On peut y percevoir des espaces de collaboration, des dynamiques diverses de communication où les acteurs s'approprient et réinterprètent différemment des situations, où des intérêts parfois divergent et parfois convergent. C'est un espace où l'agencéité des acteurs et leur marge de manœuvre par rapport à leurs contraintes s'expriment dans leurs stratégies. C'est aussi un espace où les forces structurelles, où les objectifs de l'État international structurent le champ des possibles. Pour les femmes des groupements, c'est le lieu où on essaie de remplir tant bien que mal les conditions (perçues ou réelles) fixées par les programmes de développement, tout en essayant d'atteindre « ses propres objectifs ». C'est donc un lieu de manœuvre et de négociation. Pour les agents de développement de l'ONG, c'est le lieu où l'on cherche le meilleur compromis possible entre sa propre vision du développement souhaitable, ce qu'il est possible de faire avec les acteurs locaux et les paramètres, contraintes et conditions imposés par l'État international. D'un échelon à l'autre,

*...le pouvoir s'exerce à travers la manipulation stratégique des options de l'autre. En conséquence le pouvoir n'est pas tant la confrontation de deux adversaires qu'une question de gouvernement, où gouverner signifie structurer le champ des actions possibles des autres (Ferguson 1990, dans Fisher 1997 : 458)*

Voyons ce que les histoires respectives des organisations que sont Serbatim et l'UGTAD peuvent nous révéler de la manière dont se noue et se dénoue la relation de développement.

### 3.2.1 L'UGTAD

L'UGTAD (Union des groupements de teinturières et aides de Dakar) a été créée en 1995, dans le cadre d'interventions de développement menées par l'ONG ADPES (Association pour une dynamique de progrès économique et social). Cette ONG est issue de l'antenne sénégalaise de l'ONG Terre des hommes – France. Elle est éventuellement devenue autonome et actuellement ce sont des sénégalais et des sénégalaises qui la gèrent et qui y travaillent. Cette ONG est composée de professionnels du développement qui allient la recherche de fonds auprès des divers bailleurs de fonds de l'univers du développement international, la gestion de programmes et des pratiques d'organisation communautaire. Leur stratégie principale est d'aider à la mise sur pied d'organisations de base locales, à dispenser de la formation et à tenter de rendre ces groupes démocratiques et autonomes. Par exemple, au cours des années 1990, l'ADPES a appuyé l'Association des artisans du Sénégal (ADAS) dans la mise sur pied d'une mutuelle d'épargne et de crédit destinée à soutenir et financer les artisans à partir, entre autres, de l'épargne locale. L'ADPES ne semble pas prendre de positions politiques ou critiques vis-à-vis des enjeux de la promotion de l'économie de marché comme forme privilégiée de développement. Le type d'intervention mis de l'avant semble plutôt correspondre presque parfaitement à la vision libérale et néolibérale du rôle des ONG dans le processus de développement, telle que décrite par Fisher : des organisations qui...

*...ont la capacité d'effectuer efficacement des transferts de connaissances et d'habiletés qui aident les individus et les communautés à compétitionner sur les marchés, à dispenser des services sociaux à ceux qui sont marginalisés par le marché, à contribuer à la démocratisation et à la croissance d'une société civile robuste, toutes conditions qui sont considérées cruciales pour le succès des politiques économiques néolibérales. (Fisher 1997 : 444)*

L'ADPES met en œuvre ces stratégies avec un succès certain, comme en témoignent les réussites que constituent leur encadrement de l'ADAS et de l'UGTAD, du moins en

fonction des objectifs poursuivis : ces deux organisations fonctionnent, elles sont visibles et mobilisatrices, elles sont, en principe, dirigées par leurs membres. L'ADAS, qui n'est plus appuyée par l'ADPES depuis environ 1998, fonctionne de manière autonome (l'association s'est d'ailleurs érigée en ONG) et l'UGTAD chemine vers son autonomie. Même constat général pour les mutuelles d'épargne et de crédit. Les agents de développement de l'ADPES n'ont toutefois pas qu'une vision économiste de leur rôle. Ils ont aussi une analyse des relations de pouvoir entre acteurs sociaux et considèrent nécessaire, par exemple, que les femmes acquièrent du pouvoir politique. Mais leurs interventions sont structurées autour d'objectifs d'autonomie financière et organisationnelle des groupes de la base et non autour d'un discours ou d'actions politiques. Cela est très certainement relié à la structure du financement auquel ils ont accès, mais peut-être aussi à des choix stratégiques internes. Les organisations qu'ils appuient ont la liberté de leurs positions et alliances politiques, mais l'intervention de l'ADPES ne semble pas viser explicitement leur politisation, ni en ce qui a trait à la position subordonnée des femmes dans la société, ni en ce qui a trait aux enjeux du développement comme système de domination politico-économique mondial. Il s'agit ici d'essayer de voir comment s'est construite la relation de développement entre l'ADPES et l'UGTAD et d'identifier quelques grandes lignes de ses caractéristiques.

Les grandes étapes qui ont marqué les interventions de l'ADPES et l'évolution de l'UGTAD et dont il sera question ici sont : le choix de l'ADPES d'appuyer les teinturières et le début du processus d'organisation (1994); la création de l'UGTAD en 1995; la mise sur pied d'une mutuelle d'épargne et de crédit (MECPROTES) en 1997; un processus graduel de décentralisation de l'UGTAD en cinq zones territoriales à partir de 1997.

Tout d'abord, précisons que la teinturerie est une activité féminine traditionnelle au Sénégal. Une des plus anciennes membres de l'UGTAD, par exemple, a appris la teinture traditionnelle de sa mère et de sa grand-mère. Cet art était associé au milieu rural et à la culture de l'indigo. Avec le temps et surtout en milieu urbain où il n'y a pas

d'espace pour cultiver l'indigo et pour le faire fermenter dans des canaris<sup>34</sup>, cette technique a été supplantée par la teinture qui se fait à l'aide de poudres colorantes chimiques. Les teinturières des milieux populaires urbains travaillent généralement dans la rue, devant leur porte ou dans une cour, lorsqu'elles en ont une.

*Elle a dit qu'elle n'a pas de place chez elle pour faire la teinture traditionnelle donc ce qui fait qu'elle utilise des produits chimiques. Et là où elle habite c'est un étage donc elle n'a pas assez de place, elle est obligée donc de travailler dans la rue, comme ça en plein soleil, elle se lève le matin à 7 heures pour finir à 19 heures. (Entrevue no 18)*

Les poudres chimiques utilisées sont d'ailleurs toxiques, et les programmes de formation de l'UGTAD incluent des sessions de formation sur la santé au travail dans lesquelles on enseigne aux teinturières à porter des gants et des masques. Cela est une solution partielle, car elles finissent par être en contact avec les substances à une étape ou à une autre des opérations. En outre, les eaux usées contenant les produits sont souvent rejetées sur le sable de la rue (dans plusieurs quartiers il n'y a pas d'égoûts). Ainsi quand l'eau s'évapore, les substances sèches présentes dans le sable peuvent se retrouver en suspension dans l'air et être respirées lorsque le sable est remué.

*C'est tout récent, les produits chimiques qui rendent malade<sup>35</sup>. À force de respirer ça, tu finis par devenir malade, tu tousses et tu as du mal à respirer ou bien tu as des taches sur tout le corps. Avant de commencer le travail il faut mettre des masques et des gants pour protéger les mains. Comme ça il n'y aura pas de contact avec la peau. (Entrevue no 18)*

Les conditions de travail des teinturières dakaroises sont donc pénibles et dangereuses pour leur santé. Malgré cela, la teinture présente des avantages qui ont motivé la décision de l'ADPES d'appuyer ce secteur d'activité et qui motive aussi les

<sup>34</sup> Grand contenant en terre cuite qui sert habituellement à entreposer l'eau. Dans la technique de teinturerie traditionnelle, on laisse fermenter dans des canaris le mélange d'indigo, de maïs et de substances extraites de cendres d'herbes de brousse, avant de l'utiliser pour teindre les tissus.

<sup>35</sup> Par rapport à la longue tradition de teinture à l'indigo.

femmes à s'y investir. D'abord, il y avait des teinturières à Dakar qui exerçaient déjà ce métier.

*Donc, chez-nous dans notre rue, chacun faisait la teinture mais chacun le faisait dans sa concession, y avait pas de regroupement. C'est l'ADPES qui est venue là-bas nous regrouper. (Entrevue no 27)*

Certaines teinturières, comme beaucoup de femmes à la recherche de sources de revenus, ont sollicité elles-mêmes l'appui de l'ADPES, comme le raconte l'agente de développement de l'ADPES qui travaille directement avec les teinturières :

*Bien que ce soient les teinturières elles-mêmes qui sont venues nous saisir pour demander à ce qu'on les appuie, elles étaient venues individuellement (...). Mais on leur a demandé de se regrouper parce que nous c'était ça notre stratégie, c'était d'aider des organisations de base. C'est ainsi que des teinturières se sont regroupées par quartier. Elles se sont regroupées pour construire leur groupement (...) et puis elles sont venues avec leur demande et on les a aidées à concevoir leur projet. (...) On a financé d'abord 17 groupements. (Entrevue no 26)*

Il est intéressant de voir qu'il semble aussi y avoir d'autres versions, d'autres interprétations de l'histoire de ces premiers contacts entre les teinturières et l'ADPES. Ainsi, une des dirigeantes de l'UGTAD raconte plutôt que :

*Nous savions que beaucoup de choses allaient se passer autour de notre environnement alors à partir de ce moment les femmes ont compris qu'il fallait se solidariser entre elles et essayer de créer un groupe dynamique qui va essayer de faire des activités concrètes. À partir de ce moment nous avons été distinguées par une ONG de la place (qui) nous a aidées, qui est l'ADEPES. (Entrevue no 17)*

Cela montre qu'au moment de ces premiers contacts en 1994 il y avait déjà d'autres groupements de femmes en train d'innover, c'est-à-dire de se regrouper pour développer des activités économiques, d'une part, et d'autre part de se constituer en interlocutrices collectives et crédibles pour s'inscrire dans des relations de développement avec des ONG actives dans leur environnement. Les histoires de celles qui ont réussi dans ce

créneau circulent dans l'environnement urbain, et même au niveau national via la télévision<sup>36</sup>. Ainsi, d'autres femmes cherchent à les imiter. Il faut dire aussi que certaines de ces teinturières étaient déjà dans des GPF, d'autres dans des regroupements traditionnels qui n'avaient pas de papiers (associations de classes d'âges, tontines). Certaines ont choisi de maintenir leur GPF, mais la plupart ont opté pour le statut de GIE. À l'intérieur de ces premiers groupements de base formés ou mobilisés dans le but de recevoir un appui de l'ADPES, il y avait des teinturières, bien sûr, mais aussi d'autres femmes qui aspiraient à apprendre ce métier. Celles qui savaient teindre l'apprenaient aux autres. On peut donc dire que dès le début de l'encadrement des teinturières par l'ADPES, il y avait un double objectif : celui de favoriser le groupement de teinturières professionnelles et celui de favoriser l'accès à ce métier pour des femmes qui n'étaient pas déjà teinturières. Nous verrons aussi plus loin que la teinture n'est pas l'unique activité dont l'UGTAD fait la promotion.

Toutefois, l'UGTAD se présente depuis le début comme un regroupement de teinturières professionnelles. La teinturerie est en quelque sorte le fer de lance de l'UGTAD. C'est une activité avec lesquelles les femmes peuvent se sentir culturellement à l'aise, puisque c'est un domaine traditionnellement féminin. Cet enracinement culturel fait aussi en sorte que les vêtements produits deviennent une affirmation de l'identité sénégalaise et des forces culturelles et économiques locales, par rapport à la culture occidentale et colonisatrice et par rapport aux produits importés. Ainsi, l'affirmation des teinturières sur la scène locale et nationale acquiert une force symbolique importante. Cela pourrait sans doute être considéré comme un processus d'hybridation, au sens où l'endend Escobar, où l'on observe un « renforcement d'une identité traditionnelle (faute d'un meilleur terme) et que l'on peut considérer comme s'inscrivant au sein de la relation de développement » (Escobar 1995 résumé dans Labrecque 2000 : 69).

<sup>36</sup> Par exemple, le magazine télévisuel « Pasteef », qui porte sur des enjeux de la société sénégalaise, accorde une place importante aux projets des femmes et à leur émancipation économique. Cette émission est réalisée en langue nationale wolof, ce qui permet notamment aux femmes des groupements de s'y exprimer lors d'interviews réalisés pour l'émission (et cela permet aussi aux auditrices qui ne parlent pas français d'avoir accès à cette émission). Or, plusieurs femmes m'ont mentionné que ces émissions de télé les avaient inspirées, leur avaient donné des idées.

D'autres raisons pratiques ont aussi justifié le choix de la teinture comme créneau à appuyer et à promouvoir : il existait une demande pour les tissus teints et c'était une activité facile à apprendre et à exploiter, qui peut être réalisée avec peu d'équipements et d'infrastructures. En outre, les teinturières n'étaient pas encore organisées ni représentées à la chambre des métiers, et « se détruisaient au travail ». D'une manière générale, le développement de la teinturerie se situait dans le cadre d'un programme d'appui à l'artisanat féminin comme moteur du développement économique et social en milieu urbain.

Une fois que le travail fut amorcé avec les premiers groupements, il y a eu de plus en plus de demandes d'appui de la part de teinturières. Les groupements de base ont donc été regroupés en une union, l'UGTAD, qui adoptera la forme juridique GIE. L'UGTAD a donc été fondée à la demande de l'ADPES, mais avec la participation active des groupements et de leurs membres.

*L'information passait de bouche à oreille : « y'a une organisation qui finance les teinturières ! » Les teinturières venaient et ont les finançait. C'est ainsi que lorsque les groupements ont atteint à un certain nombre, on a dit qu'il fallait les organiser. (...) Mais on a fait d'abord un séminaire, pour les laisser choisir quelle forme d'organisation elles préféraient. Donc on a pris une personne-ressource qui est venue leur expliquer les différentes formes d'organisations. C'est en paix, après ce séminaire-là, qu'elles ont choisi de s'ériger en GIE et de développer une union. (Entrevue no 26)*

Voici comment la création de cette union, l'UGTAD, a été perçue par les teinturières :

- *Qu'est-ce qui a convaincu les groupements de fonder une union ?*  
- *Ah, parce que les femmes voulaient travailler, y'avait de l'espoir, y'avait l'ONG qui était là et tout, qui a financé d'abord le groupement et qui a gagné la confiance du groupement avec l'argent qu'elle a donné. Si cette ONG-là vient pour dire « venez vous regrouper, nous allons aider à faire quelque chose », tout le monde va avoir confiance. C'est cette confiance-là qui a continué. (Entrevue no 19)*

Dans ce contexte, avoir « confiance » signifie penser qu'il n'y aura pas d'escroquerie ou de malversation. L'« espoir » concerne plutôt la possibilité d'avoir accès à de l'argent :

*puisque l'ADPES nous a dit : « vous allez faire une union comme ça, ce sera très facile de vous aider. » On a cru en ça, on s'est dit voilà c'est l'ADPES qui a dit de se réunir en union, peut-être nous allons avoir beaucoup d'argent, enfin on avait de l'espoir, on savait que ça allait venir.*  
(Entrevue no 19)

Dans l'ensemble, on peut dire que l'objectif général est de regrouper les femmes et de leur donner un appui collectif pour qu'elles puissent bâtir collectivement leur autonomie financière, individuelle et collective. Dans l'esprit du travail de développement local participatif que fait l'ADPES, ces objectifs sont à la fois indirectement politiques (affirmation des droits collectifs des femmes, mais par voie indirecte<sup>37</sup>) mais sont avant tout économiques. Pour l'ADPES, un regroupement large permet d'appuyer un maximum de personnes avec un minimum de ressources. Il permet aussi de favoriser la participation du plus grand nombre et de « partager le développement ». L'ADPES nourrit donc aussi, derrière cette stratégie de regroupement, des objectifs de démocratie et de répartition du pouvoir et des ressources entre le plus grand nombre possible de personnes. Ces objectifs que poursuit l'ADPES, suivant sa philosophie de développement local, sont imposés aux membres de l'UGTAD, tout en leur laissant une certaine marge de manœuvre. En ce sens, l'ADPES exerce son pouvoir non pas d'une manière autoritaire, mais en structurant le champ des possibles des membres des groupes, selon l'expression employée par Fisher (1997 : 458). Ainsi, une fois l'UGTAD créée, l'objectif de l'ADPES était de donner de la formation, d'encadrer les membres et les dirigeantes, afin de travailler dès le début à l'autonomisation et à l'autodétermination de l'organisation, à l'intérieur de certaines limites balisées par

<sup>37</sup> J'entends par là que l'ADPES ne semble pas explicitement prendre position sur la question des droits des femmes dans la société en général. L'UGTAD aussi se positionne de cette manière : elle défend les droits des teinturières, en tant que travailleuses, mais non pas les droits des femmes en tant que femmes. Par ailleurs, l'UGTAD ne semble pas tenir de discours revendicateur vis-à-vis de l'État, d'un système d'oppression ou de formes d'injustices quelconque. L'UGTAD prend par contre position sur la « lutte contre le gaspillage », ce qui, comme nous l'avons vu, est une prise de position qui peut être interprétée comme ambiguë vis-à-vis de la question des femmes.

l'ADPES et au respect desquelles est tout de même lié l'appui technique et financier fourni.

Dans un premier temps, les groupements devaient payer 5000 francs CFA pour adhérer à l'union, puis cotiser 1000 francs par mois. Éventuellement, l'argent accumulé a été prêté aux membres sous forme de prêts tournants :

*Nous avons commencé en mars 1995, à ce moment nous étions 26 groupements avec 721 membres et à chaque mois on devait cotiser 1000 francs. C'est seulement après qu'on a eu la somme de 200 000 francs, il fallait penser à faire quelque chose pour le fructifier. (...) Donc l'ONG nous a formées mais au début ils nous regardaient, ils nous laissaient travailler, ils nous ont laissées chercher un moyen de faire fructifier les 200 000 que nous avions cotisé, et c'est là que nous avons pris la décision de prêter 25 000 francs à chaque femme qui le désirait et il fallait rembourser avec un taux d'intérêt de 1500 francs, donc on faisait ce qu'on appelle un prêt tournant. (Entrevue no 17)*

À partir de là, à l'aide de l'expérience des femmes et de la formation dispensée par l'ADPES, les activités de l'UGTAD se sont graduellement organisées et diversifiées. Comme je l'ai mentionné, malgré que l'UGTAD se présente comme une association professionnelle de teinturière, elle chapeaute plusieurs activités autres que la teinture. Dans les années qui suivent sa fondation, l'UGTAD intégrera une sorte de commerce « de gros » de denrées diverses (ustensiles de cuisine, pâte d'arachides, etc) : l'UGTAD achète une grande quantité à bas prix et revend cette marchandise à ses membres, qui l'écoulent dans leurs quartiers. Éventuellement, l'UGTAD mettra sur pied une centrale d'achats pour gérer ce volet. L'UGTAD ouvrira aussi éventuellement d'autres entreprises : un télécentre et une boutique. Au moment de mon séjour sur le terrain en 2000, l'UGTAD était en train de mettre sur pied une mutuelle de santé.

Le processus de mise sur pied de la mutuelle d'épargne et de crédit commence dès la fondation de l'UGTAD en 1995. D'ailleurs, pour l'ADPES, l'objectif de la mise sur pied de la mutuelle était présent dès le début. Le système de cotisations et de prêts tournants dont il a été question plus haut s'inscrivait déjà dans un plan général visant à...

*...les aider à mettre sur pied une structure de financement décentralisée pour qu'elles-mêmes puissent se prendre en charge à terme, parce que l'ADPES ne sera pas là éternellement pour les appuyer. (Entrevue no 26)*

Ici il peut être intéressant de noter que l'idée de fonder une mutuelle d'épargne et de crédit, de même que celle de fonder l'union, d'ailleurs, est souvent attribuée par les femmes à l'UGTAD ou à ses dirigeantes, plutôt qu'à l'ADPES. Cela peut simplement indiquer que ce sont les dirigeantes de l'UGTAD qui ont sensibilisé les femmes et recruté des membres et donc que ces dernières ont l'impression que l'idée vient d'elles<sup>38</sup>.

Mais cela indique aussi que les femmes de l'UGTAD s'approprient le processus de développement conçu et structuré par l'ADPES, l'assimilent, s'y identifient et le mettent en œuvre elles-mêmes dans leur milieu social, à l'aide des outils techniques et de la formation fournie par l'ADPES. Qui plus est, elles perçoivent la mutuelle comme une nécessité. À mon avis, c'est là une partie du sens concret que prend, dans la pratique, l'idée de « participation ». Pour une ONG comme l'ADPES, le degré de participation qu'on retrouve à l'UGTAD signifie sans aucun doute qu'une partie des objectifs sont atteints, que les méthodes employées fonctionnent. Selon les points de vue de critiques comme Escobar (1995) ou St-Hilaire (1995), cela signifie plutôt que les femmes sont devenues « des sujets féminins bureaucratisés, dépendants, disciplinés et genrés » (Alvarez 1998 résumée dans Labrecque 2003). Mettre de l'avant ce type d'analyse peut sembler paradoxal dans un contexte où l'objectif de l'ONG est justement de rendre les organisations des femmes autonomes par rapport à son propre appui et que cela s'effectue avec un certain succès et dans un esprit de

---

<sup>38</sup> Il faut aussi mentionner que d'autres mutuelles « de quartier » ont vu le jour à Dakar dans les années 1990 et donc l'idée circule, elle n'est pas inédite. Par exemple, il existe des mutuelles qui ont été mises sur pied par Enda, une ONG internationale bien connue qui a plusieurs antennes au Sénégal, ou PAMECAS (Programme d'appui aux mutuelles d'épargne et de crédit des artisans Sénégalais – un programme piloté entre autres par Développement International Desjardins - DID). Une présidente d'un groupement membre de l'UGTAD est d'ailleurs très impliquée dans les projets du PAMECAS (Projet d'appui aux mutuelles d'épargne et de crédit des artisans sénégalais), financé principalement par DID.

collaboration qui a tout l'air d'être véritable. Mais ce point de vue critique est d'autant plus intéressant qu'il peut s'appliquer tout aussi bien à des cas où les interventions « fonctionnent », comme c'est le cas pour celle-ci, puisque c'est en partie le contexte macro économique et macro politique global qui donne son sens à la relation de développement qui se déroule dans le champ du local. Dans le cas qui nous occupe, la mutuelle d'épargne et de crédit, avec son corollaire qui est l'activité entrepreneuriale, deviennent effectivement une nécessité dans la mesure où il n'y a pas d'autre option :

*- Comment est-ce que les gens ont réussi à mobiliser autour de la mutuelle?*

*- Tu sais, ici au Sénégal y'a pas de travail, le mari ne travaille pas, les enfants ne travaillent pas, la femme ne travaille pas, tout dépendant de la sensibilisation qu'on fait et des politiques de crédits qu'on met en place, c'est facile d'avoir des membres, hein! (Entrevue no 22)*

Toujours est-il que sous l'encadrement de l'ADPES, la MECPROTES (Mutuelle d'épargne et de crédit pour la promotion de la teinture sénégalaise) démarre ses activités en 1997. Cette mutuelle est régie par la loi sénégalaise sur les mutuelles d'épargne et de crédit, et est dirigée par l'assemblée générale de ses membres, qui sont en majeure partie, mais pas exclusivement, les membres de l'UGTAD. Cette mutuelle a pour but de recueillir l'épargne et d'octroyer des prêts à ses membres. Généralement, il faut épargner pendant six mois avant d'être éligible à un prêt. Comme l'épargne n'était pas suffisante pour constituer le fonds de crédit de la mutuelle, celle-ci, par le biais de l'ADPES, a reçu des subventions (au début), et par la suite des prêts à rembourser à des bailleurs de fonds internationaux. La mutuelle prête donc cet argent à ses membres moyennant des intérêts, et le rembourse ensuite au bailleur de fonds, selon l'échéancier prévu au contrat. Pour l'ADPES, la mutuelle est un moyen d'éducation et d'apprentissage ainsi que d'autonomisation des femmes :

*La mutuelle, c'est l'instrument qui leur appartient. Les femmes viennent elles-mêmes, il n'y a pas de contraintes. C'est une façon de les responsabiliser pour la prise en charge de leur propre développement,*

*c'est ça, c'est une meilleure façon de prise de conscience qu'on permet aux femmes, on les responsabilise. C'est ça je crois hein, parce qu'elles ont évolué hein, elles n'étaient pas comme ça au début. (Entrevue no 26)*

À partir de l'époque de la création de la mutuelle, l'UGTAD gagne en notoriété et les sollicitations augmentent : les demandes d'adhésion à l'UGTAD se font de plus en plus nombreuses, même s'il n'est pas obligatoire de faire partie de l'UGTAD pour adhérer à la mutuelle. De nombreux groupements, soit des GIE soit des GPF, veulent adhérer à l'UGTAD. Au début, il fallait être teinturière ou du moins un groupe parmi lequel il y a des teinturières, pour adhérer à l'UGTAD. Mais en cours de route l'UGTAD s'est mise à admettre des groupes de femmes qui voulaient devenir teinturières et qui se sont jointes pour être formées. Au moment de mon séjour sur le terrain, il y avait environ 40% des groupes membres en attente de formation en teinturerie. Pendant ce temps, les dirigeantes continuent de suivre des formations, de faire des voyages aussi, soit pour suivre des formations à l'étranger ou pour participer à des foires commerciales au nom de l'UGTAD.

L'autre intervention importante de l'ADPES qui a commencé à l'époque de la création de la mutuelle est la décentralisation du pouvoir à l'UGTAD, c'est-à-dire la création de cinq zones territoriales qui correspondent aux principales municipalités ou quartiers de la région dakaroise où l'UGTAD a des groupes membres. Chaque zone doit avoir un bureau composé d'une présidente, d'une secrétaire, d'une trésorière, etc., et devenir un lieu de participation, ainsi qu'être représentée à une instance décisionnelle au niveau de l'union. Cette intervention est intéressante parce qu'elle met en lumière le fait que l'idéologie de la solidarité, qui prévaut dans les groupements et qui est très présente dans la société sénégalaise (Sarr 1998) n'empêche pas que les hiérarchies sociales soient très fortes et que le fonctionnement démocratique d'une organisation dont l'instance suprême doit être l'assemblée générale soit très difficile à appliquer dans la réalité. L'extrait suivant illustre le discours qui exprime cette idéologie de la solidarité, additionné d'éléments repris du discours sur la lutte à la pauvreté, qui pour venir principalement de l'État international, est très répandu dans les groupements :

*Notre base, notre devise c'est l'union fait la force. Donc tout ça entre dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, dans le cadre de l'entraide et du soutien mutuel entre les familles et surtout entre les femmes. (Entrevue no 16)*

Il ne faudrait pas croire pour autant que le discours des femmes sur la solidarité soit creux ou sans fondement. Il y a de réelles pratiques de solidarité et d'entraide, mais elles ne se fondent pas sur une absence de hiérarchie ou d'inégalités. Au contraire, les pratiques de redistribution « traditionnelles » sont indissociables des hiérarchies en ce sens qu'un des fondements du statut social est d'être capable de redistribution. Toujours est-il que les agents de développement de l'ADPES ont tôt constaté que les dirigeantes « ne veulent pas partager (leur pouvoir) et n'aiment pas du tout la démocratie », et que ce sont toujours les mêmes qui dirigent depuis le début, qui voyagent et qui suivent les formations. En résultat, les membres de la base ont un accès limité à la formation, à l'information à des espaces de participation au niveau de l'union. Le but de l'ADPES étant de rejoindre, de « responsabiliser » le plus de personnes possibles face à leur développement et de créer un partage équitable des possibilités d'apprentissage du leadership entre les membres de l'organisation, ils ont proposé une « décentralisation », pour ne pas que...

*...les responsables soient un écran entre l'encadrement et les membres, parce que l'encadrement c'est de permettre à tout une chacune de s'épanouir au niveau de l'organisation et ça il faut que les gens nous laissent travailler pour pouvoir y arriver. (Entrevue no 26)*

Apparemment, les membres de la base étaient d'accord, elles étaient contentes. Il y a fort à parier que les dirigeantes, les « responsables » de l'UGTAD aient opposé une résistance passive durant un certain temps, car en 2000, soit trois ans plus tard, l'ADPES avait conçu un plan triennal pour poursuivre, consolider et approfondir ce processus de démocratisation. Nous verrons dans la section sur les groupes de base que dans les formes d'organisation « traditionnelles » auxquelles les femmes sont habituées, comme la tontine, le rôle de dirigeante (de mère de tontine, celle qui « dirige » la tontine) suppose des qualités et comportements qui sont très différents de ce qu'implique le rôle de

dirigeante « élue » d'une organisation démocratique. Mais outre ces différences dans le contenu des rôles, ce processus où l'ADPES impose aux dirigeantes de l'UGTAD de mettre en pratique un mode de fonctionnement basé sur le partage du pouvoir et de l'information qui révèle un aspect important de la relation de développement. C'est une relation où les objectifs et intérêts des parties en présence ne sont pas toujours convergents. Lorsque j'ai demandé aux dirigeantes de l'UGTAD quel était leur principal problème, elles m'ont répondu que c'était la commercialisation des produits. Pour les agents de développement, le principal problème était la démocratisation. Donc, même dans une relation de développement « réussie » comme celle de l'ADPES et des teinturières de l'UGTAD, il y a des zones de conflit et des stratégies de résistance vis-à-vis des visées de l'ONG, surtout qu'au fur et à mesure que le temps passe et que les dirigeantes acquièrent de plus en plus de savoir-faire, elles sont en mesure d'établir un rapport de force avec les agents de développement.

### 3.2.2 Serbatim

L'histoire « officielle » de Serbatim, c'est-à-dire celle qui figure sur son dépliant de présentation et qui est la première évoquée lorsque la question est posée, raconte qu'en 1996 un noyau original de 24 femmes associées dans une tontine ...

*... ont décidé de réunir leurs efforts pour s'entraider et participer activement à la prise en charge des besoins économiques et sociaux de leur ménage, par le biais du crédit revolving (...) Conscientes des limites de cette démarche, face à des adhésions massives, l'organisation fut érigée en GIE en février 1997 [sous le nom de] Serbatim.*

Cette description sommaire est sans aucun doute exacte, mais est loin de rendre compte de la nature du tissu socio-politique local qui est à l'origine de Serbatim. Une enquête plus approfondie a en effet révélé que les liens sociaux et les rapports d'influence qui sont à l'origine de la création de Serbatim sont complexes et multiples. D'abord, Serbatim se présente comme une organisation de femmes, mais elle compte des hommes parmi ses alliés proches. Même, le chef du quartier où se trouve le noyau fondateur (dans

le langage de Serbatim, c'est le mot cellule-mère qui est employé) est le vice-président de Serbatim encore aujourd'hui. Notons que cela n'empêche pas Serbatim d'être une organisation en majeure partie mise sur pied par des femmes, composée presque uniquement de femmes, et, en pratique, dirigée par des femmes. Pourtant, il me semble important de comprendre le processus de fondation de Serbatim, qui est très révélateur de la place des femmes dans la communauté locale et de la manière dont des stratégies locales sont mises de l'avant par un ensemble de personnes en réponse à des stimuli qui viennent à la fois de l'intérieur et de l'extérieur de ce milieu. En ce sens, il s'agit bel et bien d'une facette de la relation de développement dans laquelle s'inscrivent Serbatim et ses membres.

En 1994, quelques années avant la fondation de Serbatim, un regroupement d'artisans s'est formé dans le quartier de Bagdad à Guediawaye (qui est le quartier où Serbatim a son siège), sous l'impulsion de celui qui est considéré comme le chef de quartier, lui-même menuisier. Ce regroupement était composé d'hommes seulement, et se nommait Book Dole. Interrogé sur ses motivations, voici ce que le chef de quartier répond. Ses propos sont traduits par un interprète :

*Il vient de dire que la raison de la création de cette association est la suivante. Il a constaté que par exemple cette zone regorge de plusieurs artisans, ici. (...) Mais il a constaté que ces artisans ne sont pas très bien organisés. Dans cette zone-là, la majorité des artisans était soit ses cousins, soit ses amis, soit ses parents. En plus de ça, il a constaté qu'aussi ces artisans manquaient de moyens [financiers]. Maintenant, c'est dans cette logique qu'il a décidé de regrouper tous ces artisans pour former un seul bloc et de trouver un partenaire privilégié en vue de promouvoir leur réussite. Il voulait les organiser en une structure bien définie en vue de trouver un bailleur de fonds pour que ce dernier puisse les financer, c'était ça son objectif. (Entrevue no 6)*

Il est donc clair que l'impulsion de départ de la création de Book Dole a été donnée à partir de rapports sociaux pré-existants, organisés autour de relations de parenté et de voisinage. Ndione utilise l'expression « structures néo-lignagères » pour parler de la ré-organisation de la structure sociale des quartiers urbains par rapport à la société rurale

traditionnelle (1992 : 32). Selon Mamadou Diouf (1990, résumé puis cité dans Sarr, 1998 : 42-43),

*La société wolof répartit les individus suivant le statut de la famille à laquelle ils appartiennent, ordonne les groupes et détermine aussi leurs fonctions et leurs comportements « c'est ce qui explique que cette société est considérée comme une société de castes ». Le groupe inférieur est subdivisé en sous-castes et « cette subdivision repose sur la nature des activités professionnelles et des fonctions (...) le système de castes continue à régir les rapports sociaux. Il est important de souligner à quel point cette distribution sociale affectera l'organisation économique et les rapports sociaux de production. (Sarr, 1998 : 43)*

Ainsi, à propos du quartier dakarois de Grand Yoff, Ndione rapporte que

*Dans le quartier, la population adulte continue de vivre suivant les modèles des sociétés rurales et l'organisation sociale reflète les structures villageoises. Le chef de village est ici le délégué du quartier; il est entouré de notables (...) son rôle est très important (...) (1993 : 21).*

Dans le cas qui nous occupe, le chef du quartier, qui est aussi délégué du quartier<sup>39</sup>, a fondé Book Dole avec comme noyau de base les artisans de son « lignage urbain », composé de ses cousins, parents et amis.

Il est aussi à noter que traditionnellement, le chef de lignage assume une fonction de captation et de redistribution des ressources. Aujourd'hui les rapports sociaux de production n'obéissent plus à la logique des castes, mais les rapports d'échange sont largement tributaires de la logique antérieure et toute personne ayant un pouvoir économique suffisant pour être capable de redistribution peut acquérir ou maintenir un statut social supérieur (Sarr, 1998 : 47). Il n'est donc pas surprenant que ce soit une personne de statut social élevé comme le chef de quartier qui se charge de mettre sur pied une organisation, au départ « néo-lignagère », pour chercher à s'inscrire dans une relation de développement avec un éventuel bailleur de fonds, ce qui lui permettrait ensuite de redistribuer l'argent obtenu à l'intérieur de cette même organisation.

---

<sup>39</sup> Les délégués de quartier à la mairie sont les chefs de quartier, choisis par le maire.

Du moment que ce regroupement se fonde sur l'espoir d'une potentielle relation de développement avec un bailleur de fonds, ses modes d'organisation sont influencés par la perception qu'ont ses organisateurs de ce qui connaît du succès auprès des ONG. Les expériences qui servent de modèle sont celles qui ont été financées et qui ont connu du succès. Or, il existe déjà à Dakar, depuis le début des années 80, des associations telles que l'Association Des Artisans Sénégalaïs (ADAS). Celle-ci avait trois objectifs, et les a tous atteints : le regroupement des artisans, tous métiers confondus, dans des cellules locales; la formation; le financement (une caisse d'épargne et de crédit a été fondée par cette organisation). L'ADAS a d'ailleurs été appuyée depuis sa fondation par l'ADPES, cette même ONG qui est aussi à l'origine de l'UGTAD. Or, Book Dole s'est organisé selon un modèle qui est très semblable à celui de l'ADAS, dont les formateurs répandent d'ailleurs le modèle d'organisation.

En outre, l'idée selon laquelle les ONG sont particulièrement intéressées à appuyer les initiatives des femmes est assez répandue. Ce fait joue un rôle déterminant, puisque les femmes sont ainsi susceptibles d'être utilisées pour intéresser et « motiver » les ONG à fournir du financement. En 1994, les organisateurs de Book Dole avaient cela en tête :

*Book Dole au départ c'était une association constituée d'hommes. Il n'y avait pas de femmes. Lorsqu'ils ont fait neuf à dix mois, ils ont jugé nécessaire d'incorporer les femmes dans cette association parce qu'elles pouvaient constituer une sorte de motivation pour les bailleurs de fonds. C'est dans cette optique qu'ils ont essayé de créer Serbatim, qu'ils ont incorporé dans Book Dole. Mais Serbatim veut regrouper des femmes et beaucoup, pour les inciter à suivre les hommes. Maintenant, c'est dans cette optique qu'ils ont essayé de s'associer, de former un seul groupe pour travailler ensemble. (Entrevue no 6)*

Lorsque je lui ai demandé à cet informateur comment il avait aussi été choisi (élu à l'assemblée de fondation) pour être président de Book Dole, il a répondu que c'était d'abord sur la base du fait qu'il est entrepreneur et « qui dit entrepreneur dit, vraiment que plusieurs personnes se trouvent autour de lui ». Ensuite, que c'était parce qu'il est un homme de confiance, qui est sérieux dans ses affaires et qui n'a jamais fait de

malversations. Enfin, c'était parce qu'il est une autorité du quartier. Lorsque interrogé sur les raisons qui ont guidé le choix de la présidente de Serbatim, il a répondu

*Ce qu'ils ont fait pour élire X ... c'est parce qu'ils ont constaté que c'est une femme qui est pleine d'abnégation, de détermination et de courage et qu'elle sait parler à toutes les femmes, elle sait vraiment comprendre [les femmes] parce qu'elle a des sentiments de compassion avec les femmes et tout ça. Donc c'est dans cet esprit qu'ils ont voulu l'élire. Parce que oui, c'était une femme de confiance. (Entrevue no 6)*

Il a aussi ajouté :

*C'est-à-dire ce qui a fait que X soit présidente, c'est qu'elle jouait le rôle d'adjointe, elle traduisait fidèlement ce que ce monsieur disait, oui, elle traduisait fidèlement aux femmes (...) elle était chargée de parler avec les femmes, c'est-à-dire les persuader quoi sur les modalités des associations. (...) Elle était derrière ce monsieur qui est le président qui coordonne tout quoi. Maintenant, c'est dans cette optique que l'ensemble des femmes ont constaté que «Dabah» pouvait être devant elles, pouvait jouer le rôle de présidente. C'est ça qui soutenu sa consécration, oui. (Entrevue no 6)*

Il s'est passé trois ans entre la fondation de Book Dole et celle de Serbatim. Entre temps, en 1996, un premier noyau de 24 femmes a formé un GIE nommé «Lignar Confection», un atelier de couture et de teinture, dans le quartier de Bagdad, sur l'initiative de l'actuelle présidente de Serbatim.

*C'est moi-même qui l'avais créé, mais avec mon âge je ne voulais pas diriger les dames parce que comme elles étaient plus âgées que moi, elles étaient plus connues que moi, donc je voulais qu'elles gèrent le GIE parce qu'elles étaient présidentes de tontines, c'est pour cela que je leur avais donné l'occasion de le gérer. (...) Quand j'étais vice-présidente, tu sais en ce moment y avait les vingt-quatre membres du groupement qui étaient analphabètes, je faisais le rôle de vice-présidente et de secrétaire générale et le siège social était chez-moi, donc chaque jour je travaillais pour le groupement. (Entrevue no 1)*

Chaque membre du groupe avait cotisé 10 000 francs CFA au moment de l'adhésion, plus des cotisations subséquentes de 500 francs CFA par mois. Ces montants sont assez élevés pour le niveau de vie d'un quartier comme Bagdad, ce qui indique que les 24

membres initiales disposaient de ressources personnelles et probablement aussi d'un certain statut social. Le fait qu'elles étaient des présidentes de tontine indique aussi que ce groupe initial était composé de personnalités influentes dans le quartier. Avec ces cotisations elles ont acheté deux machines à coudre, qu'elles ont installé dans un atelier. Elles payaient une dame 15 000 francs CFA par mois pour assurer une permanence à l'atelier, et payaient aussi parfois des tailleurs. Certaines des membres confectionnaient aussi des vêtements, tandis que les autres allaient les vendre au marché hebdomadaire. On pourrait dire que Lignar Confection fonctionnait comme une entreprise collective, dont la direction était assurée collectivement par les 24 membres, lors de réunions quotidiennes.

En 1998, une rupture s'est opérée et la présidente a démissionné et a été remplacée par l'actuelle présidente de Serbatim, pourtant plus jeune que ses consoeurs, ce qui est assez inhabituel dans une société où les hiérarchies liées à l'âge sont très fortes. Ce changement de leadership amenait aussi de nouvelles tendances, de nouvelles pratiques, un passage de la tontine à de nouvelles formes d'épargne collective.

*Je savais bien qu'elles étaient analphabètes, je les voyais chaque jour se bagarrer au niveau des tontines parce que l'ancienne présidente c'est ça, c'est le but qu'elle a laissé le groupement, elle voulait chaque jour se bénéficier des tontines des femmes. Et moi je voulais [plutôt] qu'on rédige [un règlement intérieur], qu'on crée des groupements d'intérêts économiques et elle, elle ne voulait pas de son côté. C'est ça qui l'a poussée à s'énerver et à laisser. Donc elle était présidente de tontine, elle gérait deux cent femmes qui faisaient la tontine et elle en bénéficiait alors que les femmes n'en bénéficient pas. Donc, avec le groupement d'intérêts économiques, je leur ai imposé d'ouvrir un compte bancaire au niveau du Crédit Mutuel Sénégal, d'alimenter ce compte. J'ai une fois gagné un prêt mais c'était pas beaucoup, 200 000 francs au niveau du Crédit Mutuel et elles ont commencé à aller en Gambie importer les tissus et coudre, coudre et évacuer [vendre] ça. (Entrevue no 1)*

Selon la vision de cette nouvelle présidente, le « créneau » des tontines, devait faire place à d'autres pratiques, basées sur de nouvelles connaissances à acquérir :

*Moi, ce que je voulais c'était d'aider les femmes à sortir de ce créneau, à gérer personnellement leurs activités, à apprendre l'alphabétisation pour mieux gérer leurs activités, leur argent, d'ouvrir des comptes bancaires, d'épargner leur argent et réussir leur vie, c'est ça.*  
 (Entrevue no 1)

Par ailleurs, ces nouvelles pratiques, celles du GIE, devaient être basées, selon cette nouvelle vision, sur un leadership différent, plus démocratique :

*Les problèmes rencontrés c'était tout simple parce que la présidente elle pensait que le GIE, ça dépendait toujours d'elle, elle donnait des ordres. Alors que nous, on pensait que [dans] un groupement et pour les dépenses, toujours y a l'apport de la majorité. Si la majorité décide c'est tout, mais c'est pas à la présidente de décider. Donc, elle, elle voulait toujours décider, toujours, et les autres femmes n'étaient pas d'accord avec ça.* (Entrevue no 1)

Nous verrons plus en profondeur, dans la section sur les groupes de base, les différences entre le rôle de « mère de tontine » et « présidente de GIE », ainsi que les difficultés d'adaptation que pose cette transformation des rôles sociaux. Nous verrons aussi qu'en général les GIE n'ont pas remplacé les tontines, mais qu'ils se sont formés à partir du tissu social des tontines et se développent en parallèle. Avec une pointe d'ironie, j'ajouterais que si les présidentes de tontines sont parfois perçues comme tirant des bénéfices aux dépends des membres, il y a fort à parier que les banques y trouveront leur compte aussi.

À partir de ce premier noyau, donc, le nouveau GIE Serbatim a été fondé, sous les encouragements du chef du quartier et du mari de la nouvelle présidente, lui-même conseiller municipal à la ville de Guediawaye, donc lui aussi un personnage influent. L'ancienne présidente, la mère d'une tontine de 200 membres, a quitté le groupe initial en amenant avec elle trois autres des membres fondatrices de Lignar Confection, peut-être elles-mêmes mères de tontines. Cela porte à croire que la création de Serbatim a occasionné une certaine reconfiguration des rapports de pouvoir dans ce quartier et il ne fait pas de doute que les hommes influents aient joué un rôle important dans ce changement.

Une enquête beaucoup plus approfondie aurait été nécessaire pour permettre de comprendre ce que cela a signifié pour les différentes actrices impliquées. Malgré que les données de mon enquête ne me permettent pas de m'avancer très loin sur ce terrain, il me semble déjà possible de dégager certaines interprétations. Par exemple, il ne fait pas de doute que les 24 fondatrices, mères de tontines, aient été des femmes influentes dans la localité, ayant un nombre important de femmes derrière elles. Elles constituaient peut-être un contre-pouvoir vis-à-vis des hommes influents du quartier, soit le chef du quartier, le délégué du quartier (mari de la future présidente de Serbatim) et leur association d'artisans. Ce contre-pouvoir aurait notamment passé par leur capacité de mobilisation et de circulation de l'épargne locale des femmes, ainsi que par le statut et l'autorité des mères de tontines. Cherchant à augmenter leur propre pouvoir et leur capacité de redistribution, les hommes auraient fondé une association d'artisans dans le but d'avoir accès à du financement, de trouver « un bailleur ». Puisque la présence de femmes dans les organisations ou les projets constitue un critère important (réel ou perçu) pour l'obtention de financement, et que les hommes et les femmes s'organisent habituellement séparément, il fallait une nouvelle organisation féminine capable de rallier un nombre important de femmes, prête à s'allier (ou à se subordonner?) à celle des hommes. C'est ainsi qu'une nouvelle organisation fût créée autour d'un projet orienté, entre autres, vers la recherche d'une relation de développement et que l'ancienne « mère des mères de tontines » s'est vue évincée du leadership au bénéfice de l'épouse du délégué de quartier.

Cela est seulement une des interprétations possibles, qui demanderait à être validée et nuancée. C'est sur celle-ci que je vais néanmoins m'appuyer. Cette interprétation donne un sens particulier au discours de la présidente de Serbatim sur la nécessité de démocratiser le leadership de l'organisation. Car cette « démocratisation » ne concernerait alors pas seulement un plus grand partage du pouvoir et de l'information entre les femmes, mais elle constituerait aussi un discours de légitimation du déplacement du pouvoir et du leadership d'un pôle vers un autre. En outre, les nouvelles formes d'organisation et les nouvelles pratiques de gestion de l'épargne collective se distancient des formes d'organisation autonomes des femmes pour se mouler sur celles qui sont

compatibles avec le dispositif de développement. Il s'agit ici d'ouvrir des comptes de banque et d'y amasser l'épargne pour obtenir des prêts plutôt que de la faire circuler à l'intérieur de la tontine, de former un GIE officiel, donc « finançable ». Cette interprétation ne vise pas à porter un jugement moral sur ces dynamiques, mais plutôt à identifier certains des enjeux politiques de la reconfiguration des formes d'organisation locales en fonction de la relation de développement, qu'elle soit effective ou souhaitée. En outre, cette interprétation permet de voir que la relation de développement est déjà à l'œuvre, de manière indirecte, qu'elle a déjà des effets « restructurants » sur le tissu social local, même lorsqu'il n'y a pas encore, à proprement parler, d'intervention de développement menée par une ONG ou par l'État dans une localité donnée.

Suite à la fondation de Serbatim en 1998, d'autres femmes ont été mobilisées dans différents quartiers, principalement par la nouvelle présidente de Serbatim et par les présidentes des premiers groupes membres, qui sont les femmes les plus influentes dans le GIE Serbatim. Des groupes locaux (« cellules », selon le vocabulaire de Serbatim) se sont formés et se sont joints à ce projet de mobilisation, de fédération. Les réseaux de connaissances des membres ont été mis à contribution et éventuellement 40 cellules de 30 membres chacune ont adhéré en achetant des cartes de membres. Toujours grâce à ces réseaux, certaines ressources matérielles ont pu être obtenues. Un local a été installé, en face de la maison de la présidente. Trade Point Sénégal (une organisation qui fait la promotion du commerce électronique) a installé deux ordinateurs branchés à internet dans ces locaux – malgré que ce type d'appui, obtenu par des contacts politiques, ne peut répondre aux principaux besoins de femmes majoritairement analphabètes. À part quelques appuis ponctuels, Serbatim n'avait pas réussi, au moment de réaliser le terrain pour cette recherche, à trouver de ressources substantielles, à entrer dans une relation de développement soutenue et durable. Grâce en grande partie à du travail bénévole, aux cotisations des groupes membres et même à l'argent personnel de la présidente, des activités sont réalisées (formations en teinture, alphabétisation, atelier de couture pour jeunes filles, salon de coiffure, local préscolaire, etc) mais restent bien en deçà des ambitions et surtout des besoins des membres et des localités.

*Il n'y avait rien, on s'est débrouillé, y avait rien, on a pas de subventions, on a demandé partout, on a demandé au gouvernement sénégalais, on a demandé partout. (Entrevue no 1)*

La présidente décrit ainsi son travail quotidien :

*Durant la journée, je fais des recherches de financement, contacter les bailleurs de fonds et les autorités politiques et en même temps revenir au bureau, travailler sur des documents, rencontrer les femmes, les différentes présidentes de cellules. Parce qu'il y a quarante cellules à gérer et qui sont dispersées (...) on intervient dans tout le département de Pikine. (Entrevue no 1)*

Au vu de cette difficulté de trouver des ressources financières, un des projets majeurs de Serbatim était la création d'une mutuelle d'épargne et de crédit, créneau perçu comme porteur pour l'obtention de fonds et d'appui technique. Des représentants de l'ADAS sont venus collaborer avec Serbatim sur ce projet, ou plus précisément, promettre de les aider, techniquement et financièrement, à le réaliser. Ceux-ci avaient demandé une mise de fonds initiale et les groupes membres de Serbatim s'étaient cotisées pendant parfois un an pour amasser une somme extrêmement importante pour leur faible capacité d'épargne, soit 2 100 000 francs CFA au total. Une grande réunion a eu lieu avec le dirigeant de l'ADAS, qui a reçu la somme et a distribué des cartes de membres de la future mutuelle, pour ensuite... disparaître avec l'argent des cotisations.

*Oui, c'était le 18 août 99. Jusqu'à présent on a versé 2 100 000 francs, mais il nous disait qu'il allait nous chercher des financements pour monter une mutuelle d'épargne et de crédit avec ses propres moyens parce qu'il a des bailleurs de fonds Canadiens et Sénégalais et surtout Américains. On avait confiance en lui, on a versé l'argent que les femmes avaient cotisé. Jusqu'à présent, y a rien du tout (...) Je ne sais pas, parce qu'il nous a arnaquées, on a pas encore reçu notre argent et il nous a pas encore remboursées, on ne peut même plus mettre la main sur lui. Donc on est obligées de se réorganiser et c'est ça qui a mis les femmes en malaise parce que y en a qui ne veulent plus cotiser parce que elles ont déjà cotisé 7000 francs qui n'a pas de suite ni de réussite, et si tu leur dis encore de cotiser, c'est un problème. Donc, c'est ce gars là qui nous a amené un malaise. (Entrevue no 1)*

Une telle situation n'est pas unique (d'autres histoires de ce genre m'ont été racontées et sont relativement connues des femmes évoluant dans l'univers des groupements féminins) et témoigne de la position très délicate et ambiguë dans laquelle les femmes se trouvent à l'intérieur des relations de développement. D'un côté, l'intérêt que leur portent les ONG<sup>40</sup> leur donne un certain pouvoir de négociation dans leur communauté en général et avec les hommes en particulier. D'un autre côté, cela les met aussi dans une position où elles sont susceptibles de devenir la cible de violences ou d'escroqueries. Dans l'exemple qui précède, les femmes ont été dépouillées des fruits de leurs efforts de mobilisation et de canalisation de leurs maigres ressources, avant même d'avoir pu mettre sur pied leur mutuelle.

Outre ces risques, il est clair que cet incident est venu miner les relations de confiance et le fonctionnement démocratique de la fédération. Bien que la plupart des présidentes de groupements continuent à venir au siège social de Serbatim régulièrement pour entretenir les liens et s'informer de ce qui se passe, il en est certaines avec qui les liens de confiance sont fragilisés, qui sont démobilisées ou qui ont honte de convoquer des réunions dans leur propre groupement de base. Bien que les rapports entre les femmes puissent aussi s'avérer conflictuels, les alliances des groupes de femmes avec des hommes ou des organisations dirigées par des hommes est susceptible d'être une source de danger. En effet, la position dominante des hommes par rapport aux femmes semble leur assurer une certaine impunité en cas d'abus de pouvoir, de malversation ou de détournement de fonds.

Paradoxalement, l'appui et les visées d'hommes respectés et influents comme le chef du quartier ou le conseiller municipal sont à l'origine même de la création de Serbatim, à un niveau stratégique et parfois décisionnel. Ces hommes n'auraient-ils pas pu prendre action contre celui qui a disparu avec les cotisations des femmes? Une enquête beaucoup plus approfondie serait nécessaire pour déterminer quel est exactement la nature de leur rôle, l'usage qu'ils font de leur pouvoir, quelle est exactement la nature

---

<sup>40</sup> Cet intérêt est lui-même en grande partie l'effet de 30 ans de travail de la part de féministes libérales pour la prise en compte des femmes dans les processus de développement.

de l'alliance entre les dignitaires du quartier et les dirigeantes de Serbatim et quel est le niveau d'autonomie de celles-ci. Pour l'instant, ma première enquête n'a pas permis de découvrir l'existence de conflits ou d'aspects négatifs directement attribués à cette alliance. Cela pourrait bien être indicateur de son ascendant: personne dans l'entourage immédiat ne conteste ouvertement ni la présidente de Serbatim, ni le chef du quartier et ce malgré le malheur survenu lors de la tentative de création de la mutuelle. La présidente de Serbatim semble solidement soutenue, par des hommes comme par des femmes. Mais il ne fait pas de doute que la configuration des réseaux sociaux et des dynamiques d'influence dans le quartier est beaucoup plus complexe que ce que mon enquête a pu révéler.

La juxtaposition des histoires de Serbatim et de l'UGTAD permet de voir que le champ du local, et en particulier en ce qui concerne les organisations, est bel et bien un lieu de rencontre entre les idéologies, les politiques et les programmes émis par l'État international et des populations, via des ONG vouées au développement et à l'application de ces programmes. Cette rencontre exige que les populations soient organisées selon des formes compréhensibles pour l'État international, administrable. Le fait de mettre sur pied des organisations collectives de femmes potentiellement capables de s'insérer dans une relation de développement a sans aucun doute des avantages pour les femmes à toutes sortes de niveaux. Par exemple, cela peut aider individuellement les femmes à négocier un assouplissement du contrôle que leur mari exerce sur elles. Cela peut les aider à obtenir une meilleure reconnaissance de la valeur de leur travail, comme en témoigne le Grand Prix du Chef de l'État pour la promotion féminine dont l'UGTAD a été récipiendaire en 1999.

En ce sens, cette relation de développement aurait en principe le potentiel d'avoir un effet transformateur sur le régime de genre. Mais les objectifs de « conscientisation » de l'ADPES ne semblent pas tant concerner la position subordonnée des femmes dans la société ou les raisons structurelles qui créent la crise économique: on les

« responsabilise » pour qu'elles prennent en charge leur propre développement. Dans le contexte structurel actuel, cela revient à dire qu'elles accomplissent à coût très faible un ensemble de tâches de production et de reproduction qui assureront la survie de la société. En ce sens, prendre en charge son propre développement ne peut être considéré l'équivalent de prendre en charge sa propre destinée – il s'agit d'une destinée structurée d'avance, en haut lieu. Mais malgré qu'on ne puisse parler d'autodétermination, il n'en demeure pas moins que les femmes de l'UGTAD tirent des avantages de cette relation de développement, qu'elles acquièrent de nouvelles connaissances, qu'elles sont fières de leur travail, qu'elles gagnent en statut social. Elles s'approprient leur rôle dans la relation de développement et elles contribuent à la définir dans son actualisation. D'autre part, leur travail s'appuie sur des traditions auxquelles elles s'identifient : la tradition de la teinture sénégalaise, mais aussi celle du commerce fait par les femmes – car, nous l'avons vu, les femmes sont actives dans ce domaine depuis longtemps. Ce qui est nouveau, c'est que de plus en plus de femmes deviennent micro-entrepreneures et s'inscrivent ou cherchent à s'inscrire, directement ou indirectement, dans une relation de développement.

L'histoire de Serbatim, par contre, montre que les relations de développement qui s'établissent entre des ONG et certains groupes locaux ont une influence sur une foule d'autres personnes et d'autres groupes qui n'en retireront pas de bénéfices concrets. Tous les groupes qui, comme Serbatim, se mettent sur pied, se structurent, véhiculent des idées et des pratiques en fonction d'une possible relation de développement accomplissent un réel travail de restructuration du tissu social et de transformation culturelle, comme nous continuerons de le voir dans le chapitre suivant. Des milieux se réorganisent, des milliers de personnes se mobilisent pour accueillir des relations développement qui ne viendront peut-être jamais. C'est là une dimension de la relation de développement qui me semble très importante et sur laquelle je reviendrai dans le dernier chapitre de ce mémoire.

Un dernier aspect que je souhaite soulever en conclusion de ce chapitre est celui de la relation ambiguë de Serbatim avec les hommes, ou plutôt avec des représentants d'organisations masculines. Je souhaite regarder ces ambiguïtés à la lumière d'une description que Labrecque donne du patriarcat (2003). Ce dernier est un système qui,

d'une part, organise et légitime la suprématie des hommes, mais qui a d'autre part un volet paternaliste. Par exemple, au niveau des structures, les programmes sociaux peuvent être considérés comme le volet paternaliste de l'État patriarchal. En transposant cela au niveau des organisations locales, on pourrait dire que certaines ONG, tout en véhiculant (parfois malgré elles) les politiques de l'État international, offrent aux femmes une forme de protection contre les violences et les malversations. C'est une protection dont Serbatim ne bénéficie que partiellement, malgré que l'organisation se soit pourtant placée sous la protection du chef de quartier, le fondateur de Book Dole. Dans ce cas, les hommes influents du quartier semblaient jouer le rôle de médiateurs symboliques de la (future) relation de développement, un peu comme l'ADPES en est le médiateur à la fois symbolique et effectif pour l'UGTAD. Mais il semblerait que cette « protection » paternaliste et/ou symbolique n'ait pas été suffisante pour éviter aux femmes de Serbatim les ennuis qu'elles ont connu.

## CHAPITRE IV

**Économie politique des groupements féminins à Dakar**

Plusieurs dimensions de la situation des femmes dakaroises de milieux populaires en général et des femmes membres de Serbatim et de l'UGTAD en particulier ont été explorées jusqu'à maintenant, et ce dans les trois champs du social. Il reste toutefois une dimension importante à analyser, celle des relations matérielles et de certains changements culturels et identitaires dans les groupes de base. Cette dimension est importante, car elle constitue une charnière autour de laquelle s'articulent des liens entre l'économie domestique, l'économie marchande et l'univers associatif, à l'interface entre le champ du local et le champ des individus. Les informations empiriques et les éléments d'analyse qui en seront dégagés permettront de procéder, dans la deuxième partie du chapitre, à une synthèse analytique qui articulera les éléments principaux qui ont été dégagés dans les différents champs du social au cadre théorique de la reproduction sociale. Dans cet exercice final je proposerai une synthèse de certains des éléments de réponse à ma question de recherche qui ont été amenés dans les deux chapitres précédents.

**4.1 Les groupes de base****4.1.1. Liens sociaux et origine de l'initiative**

Tous les groupements de base de Serbatim et de l'UGTAD dont j'ai interviewé les membres se sont constitués à partir d'un tissu social pré-existant. Dans le chapitre III, j'ai brossé un portrait général des activités économiques et associatives des femmes dakaroises. C'est sur la base de ces groupes d'entraide, tontines, associations de classe

d'âge ou de quartier, que des groupements plus restreints se sont formés afin de travailler de manière plus précise et plus poussée à la création, à l'expansion ou à la consolidation des activités économiques individuelles des femmes. Généralement, ce ne sont pas toutes les membres de l'ancien groupe ou de l'ancien réseau qui deviennent membre du nouveau groupement. Chaque groupe a son histoire spécifique et chacun présente donc de légères variations par rapport aux autres. J'ai cependant pu identifier quelques situations types.

Les groupements auxquels il sera fait référence ici sont des groupements membres de l'UGTAD ou de Serbatim. Ceux-ci sont généralement soit des GPF, soit des GIE. Dans le cas de Serbatim, certains groupements n'ont pas d'autre statut officiel que d'être une « cellule » de Serbatim, c'est-à-dire un groupe membre. Dans tous les cas, les groupements ont un ancrage territorial : leurs membres habitent le même quartier et se côtoient dans leur vie quotidienne. Il peut cependant arriver qu'une ou quelques femmes se joignent à un groupe dans un autre quartier que celui de leur résidence, sur l'invitation d'une membre de ce groupe, soit parce qu'elles sont parentes, soit parce qu'elles sont amies. De cette manière, des réseaux sociaux, politiques ou religieux plus larges font aussi partie du tissu social à l'origine des groupements, malgré que ces réseaux plus larges jouent un plus grand rôle à l'intérieur des fédérations, donc dans les relations entre groupements et entre présidentes de groupements. Un groupement comprend en général de dix à trente membres.

La première situation type que j'ai identifié est la création d'un groupement à partir des membres d'une tontine. Dans ce cas, ce ne sera généralement qu'un certain nombre des femmes participant à la tontine qui deviendront membres du nouveau groupement. Bien entendu, le nombre de personnes participant à une tontine donnée est variable. Il peut aussi bien être de 10 que de 200. Mais dans beaucoup de cas, d'après mes entrevues et mes observations, il y aura une diminution du nombre de membres dans la formation du nouveau groupe. Par exemple, le nombre de membres d'une cellule de Serbatim est sensé, selon les statuts de l'organisme, être de trente membres. Une des présidentes de groupement me racontait qu'elle avait formé sa cellule à partir d'une

tontine de 50 femmes<sup>41</sup>. Il s'ensuit que certaines membres de la tontine ne sont jamais devenues membres de la cellule, et il y a fort à parier que parmi celles qui en sont membres le noyau le plus actif est encore plus restreint.

Il y a plusieurs raisons possibles pour ne pas joindre le nouveau groupe : certaines femmes peuvent ne pas considérer que ce nouveau groupe répondrait à leurs besoins, qu'elles n'y seraient pas à l'aise, qu'elles n'ont pas le temps, qu'elles ont d'autres stratégies possibles pour répondre à leurs besoins, etc. Elles peuvent aussi ne pas obtenir la permission de leur mari. Les entrevues laissent supposer que ce sont les veuves ou les femmes de retraitées, donc possiblement les plus démunies, qui ont ou auraient le plus besoin du groupement. Par contre, comme il faut être capable de dégager du temps pour participer au groupement et que le processus peut être long avant d'arriver à des résultats matériels concrets, les femmes qui ont les besoins les plus urgents ou qui ne peuvent partager leurs tâches domestiques avec d'autres tendent à se décourager et à quitter le groupement, ou à ne pas pouvoir s'y engager en premier lieu.

Par ailleurs, le nouveau groupement ne remplace pas la tontine. Celle-ci continue d'exister indépendamment du nouveau groupement. Dans certains cas où la principale activité concrète du nouveau groupement est la discussion et la sensibilisation (par exemple lorsque les femmes sont en attente de financement sans avoir démarré d'activités communes ou qu'elles sont encore à la recherche d'activités qui pourraient leur convenir) la frontière entre l'ancien groupe (tontine) et le nouveau peut être encore imprécise.

Les groupements se forment aussi à partir de groupes d'entraide fondés sur des relations de voisinage. Ces groupes peuvent être soit des associations de quartier, soit un groupe de femmes tenant une caisse de solidarité, soit des groupes de voisines et d'amies qui n'avaient pas nécessairement d'activités communes soutenues auparavant. Dans ce cas-ci aussi il peut y avoir diminution du nombre de personnes impliquées dans la

---

<sup>41</sup> Habituellement, la présidente du nouveau groupement jouait auparavant le rôle de « mère de tontine », qu'elle continue d'ailleurs de jouer simultanément à celui de présidente de groupement, tant que la tontine continue d'exister parallèlement. La mère de tontine joue le rôle central : c'est elle qui est chargée de recruter les membres, de vérifier leur solvabilité et de les accepter ou non au sein du groupe. C'est à elle aussi que les femmes confient leurs « problèmes », c'est-à-dire qu'elle couvre celles qui ne peuvent pas verser leur cotisation. Ce rôle exige un grand réseau social, ainsi qu'une grande discrétion.

formation du nouveau groupement – ce qui ne signifie pas, là non-plus, que celles qui ne deviennent pas membres du nouveau groupement cessent leurs activités d'entraide pré-existantes. Le nouveau groupement ne remplace pas l'ancien. Ce groupement plus restreint est perçu comme distinct et nouveau par rapport au tissu social ou associatif qui l'a fait naître, et cela est un indice que de nouveaux buts et de nouvelles identités y sont associés.

Enfin, un groupement peut avoir été formé dans le cadre d'une autre relation de développement et avoir décidé de devenir membre de Serbatim et de l'UGTAD par la suite. C'est le cas des GPF qui ont d'abord été formés dans le cadre d'une relation de développement avec l'État, sous l'impulsion des animatrices et animateurs communautaires du milieu urbain. Il peut aussi arriver qu'un groupement soit membre de plus d'une fédération (à la fois de la Fédération des GPF et de l'UGTAD, par exemple) ou soit encadré par une ONG qui n'appuie pas les autres membres de la fédération. Par exemple, un groupe membre de Serbatim avait déjà été encadré par un des programmes de l'ONG ENDA et avait modelé la plupart de ses activités internes sur les formations reçues dans ce cadre. Dans ces cas, il n'y a généralement pas eu de diminution du groupe lorsque celui-ci s'est joint à Serbatim ou à l'UGTAD. Le processus de « sélection » de quelques membres dans un environnement social plus large a probablement pu avoir lieu auparavant.

Les sources d'impulsion pour la formation de ces nouveaux groupements semblent être de deux ordres : soit qu'une ONG suscite directement la formation de groupements de base qui seront ensuite fédérés, comme ce fut le cas juste avant la fondation de l'UGTAD. Soit que des femmes particulièrement dynamiques, connues, souvent plus instruites et qui sont au fait des possibilités existant dans l'environnement prennent directement l'initiative de fonder un groupe dans leur quartier. Dans le cas de Serbatim, la présidente, une femme dynamique et connue dans plusieurs réseaux, dont des réseaux politiques, a suscité une vague d'initiative et de formation de groupes de base qui sont ensuite devenus membres de Serbatim. Dans tous les cas, il y semble y avoir présence d'une femme ou d'une organisation qui suscite la formation du groupe en

informant, sensibilisant et en convainquant des femmes qu'elle connaît : « elle les convoquait souvent en réunion, elle causait avec elles, leur faisait savoir ce qui se passe dans ce pays-là, donc pour les sensibiliser. C'est pour cela quelles ont vu de l'intérêt » (entrevue no 18). La présidente d'un groupement membre de l'UGTAD raconte la formation de son groupement :

*La présidente de la mutuelle m'a aidée à faire tout cela et elle m'a conseillé de m'occuper [d'un groupement], même si c'est dix femmes. Chaque mois [je disais à] mes femmes comme ça « on va venir adhérer à l'UGTAD », on a fait comme ça j'ai constitué [le groupement]. Je suis allée voir que quelques unes de mes voisines, on a tenu une réunion et j'ai fait venir B. Elle a assisté, elle a expliqué tout, elles ont compris. C'est comme ça, c'est partout comme ça. (Entrevue no 18)*

Souvent les présidentes de groupements sont des femmes plus avancées dans la maîtrise de leurs sources de revenus. Par exemple, elles sont souvent des commerçantes plus expérimentées et/ou des « mères de tontines »<sup>42</sup> ou encore, mais plus rarement, des travailleuses salariées du secteur formel qui ont perdu leur emploi. Elles ont souvent conscience de s'engager dans un processus où elles aident des femmes plus démunies à acquérir des habiletés et à trouver des sources de revenus.

Une particularité importante de cette dynamique est que même si ce processus d'association se construit sur la base de relations existantes, il y a toujours élargissement de ce réseau social suite à la formation du groupe et à l'adhésion à une fédération. Ainsi, et c'est un point à retenir, le groupement devient un lieu charnière, une sorte d'interface, entre le réseau social plus large d'où il est né et d'autres groupes et réseaux. La dynamique d'ensemble est orientée en grande partie par le désir de s'inscrire dans une relation de développement, jugée souhaitable. Par ailleurs, plusieurs femmes ont mentionné que le groupement venait renforcer les liens sociaux entre les membres : « avant le groupement, elles étaient des voisines elles se parlaient, elles se voyaient tout le temps. Le groupement ne fait que renforcer [cela] » (Entrevue no 16).

---

<sup>42</sup> Voir note 41

Un dernier point me semble intéressant à mentionner sur les sources d'inspiration des femmes qui fondent les groupements. Il s'agit de la circulation des idées dans l'environnement local et national. Il a déjà été mentionné au chapitre précédent que des émissions de télévision diffusaient des reportages sur les groupements de femmes, tant ruraux qu'urbains, à l'échelle nationale. Cela a semblé jouer un rôle assez important pour plusieurs femmes. Cela a aussi, dans une certaine mesure, facilité le travail de sensibilisation et d'organisation :

*C'était pas difficile parce qu'à ce moment-là à la télé y'avait toujours des émissions sur les groupements de femmes. Si elles les voyaient et qu'elles ne savaient pas comment faire pour avoir un groupement, moi j'ai eu l'idée quand même de leur dire de venir faire un groupement avec moi. Alors elles ont accepté. Parmi elles quelques-unes disaient quelquefois même « j'ai toujours voulu avoir un groupement mais je ne savais pas comment faire. »* (Entrevue no 1)

Ainsi, les modèles, les idées, les histoires et les images qui circulent dans la société sénégalaise en général ont une influence sur les rêves, les désirs et les initiatives des femmes. Mais ces idées et ces images ne sont pas nécessairement suffisantes pour susciter la formation de groupements : il faut en général l'intervention de personnes, soit de l'intérieur du milieu micro-social soit de l'extérieur (comme dans le cas d'une ONG), pour mettre en branle un processus d'organisation.

#### 4.1.2 Motivations et objectifs poursuivis par les femmes

En abordant la question des objectifs poursuivis par les femmes elles-mêmes et de leur perception des opportunités se trouvant dans leur environnement, on aborde indirectement la question de leur agencéité, c'est-à-dire de leur capacité à choisir entre différentes options et leur capacité d'influencer et de transformer leur environnement social. « La question plus importante est de savoir si l'activisme des femmes répond à leurs propres préoccupations ou à celle d'acteurs extérieurs, comme des partis politiques

ou l'État » (Lind 1997 : 1214). Dans le cas qui nous occupe, la volonté de s'inscrire dans une relation de développement est certainement un facteur majeur – étant donné que cette relation est perçue comme une des seules sources de ressources financières accessibles. Mais cela ne nous dit pas quelle est leur perception de ce qu'implique cette relation, les objectifs qu'elles cherchent à atteindre pour elles-mêmes.

Dans un premier temps les objectifs que les femmes se fixent sont reliés à leur vision des problèmes qui les touchent, et cette vision reflète leur position de genre dans la société. Nous avons déjà examiné ces questions dans le chapitre II. Cet extrait d'entrevue résume la situation quant à la vision que les femmes ont de leur rôle vis-à-vis des besoins matériels de leurs familles :

*Puisque la vie coûte cher, ce qu'on doit faire c'est d'abord essayer de prendre en charge quelques problèmes dans nos familles, que le mari ne peut pas satisfaire. Il ne peut pas prendre à 100% la famille [en charge].* (Entrevue no 15)

Mais certains modèles des rôles féminins entrent aussi en jeu dans la motivation et dans le passage à l'action :

- *C'était quoi l'intention derrière le fait de faire un groupement?*
- *Elle avait constaté que les femmes étaient fatiguées et qu'elles ne faisaient rien. Maintenant si elles unissaient leur force, par exemple ça pourra les aider à avoir quelques sous et à régler certains détails, certains problèmes.*  
(Entrevue no 17)

Dans cet extrait il y a bien sûr l'idée que le regroupement constitue une stratégie efficace pour avoir accès à des ressources. Mais ce sur quoi je veux attirer l'attention est l'expression « les femmes étaient fatiguées » et « elles ne faisaient rien ». Présenter les activités du groupement comme une alternative à « ne rien faire » revient constamment dans les entrevues et dans les conversations courantes. D'une part, cette manière de présenter les choses traduit fort probablement une volonté de ne pas se laisser submerger passivement par une situation de précarité et de pauvreté qui s'aggrave. Mais je crois qu'il faut aussi relier cette expression à un système « idéal », selon l'expression de Lecarme (1992), qui détermine l'interprétation sociale qui sera faite des comportements

des femmes dans le régime de genre sénégalais. J'ai abordé cette question dans le chapitre II, en parlant du « travail de la mère ». Les travaux de Lecarme (1992) et Lecarme-Frassy (2000) me portent à penser que deux dimensions importantes des modèles de réussite sociale des femmes dans le régime de genre sénégalais sont d'une part la soumission à l'autorité (du mari et de l'aîné(e)) et d'autre part le fait d'être travaillante. « La femme qui discute les ordres du mari, la paresseuse ou la fatiguée, celle qui veut décider elle-même de ses déplacements, sont des contre-modèles que reprenait une chanson très en vogue en 1984 » (Lecarme 1992 : 319).

Or, lorsque les femmes présentent le groupement comme une alternative à « ne rien faire », elles font appel à un modèle féminin qui est d'être travaillante, de travailler tout le temps. Si les femmes font la sieste ou se reposent après le repas du midi au plus fort de la chaleur de la journée (ce qui est un comportement généralisé), elles sont « paresseuses », « elles ne font rien » (indépendamment, semble-t-il, du fait qu'elles se sont probablement levées à cinq heures du matin ou même avant si elles sont commerçantes et qu'elles doivent aller acheter du poisson ou des légumes très tôt pour les revendre durant la journée). Il n'y a pas (ou peu) de repos légitime pour les femmes sénégalaises des classes populaires.

Par contre, le groupement est un lieu de conquête d'une plus grande autonomie pour les femmes. Pour y participer, elles négocient effectivement leurs déplacements avec leurs maris. Ainsi, on peut se demander si le modèle de « la travaillante » et celui de « la femme soumise » (qui, rappelons-le, est un symbole de réussite sociale) ne seraient pas en train de se dissocier. À l'intérieur des groupements, il se pourrait bien que la femme « qui veut décider elle-même de ses déplacements » ne soit plus un contre-modèle, mais soit au contraire en train de devenir un modèle, *à condition que celle-ci se déplace dans le but de gagner de l'argent pour nourrir ses enfants*. Si cela était effectivement le cas, cette reconfiguration symbolique et les transformations consécutives dans les identités individuelles et collectives, pourrait bien avoir des conséquences sociales et économiques appréciables. Je suis même tentée de suggérer que ce « nouveau modèle » féminin cadrerait très bien avec certains modèles véhiculés par l'État

international tel que celui de « l'actrice économique rationnelle »<sup>43</sup> (Rankin 2001) ainsi qu'avec le transfert des coûts de la reproduction aux localités, aux familles et donc aux femmes, dont il a été question au chapitre II.

Pour revenir aux objectifs que les femmes poursuivent dans la mise sur pied de groupements, mentionnons qu'entre aussi en jeu un changement dans leur manière de percevoir leurs anciennes pratiques redistributives et associatives. L'extrait suivant parle de ce que les femmes faisaient auparavant avec l'argent qu'elles retiraient de la pratique de la teinture traditionnelle et des groupements traditionnels. Les pratiques décrites sont l'économie des bénéfices tirés de la teinture, qui sont ensuite remis à l'une d'entre elles pour une cérémonie (mariage), qui ensuite devra redistribuer cet argent lors de la cérémonie et acheter des vêtements de prestige (robes, grands boubous<sup>44</sup>).

*On avait des associations de quartier, on avait aussi ce qu'on appelle les groupements traditionnels, on avait ça avant. Donc on a vu que vraiment c'était pas ça à la fin. (...) Bon on s'est rendu compte que de faire des teintures traditionnelles pour récupérer l'argent et pour te donner ça le jour de ton mariage, tu prends cet argent là, tu distribues ça par-ci par-là ou bien tu te payes des robes ou bien des grands boubous, c'était pas ça.* (Entrevue no 20)

Visiblement, ces pratiques sont vues par certaines comme de moins en moins adéquates pour faire face aux problèmes économiques et sociaux que vivent les femmes actuellement.

Un autre aspect des objectifs et motivations des femmes concerne ce qu'elles espèrent en retirer : « elles avaient comme espoir que les groupements allaient diminuer leur souffrance et c'est ça qui a fait qu'elles étaient venues en masse adhérer » (entrevue no 16). Les attentes des membres des groupes de base sont souvent de cet ordre, c'est-à-dire assez vagues, surtout au début, lorsqu'elles ne sont pas encore très informées de la tournure que prendra cette expérience. Il est clair toutefois que des expressions comme « régler quelques petits problèmes » ou « diminuer leur souffrance » sont des références à

---

<sup>43</sup> Voir chapitre II section 1.1.3

<sup>44</sup> Vêtement traditionnel prestigieux, généralement en basin, un tissu plutôt dispendieux.

l'argent : ce que les femmes espèrent tirer des groupements, au départ, c'est surtout de l'argent. Avec cet argent, elles espèrent « voyager, pour aller acheter de la marchandise et revendre » (UTA). Cela n'est pas surprenant, dans la mesure où les activités associatives auxquelles elles sont habituées tournent autour de la redistribution de l'argent. D'autre part, le commerce est depuis longtemps un domaine accessible aux femmes et c'est vers celui-ci qu'elles se tournent en premier. Dans le discours de la présidente de Serbatim, la question de l'argent acquiert une qualité particulière : « on a pas encore atteint notre but des financements, créer des opportunités, avoir beaucoup d'opportunités » (entrevue no 1). La question du financement, c'est-à-dire de la relation de développement recherchée, a comme finalité à ses yeux l'élargissement des possibilités des femmes, de leurs choix. Mais paradoxalement, on pourrait dire que l'importante mobilisation des femmes autour de ces hypothétiques prêts ou subventions montre bien la situation dans laquelle la plupart d'entre elles se trouvent : aux prises avec des besoins croissants, elles n'ont pas de possessions, pas d'assises financières, elles sont limitées aux activités « permises » aux femmes ou qui demandent peu ou pas de scolarisation, bref, elles n'ont que peu de choix.

Car malgré ces espoirs placés dans les groupements et dans une potentielle relation de développement, tous les groupements ne trouvent pas nécessairement de l'argent, même sous forme de prêts. Même sans pouvoir fournir d'ordre de grandeur précis, il est certainement raisonnable d'estimer que les groupements qui sont « financés » ne sont pas les plus nombreux. Même au sein de l'UGTAD, un nombre important de groupements (environ la moitié) est en attente soit de recevoir un premier financement, soit de recevoir une première formation en teinture.

À ce titre, la formation est un autre aspect de ce que les femmes souhaitent retirer de leurs groupements :

*L'avantage qu'on a quand on a un groupement c'est par exemple on peut se faire alphabétiser, on peut facilement avoir un prêt, on peut apprendre beaucoup de choses, par exemple ici [à l'UGTAD] on apprend de la teinture, on a fait de la couture, du tricot (Entrevue no 18)*

Les femmes ont aussi besoin de meilleures possibilités techniques pour transformer en sources de revenus les connaissances et habiletés qu'elles ont déjà :

*Les femmes (...) veulent travailler mais elles n'ont pas de moyens. C'est ça le problème. c'est cette situation qui a favorisé par exemple l'installation de la cellule, parce que beaucoup de femmes avaient un métier : soit elles pouvaient coudre ou bien faire la teinture ou bien la poterie, mais elles restaient chez elles (Entrevue no 4)*

Dans ces cas, elles auront besoin de moyens de production (capital de départ, matériaux, espace de travail, outils) et d'accéder à des réseaux de commercialisation, ce qui peut être très difficile, même dans le secteur informel, « où s'est développée une concurrence féroce pour les places » (Tsikata, Kerr et al 2000).

Pour certains groupements de base, un des buts principaux est de développer ou maintenir une activité d'utilité sociale plus large, généralement destinée à la formation des jeunes : éducation pré-scolaire ou formation technique pour jeunes filles, tels des centres d'apprentissage de la couture ou de la coiffure. Dans ces cas, les femmes essaient par tous les moyens de créer et de maintenir des petites classes de fortune pour un grand nombre d'enfants et de jeunes qui n'ont pas d'autre endroit où recevoir une éducation de nature scolaire. J'ai rencontré au moins trois groupements membres de Serbatim dont la formation des jeunes était une préoccupation principale ou centrale, dont deux qui avaient effectivement mis sur pied de telles ressources, mais avec un manque chronique de moyens matériels et une main d'œuvre pratiquement bénévole.

#### 4.1.3 Activités des groupes de base

Comme il a déjà été mentionné, les groupes de base servent essentiellement à venir en appui aux activités individuelles des femmes. Et à l'intérieur des groupements, le degré d'expérience de travail varie d'une femme à l'autre. Certaines femmes sont déjà des commerçantes « établies », surtout des présidentes de groupements : « Je travaille,

oui, je travaille, je fais des teintures et j'envoie ça là-bas en France. On va vendre ça pour moi et on m'envoie mon argent. C'est personnel,...) c'est en dehors de la cellule » (entrevue no 3). Dans le cas de l'extrait qui vient d'être cité, il faut mentionner que même celles qui font à l'occasion ce type d'import-export informel mènent aussi d'autres activités de front, car une seule activité ne permettrait pas, bien souvent, d'acquérir des revenus suffisants. Ainsi, celle qui vient d'être citée tient aussi une petite boutique où elle vend des boissons fraîches, des appels téléphoniques, ainsi que quelques autres articles et denrées. Pour la plupart des femmes, toutefois, les activités sont plus petites et moins profitables : couture, teinture, coiffure, petit commerce d'aliments ou de friperie, etc. Dans ces cas le principal rôle du groupement est d'aider les femmes à trouver des moyens d'augmenter l'ampleur de leurs activités et le revenu qu'elles en tirent. Celles qui font du petit commerce voudraient bien pouvoir faire un commerce qui rapporte plus, sur de plus grandes distances. Pour cela, elles cherchent à amasser collectivement des sommes d'argent qu'elles pourront investir dans leurs activités individuelles. Les femmes ayant le plus d'expérience de travail partagent leurs connaissances avec les autres et les activités de discussion, d'échange d'idées et de recherche collective de solutions prennent beaucoup de place dans la vie de certains groupements. La stratégie qui suscite le plus d'espoir est, comme nous l'avons vu, la recherche d'une ONG, d'un « bailleur de fonds ».

Dans le cas de l'UGTAD, l'appui de l'ADPES a permis de faire en sorte qu'un bon nombre de groupes de base aient pu recevoir de la formation ainsi que des prêts, soit de l'ADPES même (au début) ou de la mutuelle d'épargne et de crédit (par la suite). Ainsi dans ces groupements les femmes font du commerce et de la teinture de tissus, parfois individuellement, et parfois en groupe. Lorsqu'elles font un emprunt collectif, elles se le partagent entre elles, soit en parts égales, soit sous forme de prêts tournants, et elles remettent l'argent en commun au moment de rembourser.

Mais que se passe-t-il dans les groupements en l'absence de prêts ou de subventions venant de l'extérieur?

*La majeure partie des femmes, chacune d'entre elles avait un petit commerce, avait un boulot quoi, avait un petit commerce à faire. Maintenant il se trouve que, en allant au GIE, elles espéraient trouver à moyen et long terme quelque chose qui leur permettrait de développer leur commerce. C'est ça mais tel n'est pas le cas quoi, tel n'est pas le cas. Elles n'ont pas trouvé assez d'argent pour pouvoir améliorer leur sort. Parce que bon elles voient que, la majeure partie des femmes ici dans le quartier bon y en a qui font de la teinture, d'autres qui font de la couture, y en a même qui font de l'import-export, qui vont aller essayer d'acheter des produits ou bien qui vont essayer pour vendre des produits. Bon, elles, elles n'ont pas ces moyens là. Donc elles préfèrent rester ici dans le quartier, trouver les moyens nécessaires et essayer de travailler ici.*  
 (Entrevue no 7)

Celles « qui n'ont pas ces moyens-là » vont donc tout simplement continuer de participer à des tontines ou de mener des activités collectives dans leurs groupements pour tenter d'amasser de petites sommes qu'elles pourront se prêter entre elles en cas de besoin. C'est ce qui se passe aussi lorsque les groupements membres de l'UGTAD sont en attente de pouvoir emprunter. Malgré que chaque groupement semble trouver ses modes de fonctionnement propres, j'ai pu distinguer quatre types d'activités collectives menées par les groupements : la production en groupe destinée à la vente ou à l'auto-consommation (le plus souvent la teinture de tissus), les achats collectifs destinés à la vente ou à l'auto-consommation.

La production en groupe pour la vente peut impliquer les étapes suivantes : le groupement reçoit une commande d'une commerçante ou de sa fédération; les membres se cotisent pour amasser une petite somme, qui est utilisée pour l'achat d'intrants (tissus, teintures chimiques). Ensuite le travail de teinturerie est fait en commun. Puis, la commande est livrée et le revenu collectif est encaissé et redistribué aux membres par le groupement. Chacune peut ainsi récupérer sa cotisation de départ (qu'elle avait peut-être empruntée à des parents ou amis) et le groupement décide de ce qui est fait avec les bénéfices. S'il n'y avait pas de commande au départ, alors les membres du groupe essaieront chacune de leur côté d'écouler une partie des tissus produits (souvent elles les vendront à crédit) et les bénéfices seront mis en commun et repartagés à la fin de

l'opération. Si les membres du groupement n'ont pas la capacité de vendre de marchandises à l'extérieur du groupe, alors elles produiront de petites quantités destinées à l'auto-consommation, ce qui leur permettra de ne pas perdre la main tout en réalisant de petites économies sur leurs achats de vêtements.

Les achats de groupe pour la vente sont aussi une pratique courante. Si les femmes réussissent à mettre en commun une somme suffisante, elles achèteront des marchandises au prix du gros (denrées alimentaires ou ustensiles de cuisine ou articles pour la maison, la plupart du temps) et les revendront dans leur quartier ou dans des marchés hebdomadaires. Si la somme n'est pas suffisante, alors elles achèteront des denrées alimentaires comme du thé, du sucre ou du riz, et se le revendent entre elles au prix du détail. Le petit bénéfice qu'elles en tirent (qui est en réalité une économie sur la consommation des ménages qu'elles mettent en commun) sert alors à alimenter la petite caisse du groupement. Ces activités se situent aux frontières de l'économie domestique et de l'économie marchande en ce sens que les femmes mettent en commun leur pouvoir d'achat pour réaliser des économies, qui seront éventuellement investies dans des activités génératrices de revenus qui sont elles aussi très proches des activités domestiques, à la fois du point de vue de l'espace (elles mènent ces activités proches de leur maison) et dans la nature des tâches qui y sont associées : transformation et vente de produits alimentaires (vente de beignets, d'arachides grillées), couture, coiffure, etc.

Il est possible d'interpréter cela sous au moins deux angles. D'un côté il est possible de voir cela comme le résultat du fait que les femmes sont plus ou moins confinées par les rapports sociaux de sexe et le régime de genre à faire gratuitement du travail domestique complémenté de travail faiblement rémunéré associé de près au travail gratuit. Mais il serait aussi possible de suggérer que graduellement, les femmes cherchent à passer d'activités reliées à une économie domestique axée sur la consommation à des activités d'accumulation, de commerce et de production de biens de première nécessité.

En outre, règle générale, tous les groupements ont un système de cotisation régulier qui peut être de l'ordre de 500 ou 1000 francs CFA par mois<sup>45</sup>. La production en groupe, les achats de groupe et les cotisations renforcent la solidarité et permettent la constitution d'une petite épargne qui autrement ne serait pas possible et qui peut éventuellement servir de garantie pour obtenir un prêt. Évidemment, celles qui ne peuvent pas même cotiser 500 francs par mois ne peuvent pas prendre part à ce type d'activités collectives. En outre, pour fournir les cotisations régulières au groupement ou encore des cotisations ponctuelles pour des achats collectifs, les femmes peuvent mobiliser non seulement leurs ressources personnelles, mais aussi celles de d'autres membres de la maisonnée tels que leurs enfants qui travaillent ou d'autres parent-e-s ou ami-e-s proches. Je n'ai pas de données précises sur les dynamiques à l'intérieur des maisonnées, mais des membres de Serbatim m'ont mentionné que pour chaque femme membre d'un groupement, il y a souvent tout un ensemble d'autres femmes qui peuvent participer à amasser le montant des cotisations. Et ces personnes bénéficieront éventuellement des revenus générés par les activités individuelles et collectives des femmes membres des groupements. Une présidente de groupement estime ainsi que le nombre de personnes qui participent au réseau de mobilisation des ressources de chaque cellule de Serbatim se chiffre dans les centaines :

*Chaque mère s'occupe de 25-28 personnes, donc si tu fais l'addition de tout cela, ça va aller vers les centaines de personnes. Donc, ces plus de centaines de personnes c'est toi qui encadre, c'est vers toi qu'elles cotisent pour que tu ailles verser cela [à Serbatim] et si tu leur donne cet argent-là, si elles vont vendre et si elles s'occupent de leurs activités, après elles vont pouvoir participer aux cotisations.*

(Entrevue no 15)

Ainsi, les activités des groupements s'insèrent dans une multiplicité de liens sociaux (familiaux, de proximité et associatifs) qui constituent les bases en fonction desquelles leurs multiples tâches et activités quotidiennes s'organisent. J'ai mentionné, à

---

<sup>45</sup> 500 francs CFA équivaut à environ un dollar canadien.

l'intérieur de cette section et à quelques reprises, que les femmes des groupements ont à certains moments des activités collectives et à d'autres elles se partagent les ressources accumulées collectivement pour mener leurs activités individuelles. Il y a ainsi une alternance et une complémentarité des pratiques collectives et individuelles dans le groupement. Cette analyse sur les réseaux que les femmes mobilisent *à l'extérieur du groupement* pour amasser l'argent des cotisations à verser *au groupement* suggère à mon avis que même le geste *individuel* d'apporter sa cotisation peut avoir une dimension collective *mais dans un autre espace micro-social* que celui du groupement. Ces dynamiques valent aussi sans aucun doute pour les tontines ou pour toutes les formes associatives où il y a un système de cotisation des membres. Mais les groupements ont ceci de particulier qu'ils cherchent à entrer en relation avec le dispositif de développement et qu'ils ne sont pas seulement des lieux de redistribution mais aussi des lieux d'accumulation (si petite soit-elle) et de production de biens et services. Au niveau du tissu social local, les membres des groupements font la jonction entre l'univers social qui gravite autour de la maisonnée et de la parenté des membres et le tissu associatif plus large du groupement et éventuellement de la fédération dont ce groupement fait partie. En somme, les femmes des groupements font non seulement la jonction entre l'économie domestique et l'économie marchande « informelle » au niveau des activités productives, mais aussi au niveau de la mobilisation et de la circulation des ressources monétaires. Toutefois, il est important de mentionner que si le substrat social de cette économie gérée par les femmes est très riche, les masses monétaires qui y circulent sont sans aucun doute très faibles comparées à celles qui circulent dans le secteur formel, comme en témoigne le faible niveau de vie des populations qui en tirent leur principale source de subsistance.

Mes données sur les utilisatrices du crédit offert par la Mutuelle d'épargne et de crédit mise sur pied par l'UGTAD et l'ADPES ne sont malheureusement pas assez fines pour voir en quoi cette structure plus « formelle » pourrait modifier la structure de cette mobilisation et de cette circulation de la monnaie autour des activités des groupements. Mais l'ensemble des données semble confirmer que le (micro) crédit « formel » n'est qu'un outil parmi d'autres pour les femmes, ou plutôt que son utilisation s'insère dans

des processus économiques profondément enracinés dans le tissu social et dans les modalités de circulation des ressources à l'intérieur de celui-ci. Même si les femmes expriment leurs besoins en termes d'argent, leurs finalités débordent largement le cadre étroit de la logique comptable du crédit et des taux de remboursement, qui sert si bien les institutions économiques dominantes. Pourtant, la viabilité financière de la mutuelle d'épargne et de crédit, qui repose en grande partie sur cette logique comptable étroite, devra tôt ou tard devenir une priorité pour l'UGTAD. Et malgré que la mutuelle soit régie par l'assemblée générale de ses membres et soit libre de modifier ses règlements intérieurs, elle ne pourra pas se soustraire complètement au paradigme de la viabilité financière duquel il a été question dans le chapitre II.

#### **4.1.4 Principaux problèmes internes des groupes de base**

Dans les sections précédentes il a été question des liens sociaux et des initiatives des femmes des groupements, de leurs objectifs, de leurs activités, de leur rôle dans le tissu socio-économique local. Mais la compréhension des groupements de base resterait incomplète et faussée sans aborder la question des difficultés rencontrées et des problèmes vécus. Dans les pages qui suivent il sera question principalement du maintien de la mobilisation et des relations et rôles à l'intérieur du groupement. Ces éléments devraient nous renseigner sur certaines dynamiques d'impulsion du changement mais aussi de résistance à certains aspects de celui-ci.

Outre les difficultés rencontrées directement dans la recherche de « bailleurs de fonds », le principal problème que rencontrent les groupements est celui du maintien de la mobilisation. Ce sont principalement les présidentes de groupement, en fait, qui ont vécu ou vivent des difficultés à maintenir le niveau de mobilisation et de participation à l'intérieur de leur groupement. Les membres « se découragent », « sont difficiles à réunir », « il est très difficile de leur expliquer », les présidentes des groupements, qui en sont les organisatrices, « ont de la difficulté à se faire comprendre ». Des présidentes de groupement membres de l'UGTAD racontent que la mise sur pied de l'UGTAD et de la

mutuelle a été un travail énorme et qu'elles ne recevaient aucune compensation pour leur travail. Un grand nombre de femmes ont abandonné en cours de route. Mais maintenant que l'UGTAD a reçu le Grand Prix du Chef de l'État (en 1999)<sup>46</sup> et que la Mutuelle fonctionne, certaines d'entre elles sont revenues se joindre à l'organisation. D'autres ne sont pas revenues « par fierté ».

Qu'est-ce qui produit ces difficultés? La première cause que les présidentes de groupement à qui j'ai parlé leur attribuent, c'est le découragement dû à l'attente de financement. À chaque fois qu'une réunion est convoquée, les membres se présentent dans l'espoir d'obtenir de l'argent. À force d'être déçues, elles finissent par se décourager. L'analyse que je fais de ce problème se base en partie sur une comparaison avec les pratiques qui ont cours dans les tontines, et auxquelles les femmes sont habituées.

D'une part, l'objectif premier du nouveau groupement est l'espoir de trouver un « financement » extérieur, par contraste, dans une tontine, il n'y a pas d'autre apport que celui des cotisations des membres. Souvent, dans les groupements, les cotisations des membres sont épargnées dans le but d'accumuler peu à peu une garantie pour un éventuel prêt. Alors il peut arriver que pendant des mois les membres cotisent sans voir aucun résultat concret et finissent par se décourager. Dans une tontine, à chaque réunion l'épargne de toutes les membres est remise en circulation, elle est remise à une des membres qui pourra l'utiliser. La réunion durant laquelle se fait cette transaction, le « tour », est aussi l'occasion d'une fête. Chaque membre de la tontine sait quand elle recevra son argent, puisque les noms et les dates sont la plupart du temps décidées d'avance. Dans les groupements, il n'y a souvent ni prévisibilité, ni certitude, ni remise d'argent lors des réunions – et peut-être même n'y a-t-il pas de fête? Il faut dire aussi qu'un groupement comporte un plus petit nombre de membres, ce qui fait qu'on ne peut mobiliser des sommes aussi importantes que dans les tontines qui en comportent beaucoup. Or, les modes d'organisation des tontines sont très bien intégrés dans les

---

<sup>46</sup> Voir chapitre II section 3.2.1

habitudes et malgré qu'une des forces du groupement est d'être issu de liens sociaux pré-existants, il peut être difficile de passer à d'autres manières de fonctionner, surtout si les résultats demeurent très incertains. En outre, les femmes ont aussi d'autres choses à faire, elles n'ont pas tout leur temps. Et elles hésitent parfois à investir leurs maigres ressources dans une entreprise qui n'est pas assurée de donner des résultats. Si elles voient d'autres femmes qui ont « réussi », alors elles chercheront à les imiter – mais peuvent abandonner en cours de route pour toutes les raisons qui précèdent. Certains groupements développent leurs propres méthodes d'accumulation « en attendant », comme la production collective ou les achats collectifs pour la vente, dont il a déjà été question.

D'autre part, il y a parfois des difficultés de communication entre les membres du groupe et la présidente. Dans la dynamique du groupe, les membres ont souvent tendance à laisser la présidente faire les démarches pour trouver du financement. Ainsi, cette dernière, souvent plus instruite, apprend beaucoup plus que les autres sur les ONG, sur leur langage et leur logique, sur la difficulté d'avoir accès à des ressources, sur les multiples contraintes que cela suppose. Apparemment, dans certains groupements, cette expérience est difficile à restituer aux membres, qui interprètent les comportements ou l'absence de résultats de toutes sortes de manières. Les présidentes peuvent être l'objet de surveillance ou de ragots (on observe les vêtements et les bijoux qu'elle porte pour voir si elle n'a pas « bouffé » l'argent du groupement, par exemple).

J'identifie dans cette situation deux dynamiques principales. La première est que les membres des groupements ne savent souvent presque rien du monde des ONG et de la provenance éventuelle des financements espérés. Elles ne sont pas non plus très au courant des exigences que peuvent éventuellement avoir ces organisations en contrepartie de leur financement (objectifs socio-sanitaires, exigences de résultats ou de participation à d'autres activités, documents à lire ou même à produire, contraintes par rapport aux objectifs précis des programmes, modes de remboursement, etc). Souvent, même les présidentes de groupement n'en savent pas beaucoup non plus et elles s'en remettent aux dirigeantes de la fédération dont elles font partie. Ainsi, les perceptions des situations qu'ont les membres peuvent s'éloigner graduellement de celles qu'ont les présidentes.

Conséquemment, l'enthousiasme peut diminuer au fur et à mesure que le temps passe et que la recherche ne porte pas fruit.

La deuxième dynamique que j'identifie à l'intérieur de ce problème de « communication » est la question du contenu des rôles dans les groupements et dans les tontines. La mère de tontine a un rôle bien spécifique : gérer le membership de la tontine et la perception des cotisations. Cela exige que la relation de confiance soit très bonne entre la mère de tontine et les membres et cette confiance est en grande partie basée sur la discréetion. En effet, la mère de tontine doit couvrir temporairement pour celles des membres qui n'a pas pu cotiser (ce rôle exige aussi de disposer de ressources pour régler ce genre de problème). Ainsi, elle devient en quelque sorte la détentrice des confidences des membres et on s'attend d'elle à ce qu'elle soit discrète. En outre, dans la tontine, la participation des membres consiste à se présenter aux tours, cotiser et recevoir de l'argent le temps venu. Dans un groupement, on s'attend plutôt, dans une logique d'animation communautaire et de participation démocratique qui provient du monde du développement, à ce que les membres apprennent, participent, émettent des opinions, et à ce que la présidente partage l'information et le pouvoir. Or, ce ne sont pas toujours ces comportements qui sont adoptés et le décalage entre les attentes des unes et des autres par rapport à la gestion des affaires, de l'information ou du pouvoir peut mener à des insatisfactions qui ne seront pas nécessairement clairement exprimées.

Par contre, lorsque les rapports entre les membres sont harmonieux, cela devient une des premières sources de satisfaction de la plupart des femmes qui ont participé à mon étude. Même à l'UGTAD, où il y aurait plus de sources de satisfactions concrètes reliées aux objectifs économiques qu'à Serbatim (même si ni l'UGTAD ni la mutuelle ne sont en mesure de répondre aux besoins de tous leurs membres), c'est la bonne entente entre les femmes, le sentiment d'unité et de solidarité qui étaient mentionnés comme première source de satisfaction, souvent ex aequo avec le sentiment d'apprendre et de devenir plus compétente.

En somme, on pourrait dire que les changements dans les pratiques suscitent parfois de l'enthousiasme et parfois de la résistance, surtout quand les bénéfices qui

résulteront du changement ne sont ni clairs ni certains et qu'il semble y avoir une part de risque. Le rôle que les présidentes de groupement se donnent est souvent de vaincre les résistances au changement, de donner confiance aux membres dans les nouvelles manières de faire. Par exemple, à Serbatim, les présidentes de groupement ont tout un discours sur « il ne faut pas avoir peur des *banques* », « il ne faut pas avoir peur d'emprunter », « nous sommes des femmes courageuses et nous pourrons rembourser ». Dans un des groupements, les femmes ont dit « être prêtes à évoluer et à s'attendre à des changements avec le temps » (Entrevue no 8).

#### 4.1.5 L'identité liée au fait de travailler

Comme nous commençons à l'entrevoir au fil de cette analyse, la restructuration économique globale et la restructuration de la vie quotidienne qu'elle entraîne produisent des changements importants dans la vie des personnes et des communautés. En ce qui concerne les femmes, leurs rôles, ou à tout le moins les activités qu'elles doivent mener pour remplir leurs rôles, sont en transformation. Si dans la section précédente il a été question des rôles et des attentes sociales dans les groupements, dans celle-ci il sera question des changements identitaires liés au fait de travailler pour un revenu de subsistance au sein de la maisonnée, et non plus pour un revenu d'appoint seulement.

Les femmes sont depuis longtemps présentes dans le commerce au Sénégal. Ce qui est nouveau depuis les années 1980, c'est que de plus en plus de femmes cherchent à s'y intégrer, étant dans la nécessité de trouver des revenus beaucoup plus substantiels. Le commerce ou la micro-entreprise informelle est l'option qui s'impose, puisque les emplois dans le secteur formel (auquel les femmes ont peu accès de toute façon, et pour lequel la majorité des femmes ne sont pas assez instruites (Sow 1987) ont en grande partie disparu. Les attitudes négatives ou méprisantes vis-à-vis des femmes qui travaillent à l'extérieur du foyer, probablement liées au modèle féminin de réussite sociale qui consiste à être une femme soumise à son mari et confinée à l'univers domestique (Lecarme 1992), prennent moins de place et déterminent moins les comportements des

femmes. Même, il semblerait que le contre-modèle se transforme graduellement en modèle :

*J'ai commencé ce travail-là ça fait longtemps, mais maintenant toutes les femmes sont impliquées dans le commerce, même celles qui ne vendaient pas, même celles qui avaient un certain mépris pour [celles qui le faisaient]. Maintenant, toutes cherchent à vraiment s'impliquer dans ces genres d'activités. Même celles qui restent chez elles sans rien faire ont tellement jalouse ces femmes là qu'elles sont venues les retrouver dans les activités. (Entrevue no 15)*

Même, les femmes qui ont intégré les groupements sont reconnaissantes envers celles et ceux qui les ont encouragées à « aller travailler » :

*Maintenant, D., on ne peut pas vraiment lui payer tout ce qu'elle a fait pour nous avec le vieux G. parce que nous, on était restées sans rien faire, cette inaction là nous pesait. Y a de nos semblables qui allaient et qui revenaient. En ce moment là, ils sont venus nous dire : «levez-vous et allez travailler», c'est pour cela que nous devons la remercier infiniment. (Entrevue no 15)*

Dans ce contexte, « on était restées sans rien faire » semble faire appel, comme il a été mentionné plus tôt, au contre-modèle de « la paresseuse » pour activer l'idéal de la femme travaillante, mais évoque aussi le confinement à l'univers domestique. L'injonction « levez-vous et allez travailler », prononcée par des leaders de la localité, rompt avec les anciens modèles. Dans ce qui est proposé par les groupements, le mot « travail » n'est pas un terme général. Au contraire, il est associé à une forme d'activité très spécifique : il s'agit de la micro-entreprise, du travail « indépendant » où chacune doit trouver du capital de départ, réaliser un investissement et en tirer des bénéfices. D'autres formes de travail perdent leur légitimité :

*Moi je suis une griotte, mais je suis une griotte qui ne chante pas les louanges des gens, moi c'est le travail qui me donne tout ce que je gagne parce que tout ce que je travaille ça m'appartient. Une bonne personne doit se serrer les reins pour pouvoir travailler parce que faire du griotisme c'est pas vraiment du travail. (Entrevue no 15)*

Il faut dire que le griotisme est hérité de l'organisation sociale traditionnelle et que sa disparition graduelle est sans doute due à un ensemble de transformations sociales qui dépassent ce dont il est question ici. Ce sur quoi je veux attirer l'attention dans cette citation, c'est l'idée que c'est le « travail » qui légitime les personnes et les possessions personnelles. Les deux dernières citations se situent à un niveau de considération symbolique, presque abstrait, où le « travail » des femmes est valorisé. Pourtant, la réalité concrète qui est vécue par les femmes au quotidien, dans la tentative de « se joindre aux activités » pour gagner de quoi « s'occuper de la famille » est loin d'être vécue comme une solution idéale :

*Donc, on fait tout, on s'efforce et si on nous prête de l'argent, on court derrière pour pouvoir rembourser par la suite. Donc, on se met à faire du marchandage un peu partout pour pouvoir avoir vraiment de la nourriture pour notre famille, nos petits-enfants. Nous sommes vraiment fatiguées, mais quand même on a du courage et aussi on a l'honneur avec nous. Maintenant, on veut vraiment le développement et on attend vraiment des gens qui nous aident pour nous développer. (Entrevue no 15)*

Dans ce contexte difficile de lutte quotidienne pour la survie alimentaire, le « développement » est évoqué comme une solution relativement vague et abstraite, une aide quelconque devant venir de l'extérieur. Une partie du prestige et de la crédibilité des fédérations de groupements vient des liens qu'elles sont capables de tisser et d'entretenir avec des organisations capables d'obtenir des fonds et de l'aide provenant de l'extérieur du pays. Mais les organisatrices, les dirigeantes et les présidentes de ces fédérations qui n'arrivent pas à établir ces liens et qui cherchent des solutions, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays et de leurs localités, se heurtent à des difficultés très grandes :

- *Quelle vision avez-vous des moyens à prendre pour faire en sorte que la situation des femmes s'améliore?*
- *Pas encore, maintenant je ne sais pas comment faire parce qu'on se débrouille, y a la technique, y a le temps, y a les moyens qui manquent.*  
(entrevue no 1)

Face à la situation dans laquelle elles se trouvent, les femmes dakaroises des milieux populaires semblent éprouver beaucoup de désarroi. Mais elles font aussi preuve de beaucoup d'initiative et de créativité et s'engagent dans des processus de transformation identitaire qui rend leurs nouvelles activités individuelles et leurs nouvelles pratiques collectives non seulement acceptables, mais souhaitables aux yeux de la société.

Dans l'ensemble, on pourrait retenir de ce tour d'horizon de l'origine, des objectifs, des pratiques et difficultés internes des groupements que même si les femmes trouvent de la satisfaction dans leur solidarité, elles n'entrent pas moins dans ces groupements par nécessité. Ces groupements représentent aussi des sources de travail supplémentaires qui ne donnent pas nécessairement les résultats escomptés. Dans la première section, nous avons vu qu'un petit nombre seulement de femmes d'un milieu social ou associatif donné s'engageait dans cette aventure des groupements. La sélection qui s'opère a certainement de multiples dimensions que je n'ai pas pu toutes explorer. Mais il ressort assez clairement de cette section, ainsi que de la deuxième partie du chapitre deux, que la participation de quelques-unes dépend de leur capacité de se libérer de leurs contraintes, et notamment en se déchargeant de certaines tâches sur d'autres femmes. L'analyse des activités que mènent les groupes a été quant à elle l'occasion de constater que les femmes membres des groupements se situent en quelque sorte dans une zone charnière entre l'économie domestique et l'économie marchande, en plus d'être celles par qui se construit le lien entre l'épargne des ménagères et de la parenté et les systèmes d'épargne-crédit mis en place au sein des associations.

Ainsi, de multiples relations matérielles s'articulent entre les femmes qui participent aux groupements et celles qui n'y participent pas, que ce soit sous l'aspect de la force de travail non-payée ou sous l'aspect de la circulation des ressources monétaires. La section sur les objectifs que les femmes poursuivent dans les groupements a été pour sa part l'occasion de constater encore une fois le degré de nécessité matérielle qui pousse

les femmes à tenter l'aventure des groupements, et d'autre part que ces nouvelles pratiques contribuent à reconfigurer certains modèles féminins et certaines dimensions de l'identité collective et des rôles des femmes dans la société. À l'intérieur des groupements aussi les rôles des femmes se modifient sous l'effet de la relation de développement, qui est relayée dans les groupements de base par les présidentes et les leaders des fédérations.

#### **4.2 Genre, développement, globalisation et reproduction sociale**

Dans les différentes parties de ce texte, j'ai analysé un certain nombre d'éléments matériels et idéologiques reliés à la situation des femmes de Serbatim et de l'UGTAD dans chacun des champs du social. Dans cette section, je reprendrai certains des éléments de réponse à la question de recherche qui ont été amenés tout au long de ce texte dans un exercice de synthèse, afin d'amener des éléments de discussion en lien avec les principaux concepts du cadre d'analyse adopté. Je rappelle ici cette question :

Comment les relations de développement particulières dans lesquelles s'insèrent les femmes de Serbatim et de l'UGTAD contribuent-elles à modifier la position des femmes dans la structure de la reproduction sociale?

Pour répondre à cette question je vais tenter de montrer que la conjonction d'un ensemble de facteurs matériels et idéels en provenance des différents champs du social contribue à la formation d'une nouvelle classe sociale genrée, composée principalement de femmes des milieux populaires. Ensuite, je tenterai de montrer que la relation de développement consiste en grande partie en l'insertion des membres de cette classe dans une relation capital-travail spécifique. Cette démonstration s'appuiera sur les données recueillies auprès des femmes dakaroises membres de Serbatim et de l'UGTAD, qui ont été présentées dans les différents chapitres de ce mémoire. Je conclurai en articulant ces deux arguments principaux dans le cadre du concept de relation sociale proposé par Narotzky.

#### 4.2.1 Une classe sociale genrée?

J'ouvre cette section en rappelant la définition que Narotzky propose des relations de classe qui sont au cœur du capitalisme (*core capitalist relations*). Pour Narotzky, les classes sociales capitalistes se définissent par :

*« (...) le degré de nécessité qui pousse les gens à entrer dans des relations capital/travail spécifiques pour gagner leur vie et par le degré de choix qu'ils ont entre différentes formes alternatives de relations capital/travail ou d'autres stratégies de subsistance »* (1997 : 218)

Je me servirai maintenant de cette définition pour identifier les éléments de la sphère de la reproduction (ce que les gens font pour gagner leur vie et la manière dont ils et elles comprennent leurs actions) dans les champs du local et du quotidien qui contribueraient à forcer une certaine catégorie de femmes à entrer dans une relation capital/travail spécifique. Il s'agira d'abord de voir en quoi les données et analyses présentées dans les différents chapitres nous renseignent sur le degré de nécessité et le degré de choix alternatifs qu'ont les femmes d'entreprendre les activités économiques dont il a été question. Ensuite je m'attarderai sur la question du genre en essayant de montrer quelles sont les dimensions de l'ordre mondial de genre et du régime de genre sénégalais, ainsi que les éléments identitaires, qui entrent en jeu dans la formation de cette classe sociale.

Tout d'abord, rappelons qu'une grande partie des changements dans les conditions de vie de la population Sénégalaise est directement attribuable aux politiques d'ajustement structurel imposées par l'État international, au bénéfice du capital financier et dans le but de favoriser le remboursement de la dette extérieure du pays. Les deux principales conséquences de l'ajustement structurel que je retiendrai d'abord pour fins d'analyse sont la hausse du taux de chômage masculin en milieu urbain, pour ce qui est des emplois du secteur « formel » et la hausse du coût de la vie et des denrées de base. Car c'est principalement ces deux situations que les femmes identifient comme étant à la base de leurs problèmes de survie quotidienne.

Dans les chapitres précédents il a été expliqué que bien que les femmes aient toujours joué un rôle économique important au Sénégal, principalement dans la production agricole et dans le commerce, les hommes se sont vus attribués les rôles et les tâches les plus monétarisées et les plus payantes dans la division sexuelle du travail qui s'est construite durant la période coloniale, sans mentionner la quasi totalité du pouvoir politique. En milieu urbain, où les besoins monétaires sont encore plus importants, l'organisation économique a été globalement construite par l'État autour d'une division du travail et d'un modèle familial (Sarr 1998 : 52) où les hommes, travailleurs salariés, pourvoaient aux principaux besoins des membres des ménages, soit eux-mêmes, les femmes, les jeunes et les personnes âgées. Or, ces emplois masculins dans le secteur salarié ont massivement disparu au fur et à mesure que la crise économique durait et s'approfondissait. Dès les années 1980, les salaires masculins ne pouvaient plus subvenir aux besoins des ménages dans la même mesure qu'auparavant et cette situation ne s'est guère améliorée depuis. L'augmentation du coût de la vie suite, entre autres, à la dévaluation, aggrave encore les conséquences de cette situation. La majorité des ménages urbains ont donc été privés de leur principale source de subsistance, sans possibilité de la reproduire ou de la remplacer<sup>47</sup>. Cela constitue, à mon avis, une séparation des ménages des moyens de reproduction de leurs moyens subsistance<sup>48</sup>, ce qui définit pour Narotzky une situation où les gens sont forcés à entrer en relation (ou à modifier leur relation) avec le capital.

Ces dernières remarques n'impliquent pas que les emplois salariés perdus ne se soient pas inscrits dans des relations capital-travail. Ce que je suggère c'est qu'un certain type de relations capital-travail, peut-être contrôlé en plus grande partie par des intérêts nationaux, a été en grande partie éliminé, plaçant les populations dans une situation où les choix de stratégies de subsistance alternatives ont été considérablement réduits, étant donné la crise généralisée. L'économie de la débrouille dite « informelle » représente une

---

<sup>47</sup> Les réformes économiques n'ont pas amené les créations d'emplois annoncées (Tsikata, Kerr et al 2000). Au contraire, la détresse économique des populations urbaines a continué de s'aggraver.

<sup>48</sup> Voir aussi note 7 du chapitre I pour des précisions sur cette définition.

tentative des populations de recréer des moyens de subsistance. Mais cette économie, si elle n'est pas ou peu régulée par l'État sénégalais, n'en est pas moins reliée à l'économie formelle et aux structures économiques plus larges, elle s'inscrit quand même sous plusieurs aspects dans une relation capital-travail. L'aspect de cette relation qui sera retenu ici pour fins d'analyse est celle qui lie les femmes micro-entrepreneures au capital et au marché financier par l'intermédiaire du crédit, mais les liens passent aussi bien par le marché du travail ou le marché des biens et services (Narotzky 1997 : 217).

Toujours est-il que la détresse économique dont les femmes témoignent montre bien que c'est la nécessité qui les pousse à s'engager en nombre de plus en plus grand dans la recherche de revenus. Elles n'ont souvent aucune autre alternative que d'entreprendre de petites activités de production ou de commerce, car pour la majorité d'entre elles il n'y a pas d'autre option. Mais en fait, il semble s'agir d'une catégorie spécifique de femmes, qui est déterminée en grande partie par le régime de genre sénégalais et par les relations hommes-femmes dans la maisonnée. Comme il a été montré précédemment, celles-ci doivent faire face à plusieurs contraintes simultanées. D'une part le régime matrimonial de la polygamie, en contexte de crise particulièrement, tend à augmenter l'importance du rôle économique de la mère face à celui du père. Mais d'autre part, les femmes n'ont que peu accès au marché du travail, à la fois à cause de la discrimination et de la ségrégation et à cause de leur sous-scolarisation (Sow 1987).

Celles qui ne sont pas encore mariées chercheront d'abord un mari, le mariage étant pratiquement incontournable pour les femmes dans la société sénégalaise. Une fois mariées, lorsque leur mari ne peut pas ou ne peut plus subvenir à leurs besoins et à ceux des enfants, la plupart d'entre elles n'auront d'autre option que de trouver elles-mêmes des sources de revenus. Mais elles ne pourront se consacrer à ces activités que si d'autres femmes, habituellement des filles peuvent prendre en charge une partie de leurs travaux domestiques. Ce qui fait que la nécessité pousse aussi ces femmes à reproduire des rapports de subordination d'aînée à cadette et à exploiter la force de travail des filles (Lecarme 1992). Ainsi, la catégorie de femmes qui est poussée vers la micro-entreprise « informelle » comme unique stratégie de survie possible, et en tout cas celle qui

compose les groupements que j'ai étudiés, est celle des femmes mariées, veuves ou divorcées des milieux populaires ayant des enfants à charge. Ce qui ne veut pas dire que d'autres catégories de femmes ne soient pas elles aussi poussées à faire ce genre de travail, mais que les femmes de cette catégorie subissent des contraintes spécifiques qui rendent cette stratégie particulièrement incontournable.

Une de leurs contraintes particulièrement importante est d'avoir des enfants à charge. Cela augmente le degré de nécessité qui les pousse à entrer dans les seules relations capital-travail qui leur sont accessibles. D'autre part cela fait en sorte qu'une grande partie d'entre elles devront fragmenter leur temps de travail et limiter leurs déplacements (ce qui signifie dans le contexte actuel de rester dans des domaines faiblement rémunérés) pour pouvoir s'occuper des tâches domestiques et du soin des enfants tout en travaillant.

Mais l'aspect principal sur lequel je veux revenir est que le régime mondial de genre, dans le contexte de la restructuration de l'économie mondiale, fait en sorte que les femmes *doivent* continuer à s'occuper du travail domestique, des enfants et des autres personnes dépendantes tout en investissant le domaine du travail, mais pour une rémunération très faible. Et ce, dans un contexte où les programmes sociaux étatiques qui assuraient une partie de ces tâches par l'entremise de systèmes de soins de santé et d'éducation ont été démantelés. Cette stratégie du grand capital et de l'État international s'appuie sur un régime de genre qui dévalorise le travail des femmes, au moins depuis l'époque coloniale, sur le plan de la rémunération monétaire. Elle s'appuie aussi sur le fait que le régime de genre attribue aux femmes les tâches de la reproduction biologique et des soins aux personnes et que cette division sexuelle du travail est suffisamment culturellement, économiquement et politiquement enracinée pour se maintenir même dans un contexte où les femmes doivent travailler. Cela contribue à maintenir ces tâches dans le domaine non-monétaire, ce qui assure l'efficacité du transfert des coûts de la reproduction aux familles, du point de vue de ses objectifs, qui sont, entre autres, de faire en sorte que l'État réalise des économies monétaires afin de pouvoir utiliser toutes ses ressources pour le service de sa dette extérieure.

C'est donc en grande partie le régime de genre sénégalais, conjugué aux contraintes structurelles et au régime mondial de genre, qui détermine le degré de nécessité qui pousse les femmes à rechercher des revenus et les types de travaux qu'elles pourront faire pour se procurer ces revenus. Nous verrons aussi qu'au niveau local la relation de développement contribue à structurer les balises à l'intérieur desquelles les possibilités locales d'action des femmes pourront se déployer. Mais cette restructuration serait impossible sans des transformations de l'ordre de l'idéel et de l'identitaire, dimensions qui sont essentielles au maintien comme à la transformation des relations sociales de production (Narotzky 1997). Dans le cas qui nous occupe, ces transformations concernent l'identité sociale des femmes des milieux populaires qui « travaillent », c'est-à-dire qui sont des micro-entrepreneures de l'économie informelle. Nous avons vu que le dispositif de développement faisait la promotion d'une certaine représentation des femmes pauvres des pays « en développement » à travers l'idéologie du micro-crédit et de la lutte contre la pauvreté. Cette idéologie, qui présente les femmes comme des micro-entrepreneures qui rembourseront presque invariablement la totalité de leurs dettes et qui utiliseront 100% de leurs revenus pour le bien-être des familles et des enfants, est tout à fait compatible avec les principales composantes de la restructuration en cours. Cette idéologie du micro-crédit et cette image de « l'actrice économique rationnelle » a ceci de particulier par rapport à celle de « l'acteur économique rationnel » qu'elle ne recherche pas avant tout son profit personnel ou la réalisation de ses désirs, mais bien à s'occuper du bien-être des adultes et des enfants.

Cette idéologie sert en grande partie à fournir à l'État international et aux investisseurs privés des justifications et des rationalisations compatibles avec la logique économique et sexiste qui domine en leur sein. Ainsi, des fonds peuvent être consacrés à des programmes de micro-crédit destinés aux femmes et à la création d'institutions d'intermédiation financière sans que leurs logiques de pensée et d'action ne soit remises en question. Dans quelle mesure ces idées atteignent-elles ou influencent-elles les femmes dakaroises? Dans le contexte sénégalais, je suggère que ces idées ont été transformées, réinterprétées et surtout que d'autres s'y ajoutent. Nous l'avons vu au

chapitre II, l'intervention de développement auprès des femmes a commencé au Sénégal dans les années 1970, sous la forme principale de la formation de groupements de femmes rurales, puis urbaines à partir des années 1980. La logique qui sous-tend ce type d'intervention est que pour intervenir auprès des populations, il faut que celles-ci soient organisées selon des modes qui soient compatibles avec la relation de développement. Sans aucun doute, nombre d'animateurs et d'animatrices, d'agent-e-s de développement et d'ONG croient aussi dans l'organisation collective comme moyen d'acquisition de pouvoir pour les populations marginalisées. Toujours est-il que ce sont les groupements de femmes qui ont fait l'objet d'une promotion à grande échelle au Sénégal. Mais comme les ONG doivent structurer leurs interventions en fonction des fonds et des programmes disponibles, elles se font le relais du micro-crédit dans la mesure où elles en appliquent les programmes, en utilisant leur marge de manœuvre pour les adapter aux milieux dans lesquels elles interviennent et à leurs méthodes et convictions.

Les groupements n'en sont pas moins des lieux de discussion et d'échanges d'idées, d'innovation, de réinterprétation des rôles et de transformation des identités. Les femmes y conçoivent et y déploient toute une gamme de stratégies discursives pour légitimer leur existence et les activités des femmes. Le désir de certaines ONG de travailler auprès des femmes et la disponibilité de fonds (même extrêmement modestes comparés à l'ensemble des sommes consacrées à l'aide au développement) pour des projets féminins joue certainement un grand rôle à ce niveau. L'histoire de la fondation de Serbatim en témoigne. Mais les femmes des groupements mettent aussi de l'avant des discours destinés à donner des outils aux femmes pour convaincre leurs maris de leur permettre de se joindre aux groupements et pour rendre leur existence non seulement acceptable mais même souhaitable aux yeux de la société dans son ensemble. Les discours visant à valoriser le travail des femmes à l'extérieur du foyer, dont il a été question dans la première partie du présent chapitre, est aussi un élément important. Dans l'ensemble, ces discours, mais aussi l'ampleur de la mobilisation collective et les transformations des pratiques des femmes dénotent la présence de transformations identitaires qui rendent possible la généralisation croissante du travail des femmes et leur

inscription dans la relation capital-travail générée dont le contexte structurel a été mis en place par l'État international et les grandes réformes économiques.

#### 4.2.2 Relation de développement et relation capital-travail

Dans cette section je me propose de revenir sur différents aspects de la relation de développement, et de tenter d'identifier certaines de ses dimensions dans les différents champs du social qui ont été analysés, en particulier le champ du local.

Tout d'abord, il a été montré au chapitre II qu'historiquement, dans le champ du global, le « développement » est un projet politique et économique *néocolonial* au service du grand capital et des intérêts géopolitiques des pays les plus puissants et les plus riches. Mais au niveau local, des projets de développement sont mis en œuvre par différents acteurs, qui, pour faire partie du dispositif du développement, dont les principales lignes de force sont contrôlées par l'État international et par les intérêts des pays riches, n'en ont pas moins leurs propres buts, leurs propres interprétations de ce qu'est ou devrait être le développement.

À ce titre, nous avons vu que malgré que l'ADPES structure le champ d'action dans lequel les femmes pourront agir, l'interaction entre l'ADPES et l'UGTAD laisse beaucoup de place aux dirigeantes de l'UGTAD pour réinterpréter et contribuer à transformer la relation de développement en fonction de leurs propres critères. Dans cette dynamique, l'ADPES est un acteur qui cherche à appliquer les grandes lignes des programmes de développement de l'État international en laissant le maximum de place à l'initiative et à la formation des personnes afin que celle-ci puissent acquérir un certain pouvoir d'action sur leur situation. L'ADPES joue un triple rôle : à la fois cette organisation suit une ligne libérale qui vise à donner aux populations les moyens de s'insérer dans le marché, à la fois ses actions ne nuisent pas à la restructuration néolibérale et l'ordre mondial de genre, mais aussi, et c'est ce sur quoi je veux insister ici, elle permet aux femmes d'acquérir des outils de « développement », qu'elles contrôlent autant que faire se peut. Et dans ce dernier cas, l'idée de « développement »

prend un sens local, prend un sens plus proche de l'agencéité des acteurs que de l'implacabilité des forces structurelles.

C'est au niveau des groupements de base, à mon avis, que l'agencéité des acteurs est la plus visible, qu'on peut détecter une réinterprétation de ce que le « développement » propose. Car dans l'organisation de leurs pratiques, les membres de ces groupes puisent à la fois dans la tradition, dans la mémoire, et dans la créativité individuelle et collective. L'articulation entre la collecte de l'épargne au sein des maisonnées et des familles et les cotisations aux groupements pourrait en être un exemple. Même si l'État et les ONG cherchent délibérément à « organiser » les femmes pour mieux administrer les populations, la manière dont cette organisation s'imbrique dans le tissu social et familial n'est pas sous leur contrôle. Dans ce cas, les femmes se servent des leviers qu'elles ont ou qu'elles peuvent créer, et l'issue de cette aventure n'est pas prédéterminée.

Lorsqu'une femme membre d'un groupement parle de développement, c'est forcément à partir de ses propres souhaits, références et d'un ensemble d'informations filtrées et réinterprétées par tout un milieu social. Et ce sont les femmes elles-mêmes, ultimement, à qui l'ADPES donne la parole pour qu'elles définissent elles-mêmes la signification de leurs pratiques. Dans le cas de Serbatim, ce sont des hommes influents du quartier qui ont donné la parole aux femmes. Pour servir leurs propres intérêts peut-être, mais il n'en demeure pas moins qu'elles ont investi cet espace à leur manière. Mentionnons que cette appropriation de la relation développement ne semble pas être de même nature pour toutes les femmes impliquées dans les groupements. Certaines membres en demeurent très loin et le monde du développement demeure pour elles plus ou moins mystérieux, tandis que les dirigeantes des groupements et des fédérations apprennent à y naviguer et à y négocier. Une fois l'UGTAD sur pied, l'ADPES partage son pouvoir d'agir sur le milieu avec cet interlocuteur qu'elle a elle-même créée. L'ADPES cherche même à partager son pouvoir de financer, par la création d'une mutuelle d'épargne et de crédit qui est sous le contrôle de l'UGTAD. Mais cela pourrait être une lame à double tranchant, dans la mesure où la « viabilité » financière de cette

mutuelle, qui se définit malgré tout selon les lois de l'économie dominante et de ses méthodes de mesure de la réalité, finira tôt ou tard par devenir une priorité.

Toutefois, il n'en demeure pas moins que cet appareil du développement et les processus sociaux qu'il induit sont d'autant plus puissants que les populations sont plus vulnérables. Dans un contexte de formation de classe sociale où les populations sont privées des moyens de reproduction de leurs moyens de subsistance, elles n'ont pas le choix d'entrer dans la relation de développement, qui n'est peut-être pas la seule option possible, mais qui est une des seules, lorsqu'elle n'est pas elle-même un rêve qui se révélera irréalisable. À ce titre, l'exemple de Serbatim est frappant. Les fondatrices de Serbatim et leurs alliés ont réussi à organiser un nombre considérable de femmes et à répandre parmi elles des pratiques et une vision de l'économie et du travail féminin sans l'intervention soutenue d'une ONG. Cela peut signifier d'une part que la relation de développement a des effets structurants qui vont bien au-delà de ses interventions directes, et que son pouvoir de persuasion et de restructuration des milieux sociaux est considérable. D'autre part, cela peut aussi signifier que des acteurs locaux, hommes et femmes, se servent du langage et des outils politiques du développement pour arriver à leurs propres fins.

Au vu de la relation capital-travail, quel est le rôle de la relation de développement? Nous avons vu que la dimension particulière de la relation capital-travail qui fait l'objet de la présente discussion a deux dimensions principales. D'une part, elle insère les femmes dans des relations sociales de production en tant que productrices indépendantes<sup>49</sup>. Dans ce schéma, l'organisation du procès de travail est laissé aux femmes, l'absorption du risque est laissé aux femmes, les coûts de l'insertion des personnes dans les relations sociales de production sont également laissés aux femmes. Le régime de genre fait également en sorte de limiter les sphères d'activité où les femmes peuvent être actives et de limiter la reconnaissance économique concrète de la valeur de leur travail (elles demeurent très peu rémunérées). Vis-à-vis de cette dimension,

---

<sup>49</sup> Ce terme est utilisé ici de la même manière générale que celui de « travailleuse autonome ». Il peut désigner autant une commerçante qu'une artisan ou une travailleuse qui vend des services.

l'ADPES fournit aux femmes de l'UGTAD des moyens de s'insérer dans ces relations sociales de production, tout en cherchant à leur donner des moyens d'en minimiser les impacts négatifs. Par exemple, la mutuelle d'épargne et de crédit et les groupements sont des moyens de collectiviser les risques de perte de l'investissement ainsi que les risques sociaux que courent les femmes en transformant certains aspects de leurs relations avec les hommes. Mais les interventions de cette ONG, comme sans aucun doute de beaucoup d'autres semblables, contribuent à structurer le champ des possibles dans lequel l'action des femmes prendra forme. Et cette structuration se fait dans le sens de faciliter l'insertion des femmes dans ces relations de production. La formation dispensée va dans ce sens, ainsi que les financements disponibles. Directement et indirectement, la relation de développement contribue aussi à véhiculer ou relayer certaines idées qui, même réinterprétées et transformées, contribueront aussi à faciliter les transformations sociales et les transformations de la vie quotidienne nécessaires à la transformation des relations sociales de production.

D'autre part, cette relation capital-travail se traduit aussi par une prise en charge accrue des besoins de l'ensemble de la société par les femmes suite au démantèlement des programmes sociaux. Indirectement, elles contribuent aussi à l'absorption des coûts économiques et sociaux des privatisations des services publics comme l'eau et l'électricité en contribuant par leurs revenus à payer les factures, soit en fournissant un travail domestique supplémentaire pour compenser les diminutions ou les coupures de services. Dans cette dimension, la relation de développement ne se fait pas par l'intermédiaire de l'ADPES. Des ONG plus spécialisées dans les infrastructures urbaines ou dans le domaine de l'éducation ou de la santé joueront un rôle sans doute similaire dans la médiation entre les changements structurels et la canalisation de la force d'agir des populations.

Selon Sabelli (1993), la relation de développement qui se tisse au niveau local peut prendre de multiples formes et dimensions, qui ne sont pas déterminées d'avance, mais qui dépendent de l'interaction des acteurs dans un contexte macro et micro social donné. Mais d'une manière générale, suite à cette étude, je serais tentée de suggérer que

certaines parties du dispositif de développement remplissent un rôle spécifique dans la reproduction sociale en établissant concrètement la relation de développement au niveau local. C'est-à-dire que ces parties du dispositif de développement feraient le lien entre l'État international et les populations. À ce titre, les ONG qui rempliraient ce rôle seraient parmi les chevilles ouvrières de la reproduction sociale. Au sens de Narotzky, cela pourrait signifier qu'elles facilitent l'articulation entre la production, c'est-à-dire, dans le champ d'application que je lui donne ici, les structures mondiales mises en place pour l'accumulation du capital, et la reproduction, c'est-à-dire « ce que les gens font pour gagner leur vie et la manière dont ils et elles comprennent leurs actions » (Narotzky 1997 : 216).

Les systèmes de domination qui subordonnent les femmes aux hommes et la division sexuelle du travail (contraintes qui pèsent sur les femmes dans la famille, dans les relations hommes-femmes dans leurs dimensions matérielles, identitaires et idéelles) se combinent aux effets de la crise économique et de l'ajustement structurel. En utilisant le concept de classe sociale tel que proposé par Narotzky, on pourrait arriver à la conclusion que la combinaison de ces lignes de force concourent à la formation d'une nouvelle classe sociale (au sens de Narotzky) composée de femmes qui ont leurs familles à charge mais qui n'ont ni accès au travail salarié, ni à un revenu suffisant de la part de leur mari, et qui restent néanmoins dans une situation subordonnée par rapport à celui-ci et aux hommes en général. Dans ce contexte les différences de genre se reconstruisent autour des nouvelles lignes de fragmentation identitaires face au capital.

Pourtant, il pourrait sembler étrange de parler d'une classe sociale composée d'une certaine catégorie de femmes, alors que des auteures féministes comme Christine Delphy (2001) s'appliquent à montrer depuis une trentaine d'années que le patriarcat et le capitalisme sont deux systèmes d'exploitation et d'oppression qui sont historiquement indépendants, bien qu'articulés l'un à l'autre. Dans ce cas, faudrait-il parler de classe de sexe, plutôt que de classe sociale composée d'une certaine catégorie de femmes? Il me semble, à tout le moins, qu'on pourrait difficilement affirmer que les femmes des milieux

populaires de Dakar appartiennent à la même classe sociale que leur mari, étant donné qu'une partie des contraintes qui les placent dans une situation spécifique par rapport au capital vient de l'oppression et de l'exploitation qu'elles subissent dans le cadre de la famille et du régime de genre sénégalais. Il n'est pas possible d'apporter de solution à ce problème dans le cadre de cette étude, mais il m'apparaît clair que pour aller plus loin dans l'étude de la relation de développement et des rapports sociaux de production il faudrait un cadre d'analyse de la reproduction sociale qui prenne en compte les rapports de genre de manière explicite dans son schéma central même, dans l'articulation de ses concepts centraux et principaux.

Dans un autre ordre d'idées, parmi l'ensemble des femmes, seulement un certain nombre participent aux associations féminines de solidarité et/ou travaillent à titre de productrices indépendantes. De ce groupe, un nombre encore plus restreint participe aux groupements et certains groupements seulement réussissent à s'insérer dans une relation de développement et à s'installer dans un rapport capital-travail lié directement ou indirectement au système financier formel ou semi-formel, c'est-à-dire comptabilisé et régulé par les lois financières nationales et internationales. Toutefois, il semble exister beaucoup de liens matériels entre celles qui s'inscrivent dans la relation capital-travail et celles qui n'y accèdent pas. On pourrait même dire que cet accès de quelques-unes est directement relié à leur inscription dans des relations de réciprocité ou de subordination avec d'autres femmes, puisque le fardeau de la reproduction sous toutes ses formes retombe en grande partie sur l'ensemble des femmes Sénégalaises. La structuration des rapports qu'elles entretiennent entre elles détermine donc en partie la division des tâches à l'intérieur du groupe des femmes. Dans le domaine du travail, cette division prend notamment la forme de la délégation des tâches domestiques par une femme à une autre pour que cette dernière puisse se libérer pour travailler. La possibilité même de ce transfert de tâches repose en grande partie sur la main d'œuvre gratuite des filles et sur le rapport de subordination entre aînées et cadettes. Dans le domaine des groupements et associations, cette articulation prend la forme de réseaux de réciprocité qui font qu'elles

deviennent des nœuds névralgiques de la mobilisation de l'épargne et de redistribution des gains.

Pour l'instant, il serait peut-être possible de suggérer que l'inscription de quelques unes dans un rapport capital-travail à titre de productrices indépendantes est rendue possible par la formation d'une classe de sexe (formulons-le comme cela pour l'instant) insérée dans des relations spécifiques avec le capital, elle-même structurée par des rapports de subordination et des rapports de réciprocité entre femmes. À l'intérieur de cette classe de sexe, certaines femmes au statut plus élevé jouent un rôle d'interface entre les relations sociales de production à l'intérieur de la sphère domestique et celles qui se construisent dans l'espace associatif et marchand. Éventuellement, il pourrait être intéressant de poursuivre la recherche pour tenter de voir si cette interface ne constituerait pas un lien entre le travail gratuit de plusieurs et le système financier en transformant, par les activités dans le secteur informel marchand, une partie de ce travail gratuit en revenu monétaire, ainsi qu'en versant un loyer sur le capital prêté. Il serait aussi intéressant de voir quel rôle un mouvement d'émancipation des femmes pourrait avoir sur la structure de ces relations sociales de production, puisque c'est justement sur la subordination des femmes que repose la gratuité ou la quasi-gratuité de leur travail.

## Conclusion

Ce mémoire se proposait d'étudier les rapports de genre, les rapports sociaux de production et la relation de développement à l'aide de l'étude des cas de deux fédérations de groupements de femmes vouées à la promotion des activités économiques des femmes, à Dakar au Sénégal. Les données utilisées sont de nature qualitative et ont été recueillies lors d'un séjour sur le terrain entre mai et octobre 2000.

La méthode choisie pour l'analyse et la présentation des données était de distinguer trois champs du social (le global, le local et le quotidien) dans lesquels je me proposais d'analyser les rapports de genre, la relation de développement et les relations sociales de production. Ce procédé consiste à retracer les formes et les effets de ces processus sociaux dans chacun des champs pour en repérer les principaux éléments et tendances, à l'aide de concepts adaptés à chacune de ces échelles. Ainsi, dans le champ du global je me suis servie des concepts de structuration de la production (dont les référents empiriques sont les politiques macro-économiques et de développement, les programmes d'ajustement structurel ainsi que certains éléments de discours et d'idéologies), d'État international et d'ordre mondial de genre. Dans le champ du quotidien et dans le champ du local je me suis servie des concepts de relation de développement, de régime de genre et de rapports sociaux de sexe, ainsi que du concept de reproduction (au sens de Narotzky).

Cette idée a pris son origine dans des travaux récents de Labrecque (2000, 2003) où elle propose ce découpage de la réalité sociale en trois champs pour faciliter l'étude de la relation de développement, qui tend à se délocaliser dans le contexte de la globalisation, et ainsi permettre de repérer les tendances à l'homogénéisation (champ du global) ou à l'hétérogénéisation (champ du local et du quotidien). Je me suis inspirée de cette proposition pour organiser l'analyse des données recueillies sur Serbatim et l'UGTAD dans l'intention de tenter de mieux comprendre la portée des initiatives locales dans le contexte spécifique des structures globales et de certaines des orientations du

dispositif de développement. L'idée centrale était donc de repérer des éléments dans chaque champ du social qui pouvaient être mis en relation avec la situation des femmes de Serbatim et de l'UGTAD, relativement aux rapports de genre et à la relation de développement. Un cadre d'analyse plus général sur les rapports sociaux de production, le cadre d'analyse de la reproduction sociale proposé par Narotzky (1997) devait servir à relier et à articuler entre eux les éléments repérés dans les trois champs du social et qui se situaient à des niveaux analytiques différents. Ce cadre d'analyse a aussi comme rôle central d'articuler les éléments idéels aux éléments matériels des rapports sociaux de production.

Dans le premier chapitre, les tendances et orientations du dispositif de développement dans le champ du global ainsi que les politiques macro économiques ont été mis en relation avec le champ du quotidien. Dans ce dernier, les principaux éléments retenus pour l'analyse étaient les problèmes perçus par les femmes dans le cadre de leur vie quotidienne, incluant les difficultés économiques, certains aspects des rapports hommes-femmes et certains problèmes sociaux reliés à la jeunesse. Pour faciliter la compréhension et l'analyse, ces éléments centraux ont été replacés dans leur contexte local et national, notamment en ce qui a trait au régime de genre et aux structures familiales et conjugales. De prime abord, le régime de genre sénégalais et les relations hommes-femmes dans les milieux populaires de Dakar, qui obéissent à leurs propres logiques, peuvent ne pas apparaître comme étant reliés à une structure éloignée et abstraite comme l'ordre mondial de genre. Mais les dimensions matérielles de ces dynamiques structurelles sont repérables, et les changements qui se produisent dans les conditions matérielles d'existence peuvent être directement reliés aux politiques macro économiques et aux programmes d'ajustement structurel.

À partir de cela, il est possible de voir comment le régime de genre et les rapports sociaux de sexe structurent la réorganisation de la vie quotidienne qui s'ensuit. Dans le cas qui nous occupe, il ressort notamment de cette analyse que la subordination des femmes par rapport aux hommes, certains rapports de subordination entre les femmes elles-mêmes, l'étanchéité des rôles féminins et masculins, ainsi que la moindre valeur

monétaire accordée au travail féminin permet un transfert des coûts de la reproduction à la sphère de travail réservée aux femmes, dans laquelle circule une masse monétaire moins importante. Ainsi, les ressources monétaires du pays peuvent être canalisées vers le capital international sous forme de paiements d'intérêts sur la dette extérieure. La possibilité même de cette restructuration repose sur le régime de genre local et sur les rapports sociaux de sexe dans la sphère du quotidien.

Pourtant, le chapitre II, consacré au champ du local et donc principalement aux organisations étudiées, a permis de montrer que les femmes s'organisent collectivement, qu'elles entrent dans des relations de développement qui semblent leur donner plus de pouvoir, ou du moins de présence et de visibilité, sur le plan local. Il y a donc, dans la relation de développement, médiatisée au niveau local par le monde des organisations et dans ce cas-ci par l'interaction entre une ONG de développement et les organisations de femmes, un espace où l'agencéité des acteurs s'exprime et influence les situations concrètes. Bien que l'ONG de développement soit, bon gré mal gré, le relais des principales orientations du dispositif de développement (dans ce cas-ci, il s'agit de donner aux femmes les outils nécessaires à leur insertion dans l'économie de marché à titre de productrices indépendantes), il y a dans ses méthodes et dans ses approches des éléments qui permettent aux organisations de femmes de développer une certaine autonomie de pensée et d'action. Ces organisations de femmes ont aussi éventuellement un impact sur l'organisation de la vie quotidienne de ses membres, et peuvent potentiellement contribuer à transformer le régime de genre sénégalais. Il y a donc, dans la relation de développement au niveau local, tout comme dans certaines dimensions de la vie quotidienne et des rapports sociaux de sexe, des enjeux complexes, des processus de changement dont l'évolution n'est pas déterminée d'avance par les forces structurelles. Par ailleurs, la relation de développement et le pouvoir d'attraction qu'elle a en contexte de nécessité matérielle criante a des effets restructurants qui dépassent le cadre de l'interaction entre deux organisations « partenaires ». C'est ce que montre l'histoire de Serbatim, qui imite en les réinterprétant des modes d'organisation et des éléments d'idéologie issus des pratiques et des discours reliés à des relations de développement

comme celle de l'ADPES avec l'UGTAD. Ce faisant, Serbatim contribue à la diffusion et à la réinterprétation de ces pratiques et de ces idées dans un milieu social plus large.

À ce sujet, il est intéressant de noter que les pratiques des groupes de base de Serbatim et de l'UGTAD se ressemblent énormément, mis à part le fait que l'activité de teinturerie soit pratiquée de manière plus soutenue et plus organisée dans les groupes membres de l'UGTAD. C'est d'ailleurs ce qui a permis de les analyser ensemble dans la première partie du chapitre IV. Cette partie de l'analyse a été consacrée aux groupes de base eux-mêmes, qui se situent en quelque sorte à la charnière des champs du local et du quotidien : ce sont ces groupes qui introduisent concrètement la relation de développement dans la vie individuelle et familiale des femmes. Et ce, même dans le cas de Serbatim où cette relation de développement n'est pas effective sous la forme d'une collaboration concrète avec une ONG et de l'obtention de financement. Ce sont ces groupes qui facilitent l'insertion des femmes dans une relation capital-travail spécifique, qui est celle de petites productrices indépendantes utilisant, quand elles le peuvent, le micro crédit (informel, semi-formel, formel) pour financer leurs activités.

Les groupements facilitent cette insertion par des moyens techniques et matériels (notamment en cherchant un accès collectif au crédit), mais aussi et surtout en véhiculant des idées, en étant des lieux de transformation identitaire et de transformation des rôles et des modèles féminins. Dans leurs activités concrètes, les groupements de base articulent l'économie domestique à l'économie marchande et non-marchande locale. Ce sont aussi des lieux de résistance à la relation de développement, comme en témoignent certains problèmes internes de communication, de persuasion ou de mobilisation qui peuvent être rencontrés. Ce sont les lieux aussi où les solutions collectives se testent et s'expérimentent véritablement en relation avec les problèmes identifiés dans les conditions matérielles d'existence et l'organisation de la vie quotidienne.

En un sens, ce sont les observations sur les groupements de base qui confirment si la relation de développement relayée par l'ONG de développement agit véritablement en synergie avec les réformes économiques de l'État international et du grand capital pour produire une restructuration de la reproduction sociale qui transfert les coûts de la

reproduction dans la sphère non-rémunérée ou peu rémunérée du travail des femmes. Et ma proposition est que ce transfert se fait effectivement, car la manière qu'ont les femmes de percevoir leurs problèmes et de formuler leurs objectifs, ainsi que de se créer une identité de femmes travailleuses, reflète leur position dans le régime de genre et leur permet de s'inscrire dans cette relation capital-travail. Ainsi se trouvent réunies les conditions de la formation d'une classe de sexe distincte, basée sur une situation de nécessité de certaines catégories de femmes. Dans les cas que j'ai étudiés, il s'agit principalement des femmes mariées, veuves ou divorcées qui ont des enfants à charge et dont le mari ne peut pas ou plus subvenir aux besoins. Les principales relations capital-travail structurées par ces processus sociaux passent par le micro crédit et les institutions d'intermédiation financière, et par la charge accrue de travail non-payé de soins qui permet à l'État national de drainer plus de capital vers l'État international et le grand capital. Ainsi, les femmes se trouvent à jouer un rôle clé dans la restructuration de la reproduction sociale, c'est-à-dire dans l'articulation entre la production, « ce que les capitalistes font pour augmenter leurs bénéfices et pour tenter de contrôler la vie des gens » et la reproduction, « ce que les gens font pour gagner leur vie et la manière dont ils comprennent leurs actions » (Narotzky 1997 : 216). Cette articulation passe de moins en moins par une structure industrielle, mais par le drainage des capitaux par l'endettement des pays et des particuliers, et par l'organisation de la reproduction sur un mode plus individuel et plus fragmenté. Cette restructuration s'accomplit en grande partie grâce à la disponibilité d'une main d'œuvre efficace et très peu rémunérée, celle des femmes, tandis que la main d'œuvre masculine est beaucoup moins utilisée qu'auparavant. Parallèlement, des corporations transnationales prennent le contrôle des secteurs jugés plus profitables comme la distribution de l'eau, de l'électricité et des télécommunications.

Mais il faut souligner que ces processus de changement sont complexes et sont aussi influencés par d'autres facteurs qui sont à l'extérieur du champ d'investigation de cette étude. Il faut aussi souligner que le pouvoir des femmes et des organisations locales de transformer leur situation, et aussi leur perception de cette situation et l'orientation

qu'elles donnent à leur volonté de changement et d'action ont sans doute plus de poids que cette étude ne le laisse supposer. Et cela pourrait être dû en partie au fait que les changements en cours dans les rapports hommes-femmes ont des dimensions contradictoires et ambiguës difficiles à saisir et à interpréter. L'étude de la modification et de maintien des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes dans différents lieux et dans différentes dimensions de la vie et de la société sénégalaise est un champ de recherche en soi. En outre la présente étude a un caractère avant tout exploratoire et chacun des champs du social qui y ont été abordés mériterait une investigation beaucoup plus approfondie.

Mais il me semble aussi que le cadre d'analyse de la reproduction sociale de Narotzky met l'accent sur les différentes dimensions des structures (matérielles et idéelles) plus que sur les effets des initiatives et stratégies des acteurs en termes de modifications de ces structures, et ce même si un espace central est donné à l'analyse des processus historiques de changement. À ce titre, l'introduction de la notion de relation de développement, ainsi que la division de la réalité sociale en trois champs était une tentative pour donner une visibilité analytique distincte aux aspects relationnels, et donc en constante renégociation, ainsi qu'aux sphères où cette renégociation semble avoir le plus de pouvoir d'influence, soit les champs du local et du quotidien. Ce cadre d'analyse présente pourtant des avantages importants. Notamment, il permet d'identifier les moyens politiques, matériels et idéologiques utilisés par l'État international pour assurer la continuité historique de l'accumulation du capital et l'exploitation des pays du Sud. Il permet aussi de constater sur quelles structures sociales s'appuie la possibilité de cette continuité historique, notamment les structures qui institutionnalisent la domination des hommes sur les femmes, telles que le régime de genre et l'ordre mondial de genre. Enfin, il permet de replacer certaines activités économiques dites « informelles », qui peuvent avoir l'apparence d'être désaffiliées d'avec le système capitaliste global, dans une compréhension à la fois plus large et plus précise des systèmes patriarcal et capitaliste.

Pour terminer, je souhaite suggérer quelques pistes de réflexion pour la poursuite de la recherche, notamment en ce qui concerne des questions qui ont été peu ou pas

abordées dans cette étude mais qui permettraient de mieux cerner la portée des principaux constats qui en ressortent. Tout d'abord, une question qui se pose en regard de l'agencéité des acteurs est celle du possible rapport de force des femmes « productrices indépendantes » face au capital. Les organisations collectives de femmes, telles que Serbatim et l'UGTAD ou d'autres organisations semblables ou plus anciennes, pourront ou pourraient-elles éventuellement s'inscrire dans un rapport de force qui leur permettrait de « renégocier » certaines de leurs conditions d'insertion dans la relation capital-travail, ou même la nature de cette relation elle-même? Une telle question pourrait être abordée sous plusieurs angles. Un des angles intéressants à explorer serait celui de la jonction entre les rapports hommes-femmes et les relations capital-travail. Par exemple, il pourrait être intéressant d'aborder plus en profondeur la construction des différences de genre en termes de fragmentation identitaire face au capital en intégrant une étude de la transformation de l'identité des hommes dans le contexte de la restructuration actuelle. La modification des rapports sociaux de production dans lesquels les hommes s'inscrivent et la modification des rapports sociaux de sexe (donc dans le champ du quotidien) dans ses aspects idéologiques et matériels seraient aussi intéressants à investiguer.

Dans des recherches futures sur ces sujets, la question du pouvoir devrait occuper une place centrale, ce qui manque dans la présente étude et qui en constitue à mon avis une des principales limites. Cette limite découle d'un certain nombre de choix, notamment la manière dont la question de recherche a été posée. Celle-ci permettait en effet de ne pas mettre directement l'emphase sur la question du pouvoir. Ce sont les structures des inégalités et des relations sociales de production qui ont été analysées et non pas la question du pouvoir comme telle. Mais il serait très intéressant d'approfondir cette dimension, non seulement en ce qui a trait aux rapports sociaux de sexe, mais aussi à l'intérieur de la relation de développement – ce qui constituerait une manière possible d'étudier les rapports de force face au capital et à l'État international. Par ailleurs, la question pourrait aussi être abordée sous l'angle des mouvements sociaux et des mobilisations collectives. Il serait intéressant de voir dans quelle mesure les mobilisations

et organisations locales qui se forment autour d'enjeux économiques (au sens large) et de modification des rapports sociaux de production, y compris les rapports sociaux de sexe, peuvent contribuer à modifier l'articulation de la reproduction d'une société donnée avec les forces structurelles globales de la production.

## Bibliographie

- Amin S. 1970. *L'accumulation à l'échelle mondiale. Critique de la théorie du sous-développement*. Paris: Anthropos
- Amos V, Pramar P. 1984. Challenging Imperial Feminism. *Feminist Review* (17): 3-19
- Anadon M, Masson D, Tremblay M, Tremblay P-A. 1990. *Vers un développement rose. Note de recherche no 10*. Université du Québec à Chicoutimi: Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR)
- Antoine P, Djiré M, Nanitelamio J. 1998. Au coeur des relations hommes-femmes: polygamie et divorce. In *Trois générations de citadins au Sahel. Trente ans d'histoire sociale à Dakar et à Bamako*, ed. P Antoine, D Ouédraogo, V Piché, pp. 147-82. Paris, Montréal: L'Harmattan
- Antoine P, Ouédraogo D, Piché V. 1998. *Trois générations de citadins au Sahel. Trente ans d'histoire sociale à Dakar et à Bamako*. Paris, Montréal: L'harmattan
- Ba A. 1996. *L'entrepreneuriat féminin: stratégies d'insertion dans le processus de développement: le cas des femmes d'affaires commerçantes de Dakar*. Mémoire de maîtrise. Université de Saint-Louis, Saint-Louis. 84 pp.
- Baines S, Wheelock J. 1998. Reinventing traditionnal solutions: job creation, gender and the micro-business household. *Work, Employment & Society* 12: 579-601
- Belae F. 1970. Double Jeopardy: To Be Black and Female. In *Sisterhood is Powerful*, ed. R Morgan. New York: Random House, Vintage Paperbacks
- Bird-David N. 1997. L'analyse ethno-économique des systèmes économiques. *Revue internationale des sciences sociales* (154): 505-518
- Bop C. 1996. Les femmes chefs de famille à Dakar. In *Femmes du Sud, chefs de famille*, ed. J Bisiliat, pp. 129-49. Paris: Éditions Karthala
- Boserup E. 1970. *Woman's role in economic development*. London: Allen & Unwin. 283 pp.
- Brunelle D. 2003. *Dérive globale*. Montréal: Boréal. 224 pp.

- Buckley G. 1997. Microfinance in Africa: Is it Either the Problem or the Solution? *World Development* 25: 1081-93
- Cade T. 1970. *The Black Woman*. New York: New American Library, Signet
- Cardoso F-H, Faletto E. 1978. *Dépendance et développement en Amérique Latine*. Paris: Presses Universitaires de France
- Chomsky N. 1993. *L'an 501. La conquête continue*. Montréal: Écosociété. 363 pp.
- Cole S, Phillips L. 1995. The Works and Politics of Feminist Ethnography. An introduction. In *Ethnographic Feminisms. Essays in anthropology*., ed. S Cole, L Phillips, pp. 1-16: Carlton University Press
- Connelly MPML, T. ; Macdonald, M. ; Parpart, J.L. 1995. Restructured World / Restructured Debates : Globalization, Development and Gender. *Canadian Journal of Development Studies*
- Connell RW. 1990. The State, Gender, and Sexual Politics. Theory and Appraisal. *Theory and Society* (19): 507-544
- Connell RW. 1998. Masculinities and Globalization. *Men and Masculinities* 1: 3-23
- Correa FBR. 1998. *L'entrepreneuriat féminin: la logique économique dans les micro-entreprises artisanales et commerciales dans la commune de Saint-Louis*. Mémoire de maîtrise. Université Gaston Berger, Saint-Louis. 78 pp.
- Côté D, Des Rivières M, Thivierge N, Tremblay M, eds. 1995. *Du local au planétaire. Réflexions et pratiques de femmes en développement régional*. Montréal: Éditions du Remue-ménage. 271 pp.
- Danaher K, ed. 1994. *50 Years Is Enough. The Case Against The World Bank and the International Monetary Fund*. Boston: South End Press. 207 pp.
- Dansokho M. 1997. *La participation des jeunes femmes dans les Églises Africaines. Le cas de Dakar, Sénégal*. Mémoire de maîtrise. Université Laval, Québec
- Delphy C. 2002 (1970). L'ennemi principal. In *L'ennemi principal 1/ Économie politique du patriarcat*, ed. C Delphy, pp. 31-56. Paris: Édition Syllepse
- Deluz ALCG, Colette; Retel-Laurentin, Anne. 2001. *Vies et paroles de femmes africaines. Carnets de trois ethnologues*. Paris: Éditions Karthala

- Desnoyers J. 2000. *Histoire des femmes au Sénégal et au Mali et processus de modernisation: itinéraires et aspirations de la première génération de femmes lettrées*. Mémoire de maîtrise. Université Laval, Québec
- Di Leonardo M. 1991. Introduction: Gender, Culture, and Political Economy. Feminist Anthropology in Historical Perspective. In *Gender at the Crossroads of Knowledge: Feminist Anthropology in the Postmodern Era*, ed. M Di Leonardo, pp. 1-48. Berkeley, Los Angeles, Oxford: University of California Press
- Dia M. 1988. *Le Sénégal Trahi. Un marché d'esclave. Du verbalisme socialisant au libéralisme non libertaire*. Paris: Selio
- Diop M. 1971. *Histoire des classes sociales dans l'Afrique de l'Ouest. II. Le Sénégal*. Paris: L'Harmattan
- Drame B. 1999. Remise du Grand Prix du Président de la République pour la Promotin Féminine. Jour radieux pour les teinturières de Dakar. In *Le Soleil*, pp. 2. Dakar
- Duruflé G. 1994. *Le Sénégal peut-il sortir de la crise? Douze ans d'ajustement structurel au Sénégal*. Paris: Karthala. 222 pp.
- Edimo J-RE. 1997. La nature profonde de la tontine africaine. *Alternatives Sud* IV: 85-97
- Elson D. 1992. From survival strategies to transformation stragegies: Women's needs and structural adjustment. In *Unequal Burden: Economic Crisis, Persistent Poverty and Women's Work*, ed. L Beneria, S Feldman, pp. 26-48. Boulder: Westview Press
- Elson D, ed. 2000. *Progress of the World's Women 2000. UNIFEM Biennal Report*. New York: United Nation Development Fund for Women. 164 pp.
- Emmanuel A. 1969. *L'échange inégal*. Paris: Maspéro
- Escobar A. 1995. *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press. 290 pp.
- Escobar A. 1997. Anthropologie et développement. *Revue internationale des sciences sociales* LIX: 539-59
- Ferguson J. 1990. *The Anti-Politics Machine: Development, Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*. Cambridge: Cambridge University Press

- Fisher WF. 1997. Doing Good? The Politics and Antipolitics of NGO Practices. *Annual Review of Anthropology* (26): 439-464
- Foley EE. 2003. Pas d'argent, pas de soins: les femmes et deux décennies de réforme du secteur de la santé au Sénégal (1980-2000). In *Transformations sociales, genre et santé. Perspectives critiques et comparatives*, ed. F Saillant, M Boulian. Paris, Saint-Nicolas: L'Harmattan, Les Presses de l'Université Laval
- Frazier D, Smith B, Smith B. 1985. *The Combahee River Collective Statement: Black Feminists Organizing in the Seventies and Eighties*. Albany, New York: Kitchen Table Women of Color Press
- Gélinas JB. 1994. *Et si le Tiers Monde s'autofinancait. De l'endettement à l'épargne*. Montréal: Écosociété. 238 pp.
- Gélinas JB. 2000. *La Globalisation du monde. Laisser faire ou faire?* Montréal: Écosociété. 340 pp.
- Gentil D, Doligez F. 2001. Les approches du financement local: une perspective historique. In *Exclusion et liens financiers*, ed. J-M Servet, D Vallat, pp. 185-98. Paris: Economica
- George S, Sabelli F. 1994. *Crédits sans frontières. La religion séculière de la Banque Mondiale*. Paris: Éditions la découverte. 279 pp.
- Godelier M, ed. 1974. *Un domaine contesté: l'anthropologie économique*. Paris et La Haye: Mouton. 371 pp.
- hooks b. 1981. *I Ain't A Woman: Black Women and Feminism*. Boston: South End Press
- Insel A. 1993. La part du don. In *La revue du MAUSS. Ce que donner veut dire. Don et Intérêt*, pp. 221-34. Paris: La découverte
- James VU, Etim JS, eds. 1999. *The Feminization of the Development Process in Africa*. Westport: Praeger
- Keita D. 2000. *Le mouvement social des femmes au Sénégal: étude sur la mobilisation des teinturières de l'U.G.T.A.D*. Mémoire de maîtrise. Université Cheik Anta Diop, Dakar. 125 pp.

- Labrecque M-F, ed. 1994. *L'égalité devant soi : sexes, rapports sociaux et développement international*. Ottawa: Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
- Fisher WF. 1997. Doing Good? The Politics and Antipolitics of NGO Practices. *Annual Review of Anthropology* (26): 439-464
- Labrecque M-F. 2000. L'anthropologie du développement au temps de la mondialisation. *Anthropologie et Sociétés* 24 (1): 57-78
- Labrecque M-F. 2001. Présentation. Perspectives anthropologiques et féministes de l'économie politique. *Anthropologie et Sociétés* 25 (1): 5-22
- Labrecque M-F. 2003. L'État international, le genre et la santé: le Sud comme laboratoire de notre futur. In *Transformations sociales, genre et santé. Perspectives critiques et comparatives*, ed. F Saillant, M Boulianne. Paris, Saint-Nicolas: L'Harmattan, Les Presses de l'Université Laval
- Lautier B. 2002. Pourquoi faut-il aider les pauvres? Une étude critique du discours de la Banque Mondiale sur la pauvreté. *Revue Tiers Monde* XLIII: 137-65
- Leacock E. 1963. Introduction. In *Ancient Society*, ed. LH Morgan, pp. xi-xv. New York: Meridian
- Leacock E. 1972. Introduction. In *Origins of the Family, Private Property and the State*, ed. F Engels, pp. 7-64. New York: International Publishers
- Le Cour Grandmaison C. 2001. La natte et le Manguier. In *Vies et paroles de femmes africaines. Carnet de trois ethnologues*, ed. ALCG Deluz, Colette; Retel-Laurentin, Anne., pp. 15-76. Paris: Karthala
- Lecarme M. 1992. Territoires du féminin, territoires du masculin. Des frontières bien gardées? In *Relations de Genre et Développement*, ed. J Bisiliat, pp. 295-326. Paris: Éditions de l'ORSTOM
- Lecarme-Frassy M. 2000. *Marchandes dakaroises entre maison et marché. Approche anthropologique*. Paris, Montréal, Budapest, Torino: L'Harmattan. 268 pp.
- Leclerc G. 1972. *Anthropologie et colonialisme*. Paris: Fayard
- Lind A. 1997. Gender, Development and Urban Social Change : Women's community Action in Global Cities. *World Development* 25: 1205-23

- Ly-Diop F. 1997. Bilan des politiques et perspectives sur la problématique des femmes au Sénégal: l'intérêt de l'analyse de genre. In *Démocratie, culture et développement en Afrique noire*, ed. C Beauchamp, pp. 181-92. Paris, Montréal: L'Harmattan
- MacIsaac N. 1996. The global microcredit summit: opportunities for improved micro-enterprise programming? Prepared for the CICC policy team.  
[http://www.ccic.ca/devpol/learning\\_circle](http://www.ccic.ca/devpol/learning_circle) Site internet consulté en avril 2001
- Mayoux L. 1998. L'empowerment des femmes contre la viabilité? Vers un nouveau paradigme dans les programmes de micro-crédit.  
[http://www.unige.ch/iued/new/information/publications/pdf/yp\\_silcence\\_pudique/7-Eco-Mayoux.pdf](http://www.unige.ch/iued/new/information/publications/pdf/yp_silcence_pudique/7-Eco-Mayoux.pdf) Site internet consulté le 04 décembre 2002
- Mianda G. 1996. *Femmes africaines et pouvoir. Les maraîchères de Kinshasa*. Paris: L'Harmattan. 193 pp.
- Mies M. 1998 (1986). *Patriarchy and Accumulation on a World Scale*. London, New York: Zed Books. 251 pp.
- Mikell G, ed. 1997. *African Feminism. The Politics of Survival in Sub-Saharan Africa*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press. 361 pp.
- Mohanty CT. 1991. Under the Western Eye: Feminist Scholarship and Colonial Discourses. In *Third World Women and the Politics of Feminism*, ed. C Mohanty, A Russo, L Torres. Bloomington: Indiana University Press
- Moore H. 1989. *Feminism and Anthropology*. Cambridge: Polity Press
- Moore H. 1999. Whatever Happened to Women and Men? Gender and Other Crises in Anthropology. In *Anthropological Theory Today*, ed. H Moore, pp. 151-71. Cambridge, Oxford, Malden: Polity
- Motchane J-L. 1999. Le microcrédit, alibi de la privatisation de l'aide au développement. Quand les pauvres séduisent les banques. In *Le Monde Diplomatique*, pp. 20-1. Paris
- Motchane J-l. 1999. Le microcrédit, alibi de la privatisation de l'aide au développement. Le regard intéressé de Wall Street. In *Le Monde Diplomatique*, pp. 20-1. Paris

- Nash J. 1970. *In the Eyes of the Ancestors: Belief and Behavior in a Maya Community*. New Haven: Yale University Press
- Narotzky S. 1997. *New Directions in Economic Anthropology*. London, Chicago: Pluto Press. 253 pp.
- Narotzky S. 2001. The Political Economy of Political Economy in Spanish Anthropology. In *Culture, Economy, Power. Anthropology as Critique, Anthropology as Praxis*, ed. W Lem, B Leach, pp. 33-46. New York: State University of New York Press
- Narotzky S. 2001. Un nouveau paternalisme industriel? Les liens affectifs dans les rapports de production des réseaux économiques locaux. *Anthropologie et Sociétés* 25 (1): 117-140
- Ndione ES. 1992. *Dakar. Une société en grappe*. Paris, Dakar: Éditions Karthala, Enda-Graf Sahel
- Ndione ES. 1992. *Le don et le recours. Les ressorts de l'économie urbaine*. Dakar: Enda-Éditions. 210 pp.
- Parry JB, Maurice. 1989. Introduction: Money and the morality of exchange. In *Money and the morality of exchange*, ed. JB Parry, Maurice. Cambridge, New York, Port Chester, Melbourne, Sydney: Cambridge University Press
- Piché M, Gaudet L. 1993. La couleur du féminisme au Sénégal. In *Femmes d'action*
- Pires AP. 1997. Échantillonnage et recherche qualitative: essai théorique et méthodologique. In *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, ed. Poupart, Deslauriers, Groulx, Laperriere, Mayer, Pires, pp. 113-72. Montréal, Paris, Casablanca: Gaetan Morin, éd.
- Poitou D, Lambert de Frondeville A, Toulabor CM. 1992. Femmes, commerce et État: une analyse en termes de relations de genre à partir de trois cas ouest-africains. In *Relations de Genre et Développement*, ed. J Bisiliat, pp. 277-93. Paris: Éditions de l'ORSTOM
- Rankin NK. 2001. Governing development : neoliberalism, microcredit, and rational economic woman. *Economy and society* 30 (1): 18-37

- Roberts B. 1994. Informal Economy and Family Strategies. *International Journal of Urban and Regional Research* (18): 6-23
- Rosaldo MA. 1980. The Use and Abuse of Anthropology: Reflections on Feminism and Cross-Cultural Understanding. *Signs* (53): 389-417
- Roseberry W. 2001. Political Economy in the United States. In *Culture, Economy, Power. Anthropology as Critique, Anthropology as Praxis*, ed. W Lem, B Leach, pp. 59-72. New York: State University of New York Press
- Ryckmans H. 1997. Les associations féminines en Afrique: une décennie d'ajustement après la décennie de la femme. In *Face au changement, les femmes du Sud*, ed. J Bisiliat, pp. 195-219. Paris: L'Harmattan
- Sabelli F. 1993. *Recherche anthropologique et développement. Éléments pour une méthode*. Neuchâtel, Paris: Éditions de l'Institut d'ethnologie, Éditions de la maison des sciences de l'homme. 176 pp.
- Sachs W, Esteva G. 1996. *Des ruines du développement*. Montréal: Écosociété. 138 pp.
- Sarr F. 1998. *L'entrepreneuriat féminin au Sénégal. La transformation des rapports de pouvoir*. Paris, Montréal: L'Harmattan. 301 pp.
- Seck TA. 1998. Résistances de la société civile. Le Sénégal au défi de l'ajustement structurel. In *Le Monde diplomatique*, pp. 4-5. Paris
- Seck TA. 2000. Débat autour des privatisations sénégalaises. In *Manière de voir*, pp. 54-5
- Sen G, Grown C. 1987. *Development, Crises and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives*. New York: Monthly Review Press
- Snyder M, Tadesse M. 1997. The African Context: Women in the Political Economy. In *The Women, Gender and Development Reader*, ed. N Visvanathan, L Duggan, L Nisonoff, N Wiegersma, pp. 75-9. London and New Jersey, Dhaka, Bangkok, Halifax, Cape Town: Zed Books LTD, University Press LTD, Fernwood Publishing LTD, David Phillip
- Sourang M. 1996. *Implication économique et intégration sociale des femmes du programme caisse d'épargne et de crédit du CPRS El Hadji Omar Thiès - Sénégal*. Mémoire de maîtrise. Université Laval, Québec

- Sow F. 1987. Femmes africaines, emploi et division internationale du travail. *Présence Africaine* (141): 195-226
- Sow F. 1997. Les femmes, le sexe de l'État et les enjeux du politique: l'exemple de la régionalisation au Sénégal. *CLIO* (6): 127-144
- St-Hilaire C. 1995. *Quand le développement s'intéresse aux femmes: le cas des Phillipines*. Paris: L'Harmattan. 270 pp.
- Stirrat RL. 1989. Money, men and women. In *Money and the morality of exchange*, ed. JB Parry, Maurice. Cambridge, New York, Port Chester, Melbourne, Sydney: Cambridge University Press
- Teyssier S. 1997. Quel crédit pour les femmes? In *Face aux changements, les femmes du sud*, ed. J Bisiliat, pp. 221-41. Paris: L'Harmattan
- Tsikata DK, Joanna; Blacklock, Cathy; Laforce, Jocelyne, ed. 2000. *Notre droit à la dignité: les réformes économiques et la voix des femmes en Afrique. Introduction*. Ottawa et Accra: L'institut Nord-Sud Third World Network-Africa
- Vimard P. 1993. Modernité et pluralité familiales en Afrique de l'Ouest. *Revue Tiers Monde* XXXIV: 89-115
- Visvanathan N. 1997. Introduction to part I. In *The Women, Gender and Development Reader*, ed. N Visvanathan, L Duggan, L Nisonoff, N Wiegersma, pp. 17-33. London and New Jersey, Dhaka, Bangkok, Halifax, Cape Town: Zed Books LTD, University Press LTD, Fernwood Publishing LTD, David Phillip
- Walker A. 1983. *In Search of Our Mother's GArdens: Womanist Prose*. New York: Harcourt
- Werner J-F. 1993. *Marges, sexe et drogues à Dakar. Ethnographie urbaine*. Paris: Karthala et Éditions de l'Orstom
- Young K. 1997. Gender and Development. In *The Women, Gender and Development Reader*, ed. N Visvanathan, L Duggan, L Nisonoff, N Wiegersma, pp. 51-4. London and New Jersey, Dhaka, Bangkok, Halifax, Cape Town: Zed Books LTD, University Press LTD, Fernwood Publishing LTD, David Phillip

**ANNEXE I****GUIDE D'ENTREVUE POUR LA PRÉSIDENTE ET POUR LES PRÉSIDENTES DE CELLULES DE SERBATIM****1- PROFIL SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE DE L'INFORMATRICE**

- Quel est votre âge (année de naissance)?
- Quel est votre statut matrimonial?
- Quelle est l'occupation de votre mari?
- Combien d'enfants avez-vous?
- Quel âge a chaque enfant?
- Quel est votre niveau de scolarisation, de formation?
- Quel est votre lieu de résidence?
- Quel est votre lieu de naissance?

**PROFIL DE L'INFORMATRICE PAR RAPPORT AU GROUPEMENT  
(QUESTIONS POUR LA PRÉSIDENTE SEULEMENT)**

- Quelle est votre position dans le groupement?
- Quelle est votre rôle dans le groupement?
- En tant que coordonnatrice du groupement, quelles sont vos responsabilités?
- Quelles ont été vos activités au sein du groupement pendant les trois dernières années?
- Quelle proportion de votre temps consacrez-vous au groupement?
- Depuis combien d'années faites-vous partie du groupement?

**PROFIL DE L'INFORMATRICE AU SEIN DU GROUPEMENT  
(QUESTIONS POUR LES PRÉSIDENTES DE CELLULES SEULEMENT)**

- Quelle est votre position dans le groupement?
- Quelle est votre rôle dans le groupement?
- Depuis combien d'années êtes-vous dans le groupement?
- En tant que présidente de cellule, quelles sont vos responsabilités?
- Quelles sont vos activités?
- Quelle proportion de votre temps consacrez-vous au groupement?
- Quelle est la date de création de la cellule?
- Quelles sont les activités menées par la cellule?
- Qui sont les femmes qui composent votre cellule?
- Quelle est la localisation géographique de la cellule?

**2- IDENTIFICATION ET DESCRIPTION DU GROUPEMENT ET DE LA MUTUELLE  
(QUESTIONS POUR LA PRÉSIDENTE SEULEMENT)**

- Quelle est la date de création de la tontine?
- Quelle est la date de création du GIE?
- Quelle est la date de création de la mutuelle?
- Quelle est la structure administrative du GIE?
- Quelles sont les instances décisionnelles du GIE?
- Quels sont les buts et objectifs du GIE?
- Quel est le mandat du GIE?
- Quelles sont ou ont été les sources de financement du GIE?
- Le GIE a-t-il du personnel régulier?
- Si oui, précisez le nombre de personnes, leur âge, leur sexe, et leur rémunération.
- Pourriez-vous me nommer (ou fournir une liste de) tous les partenaires du GIE (ministères, chambres de métier et de commerce, ONGs, mutuelles extérieures au groupement, organisations diverses)?
- Pourriez-vous me préciser, pour chaque partenaire, la nature des liens que le groupement entretient avec eux?
- Pourriez-vous me nommer (ou fournir une liste de) tous les membres du groupement, incluant les personnes morales et physiques, en précisant leur âge et leur sexe?

- Quel est le statut juridique de la mutuelle?
- Quelle est la structure administrative de la mutuelle?
- Quelles sont les instances décisionnelles de la mutuelle?
- Quels sont les buts et objectifs de la mutuelle?
- Quel est le mandat de la mutuelle?
- Quelles sont ou ont été les sources de financement de la mutuelle?
- La mutuelle a-t-elle du personnel régulier?
- Si oui, précisez le nombre de personnes, leur âge, leur sexe, et leur rémunération.
- Pourriez-vous me nommer (ou fournir une liste de) tous les partenaires de la mutuelle?
- Pourriez-vous me nommer (ou fournir une liste de) tous les membres de la mutuelle, incluant les personnes morales et physiques, en précisant leur âge et leur sexe?

**4- HISTOIRE DE LA CRÉATION DE LA TONTINE AU SEIN DU MBOTAYE<sup>2</sup>**

- Pouvez-vous me dire qui étaient les 24 femmes qui se sont réunies en 1996 pour organiser une tontine?
- Comment se connaissaient-elles?

---

<sup>2</sup> Un mbotaye est une association traditionnelle de femmes d'une même génération

- Quel était le mode de fonctionnement de leur groupe avant 1996?
- Quelle était l'idée à l'origine de la création de la tontine?
- Qui a eu cette idée?
- Quelle vision aviez-vous de la situation des femmes?
- Quelle vision aviez-vous de votre propre situation?
- Quelle vision aviez-vous des moyens à prendre pour améliorer cette situation?
- Comment les femmes ont-elles réussi à se mobiliser autour de cette idée?
- Comment (à quels moments) les femmes échangeaient-elles les informations relatives à leurs activités collectives?
- Comment prenait-on les décisions qui concernaient le groupe?
- Y avait-il à ce moment une structure d'organisation parmi les femmes? (hiérarchie, rôles, fonctions)
- Quel était le fonctionnement du système de mobilisation et de redistribution des ressources financières?
- Qu'est-ce que le groupe faisait avec cet argent?
- Quels ont été les problèmes rencontrés?
- Quelles stratégies ont été utilisées pour faire face à ces problèmes?
- Quelles étaient vos sources de satisfaction par rapport au groupe?
- Quelles étaient vos sources d'insatisfaction par rapport au groupe?
- Comment évaluiez-vous, à l'époque, l'efficacité du groupe?
- Vos activités au sein du groupe ont-elles, à l'époque, eu un impact sur le déroulement quotidien de vos activités au sein de la famille?
- Vos activités au sein du groupe ont-elles, à l'époque, eu un impact sur les activités de vos filles?
- Comment votre mari a-t-il réagi, à l'époque, à ces nouvelles activités?
- Y a-t-il eu une autre forme d'impact à l'intérieur de la famille?
- Les activités ont-elles, à cette époque, eu un impact sur vos revenus?
- Si oui, à quoi étaient utilisés les revenus additionnels?

#### 4- HISTOIRE DE LA CRÉATION DU GIE

- Pouvez-vous me dire qui étaient les personnes à l'origine de la création du GIE?
- Comment se connaissaient-elles?
- Quelle était l'idée à l'origine de la création du GIE?
- Qui a eu cette idée?
- Quelle vision aviez-vous alors de la situation des femmes?
- Quelle vision aviez-vous alors de votre propre situation?
- Quelle vision aviez-vous des moyens à prendre pour améliorer cette situation?
- Comment les femmes ont-elles réussi à se mobiliser autour de cette idée?
- Comment (à quels moments) les femmes échangent-elles les informations relatives aux activités du GIE?
- Comment prenait-on les décisions qui concernent le GIE?

- Quel est le fonctionnement du système de mobilisation et de redistribution des ressources financières?
- Qu'est-ce que le groupe fait avec cet argent?
- Quels sont les problèmes rencontrés?
- Quelles stratégies sont utilisées pour faire face à ces problèmes?
- Quelles sont vos sources de satisfaction par rapport au GIE?
- Quelles sont vos sources d'insatisfaction par rapport au GIE?
- Qu'est-ce que, pour vous, un GIE efficace?
- Votre GIE répond-il à ce critère?
- Si vous pouviez changer quelque chose au GIE pour l'améliorer, que changeriez-vous?

Présidentes de cellules:

- Quelles ont été les activités menées par la cellule lors des trois dernières années?
- Quelles ont été les sources de financement de ces activités?
- Avez-vous déjà eu recours au crédit?
- Quelles activités ont été financées par ce crédit?
- Le prêt a-t-il été remboursé dans les délais prévus?
- Ces activités ont-elles donné des résultats concrets?
  
- Vos activités au sein du groupe ont-elles un impact sur le déroulement quotidien de vos activités au sein de la famille?
- Vos activités au sein du groupe ont-elles un impact sur les activités quotidiennes de vos filles?
- Comment votre mari réagit-il face à vos activités au sein du GIE?
- Y a-t-il eu une autre forme d'impact à l'intérieur de la famille?
- Les activités ont-elles un impact sur vos revenus?
- Si oui, à quoi sont utilisés les revenus additionnels?

## 5- HISTOIRE DE LA CRÉATION DE LA MUTUELLE

- Pouvez-vous me dire qui sont les personnes à l'origine de la création de la mutuelle?
- Comment se connaissaient-elles?
- Quelle était l'idée à l'origine de la création de la mutuelle?
- Qui a eu cette idée?
- Quelle vision aviez-vous de la situation des femmes?
- Quelle vision aviez-vous de votre propre situation?
- Quelle vision aviez-vous des moyens à prendre pour améliorer cette situation?
- Comment les femmes ont-elles réussi à se mobiliser autour de cette idée?
- Comment (à quels moments) les personnes concernées par la mutuelle échangeaient-elles les informations relatives à la mutuelle?

- Comment prend-on les décisions qui concernent la mutuelle?
- Quel est le fonctionnement du système de mobilisation et de redistribution des ressources financières?
- Quels ont été les problèmes rencontrés?
- Quelles stratégies ont été utilisées pour faire face à ces problèmes?
- Quelles sont vos sources de satisfaction par rapport à la mutuelle?
- Quelles sont vos sources d'insatisfaction par rapport à la mutuelle?
- Qu'est-ce que, pour vous, une mutuelle efficace?
- Est-ce que votre mutuelle répond à ce critère?
- Avez-vous eu recours à un crédit de cette mutuelle?
- Quelles activités ont été financées par ce crédit?
- Ces activités ont-elles donné des résultats concrets?
- Le prêt a-t-il été remboursé?
- Comment votre mari réagi-t-il face à votre implication dans la mutuelle?
- Y a-t-il eu une autre forme d'impact à l'intérieur de la famille?

## 6- RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES

- Quels sont les partenaires principaux du GIE?
- Quels sont les liens entretenus avec ces partenaires?
- Quelle vision avez-vous de l'aide que le GIE peut recevoir?
- Quels effets pensez-vous que cette aide pourrait avoir sur le GIE?
- Quels effets pensez-vous que cette aide pourrait avoir sur votre vie à vous?
- Sur votre famille?
- Quelles sont, selon vous, les demandes et exigences des partenaires et bailleurs de fonds pour obtenir leur aide?
- Quelles sont les stratégies que vous utilisez pour satisfaire ces demandes et exigences?
- Quels sont les problèmes rencontrés dans les relations avec les partenaires?
- Quelles sont les stratégies que vous utilisez pour résoudre ces problèmes?
- Comment voyez-vous votre rôle dans les relations que le GIE entretient ou tente de créer avec des partenaires?

**ANNEXE II****GUIDE D'ENTREVUE #2 - UGTAD****A) L'INFORMATRICE****1- Le profil socio-démographique de l'informatrice**

- Quel est votre âge (année de naissance)?
- Quel est votre statut matrimonial (incluant le nombre d'épouses et le rang de l'informatrice)
- Quelle est l'occupation de votre mari?
- Combien d'enfants avez-vous; combien de filles?
- Quel âge a chaque enfant?
- Vont-ils à l'école (précisez)?
- Quel est votre niveau de scolarisation, de formation?
- Quel est votre lieu de résidence?
- Quel est votre lieu de naissance?

**2- Ses motivations et espoirs passés et actuels par rapport au groupement, incluant sa vision des problèmes que le groupement se propose de résoudre.****3- Sa ou ses positions et rôles dans le groupement et dans la mutuelle**

- Depuis combien d'années faites-vous partie du groupement?
- Comment en êtes-vous venue à faire partie du groupement?
- Quelle est votre position dans le groupement?
- Quelle est votre rôle dans le groupement?
- Comment en êtes-vous venue à jouer ces rôles, occuper ces fonctions?
- En tant que -----, quelles sont vos responsabilités?
- Quelles ont été vos activités au sein du groupement pendant les trois dernières années?

**4- Les qualités et compétences nécessaires à l'exercice de ces rôles****5- L'historique de chacune de ces postions et rôles dans le groupement (comment elle en est venue à exercer telle fonction)****6- Les problèmes rencontrés personnellement dans l'exercice de chacun de ces rôles et les stratégies de résolution utilisées ou suggérées.**

7- Les différentes activités de l'informatrice dans le groupement, et ses activités économique et familiales en dehors du groupement; la répartition du temps de l'informatrice entre ces différents champs d'activité.

8- L'impact du groupement sur les revenus de l'informatrice

9- L'impact du groupement sur l'organisation familiale de l'informatrice

**B) LE GROUPEMENT DE BASE (dans le cas de l'UGTAD, cela correspond au GIE; dans le cas de SERBATIM, cela correspond à la cellule).**

1- Quelle était la forme d'organisation communautaire antérieure à la création du GIE?

**LIENS SOCIAUX ET ORIGINE DE L'INITIATIVE**

- Les femmes qui ont formé le GIE se connaissaient-elles auparavant?
- Comment se connaissaient-elles, quels étaient leurs liens?
- Y avait-il une organisation communautaire de laquelle ces femmes faisaient partie avant le GIE?
- Qu'est-ce qui était à l'origine de cette organisation communautaire?

**VISION DE LA SITUATION**

- Quelle vision aviez-vous, à cette époque, de la situation des femmes?
- Quelle vision aviez-vous, à cette époque, de votre propre situation?
- Quelle vision aviez-vous, à cette époque, des moyens à prendre pour améliorer cette situation?

**MOBILISATION**

- Comment les femmes avaient-elles réussi à se mobiliser autour de cette première forme d'organisation?

**FONCTIONNEMENT**

- Comment (à quels moments) les femmes échangeaient-elles les informations relatives à leurs activités collectives?
- Comment prenait-on les décisions qui concernaient le groupe?
- Y avait-il à ce moment une structure d'organisation parmi les femmes? (hiérarchie, rôles, fonctions)
- Quel était le fonctionnement du système de mobilisation et de redistribution des ressources financières?

- Qu'est-ce que le groupe faisait avec cet argent?

### PROBLEMES ET STRATÉGIES

- Quels ont été les problèmes rencontrés?
- Quelles stratégies ont été utilisées pour faire face à ces problèmes?

### SATISFACTION ET ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ

- Quelles étaient vos sources de satisfaction par rapport au groupe?
- Quelles étaient vos sources d'insatisfaction par rapport au groupe?
- Comment évaluez-vous, à l'époque, l'efficacité du groupe?

### IMPACT SUR LES REVENUS ET LA FAMILLE

- Vos activités au sein du groupe ont-elles, à l'époque, eu un impact sur le déroulement quotidien de vos activités au sein de la famille?
- Vos activités au sein du groupe ont-elles, à l'époque, eu un impact sur les activités de vos filles?
- Comment votre mari a-t-il réagi, à l'époque, à ces nouvelles activités?
- Y a-t-il eu une autre forme d'impact à l'intérieur de la famille?
- Les activités ont-elles, à cette époque, eu un impact sur vos revenus?
- Si oui, à quoi étaient utilisés les revenus additionnels?

## 2- Histoire de la création du GIE

### LIENS SOCIAUX ET ORIGINE DE L'INITIATIVE

- Pouvez-vous me dire qui étaient les personnes à l'origine de la création du GIE?
- Comment se connaissaient-elles?
- Quelle était l'idée à l'origine de la création du GIE?
- Qui a eu cette idée?
- Qui sont les femmes qui composent maintenant votre GIE?
- Quelle est la date de création du GIE?
- Quelles sont les activités menées par le GIE?
- Quelle est la localisation géographique du GIE?

### VISION DE LA SITUATION

- Quelle vision aviez-vous alors de la situation des femmes?
- Quelle vision aviez-vous alors de votre propre situation?

- Quelle vision aviez-vous des moyens à prendre pour améliorer cette situation?

#### MOBILISATION

- Comment les femmes ont-elles réussi à se mobiliser autour de cette idée?

#### FONCTIONNEMENT

- Comment (à quels moments) les femmes échangent-elles les informations relatives aux activités du GIE
- Quelle est la structure d'organisation du GIE (hiérarchie, rôles, fonctions)?
- Comment prend-on les décisions qui concernent le GIE?
- Quel est le fonctionnement du système de mobilisation et de redistribution des ressources financières?
- Qu'est-ce que le groupe fait avec cet argent?

#### PROBLEMES ET STRATÉGIES

- Quels sont les problèmes rencontrés?
- Quelles stratégies sont utilisées pour faire face à ces problèmes?

#### ACTIVITÉS ET FINANCEMENT

- Quelles ont été les activités menées par le GIE lors des trois dernières années?
- Quelles ont été les sources de financement de ces activités?
- Avez-vous déjà eu recours au crédit?
- Quelle institution vous a-t-elle accordé le crédit?
- Comment s'est passé le processus d'obtention du crédit?
- Quelles activités ont été financées par ce crédit?
- Le prêt a-t-il été remboursé dans les délais prévus?
- Ces activités ont-elles donné des résultats concrets?
- Quelles impressions vous a laissé cette expérience d'emprunt?

#### SATISFACTION ET ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ

- Quelles sont vos sources de satisfaction par rapport au GIE?
- Quelles sont vos sources d'insatisfaction par rapport au GIE?
- Qu'est-ce que, pour vous, un GIE efficace?
- Votre GIE répond-il à ce critère?
- Si vous pouviez changer quelque chose au GIE pour l'améliorer, que changeriez-vous?

#### IMPACT SUR LES REVENUS ET SUR LA FAMILLE

- Vos activités au sein du groupe ont-elles un impact sur le déroulement quotidien de vos activités au sein de la famille?
- Vos activités au sein du groupe ont-elles un impact sur les activités quotidiennes de vos filles?
- Comment votre mari réagit-il face à vos activités au sein du GIE?
- Y a-t-il eu une autre forme d'impact à l'intérieur de la famille?
- Les activités ont-elles un impact sur vos revenus?
- Si oui, à quoi sont utilisés les revenus additionnels?

### **C) LA FÉDÉRATION DE GROUPEMENTS (UGTAD)**

#### **LIENS SOCIAUX ET ORIGINE DE L'INITIATIVE**

- Pouvez-vous me dire qui étaient les personnes à l'origine de la création de l'UGTAD?
- Comment se connaissaient-elles?
- Quelle était l'idée à l'origine de la création de l'UGTAD?
- Qui a eu cette idée?

#### **VISION DE LA SITUATION**

- Quelle vision aviez-vous alors de la situation des femmes et des différents groupements que vous vouliez fédérer?
- Quelle vision aviez-vous alors de votre propre situation?
- De la situation de votre propre groupement?
- Quelle vision aviez-vous des moyens à prendre pour améliorer cette situation?

#### **MOBILISATION**

- Comment les femmes ont-elles réussi à se mobiliser autour de cette idée?

#### **FONCTIONNEMENT**

- Comment (à quels moments) les femmes échangent-elles les informations relatives aux activités de l'UGTAD?
- Quelle est la structure d'organisation de l'UGTAD (hiérarchie, rôles, fonctions)?
- Comment prend-on les décisions qui concernent l'UGTAD?
- Quel est le fonctionnement du système de mobilisation et de redistribution des ressources financières?

- Qu'est-ce que l'UGTAD fait avec cet argent?
- La production de l'UGTAD est-elle distincte de celle des GIE qui la composent?
- Quels sont les relations, les échanges entretenus entre l'UGTAD et les groupements qui la composent?

#### PROBLEMES ET STRATÉGIES

- Quels sont les problèmes rencontrés?
- Quelles stratégies sont utilisées pour faire face à ces problèmes?

#### ACTIVITÉS ET FINANCEMENT

- Quelles ont été les activités menées par l'UGTAD lors des trois dernières années?
- Quelles ont été les sources de financement de ces activités?
- L'UGTAD a-t-elle déjà eu recours au crédit?
- Quelle institution vous a-t-elle accordé le crédit?
- Comment s'est passé le processus d'obtention du crédit?
- Quelles activités ont été financées par ce crédit?
- Le prêt a-t-il été remboursé dans les délais prévus?
- Ces activités ont-elles donné des résultats concrets?
- Quelles impressions vous a laissé cette expérience d'emprunt?

#### SATISFACTION ET ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ

- Quelles sont vos sources de satisfaction par rapport à l'UGTAD?
- Quelles sont vos sources d'insatisfaction par rapport à l'UGTAD?
- Qu'est-ce que, pour vous, une fédération de groupements efficace?
- Selon vous, l'UGTAD répond-elle à ce critère?
- Si vous pouviez changer quelque chose à l'UGTAD pour l'améliorer, que changeriez-vous?

#### IMPACT SUR LES REVENUS ET SUR LA FAMILLE

- Vos activités au sein de l'UGTAD ont-elles un impact sur le déroulement quotidien de vos activités au sein de la famille?
- Vos activités au sein de l'UGTAD ont-elles un impact sur les activités quotidiennes de vos filles?
- Comment votre mari réagit-il face à vos activités au sein de l'UGTAD?
- Y a-t-il eu une autre forme d'impact à l'intérieur de la famille?
- Les activités ont-elles un impact sur vos revenus?
- Si oui, à quoi sont utilisés les revenus additionnels?

## D) HISTOIRE DE LA CRÉATION DE LA MECPROTES

### LIENS SOCIAUX ET INSTITUTIONNELS ET ORIGINES DE L'INITIATIVE

- Pouvez-vous me dire qui sont les personnes ou les organisations à l'origine de la création de la mutuelle?
- Comment se connaissaient-elles?
- Quelle était l'idée à l'origine de la création de la mutuelle?
- Qui a eu cette idée?

### VISION DE LA SITUATION

- Quelle vision aviez-vous de la situation des femmes et de leurs organisations?
- Quelle vision aviez-vous de votre propre situation?
- Quelle vision aviez-vous des moyens à prendre pour améliorer cette situation?

### MOBILISATION

- Comment les femmes ont-elles réussi à se mobiliser autour de cette idée?
- Comment les partenaires se sont-ils mobilisés autour de cette idée?

### FONCTIONNEMENT

- Comment (à quels moments) les personnes concernées par la mutuelle échangent-elles les informations relatives à la mutuelle?
- Comment prend-on les décisions qui concernent la mutuelle?
- Quel est le fonctionnement du système de mobilisation et de redistribution des ressources financières?
- Quelle est la structure administrative de la mutuelle?

### PROBLÈMES ET STRATÉGIES

- Quels ont été les problèmes rencontrés?
- Quelles stratégies ont été utilisées pour faire face à ces problèmes?

### SATISFACTION ET ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ

- Quelles sont vos sources de satisfaction par rapport à la mutuelle?
- Quelles sont vos sources d'insatisfaction par rapport à la mutuelle?
- Qu'est-ce que, pour vous, une mutuelle efficace?

- Est-ce que votre mutuelle répond à ce critère?

### IMPACTS SUR LES REVENUS ET SUR LA FAMILLE

- Vos activités au sein de la mutuelle ont-elles un impact sur le déroulement quotidien de vos activités au sein de la famille?
- Vos activités au sein de la mutuelle ont-elles un impact sur les activités quotidiennes de vos filles?
- Comment votre mari réagit-il face à vos activités au sein de la mutuelle?
- Y a-t-il eu une autre forme d'impact à l'intérieur de la famille?
- Les activités ont-elles un impact sur vos revenus?
- Si oui, à quoi sont utilisés les revenus additionnels?

### E) RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES

#### 1- UGTAD

- Quels sont les partenaires principaux de l'UGTAD?
- Quels sont les liens entretenus avec ces partenaires?
- Quelle vision avez-vous de l'aide que l'UGTAD a reçue dans le passé?
- Quels effets pensez-vous que cette aide a eu sur l'UGTAD?
- Quelle vision avez-vous de l'aide que l'UGTAD pourrait recevoir dans l'avenir?
- Quels effets pensez-vous que cette aide pourrait avoir sur l'UGTAD?
- Quels effets pensez-vous que cette aide pourrait avoir sur votre vie à vous?
- Sur votre famille?
- Quelles sont, selon vous, les demandes et exigences des partenaires et bailleurs de fonds pour obtenir leur aide?
- Quelles sont les stratégies que vous utilisez pour satisfaire ces demandes et exigences?
- Quels sont les problèmes rencontrés dans les relations avec les partenaires?
- Quelles sont les stratégies que vous utilisez pour résoudre ces problèmes?
- Comment voyez-vous votre rôle dans les relations que l'UGTAD entretient ou tente de créer avec des partenaires?

## 2- MECPROTES

- Quels sont les partenaires principaux de la MECPROTES?
- Quels sont les liens entretenus avec ces partenaires?
- Quelle vision avez-vous de l'aide que la MECPROTES a reçue dans le passé?
- Quels effets pensez-vous que cette aide a eu sur la MECPROTES?
- Quelle vision avez-vous de l'aide que la MECPROTES pourrait recevoir dans l'avenir?
- Quels effets pensez-vous que cette aide pourrait avoir sur la MECPROTES?
- Quels effets pensez-vous que cette aide pourrait avoir sur votre vie à vous?
- Sur votre famille?
- Quelles sont, selon vous, les demandes et exigences des partenaires et bailleurs de fonds pour obtenir leur aide?
- Quelles sont les stratégies que vous utilisez pour satisfaire ces demandes et exigences?
- Quels sont les problèmes rencontrés dans les relations avec les partenaires?
- Quelles sont les stratégies que vous utilisez pour résoudre ces problèmes?
- Comment voyez-vous votre rôle dans les relations que la MECPROTES entretient ou tente de créer avec des partenaires?

## **IDENTIFICATION ET DESCRIPTION DE L'UGTAD**

- Quelle est la date de création de l'UGTAD?
- Quelle est la structure administrative de l'UGTAD?
- Quelles sont les instances décisionnelles de l'UGTAD?
- Quels sont les buts et objectifs de l'UGTAD?
- Quel est le mandat de l'UGTAD?
- Quelles sont ou ont été les sources de financement de l'UGTAD?
- L'UGTAD a-t-elle du personnel régulier?
- Si oui, précisez le nombre de personnes, leur âge, leur sexe, et leur rémunération.
- Pourriez vous me nommer (ou fournir une liste de) tous les partenaires de l'UGTAD (ministères, chambres de métier et de commerce, ONGs, mutuelles extérieures au groupement, organisations diverses)?
- Pourriez-vous me préciser, pour chaque partenaire, la nature des liens que le groupement entretient avec eux?
- Pourriez-vous me nommer (ou fournir une liste de) tous les membres du groupement, incluant les personnes morales et physiques, en précisant leur âge et leur sexe?

## **IDENTIFICATION ET DESCRIPTION DE LA MECPROTES**

- Quel est le statut juridique de la mutuelle?
- Quelle est la structure administrative de la mutuelle?
- Quelles sont les instances décisionnelles de la mutuelle?
- Quels sont les buts et objectifs de la mutuelle?
- Quel est le mandat de la mutuelle?
- Quelles sont ou ont été les sources de financement de la mutuelle?
- La mutuelle a-t-elle du personnel régulier?
- Si oui, précisez le nombre de personnes, leur âge, leur sexe, et leur rémunération.
- Pourriez-vous me nommer (ou fournir une liste de) tous les partenaires de la mutuelle?
- Pourriez-vous me nommer (ou fournir une liste de) tous les membres de la mutuelle, incluant les personnes morales et physiques, en précisant leur âge et leur sexe?

**ANNEXE III****FEUILLE DE ROUTE DES FOCUS-GROUPS**

1- PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

2- PRÉSENTATION DU DÉROULEMENT DE L'ACTIVITÉ

3- LE FOCUS-GROUP (DÉBUT DE L'ENREGISTREMENT)

A) PRÉSENTATION DES PARTICIPANTES

1- QUELLE EST LA LOCALISATION DE VOTRE CELLULE?

2- QUEL EST VOTRE LIEU DE RÉSIDENCE?

3- QUEL EST VOTRE LIEU DE NAISSANCE?

4- QUEL EST VOTRE AGE?

5- QUEL EST VOTRE NIVEAU D'ÉTUDES?

6- QUEL EST VOTRE STATUT MATRIMONIAL?

a) COMBIEN D'ENFANTS AVEZ-VOUS?

b) QUEL AGE A CHAQUE ENFANT?

c) LESQUELS VONT À L'ÉCOLE?

7- QUELLE EST L'OCCUPATION DE VOTRE MARI?

B) THEMES DE DISCUSSION

1- LES ACTIVITÉS DES FEMMES

A) ACTIVITÉS DOMESTIQUES ET FAMILIALES

B) ACTIVITÉS SOURCES DE REVENU (HORS CELLULE)

C) ACTIVITÉS DE LA CELLULE

2- LE CRÉDIT COMME SOURCE DE FINANCEMENT

3- LE LEADERSHIP AU SEIN DE LA CELLULE ET DU GIE